

## INTRODUCTION

La guerre de 1914 n'aura pas lieu, parce qu'elle n'est pas rentable. Au cas où elle aurait lieu, malgré tout, elle serait courte, car trop onéreuse pour dépasser la durée de quelques mois. Voilà ce qu'enseignaient certains économistes et que croyaient nombre de hauts responsables politiques et militaires à la veille d'une guerre mondiale qui devait durer quatre ans - et qui fut effroyablement coûteuse à tous points de vue. Le conflit à peine terminé, une autre erreur économique de taille est commise : en 1925, Winston Churchill, alors chancelier de l'Échiquier, rétablit la parité-or de la livre sterling à son niveau d'avant-guerre, par conséquent à un niveau beaucoup trop élevé pour la devise britannique minée par l'inflation de guerre et d'après-guerre. Peu après, le chômage augmente en Angleterre. Mais Churchill persiste dans l'erreur. Pierre Bérégovoy, soixante ans plus tard, fera suivre à la France le même chemin, avec la même opiniâtreté et les mêmes résultats piteux.

Des décisions aboutissant à fixer des prix trop élevés ne concernent pas seulement, hélas ! les taux de change. C'est une erreur malheureusement classique qui est commise dans de nombreux secteurs. En agriculture, par exemple, c'est la fameuse et calamiteuse PAC - la politique agricole commune. En matière pétrolière, c'est le coup de force de

l'OPEP en 1973, que l'on fait apparaître comme une victoire du tiers-monde et qui s'est retourné contre lui. Les prix peuvent aussi être fixés à des niveaux trop bas : l'or en 1945, mais aussi les loyers HLM, les espaces publics envahis par les automobilistes, les sites offerts aux touristes, la santé, l'éducation, entraînant immédiatement une supériorité de la demande sur l'offre, et donc encombrement, baisse de qualité, et marchés parallèles. Dans les deux cas, les lois élémentaires de l'offre et de la demande sont violées.

Autre forme d'erreur : le recours au protectionnisme ou à la planche à billets est une tentation permanente des États soumis aux lobbies, incapables de défendre ce qu'ils appellent eux-mêmes l'intérêt général, censé être leur raison d'existence. Dans ces domaines compliqués, où le bricolage politique est souvent dangereux quand il se met au service d'intérêts particuliers, c'est le fonctionnement de la balance des paiements, la nature même de la monnaie, voire de l'État, mais aussi le vice inhérent à l'existence même de toute banque centrale, qui sont mal compris, mal enseignés, ou tout simplement ignorés. Ce qui aggrave le cas des princes qui nous gouvernent, ou de leurs experts, c'est que souvent ils ne savent pas qu'ils ne savent pas. D'autres fois, ils se raccrochent à des fétiches, confondant par exemple industrialisation et développement, abondance monétaire et prospérité. Il existe aussi des erreurs volontairement commises par les puissants ou par leurs conseillers ou leurs inspirateurs, pour tromper le peuple. L'exemple le plus flagrant, qui occupe de manière cyclique le premier plan de l'actualité depuis des décennies, est celui du système de retraite par répartition, qui, on le verra, n'est pas ce qu'on le croit. On ignore généralement qu'il avait été institué... par le maréchal Pétain en 1941! Plus courantes, plus connues, plus souvent dénoncées, et pour ainsi dire banales, sont les

erreurs de prévisions des économistes, experts et planificateurs en tout genre. L'une des plus énormes a pourtant été oubliée des manuels : celle commise par Irving Fisher prévoyant à la veille du krach géant de 1929 que les cours boursiers se maintiendraient encore à un haut niveau pendant au moins plusieurs mois. Fisher était un des économistes les plus renommés de cette époque !

La liste pourrait être indéfiniment allongée. Comme l'enfer l'est, dit-on, de bonnes intentions, l'histoire économique est pavée d'erreurs. Les deux choses ont parfois quelque rapport. Erreurs de prévision, erreurs d'analyse, erreurs conceptuelles, erreurs de diagnostic, erreurs de jugement, erreurs de raisonnement, elles ont au moins un point en commun : elles auraient pu être évitées, s'il n'y avait eu souvent au départ l'intention de bien faire.

« L'erreur, écrit Descartes, n'est pas une pure négation, c'est-à-dire n'est pas le simple défaut ou le manquement d'une perfection qui n'est point due, mais c'est une privation de quelque connaissance que je devrais avoir » (*Méditations*, TV, 4). Relisons bien ce que nous dit le philosophe. La perfection n'est pas de ce monde - comment pourrait-elle l'être ! Mais le monde irait peut-être un peu mieux si nous ne nous privions pas de la connaissance que nous devrions avoir, souvent par lâcheté, démagogie ou simplement parce que nous ne voulons pas regarder la réalité en face.

*Errare humanum est*, dit le proverbe, *perseverare diabolicum*. « L'erreur est humaine. » Il faut prendre le sens de cette formule au plus près : l'erreur est le propre de l'homme. Comme le disait si bien Lichtenberg, un savant et aphoriste allemand du xvm<sup>e</sup> siècle : « Faire des erreurs est également *humain* en ce sens que les animaux font peu d'erreurs ou pas du tout, si ce n'est peut-être les plus intel-

ligents d'entre eux '. » L'erreur est donc à la fois inévitable et pardonnable. Mais, seconde partie du proverbe, il faut bien que le diable se mêle de la reproduction indéfinie de l'erreur. Et ce diable, souvent, est le « démon du bien ».

Ce qui frappe en effet, dans l'histoire des erreurs économiques - on le verra, exemples à l'appui -, c'est la manière dont elles s'enchaînent les unes aux autres. Comme si chaque erreur était non pas redressée par une autre erreur, en sens contraire, ainsi que le veut le tâtonnement classique de l'expérimentation, mais aggravée par la suivante dans une dérive effroyable dont, au seuil du nouveau millénaire, nous ne verrions toujours pas la fin. L'erreur commise dans la gestion du krach de 1929 est, en partie, engendrée par l'erreur monétaire de Churchill en 1925. Le faux prix donné à l'or en 1945 est une répétition d'une semblable erreur commise en 1922. Une politique censée protéger les agriculteurs conduit à chasser nombre d'entre eux de leurs terres après avoir empoisonné celles-ci de toutes sortes de produits chimiques. D'où en hâte l'application du « principe de précaution », lui-même source d'autres erreurs. La protection généreuse des bas salaires contribue au sous-emploi, contre lequel on lutte ensuite par des moyens fallacieux. L'aide au tiers-monde permet le maintien de dictatures qui meurtrissent leurs peuples, qu'il faut ensuite secourir. Et tout cela se termine, souvent, trop souvent, par des millions de chômeurs, de miséreux, d'affamés, de morts.

Or, le plus surprenant résultat de cette histoire d'erreurs économiques, ce n'est pas qu'elles soient commises par des hommes politiques - on s'y attendait, et les exemples ne manquent pas : du Régent Philippe

1. Georg Christoph Lichtenberg, *Aphorismen, Schriften, Briefe*, Munich, Hanser, 1974. Cité par Albert Hirschman dans *Bonheur privé, action publique*, traduit de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, 1983.

d'Orléans à Lénine, Churchill, Roosevelt, Pétain, de Gaulle ou Bérégoz. L'étonnant c'est qu'elles viennent parfois de très grands philosophes, comme Platon, Aristote, Montaigne, dont nous traînons encore le lourd héritage en matière d'idées économiques. Et aussi, des économistes eux-mêmes. Au point que l'on pourrait soutenir le paradoxe que moins on pense l'économie, mieux elle se porte. Après tout, la « science économique » est une discipline relativement neuve (elle n'a pas trois siècles), et il a bien fallu s'en passer pendant des millénaires.

Les économistes auraient manqué à leur tâche s'ils ne s'étaient pas penchés sur la question. Bien peu en ont pris le risque. Et ils ont commencé à chercher l'erreur chez les non-économistes, autrement dit chez l'individu ordinaire n'ayant pas reçu d'enseignement économique. Ainsi le Suisse Bruno Frey est l'un des rares économistes contemporains à s'être demandé pourquoi étaient si mal comprises les lois de l'offre et de la demande, centrales dans toute réflexion économique. Il vaut la peine d'étudier ici les cinq arguments qu'il donne pour expliquer cette faible compréhension '. L'argument cognitif : les gens souffrent d'un déficit de connaissance sur les lois du marché. L'argument socio-politique : syndicats et lobbies font pression sur l'État pour fausser le système des prix en leur faveur. L'argument de justice : les gens sont réfractaires à ce système de fixation des prix, car ils estiment qu'il mène à des situations inéquitables. L'argument psychologique : il y a un coût psychologique à entrer dans un processus d'échange, et ce coût joue à l'encontre de l'extension des échanges marchands, et par conséquent génère une méfiance à l'encontre du système des prix. L'argument moral : l'extension des échanges à certains

1. B. Frey, « Economists Favour Priée System - Who Else Does? », dans *Kiklos*, vol. 39, n° 4, 1986, p. 537-563.

domaines constituerait une menace pour des valeurs morales intrinsèques ; du coup le système des prix serait perçu comme immoral. Ces arguments sont discutables. L'argument cognitif est fragile pour une raison bien simple : même des économistes, et parmi les plus célèbres, se méfient de la loi du marché comme mode d'allocation des ressources. Il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de principes économiques ne sont pas à la portée de la compréhension des non-économistes. Il est très difficile de faire comprendre, par exemple, que le blocage des loyers se retourne à terme contre les locataires, que le SMIC peut être facteur de chômage, que le blocage des prix n'enraye pas l'inflation, etc. Maints résultats de l'analyse économique sont contre-intuitifs. Le bon sens est souvent trompeur en économie. Ce qui aggrave son cas, si l'on peut dire, c'est que, parfois, il est un bon guide - s'il trompait toujours, ce serait plus simple, on pourrait s'en méfier systématiquement. À cela s'ajoutent les effets de la simplification médiatique. Il serait périlleux pour l'audimat d'exposer la théorie des « avantages comparatifs » ou celle de l'« utilité marginale » devant les caméras, alors même que peu d'économistes s'y risquent dans la presse écrite de peur de n'être pas lus. En outre, l'individu ne trouve pas d'intérêt à en savoir plus dans un domaine qui paraît abscons et contradictoire, les économistes ayant la réputation de n'être d'accord sur rien, une réputation souvent vérifiée. Milton Friedman, qui est sans aucun doute l'un des économistes qui a le plus marqué la pensée et la pratique économiques au <sup>c</sup>xx<sup>e</sup> siècle, rapporte lui-même ce dicton : « Laissez trois économistes ensemble et vous êtes sûr d'avoir au moins quatre avis sur la politique à suivre<sup>1</sup>. » D'où la méfiance des hommes politiques au

1. Milton Friedman, *Inflation et système monétaire*, traduit de l'américain par Daisy Carroll, Paris, Calmann-Lévy, 1969 (titre original : *Dollars and Deficits*, New Jersey, USA, 1968), p. 19.

plus au niveau de l'État (Charles de Gaulle par exemple, ou encore François Mitterrand) à rencontre de ces experts qui leur donnent l'impression de discuter du sexe des anges dans un jargon incompréhensible. Dans certaines circonstances, pour certains champs, du reste, il est rationnel d'être ignorant. C'est ce que les économistes enseignent eux-mêmes sous le titre d'« ignorance rationnelle ». Il est rationnel pour le conducteur d'une automobile ou pour l'utilisateur d'un ordinateur personnel de ne pas investir dans la connaissance des mécanismes qui permettent à sa machine de fonctionner. De même est-il rationnel pour un individu de ne pas investir dans la connaissance des mécanismes économiques pour la conduite de sa vie ordinaire, libérant ainsi du temps pour d'autres acquisitions culturelles plus utiles ou plus agréables.

L'argument politique a plus de solidité. Les enjeux autour desquels se disputent les groupes de pression sont tels que l'économiste se trouve comme désarmé : il ne fait pas le poids. Mais là encore, l'argument n'explique pas tout. Car à un certain niveau de décisions (celui où l'on fixe les taux d'intérêt ou le taux de change, mais aussi telle politique commerciale ou pénale ou étrangère, etc.), l'incidence de telle mesure est trop incertaine pour que tel groupe puisse être assuré d'en bénéficier uniquement. Voilà pourquoi expliquer la guerre contre l'Irak par le pétrole, c'était, bien sûr, un peu court. Au niveau d'un pays, le système des prix retrouve alors en partie son rôle de référence. Même en Union soviétique, les prix étrangers, qu'il était facile de connaître, tenaient ce rôle non seulement dans les relations entre les grandes entreprises, mais aussi dans les calculs des planificateurs centraux.

L'argument de justice est sans doute très puissant. Mais il mérite d'être regardé d'un peu plus près. Quand on répartit la pénurie par des files d'attente plutôt que par

des hausses des prix, comme c'était le cas en France sous l'Occupation allemande ou en Russie sous le régime soviétique, ou comme c'est encore le cas pour les rentrées de week-end sur des autoroutes saturées, ou devant une salle cinéma qui passe un film à succès, il n'est pas sûr que prédominent des considérations de justice. La répartition par la capacité à faire la queue n'est pas plus juste que la répartition par les prix, elle est seulement, dans certains cas, plus commode.

L'argument psychologique est le plus faible de tous. Depuis la nuit des temps, l'homme cherche à échanger. Et il continue à le faire même dans les pires situations, les plus dangereuses, les plus contrôlées par l'État ou une autorité extérieure. À preuve, l'existence de marchés noirs quand les échanges sont entravés par des droits de douane prohibitifs, des quotas, des interdits (l'alcool sous le régime de la Prohibition aux États-Unis, les drogues un peu partout dans le monde). L'échange est recherché même quand le « délit économique » du marché noir est puni de mort (régimes totalitaires, temps de guerre). On pourrait montrer que l'État lui-même, quand il cherche à rationner, préfère agir directement sur les niveaux des prix par des taxes plutôt que de recourir à des restrictions quantitatives beaucoup plus compliquées et coûteuses à mettre en œuvre - un hommage involontaire à l'efficacité des lois du marché.

L'argument éthique est intéressant. L'amour, l'affection, l'amitié, la dignité, l'honneur, le respect sont des « biens » qui doivent, prétend-on, échapper aux lois du marché sous peine d'être détruits. Cet argument a souvent été employé pour théoriser la tendance à l'autodestruction du capitalisme : ce régime aurait besoin pour fonctionner d'un environnement éthique (confiance et franchise étant supposées indispensables pour permettre l'échange le plus élémentaire) qu'il corroderait lui-même par son amora-

lisme intrinsèque. Cette thèse a un long passé qui remonte à Aristote. Mais son antithèse est tout aussi vénérable, qui considère que le commerce adoucit les mœurs (Montesquieu, Robertson, Condorcet, Thomas Paine) et qu'il secrète lui-même une morale. Une troisième thèse (celle de Mandeville dans *La Fable des abeilles*) prétend que les vices privés font le bienfait public... H est évidemment impossible de trancher ici entre ces affirmations non démontrées. Nous verrons en tout cas les risques mortels que l'on court à faire trop confiance à l'économie et à sa rationalité pour juguler la passion de la guerre.

Dans le vécu quotidien des relations familiales, on peut s'interroger sur le rôle de l'argent et sur les dégâts éventuels qu'il peut causer. Prenons l'exemple d'un enfant prêt à rendre des services à ses parents<sup>1</sup>. Si ces derniers prennent l'habitude de le récompenser par de l'argent, la motivation de l'enfant cesse d'être intrinsèque et devient pécuniaire. Du coup, si les parents suspendent la récompense, l'enfant réduit l'offre de ce service. On pourrait en déduire que le recours au système des prix crée des motivations pécuniaires à l'action de l'individu, qui sont mises à la place des « motivations intrinsèques », lesquelles sont ainsi détruites. De même, observera-t-on, si un contrat de mariage fixe les devoirs de chaque partenaire dans chaque circonstance, alors l'amour et la confiance qui sont à la base de la relation conjugale deviennent inutiles et tendront à disparaître. On trouve une semblable rivalité entre motivations intrinsèques et motivations économiques dans la théorie du contrat de travail. Mais aussi dans la théorie du crime. Lorsque la sanction publique du crime est relativement faible, le désir de ne pas commettre de crime incite à développer des motivations intrinsèques. Par contre, si le « prix » du crime (la sanction) est élevé, les individus qui ne veulent

I. B. Frey, *art. cit.*

pas devenir criminels ont moins besoin de développer des motivations intrinsèques. Dès lors, si pour une raison ou pour une autre, on est amené à rendre les lois moins sévères, les crimes augmentent à cause de la faiblesse des motivations intrinsèques. *Idem* pour les problèmes d'environnement. Apparemment, la motivation intrinsèque ne suffisait pas à obliger les promeneurs parisiens de chiens à ramasser les déjections de leurs animaux, et donc une sanction a fini par être imposée. En fait, c'est ici tout le rapport de l'individu à la loi qui est en cause<sup>1</sup>.

Une autre manière de poser l'argument éthique est de se demander si les économistes eux-mêmes n'ont pas un penchant particulier pour l'égoïsme et la rationalité, et seraient donc fauteurs d'amoralisme voire d'immoralisme. Des études ont été faites à ce sujet<sup>2</sup>, et comme on pouvait s'y attendre, elles concluent que l'égoïsme et la rationalité sont spécifiques à la nature humaine, et non aux économistes. Il faudrait plutôt considérer la rationalité comme une compétence. A ce moment-là, on pourrait considérer que l'économiste, par métier, disposerait de facultés plus performantes à identifier les opportunités de profit. Mais si c'était vrai, cela se saurait, foi d'économiste!

Bref, aucun de ces cinq arguments n'emporte une conviction pleine et entière. Il nous faut donc trouver d'autres explications à la réticence que Ton observe à admettre les lois du marché et à les appliquer.

Une piste de recherche pourrait être dans l'archaïsme des mentalités et des pratiques. On peut en effet démon-

1. Se reporter à Eric A. Posner, *Law and Social Norms*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, et Londres, 2001.

2. G. Marwell et R. Ames, « Economists Free Ride, Does Anyone Else? », dans *Journal of Public Economy*, n° 15, juin 1981, p. 295-310. J. Carter et M. Irons, « Are Economists Different, and If So, Why? », dans *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, n° 2, 1991, p. 171-177.

trer que dans les conditions d'une économie primitive, le contrôle des prix, le plafonnement du taux d'intérêt, la redistribution obligatoire, les pratiques de don et de contre-don hors marché, et même la loi du talion, peuvent s'expliquer tout à fait rationnellement, par des coûts très élevés de droit de propriété, d'accumulation, d'information, de transport, de négociation et d'exécution des contrats. Mais si ces archaïsmes peuvent à la rigueur excuser les idées économiques d'Aristote - encore que l'économie athénienne était beaucoup plus sophistiquée et marchande que toute une historiographie a cherché à nous le faire croire<sup>1</sup> -, ils devraient avoir disparu aujourd'hui.

Une autre piste de recherche nous mettrait sur la voie des intellectuels, qu'on dirait par nature ou par fonction « anti-économiques », qui en tout cas n'aiment pas les choses liées au négoce et manifestent un certain scepticisme à l'égard de la « science économique », traitée traditionnellement par eux de *dismal science* (science lugubre)<sup>2</sup>. De fait, comme l'ont montré trois économistes américains, Coase<sup>3</sup>, Director<sup>4</sup> et Stigler<sup>5</sup>, au cours des deux derniers siècles les intellectuels, en général, se sont opposés à la liberté du commerce alors qu'ils ont été favorables à la libre circulation des idées et à la libéralisation des mœurs. Ne dit-on pas pourtant que la liberté est indi-

1. Pour une remise en cause du schéma habituel sur les économies anciennes, se reporter à Alain Bresson, *La Cité marchande*, Ausonius Publications, Diffusion De Boccard, 2000.

2. Souvent répétée, l'expression est originellement de Thomas Carlyle, un auteur anglais du XIX<sup>e</sup> siècle, qui passait pour le prototype du puritain à l'époque victorienne.

3. R. Coase, « The Market for Goods and the Market for Ideas », dans *American Economic Review*, 1974, p. 384-391. Ronald Coase a obtenu le prix Nobel d'économie en 1991.

4. A. Director, « The Parity of the Economic Market Place », dans *Journal of Law and Economics*, octobre 1964.

5. G. Stigler, *The Intellectual and the Market Place. The Free Press*, 1963, chapitre 12. Stigler a obtenu le prix Nobel d'économie en 1982.

visible? Deux explications peuvent être données de ce libéralisme sélectif et peu cohérent.

La première est que les qualités d'une idée sont plus difficiles à observer et à vérifier que celles des biens ordinaires. À la rigueur, une administration peut prétendre réguler le marché des carottes par le contrôle de leur qualité. Une telle tâche est infiniment plus ardue et délicate en matière d'idées, même si certains États s'y risquent. Il est significatif que même les États totalitaires, s'ils contrôlent plus ou moins l'industrie et le commerce, ne parviennent pas à réguler complètement le marché des idées.

La deuxième explication, soutenue particulièrement par Coase, est que les intellectuels ont intérêt à promouvoir la liberté d'expression par rapport au libre commerce des biens et services ordinaires, car cette différenciation fait de l'idée, qui est le produit de l'activité intellectuelle, un bien à part méritant un statut spécial à cause de sa « noblesse ». Du même coup, ils associent « une valeur morale de grandeur et de magnificence à leur fonction dans la société' ».

Dernière piste de recherche des causes de Terreur économique : chez les économistes eux-mêmes, invités ici à balayer devant leurs portes. Ils sont particulièrement responsables, pour au moins trois raisons.

D'abord, beaucoup se croient obligés de faire leur révérence aux grands philosophes, quelle que soit la méconnaissance de ces derniers en matière économique.

Ensuite, le célèbre Adam Smith, qui passe communément pour le père fondateur de la science économique, a imposé en 1776, nous le dirons, au sujet de la valeur travail, une sorte de dérivation par rapport au courant de pensée venu du Moyen Âge et de l'Age classique. Cette

1. Saïd Rohaine, *Un paradoxe : réticence au système des prix chez les économistes. Faits et explications*, thèse de doctorat de l'université de Paris-II, ronéo, 1995, p. 243.

bifurcation a fait perdre un siècle à la réflexion économique et la pénalise encore de nos jours comme un handicap d'autant plus lourd qu'il est méconnu. Le fil sera repris au XIX<sup>e</sup> siècle par ce que Ton appelle l'École autrichienne d'où est sortie une pléiade d'économistes de premier plan : Carl Menger (1840-1921), Böhm-Bawerk (1850-1914), von Wieser (1851-1926), Ludwig von Mises (1881-1973), Friedrich Hayek (1899-1992). C'est à cette école que l'on doit ce que l'on appelle dans le jargon des économistes le marginalisme<sup>1</sup>. Au XX<sup>e</sup> siècle, l'Ecole franchira l'Atlantique pour s'implanter aux États-Unis grâce à Murray Rothbard, qui fut jusqu'à sa disparition en 1995 l'un des chefs de file des économistes libertariens américains<sup>2</sup>. On lui doit, notamment, une monumentale histoire de la pensée économique, qui a surclassé l'œuvre, classique dans ce domaine, du grand Joseph Schumpeter, lui-même autrichien (1883-1950)<sup>3</sup>. Il existe même aux États-Unis un Institut Mises, situé à Auburn (Alabama),

1. Le marginalisme met en évidence la valeur de la dernière unité d'un bien détenu, dite valeur marginale. Au fur et à mesure que le niveau de détention ou de consommation d'un bien s'élève, les suppléments de satisfaction que l'individu retire d'une augmentation d'une unité de détention ou de consommation sont de plus en plus faibles. L'exemple canonique est celui de l'eau. « Comme il y a beaucoup d'eau, le dernier verre se vend très bon marché. Même si les premières gouttes valent autant que la vie elle-même, les quelques dernières gouttes ne servent qu'à arroser la pelouse ou laver la voiture. Nous constatons alors qu'une marchandise de très grande valeur telle que l'eau se vend pour presque rien parce que la dernière goutte ne vaut presque rien », écrit l'Américain Paul Samuelson, le célèbre prix Nobel d'économie, dans son *Économie*, seizième édition, Economica, 1998.

2. Un économiste libertarien se distingue d'un économiste libéral classique en ce qu'il estime que l'État n'est pas nécessaire au fonctionnement du marché. Bien noter que le terme de libéral n'a pas le même sens aux États-Unis qu'en France. Un libéral américain se situe plutôt à gauche. L'économiste libéral au sens français se range plutôt parmi les conservateurs sur l'échiquier politique.

3. Murray Rothbard, *An Austrian Perspective of the History of Economic Thought*, Edward Elgar Pub., 2 vol., 1995. Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, 3 vol., Paris, Gallimard, 1983.

qui entretient la flamme de l'École marginaliste et qui est très fécond en études de toutes sortes, consultables sur son site<sup>1</sup>. Elle est aujourd'hui encore la plus capable d'approcher la réalité économique. Néanmoins, le courant qu'elle représente reste très minoritaire par rapport au *mainstream* issu d'Adam Smith et de l'école dite classique, puis néo-classique anglo-saxonne.

La troisième raison de la responsabilité des économistes dans les fautes qui sont commises est une erreur profonde sur la nature même de la « science » économique en tant que science. Une erreur que partagent la plupart des économistes, mais qui est aussi le lot de beaucoup d'utilisateurs de leur science, hommes politiques, fonctionnaires, essayistes, éditorialistes, journalistes (1<sup>ers</sup> hommes d'affaires sont, eux, généralement beaucoup plus sceptiques quant aux capacités « scientifiques » des économistes, au moins au sens trivial de cet adjectif que nous allons retenir). Comme cette erreur basique peut être considérée comme la mère de toutes les erreurs ou presque, c'est par elle que nous commencerons.

Cet essai cherche à combler un manque : la littérature sur ce sujet n'est pas très abondante, c'est le moins qu'on puisse dire. Le livre a aussi pour objectif d'apprendre ce qu'il en est vraiment de l'économie, en s'instruisant à partir de l'Histoire et, nous l'espérons, en s'amusant, car beaucoup des cas qu'il évoque sont cocasses : les acteurs sont souvent pris à leur propre piège, la « nature économique » étant prompte à se venger impitoyablement des injures qui lui sont faites par ignorance, par orgueil, ou par les deux à la fois.

Cela dit, l'intervention des économistes eux-mêmes dans l'erreur économique - qui plus est, des économistes dont certains figurent parmi les plus grands noms du domaine (Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx, John

Maynard Keynes) et auxquels il faudra adjoindre de grands penseurs tels Aristote ou Thomas d'Aquin, qui ont consacré une bonne part de leur œuvre à la chose économique - va compliquer singulièrement notre tâche. Car nous allons être obligés de naviguer continuellement entre des erreurs bien réelles et des théories qui sont parfois - mais pas toujours, grâce à Dieu - à leur origine. Aussi bien le parti que nous avons pris a été de traiter, cas par cas, une vingtaine d'erreurs flagrantes \ l'exhaustivité étant de toute façon impossible. Elles sont assez typiques et exemplaires pour embrasser la plupart des cas passés, présents et... futurs!

1. Certains de ces cas sont tirés du feuilleton que nous avons publié dans *Le Nouvel Économiste* en 2001 sous le titre : « Les Vingt erreurs du vingtième siècle ». Mais ils ont été profondément remaniés, développés et reclassés.

1. <http://www.mises.org/>



## PROLOGUE

### La mère de toutes les erreurs

L'erreur de base, qui commande beaucoup d'erreurs économiques, est dans l'idée que l'on se fait de la nature de la science économique. Cette erreur consiste à appliquer à cette discipline les canons des sciences physiques fondées sur l'expérimentation - le terme physique étant pris ici au sens large de son étymologie grecque *phusis*, soit « tout ce qui concerne la nature ».

Milton Friedman, l'économiste américain déjà nommé, constitue à cet égard un cas exemplaire. Il est l'auteur d'un livre dont le titre est sans équivoque : *Essais d'économie positive*. Il vaut la peine de le citer ici, tant il représente bien le penchant de nombre d'économistes à adopter les critères des sciences physiques. « La finalité d'une science positive, remarque d'abord Friedman, est la constitution d'une " théorie " ou d'une " hypothèse " qui permette des prédictions valides et significatives (c'est-à-dire qui ne soient pas de l'ordre du truisme) concernant des phénomènes non encore observés <sup>1</sup>. » Il précise un peu plus loin : « Considérée comme un corps d'hypothèses se rapportant à la réalité, la théorie doit être jugée sous l'angle de son pouvoir de prédiction par rapport à la

1. Milton Friedman, *Essais d'économie positive*, traduit de l'anglais par Guy Millière, préface de Pascal Salin, L.I.B.E.R.A.L.I.A., Litec, 1995, p. 6. L'original date de 1953.

catégorie des phénomènes qu'elle est censée "expliquer". Seules les données factuelles peuvent montrer si elle est "vraie" ou "rejetée"<sup>1</sup>.» Voilà qui a le mérite d'être clair. Il ne fait aucun doute dans l'esprit de Friedman, comme il le montrera par la suite, que cette règle doit s'appliquer entièrement à la théorie économique.

Certes, est facilement compréhensible l'attrait des économistes pour des sciences physiques qui permettent de faire non seulement des prévisions, mais encore des prévisions quantifiées comme on en fait dans les expériences de laboratoires. Si je chauffe un morceau de métal de tant de degrés, il va se dilater de tant de centimètres. Si je connais l'intensité de la chaleur et la nature du métal exposé, je peux prédire sa dilatation avec une très grande précision. La généralisation de cette relation de cause à effet aboutit à l'affirmation erronée que toute science digne de ce nom doit être capable de prévision. La science économique doit donc elle aussi être capable de prévision, et si possible de prévision chiffrée : la croissance économique sera de tel taux l'an prochain, la hausse des prix sera de x %, le chômage atteindra tel nombre de personnes, etc. D'énormes quantités de matière grise et d'argent sont consacrées chaque année à cette tâche, l'État étant l'un des premiers demandeurs de cette marchandise douteuse pour des raisons faciles à deviner. Ne dit-on pas, selon l'adage, que « gouverner, c'est prévoir » ? D'où la multiplication de toutes sortes de « laboratoires » de sciences humaines, notamment en économie. Le terme est employé à dessein, comme si l'on pouvait mener dans ces lieux bureaucratiques des expérimentations analogues à celles auxquelles se livrent les chimistes avec leurs cornues ou les physiciens avec leur rayon laser.

Que la demande de prévision de la part de l'État ait joué un rôle important dans cette orientation de la science

1. *Ibid.*, p. 7.

économique ne saurait étonner. Il est normal que celui qui paye ait un œil sur la production qu'il finance. Saïd Rohaine, auteur d'une des très rares thèses récentes consacrées à la « réticence au système des prix chez les économistes<sup>1</sup> », observe que la demande étatique de science économique existe quelle que soit la nature du régime (monarchie, démocratie, dictature) et qu'elle est évidemment une demande intéressée : « Pour les hommes politiques, le gain dépend de l'aptitude du panier d'idée à générer de l'audience et par conséquent du soutien politique. » L'auteur en déduit que les théories économiques ont, presque exclusivement, un usage politique<sup>2</sup>. Ce caractère n'a pu que s'accroître avec l'accroissement du rôle de l'État et l'augmentation de la part qu'il contrôle dans le PNB : pour la France, de 5 % environ dans les années 1870 à 55 % dans les années 1990. **Dans** un tel contexte, les idées en faveur d'une plus grande importance accordée au marché comme mode d'allocation des ressources ne peuvent être que minoritaires puisqu'elles remettent en cause le rôle accordé à l'État ou accaparé par lui. L'économiste américain G. Stigler, prix Nobel d'économie a observé que durant les années 1980, il y eut une corrélation positive entre la baisse des fonds accordés par le gouvernement des États-Unis aux universités et la modification des recommandations politiques faites par les économistes et les penseurs dans les autres sciences sociales dans le sens d'une plus faible intervention de l'État, la baisse des fonds publics poussant les chercheurs à s'appuyer sur les fonds privés. On remarquera aussi que l'analyse économique du droit, qui aboutit à une remise en cause radicale de la régulation étatique, est née dans l'Université - privée - de Chicago.

1. Rohaine, *op. cit.*, p. 388.

2. *Ibid.*, p. 344.

La demande étatique ou dérivée de l'État n'a une telle importance que parce que la demande des entreprises privées reste faible. Si les prévisions des économistes étaient fiables, ils pourraient prospérer auprès des firmes - ce qui n'est pas le cas, la profession d'économistes d'entreprise n'étant guère florissante. Aussi bien, le métier d'économiste n'était-il pas directement source de revenu jusqu'au début du xx<sup>e</sup> siècle. « Le développement de l'activité des économistes et leur prospérité sont parallèles à la professionnalisation toute récente (après la troisième décennie du xx<sup>e</sup> siècle) de cette activité », note encore l'auteur de la thèse précitée. « Cette professionnalisation est historiquement concomitante à la croissance du poids de l'État dans l'économie<sup>1</sup>. »

Or, la tâche de prévision économique, nous allons le montrer, est, sauf à admettre de larges approximations, quasi impossible. Du coup, les économistes prêtent le flanc à de faciles critiques puisqu'ils sont condamnés à faire des erreurs de prévision. Ils n'en persévèrent pas moins dans leur tentative de déchiffrer l'avenir. Souvent leur gagne-pain en dépend.

Aussi bien, l'analyse de l'erreur de base impose-t-elle que l'on s'interroge sur la nature de la science elle-même, car, même si l'économie est incapable de prévoir au sens des sciences physiques, elle ne s'en revendique pas moins comme une science. Et cela depuis plus de deux siècles, puisque le mot de « science économique » apparaît en toutes lettres dès la première page du chef-d'œuvre de Condillac *Le Commerce et le gouvernement* en 1776. Né à Grenoble, en 1714, d'une famille de robe, l'abbé Étienne Bonnot de Condillac est surtout connu comme philosophe. Son *Traité des sensations* (1754) a fait de lui une vedette du siècle des Lumières. Son œuvre économique,

1. *Ibid.*, p. 350.

beaucoup moins connue, nous intéresse au plus haut point, nous le verrons.

Qu'est-ce donc qu'une science? Une science, pourrait-on dire, cherche à expliquer des faits par d'autres faits.

La relation ainsi établie est communément appelée « loi ». La loi, par conséquent, est elle aussi un fait, mais d'une nature particulière, car c'est un fait qui transcende le ou les cas particuliers qui ont servi à l'établir.

Reprenons l'exemple de la dilatation. La « loi » correspondante s'applique non pas seulement à ce morceau de fer qui m'a permis de l'établir mais à tout morceau de fer, et même à tout morceau de métal approché par toute source de chaleur. Toute chose qui a une nature métallique se dilate au contact de la chaleur. On en déduit qu'il est de la nature du métal de se dilater au contact de la chaleur. Ou de la nature de la chaleur de dilater un morceau de métal.

Chaque loi est un rapport entre certaines propriétés des choses (ici le fer, avec ses propriétés, mis en contact avec une source de chaleur, qui, elle aussi, a ses propriétés), et chaque loi par conséquent s'applique à chaque fois que les propriétés en question sont en cause.

Venons-en maintenant à l'objet fondamental de toute science sociale : l'action humaine. Toute action humaine repose sur un choix.

La première chose à dire à ce propos est que le choix est un fait. Il existe. Les êtres humains font des choix. L'aptitude à faire des choix est même un trait essentiel de la nature humaine. Attention, nous ne sommes pas en train de qualifier ces choix, de dire s'ils sont ou non rationnels. Nous disons seulement que l'homme choisit, qu'il ne peut pas ne pas choisir, que ne pas choisir c'est encore choisir, qu'il peut choisir d'être ou de n'être pas rationnel, de faire le « bien » ou de faire le « mal », que ce choix, quel qu'il

soit, est en définitive le choix d'un individu. La société ne choisit pas.

N'importe lequel de nos choix engage quelques-unes de nos facultés. Par exemple, nous choisissons de penser à telle ou telle chose, ou de nous comporter d'une manière ou d'une autre, engageant soit nos facultés intellectuelles, soit notre propre corps, soit les deux à la fois. Considéré de cette manière, le choix paraît relever du même type d'explication que celui adopté par toutes les autres sciences, déterminant un fait par un autre.

Or, il n'en est pas du tout ainsi. Par sa nature même, le choix humain n'est ni déterminé ni déterminable. Comme l'exprime bien, dans un livre récent, Robert P. George, professeur de science politique à Princeton, les choix ne sont pas déterminés par le désir, ni par quoi que ce soit. Bref, ils ne sont pas déterminés du tout<sup>1</sup>. Il est donc impossible d'expliquer un choix par un fait antérieur ou postérieur. Par exemple, le fait que j'écoute la radio en prenant mon petit déjeuner n'implique aucune relation (de nature ou de propriété) entre le fait de prendre mon petit déjeuner et le fait d'écouter la radio. C'est une relation purement contingente. Ce n'est pas une loi. Même si j'ai pris l'habitude depuis des années de prendre mon petit déjeuner en écoutant la radio, nul ne peut prévoir à coup sûr que demain je vais en faire autant. Le mieux que l'on puisse dire est que c'est plus ou moins probable. Cette habitude n'a rien de commun avec la loi de la dilatation évoquée plus haut.

Il s'ensuit qu'entre un choix et n'importe quel autre choix ou n'importe quel autre fait, il n'y a aucune relation de nature ou de propriété. Le fait fondamental est que la nature même du choix compromet toute tentative de relier un choix quel qu'il soit à un événement quel qu'il

<sup>1</sup>. Robert P. George, *In Défense of Natural Law*, Clarendon Press, Oxford, 1999, p. 116, notre traduction.

soit. Le choix que nous faisons est toujours dans une relation essentiellement contingente ou accidentelle avec d'autres faits.

Assurément, les possibilités de choix peuvent être très petites, il peut exister des « lois économiques » - nous le verrons - comme il existe des lois de la nature, telles que la loi de la dilatation que nous venons d'évoquer, qui tracent des frontières à ces possibilités, sans lesquelles, d'ailleurs, aucune action ne serait possible : comment pourrait-on agir ou choisir si l'on n'avait aucune idée des conséquences possibles ou probables de son acte? Mais la marge laissée à la décision n'est jamais nulle. Ce qui revient à dire que toujours, en toutes circonstances, l'homme est fondamentalement libre - et libre notamment de continuer à vivre même sur le fumier de Job ou de se suicider. Les veines de notre bras sont les chemins de la liberté, pour reprendre une réflexion célèbre de Sénèque, qui a d'autant plus de valeur qu'il l'a mise en pratique pour mettre fin à ses jours. En un mot comme en cent, nos choix ne sont soumis à aucune loi.

Par conséquent, il ne peut exister aucune science de l'action humaine qui puisse être construite sur le modèle des sciences physiques.

Il vaut la peine de dire ici deux mots sur la manière dont le physicien travaille. Dans un premier temps, il postule l'existence d'une loi imaginée dans son esprit comme une hypothèse de travail qui guide ses travaux de recherche. C'est seulement après coup, une fois qu'un certain nombre d'observations ont confirmé son hypothèse, et qu'aucune ne l'a réfutée, qu'il en conclut à l'existence d'une loi. D'où l'expression mise en vogue par Karl Popper : toute loi scientifique doit être « falsifiable ». Autre-

1. Nous n'ignorons certes pas la difficulté de concevoir la liberté de l'homme, un être qui se trouve à la fois *dans* et *hors* la nature, mais ce n'est pas le propos de ce livre d'en discuter.

ment dit, une loi n'a de caractère scientifique que si Ton ne peut démontrer par l'expérience qu'elle est fausse. L'attitude scientifique est ainsi l'attitude critique qui ne cherche pas des vérifications, mais des tests cruciaux, des tests qui peuvent réfuter la théorie, laquelle ne peut jamais être établie définitivement. Sinon, selon Popper, on sort du domaine de la science. Il se trouve que la conception poppérienne de la science, pour particulière qu'elle soit, a été maintes fois extrapolée aux sciences sociales, notamment à la science économique, et par les économistes eux-mêmes.

Pourtant, aucune des lois économiques que nous utiliserons dans ce livre n'a été établie par la méthode des sciences physiques, en dépit de décennies de recherche généreusement dotée, notamment par l'État, pour vérifier par des statistiques les hypothèses les plus imaginatives. Mais ces échecs répétés ne découragent pas les chercheurs qui, génération après génération, tentent d'appliquer à l'économie le modèle des sciences physiques.

C'est que la plupart des économistes ont en tête ce modèle et croient dur comme fer qu'ils peuvent expliquer des faits par d'autres faits, dans une relation de cause à effet : par exemple, qu'une augmentation des billets de banque en circulation dans le public va provoquer une hausse des prix, que d'un blocage des loyers va naître des pénuries de logement, que l'aide aux pauvres va se traduire par une multiplication de ceux-ci, etc. Nous prenons ici exprès, pour illustrer notre propos, les « lois » de l'économie considérées comme les mieux établies, que l'on trouve dans tous les manuels. Et pourtant ce ne sont pas des lois au sens des sciences physiques. Il peut très bien arriver qu'une augmentation de la masse monétaire ne se traduise pas par une hausse des prix, qu'un blocage des loyers n'engendre pas de pénurie de logements ou que l'assistance aux pauvres ne provoque pas une aug-

mentation de leur nombre. Pourquoi? Tout simplement, parce que, entre-temps, d'autres événements, d'autres faits sont intervenus : un changement de comportement des détenteurs de monnaie qui les pousse à thésauriser pendant un certain temps le surcroît de billets qu'ils ont reçus ; une anticipation par les propriétaires de logements que le blocage des loyers ne tiendra pas, ou que les occasions de gagner de l'argent hors de l'immobilier sont encore moins alléchantes ; un changement de mœurs chez les bénéficiaires de l'aide publique. Et encore pourrait-on citer l'intervention d'événements extérieurs aux acteurs concernés, tels qu'une accélération du progrès technique entraînant une baisse des prix, une destruction de logements due à une catastrophe naturelle, le déclenchement d'une guerre - même à l'autre bout du monde, elle aura des incidences sur nos comportements -, des perspectives meilleures de croissance économique qui font qu'il est plus facile de trouver un travail avec un salaire correct, voire un simple changement de gouvernement.

Question : à quoi donc peut servir une loi économique qui n'a pas les attributs d'une loi valable en tout temps et en tout lieu?

Il y a deux manières habituelles d'esquiver la question.

La première est de dire : la loi en question est valable *ceteris paribus*, c'est-à-dire toutes choses égales par ailleurs. Reprenons l'exemple de l'inflation : une augmentation de la masse monétaire de  $x\%$  va provoquer une augmentation du niveau général des prix de  $x\%$ , toutes choses égales par ailleurs. Soit la fameuse équation d'Irving Fisher, le plus célèbre économiste américain des années 1920<sup>1</sup>, sur laquelle nous reviendrons, où  $M$  représente la masse monétaire,  $V$  la vitesse de circulation de la

1. Fisher sera aussi l'auteur... de la plus grossière erreur de prévision boursière du  $xx^e$  siècle, comme nous le verrons au chapitre 2, ce qui, apparemment, n'atteindra pas sa réputation de grand théoricien de l'économie.

monnaie, P, le niveau général des prix, et T, le niveau des quantités produites et échangées. Elle s'écrit :

$$M \cdot V = P \cdot T$$

C'est une sorte de reconstruction imaginaire des conditions du laboratoire de sciences expérimentales, où l'on peut isoler un paramètre variable tout en fixant tous les autres pour analyser les incidences de ses variations. Ici, on suppose constants la vitesse de circulation de la monnaie et le niveau de production et d'échange. **Dans** ces conditions, si la masse monétaire augmente de 5 %, la hausse du niveau général des prix sera elle aussi de 5 %, toutes choses égales par ailleurs. Évidemment dans la réalité, les autres choses ne sont jamais égales « par ailleurs ».

La seconde esquivé consiste à dire que les lois économiques seraient toujours valables si les acteurs avaient une connaissance parfaite de la situation ou se comportaient de manière purement rationnelle. Ce qui est ouvrir une double boîte de Pandore difficile ensuite à refermer. Car bien évidemment, nos connaissances sont imparfaites. Et nous ne sommes jamais complètement rationnels. Mais là encore, l'économie prête le flanc à une critique triviale, que Ton entend tous les jours : puisque l'homme réel n'est ni omniscient ni rationnel, comment peut-on prétendre que les lois économiques sont valables autrement que pour un *homo œconomicus* qui n'a jamais existé, n'existe pas, et n'existera jamais ?

Ces deux esquivés cherchent à sauver le dispositif central d'une science économique calquée sur le modèle des sciences physiques : les lois sont des relations entre des faits. Et elles ne font qu'aggraver la situation de la « science économique » pour lui faire perdre un peu plus de son crédit.

Mais alors, demandera-t-on, le choix humain ne relève-t-il donc d'aucune loi ? Telle est la conclusion de certains théoriciens. Puisque le choix humain, par nature, ne peut

être mis en rapport avec aucun autre fait ou événement, toute tentative de découvrir les lois qui gouvernent l'action humaine est inutile. Le monde social change en permanence, tout est toujours nouveau, et aucune loi ne peut en rendre compte.

C'est à quoi aboutit, par exemple, Murray Rothbard, déjà nommé. Pour lui, les lois de l'économie sont par nature « qualitatives ». Elles ne peuvent être quantitatives, car « il est impossible de ne rien tenir comme constant<sup>1</sup> ». Et d'expliquer :

Il existe une raison fondamentale à cette dichotomie entre qualitatif et quantitatif qui fait la différence entre les sciences physiques et les sciences humaines. C'est que le comportement des objets étudiés par les sciences physiques n'est pas une action : ces objets ne font pas des choix, pour changer d'avis ensuite, et pour choisir encore. On peut donc étudier leur nature, répéter indéfiniment les expériences, et obtenir une précision quantitative. Mais pour ce qui est des gens, ceux-ci passent leur temps à changer d'avis, et par conséquent de choix effectifs. [...] Même si on pouvait découvrir une équation géante pour « expliquer » tous les prix du beurre recensés depuis cinquante ans, il n'est en rien garanti, ni même vraisemblable, que l'équation ait quoi que ce soit à voir avec les prix du mois prochain<sup>2</sup>.

La même impossibilité a été démontrée pour la prévision des cours de la Bourse. Et n'importe quel actionnaire est, par les temps qui courent, plus en mesure que jamais de s'en convaincre.

Pour l'économiste Jörg Guido Hülsmann, qui appartient à la même école que Murray Rothbard, et qui est actuellement *Senior Fellow* à l'Institut Mises aux États-Unis, il y a pourtant des lois qui gouvernent les choix et

1. Murray Rothbard, *Économistes et charlatans*, préface de Friedrich Hayek, traduit de l'américain par François Guillaumat, Les Belles Lettres, 1991, p. 108.

2. *Ibid.*, p. 53-54.

donc l'action humaine. Mais ces lois ne sont pas du même type que celui concernant les sciences physiques, observe-t-il dans un texte particulièrement éclairant pour le sujet qui nous occupe ici<sup>1</sup>,

En effet, l'action humaine s'analyse bien comme un mouvement du corps et de l'esprit. Mais elle « comporte » aussi deux éléments non réalisés : les buts recherchés et les choix abandonnés. Les buts ou les fins ont fait l'objet de nombreuses analyses, tournant autour de l'« intentionnalité » ou de la « signification ». Mais l'analyse des choix abandonnés, qui est la face cachée de la décision, a été négligée, selon Hülsmann, et elle constitue, scientifiquement parlant, un « champ vierge<sup>2</sup> ».

Pas tout à fait vierge, tout de même. On se souvient des incantations célèbres d'André Gide dans *Les Nourritures terrestres*, à propos de choix qui sont, en même temps, autant de renoncements. Quant aux économistes, ils connaissent eux-mêmes depuis longtemps le phénomène qu'ils décrivent par le « coût d'opportunité ». De fait, le coût d'opportunité se définit comme la valeur de la chose à laquelle on doit renoncer lorsque l'on fait un choix.

Ce concept est particulièrement utile pour évaluer les biens et services<sup>3</sup> dont l'échange ne passe pas par le marché et qui n'ont donc pas de prix. Ainsi, comme il est difficile de donner une valeur marchande au temps passé à être oisif, on va se servir de la valeur du travail pour évaluer celle du loisir. De cette manière, « le prix d'une heure de loisir est le revenu que Ton aurait gagné si on l'avait consacrée à travailler, ou encore la consommation à

1. Jörg Guido Hülsmann, «Facts and Counterfactuals in Economic Law », dans *Journal of Libertarian Studies*, vol. 17, n° 1, hiver 2002, p. 57-102. Toutes les citations qui suivent sont traduites par nous en français du texte de Hülsmann.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

laquelle on renonce en ne travaillant pas ' ». Il suit de là ce paradoxe : plus vous gagnez en travaillant, plus votre loisir vous coûte cher. Et ce paradoxe pourrait servir à expliquer le « surmenage » des cadres supérieurs. En fait de surmenage, il s'agit tout simplement d'un appât du gain. Le loisir « à la maison » - faire les courses, le ménage ou la vaisselle, s'occuper des enfants - ne vaut pas l'heure supplémentaire passée au bureau !

De même le «coût» des enfants doit-il comprendre non seulement les frais de leur entretien et de leur éducation, mais aussi le temps passé par les parents à s'occuper d'eux, dont le prix s'élève à mesure que leur salaire augmente. C'est pourquoi tant de mères ne veulent plus rester à la maison. Le coût d'opportunité, c'est-à-dire le salaire qu'elles ne toucheraient pas si elles abandonnaient leur emploi, est dissuasif.

De même encore, le coût des études doit tenir compte non seulement des frais de toutes sortes qu'elles occasionnent, mais aussi de leur coût d'opportunité, c'est-à-dire les salaires que l'étudiant ne gagne pas pendant la durée de ses études.

Or, nous dit Hülsmann, c'est dans la relation entre des choix possibles que virtuellement se trouvent toutes les lois de l'action humaine.

Par exemple, se promener dans un parc. Il y a la part visible d'un tel choix. Mais il y a aussi les parts invisibles, les actions auxquelles le promeneur a renoncé : rester chez lui à regarder la télévision, aller au cinéma, etc. Ces actions non réalisées sont l'autre côté du choix, sa partie cachée. Elles n'ont pas d'existence réelle pour la simple raison qu'elles ne sont pas réalisées. Mais bien qu'elles ne soient pas des faits observables, elles n'en sont pas moins

1. Michael Burda et Charles Wyplosz, dans *Macroéconomie, une perspective européenne*, De Boeck Université, 1993, p. 108.

des faits - nommément, des contre-faits invisibles de faits visibles qui, eux, sont la conséquence d'un choix donné.

Les « lois contre-factuelles » de l'action humaine sont les relations qu'un choix établit entre ce qui existe et ce qui aurait pu exister si le choix n'avait pas été fait. Les lois contre-factuelles ne concernent pas les rapports entre, d'une part, les parties perceptibles de l'action humaine et, d'autre part, d'autres faits ou événements observés. Ce sont plutôt des relations qui à l'intérieur de l'action humaine relient sa partie visible et ses parties invisibles. Ainsi posons-nous ce qui existe en réalité dans les termes de ce qui aurait pu exister.

Contrairement aux lois des sciences physiques, les lois contre-factuelles de l'action humaine ne sont pas de simples hypothèses qui sont tenues pour vraies si elles fonctionnent sur un plan pratique. « Bien plutôt, remarque notre auteur, elles peuvent être immédiatement constatées par la raison humaine et les économistes sont donc dans une heureuse situation qui leur permet d'avoir une information de première main sur tous les éléments de leurs explications, à savoir le fait qu'ils doivent expliquer, le fait qui l'explique, et la relation entre les deux <sup>1</sup>. »

Reprenons encore une fois l'exemple d'une augmentation de la masse monétaire. Cette augmentation entraîne une hausse des prix par le mécanisme suivant : la nouvelle monnaie émise fait qu'il y a maintenant davantage d'argent en circulation ; ceux qui profitent de cette manne ont davantage de monnaie entre leurs mains ; la valeur marginale de la monnaie décroît à leurs yeux<sup>2</sup>. Ils vont donc dépenser davantage de monnaie qu'ils ne l'auraient fait si la masse monétaire n'avait pas augmenté, et les prix seront plus élevés qu'ils ne l'auraient été s'il n'y avait pas eu accroissement de la masse monétaire.

1. *Ibid.*

1. Cf. note 1, p. 21.

Dans la réalité, il n'est pas impossible que l'environnement ayant changé, les prix soient restés stables, et que même une baisse ait été observée. Cela ne change rien à la validité de la loi. Si les prix ont baissé, du fait par exemple du progrès technique, ils auraient davantage baissé en l'absence d'une augmentation préalable de la masse monétaire. S'ils ont augmenté par suite d'une pénurie de marchandises, ils ont plus augmenté que s'il n'y avait pas eu d'augmentation de la masse monétaire. La loi « une augmentation de la masse monétaire entraîne une hausse des prix » ne peut être démentie. Elle ne peut pas pour autant être prouvée par l'expérience. A supposer même que la hausse des prix soit strictement proportionnée à l'augmentation de la masse monétaire qui l'a précédée, on ne pourrait en tirer aucune conclusion quant à la validité de la loi.

De fait, celui qui voudrait invalider une telle loi devrait en même temps nier que les êtres humains font des choix, que ces choix impliquent l'abandon des autres branches des alternatives qu'ils ont en face d'eux, et que la valeur marginale d'un bien dépend de la quantité de ce bien détenu ou consommé par la personne en question <sup>1</sup>. Du reste, les faits invoqués ci-dessus pour expliquer la relation entre accroissement de la masse monétaire et hausse des prix ne sont en rien fictifs. Tous les éléments de l'analyse contre-factuelle sont réalistes. C'est un fait d'expérience que tous les êtres humains font des choix, que seulement l'une des branches de l'alternative est choisie et que les autres branches deviennent par là même des faits invisibles, des « contre-faits ».

Ainsi définies, les lois de l'action humaine non seulement existent bien, mais encore sont-elles universelles. « L'analyse contre-factuelle, nous dit Hulsmann, est un acte de pur raisonnement et les lois contre-factuelles sont

1. Voir note 1, p. 21.



des lois *a priori* qui du fait même de leur nature - reliant le visible à l'invisible - ne peuvent en aucun cas être vérifiées ou réfutées par l'observation. » Ainsi, le critère de Popper paraît complètement inopérant dans le champ de la science économique et des autres « sciences humaines » : histoire, psychanalyse, etc.

Aussi bien les lois contre-factuelles peuvent-elles se passer de la qualification *ceteris paribus* dont les économistes usent et abusent. Nous ne disons pas que, toutes choses égales par ailleurs, l'impôt fait que l'horizon temporel des contribuables est plus court qu'il ne l'aurait été sans taxation. Nous ne disons pas que, toutes choses égales par ailleurs, la dette gouvernementale pousse les taux d'intérêt à un niveau supérieur à celui qu'ils auraient atteint sans cette dette. Nous disons que ces lois sont absolues, qu'elles ne sont conditionnées par aucun autre facteur, qu'elles sont valables en tout temps et en tout lieu - ce qui n'est pas un mince avantage.

Mais à quoi, demandera-t-on, peuvent nous servir de si belles lois si elles ne nous permettent pas de faire des prévisions quantifiées?

La réponse est double.

Certes, nous ne pouvons pas faire de prévisions quantifiées dans notre domaine à cause de l'indétermination foncière de tout choix humain. Toute tentative dans cette direction est vouée à l'échec. Mais, ce que nous apprennent ces lois universelles, valides en tout temps et en tout lieu, est considérable pour les décisions que nous devons prendre tous les jours. Celui qui les connaît est dans une meilleure position que celui qui ne les connaît pas.

À la suite du grand philosophe anglais du *xix<sup>e</sup>* siècle, John Stuart Mill, qui est aussi le dernier des économistes classiques majeurs (Adam Smith, Ricardo, Malthus), beaucoup d'économistes croient pouvoir répondre que leurs lois ne décrivent que des *tendances*. Mill écrivait, à

propos de la méthode *a priori* appliquée, comme nous le faisons ici, aux sciences sociales :

Il est évident d'abord que la Sociologie, comme un système de déduction *a priori*, ne peut être une Science de prévisions positives, mais seulement de tendances. Nous pouvons être en état de conclure des lois de la nature humaine appliquées aux circonstances d'un état donné de la société qu'une cause particulière opérera d'une certaine manière, si elle n'est pas contrariée; mais nous ne pouvons jamais assurer dans quelles limites, ni à quel degré elle opérera ainsi, ni affirmer avec certitude qu'elle ne sera pas contrariée. En effet, nous ne pouvons que rarement connaître, même approximativement, tous les agents qui peuvent coexister avec elle, et encore moins calculer le résultat collectif de tant d'éléments combinés'.

Il se pourrait bien que le terme employé ici par Stuart Mill lui-même soit fallacieux. Car le mot « tendance » induit à penser que la science économique est incapable de dire quoi que ce soit sur la réalité telle qu'elle est *hic et nunc*, ici et maintenant. À supposer que la loi économique soit seulement capable de nous dire que par suite d'une augmentation de la masse monétaire, les prix tendent à augmenter, alors, c'est comme si elle ne disait rien, car elle ne nous indique pas sur quel point de la trajectoire de la courbe nous nous trouvons. Comment le saurions-nous alors qu'on nous laisse dans l'ignorance du temps qu'il faudra à la tendance pour se réaliser, un temps qui peut tendre vers l'infini comme les économistes mathématiciens savent si bien le faire apparaître?

Ainsi, pour reprendre les termes de Mill, les prévisions que donnent les lois contre-factuelles ne sont-elles pas des

1. John Stuart Mill, *Système de logique, déductive et inductive. Exposé des principes de la preuve et des méthodes de recherche scientifique*, traduit de la sixième édition anglaise par Louis Peisse, Paris, Librairie philosophique de Lagrange, 41, rue Saint-André-des-Arts, 1866, réimp. Pierre Mardagaéd., 1988, p. 492.

« prévisions positives », puisque nous ne pouvons pas dire de combien sera la hausse des prix après une augmentation de la masse monétaire de  $x$  %. Et toute prétention dans ce sens, même appuyée sur des séries statistiques portant sur des centaines de jours, de mois ou d'années, ne peut être qu'une imposture. Mais, encore une fois, ce n'est pas parce que cette loi est incapable de prévisions positives qu'elle n'est pas exacte et universellement valide, et qu'elle ne peut servir de guide à l'action, comme Stuart Mill le reconnaît lui-même tout de suite après :

Cependant, il faut ici remarquer une fois de plus qu'une connaissance insuffisante pour la prédiction peut être très utilisable pour la pratique. Il n'est pas nécessaire pour la sage administration des affaires de la Société, pas plus que pour celle de nos affaires privées, d'être en état de prévoir infailliblement les résultats de nos actions. Il nous faut tendre à notre but par des moyens qui peuvent ne pas réussir et prendre des précautions contre des dangers qui ne se réaliseront peut-être jamais. Le but des politiques pratiques est d'entourer une société donnée du plus grand nombre de circonstances à tendances avantageuses, et d'écarter ou de neutraliser, autant qu'il se peut, celles dont les tendances sont nuisibles. Une connaissance des tendances seules, sans nous permettre de prévoir exactement leur résultat combiné, nous le permet cependant dans une certaine mesure.

Même si Stuart Mill reprend encore ici le terme ambigu de « tendances », l'exposé est acceptable. Un pas de plus, et il aurait reconnu que même si nous ne savons pas en pourcentage quelle hausse de prix fera suite à une augmentation de la masse monétaire, l'information cruciale est que la seconde est toujours et partout cause de la première. Qui pourra nier que cette information, qui n'est pas une tendance, qui est on ne peut plus factuelle, est valable même si nous ne pouvons quantifier l'impact de l'augmentation de la masse monétaire en terme de hausse

des prix? Car, il faut le répéter, il n'y a pas de moyen scientifique de chiffrer cette hausse.

Une connaissance insuffisante n'en est donc pas moins « très utilisable » dans la pratique, comme nous pouvons le vérifier nous-mêmes tous les jours. Quand je décide de louer les services d'une entreprise de jardinage pour s'occuper de tondre ma pelouse, je compare le bénéfice que j'attends de cette opération (les heures que j'épargne à ne pas le faire moi-même) à l'utilisation que j'aurais pu faire de l'argent que je paye à cette entreprise si je n'avais pas recouru à ses services. Je peux évidemment me tromper dans mes attentes, mais cela ne change rien au fait que je ne peux que procéder ainsi, au moins intuitivement.

Le monde tel qu'il est n'est ni tout à fait opaque ni tout à fait transparent. Cette « obscure clarté » qui tombe des « étoiles »... de la science économique n'est certes pas un résultat très glorieux. On peut le moquer pour son imprécision, son flou involontairement « artistique ». Il suffit pourtant d'imaginer ce que serait un monde où les êtres humains seraient soit totalement imprévisibles soit totalement prévisibles pour se rendre compte qu'ils ne peuvent être ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre.

Prenons les fameuses lois de l'offre et de la demande. Elles sont fondées sur un robuste bon sens. Si le prix d'un produit augmente, l'offre de ce produit va augmenter, et sa demande va diminuer, car producteur et consommateur sont supposés guidés par leurs intérêts, et l'on peut considérer *grosso modo* qu'il est le plus souvent de l'intérêt du producteur d'augmenter sa production et de l'intérêt du consommateur de diminuer sa consommation en cas de hausse des prix. On ne pourra ni chiffrer ni dater exactement le pourcentage de cette augmentation ou de cette diminution. Ces résultats relèvent de l'évidence. Et d'ailleurs, c'est peut-être pour masquer le prosaïsme de leur savoir que certains économistes emploient tout un jargon aux allures savantes.

Les courbes qui retracent les quantités offertes et demandées en fonction des prix, la première montante, la seconde descendante, ne peuvent que se croiser en un point qui aura certaines qualités d'équilibre, décrites dans tous les manuels. S'écarter autoritairement de ce point - que les prix soient fixés trop haut ou trop bas - est à la source de très nombreuses erreurs économiques. L'économiste peut en décrire les conséquences avec une grande sûreté de jugement, comme nous le verrons. Là encore, nous ne naviguons pas dans un brouillard complet, même si on ne peut lancer des prévisions chiffrées et datées.

L'intérêt est-il un guide aussi sûr de l'action? Ici, on ne peut manquer de citer la formulation célèbre, incontournable, que donne Adam Smith de ce problème dès les premières pages de *La Richesse des nations* : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur, ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais du souci qu'ils ont de leur propre intérêt » (livre I, chapitre n). Nous verrons au cours de ce livre comment l'intérêt a ainsi été promu au rang de paradigme non seulement de l'économie, mais de la société dans son ensemble. Toutefois, on peut se demander dès maintenant pourquoi diable producteurs et consommateurs suivraient toujours leur intérêt, et en particulier leur intérêt économique, même s'ils savaient toujours où il est, ce qui n'est pas forcément le cas. Et est-ce que tout le système de pensée économique ne s'écroule pas si on lui retire l'hypothèse du calcul intéressé?

Il serait aisé de trouver des exemples sur le marché de l'art, ou de la mode, où, en cas de hausse des prix, des consommateurs augmentent leur demande et des producteurs diminuent leur offre. Mais il est tout aussi aisé de montrer que ces cas sont exceptionnels, les fameuses exceptions qui confirment la règle. En effet, en ce bas monde, l'individu qui ne suit pas son intérêt ne peut faire

long feu, économiquement s'entend. Un consommateur, sauf s'il est Crésus, qui subirait l'effet du snobisme pour tout ce qu'il se procure, achetant toujours ce qui est le plus cher, atteindrait vite les limites de son budget, et serait donc ramené rapidement à la raison économique. De la même façon, un chef d'entreprise qui défierait délibérément les lois du marché, pour fragiles et imprécises qu'elles soient, ferait rapidement faillite, sauf coup de chance. En conséquence, la grande majorité des consommateurs et des producteurs suivent leurs intérêts, les autres, s'ils persistent dans leur attitude déraisonnable, étant pour la plupart éliminés par un processus de sélection quasi darwinien. La raison, au sens économique du terme, est en quelque sorte ratifiée et renforcée par les « forces aveugles du marché », qui sont tout prosaïquement les lois de l'offre et de la demande, à condition qu'on les laisse jouer.

Mais encore une fois, ce triomphe de la raison économique au moins dans son propre champ n'ajoute aucune qualité prédictive à aucune loi économique. Ces lois ne sont pas falsifiables au sens de Popper. Nous avons vu que nous pouvions nous en accommoder, et que même si elle ne pouvait obéir au critère de falsification poppérien, la « science économique » n'en est pas moins une science<sup>1</sup>. Mais l'absence d'un tel critère a tout de même un grave inconvénient. Puisque l'on ne peut montrer la fausseté d'aucune loi économique, c'est la porte ouverte à toutes sortes d'erreur, voire d'impostures, dont nous donnerons de nombreux exemples dans ce livre.

Par exemple, prétendre sur le coup que les 35 heures ont créé en France tant de milliers d'emplois est une affir-

1. Il semble que l'on puisse en dire autant de la sociologie, de la psychologie, de la psychanalyse, de l'histoire, dont les « lois » ne sont pas elles non plus falsifiables au sens de Popper. Ce n'est pas pour autant que sociologues, psychologues, psychanalystes et historiens peuvent raconter n'importe quoi.

mation qui est forcément fausse. Car, même si tant de milliers d'emplois ont été créés à la suite de l'instauration des 35 heures, entre le fait : *l'instauration des 35 heures*, et le fait : *augmentation de tant de milliers d'emplois*, toutes les choses n'ont pas été égales par ailleurs. Et les lois économiques établissent des rapports non pas entre des faits, mais entre des faits et des « contre-faits ». C'est dire qu'une telle affirmation est non seulement fausse, mais grossière : elle signale que le locuteur se fonde sur un positivisme rudimentaire, volontairement ou non. En même temps, c'est une affirmation que l'on ne peut contredire sur le plan des faits, mais uniquement sur le plan du raisonnement contrefactuel. Or, voilà qui est fort difficile en des temps de simplification médiatique. On voit mal, dans un débat télévisé, un responsable politique rétorquer à un partisan des 35 heures : vous ne pouvez comparer le résultat des 35 heures qu'avec celui que vous auriez obtenu si les 35 heures n'avaient pas été instaurées. Ce ne serait d'ailleurs qu'une première étape. Il faudrait, ensuite, montrer par le raisonnement contrefactuel que le résultat a bien pu être négatif pour l'emploi, sans pour autant pouvoir donner des chiffres à l'appui de la démonstration, sauf à se placer sur le même terrain positiviste que l'adversaire et donc lui permettre de retourner la critique que l'on vient de lui faire. Ce n'est qu'après coup, lorsque toutes les statistiques seront connues, analysées et disséquées avec toutes les ressources des mathématiques contemporaines, que l'historien pourra tenter un bilan des 35 heures, comme on l'a fait pour les 40 heures du Front populaire<sup>1</sup>.

Ainsi se vérifie que l'erreur sur la nature de la science économique est la mère d'une multitude d'erreurs, non pas seulement parce qu'elle entraîne les économistes à faire des prévisions, et donc à commettre forcément des

1. Comme nous le verrons au chapitre 18.

erreurs, mais aussi parce qu'elle donne la possibilité à des théories de s'imposer sur le marché des idées aussi longtemps qu'elles semblent coller à la réalité, dans une vision positiviste du savoir économique. Dans le livre précité, Friedman a très bien exposé cette possibilité de divagation. En matière monétaire, remarque-t-il, l'évidence de l'influence d'un accroissement de la masse monétaire sur les prix est « frappante ». « Néanmoins, malgré les nombreux cas de hausses substantielles de prix, malgré la correspondance étroite entre ces hausses et des accroissements substantiels de la quantité de monnaie, et ce dans une grande diversité de circonstances connexes, chaque nouvelle phase d'inflation voit réémerger, et pas seulement chez les profanes, des affirmations selon lesquelles l'accroissement de la quantité de monnaie est soit un effet accidentel d'une hausse des prix suscitée par d'autres facteurs, soit un événement dont la coïncidence avec la hausse des prix est purement fortuite et sans impact sur celle-ci<sup>1</sup>. »

De fait, il y a fort peu de barrières à l'entrée sur le marché des idées économiques. À peu près n'importe qui peut donner son avis sur ces questions économiques, alors qu'on admettrait difficilement qu'un économiste patenté émette une opinion sur des questions qui sont hors du champ de sa discipline. L'exemple le plus célèbre est celui d'Albert Einstein, prix Nobel de physique, affirmant dans *The Socialist International Information* sans aucune argumentation : « L'anarchie économique de la société capitaliste comme elle existe de nos jours est de mon point de vue la cause principale de nos maux. La production est guidée par le profit et non pour son utilité<sup>2</sup>. » Il y a tout de même une hiérarchie dans ce « n'importe qui », dominée par les « leaders d'opinion », éditorialistes, essayistes,

1. Friedman, *op. cit.*, p. 9.

2. Cité par Rohaine, *op. cit.*, p. 250.

romanciers, intellectuels. Et il ne faudrait tout de même pas exagérer l'influence de ces derniers. Pour Joseph Schumpeter \ déjà nommé, les intellectuels, qu'ils soient ou non économistes, ne possédaient pas dans la société une réelle autorité, leur puissance, s'ils en avaient, était fragile et éphémère, ce qui les amenait à flatter l'État ou l'opinion publique. Cette observation date de 1966. Est-elle encore vraie aujourd'hui?

Toujours est-il que trop souvent la mauvaise théorie chasse la bonne, pour reprendre une formule fameuse<sup>2</sup>. Et elle est abandonnée toujours trop tard et toujours provisoirement. Non par un raisonnement qui aurait démontré sa fausseté, mais à cause des catastrophes qu'elle a fini par provoquer et qui sont oubliées à la génération suivante. La « nouvelle économie », on le verra, a fourni à la fin des années 1990 un exemple évident de cette récurrence fatale d'une erreur commise en 1929 sur le plan du pronostic.

Que la mère de toutes les erreurs se soit particulièrement manifestée dans des erreurs de prévision, c'est ce que nous allons vérifier dès les premiers chapitres de ce livre.

1. J. Schumpeter, *Capitalism and Democracy*, Uniwin University Books, Londres, 1966.

2. « La mauvaise monnaie chasse la bonne », selon la loi dite de Gresham, un financier anglais du xvi<sup>e</sup> siècle.

1.

## La guerre de 1914 n'aura pas lieu... et elle sera courte

### *Les limites politiques de la raison économique*

Quand le 28 juin 1914 partent les coups de feu qui tuent l'archiduc autrichien François-Ferdinand et sa femme en visite à Sarajevo, une guerre européenne paraît tellement inconcevable - pour ne rien dire de l'éventualité d'une guerre mondiale - que Raymond Poincaré, le président de la République, et René Viviani, le président du Conseil (le chef du gouvernement sous la III<sup>e</sup> République), ne songent pas à renoncer au voyage officiel qui doit les emmener en Russie, puis en Suède, au Danemark et enfin en Norvège. Ils quittent la France par bateau le 15 juillet et ne reviendront que le 29 juillet, ayant renoncé à leurs deux dernières étapes. Ainsi pendant deux longues semaines où se joue, entre Vienne et Berlin, le sort de la paix et de millions d'hommes, les deux têtes de l'exécutif français sont, « isolés en mer » (le mot est de Poincaré) sur le paquebot *France*, ou en représentation dans des pays étrangers. Ils ont tout le temps de goûter aux plaisirs de leur croisière en mer du Nord par ce beau mois de juillet, comme en témoignent les souvenirs du président de la République :

1. Raymond Poincaré, *Au service de la France*, Paris, Pion, 1927 tome IV, p. 318.

Appuyé au balcon de *La France*, je regarde le soleil qui se plonge dans la mer. M. Viviani vient s'accouder à mes côtés et nous demeurons silencieux, admirant la beauté du spectacle et guettant, là-bas, le fugitif rayon vert.

*Dimanche 19 juillet* - Nous reprenons route au Nord-Est sans accélérer l'allure. Le ciel est toujours radieux et la mer moutonne. Sur le pont arrière, je relis tranquillement quelques œuvres d'Ibsen, empruntées à la bibliothèque Scandina-  
nave

Le tsar, qu'ils rencontrent à Saint-Pétersbourg, paraît surtout soucieux de ses relations avec la Suède. L'attentat de Sarajevo est à peine évoqué dans leurs conversations.

Même insouciance du côté allemand. Tout à ses régates, le Kaiser part lui aussi se promener en mer du Nord, mais il reviendra plus vite dans sa capitale.

À Londres, on ne s'alarme pas davantage. Arthur Nicolson, secrétaire d'État au Foreign Office, câble à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg : « La conspiration de Sarajevo ne conduira pas à des complications supérieures. »

À Vienne, les réactions ne sont pas plus vives. L'archiduc assassiné n'était guère populaire. Sa mort soulève peu d'émotion profonde. Dans les milieux gouvernementaux on lui reprochait ses intentions libérales. L'empereur François-Joseph n'aimait guère ce neveu qui avait épousé contre son gré une comtesse de Bohême. « Je n'ignorais pas que leurs rapports étaient assez tendus<sup>2</sup> », note Poincaré dans ses mémoires. « Dieu l'a voulu », aurait-il soupiré en guise d'oraison funèbre. Les obsèques de l'archiduc seront relativement discrètes, sa femme n'ayant que le statut d'une épouse morganatique. François-Joseph eût été le premier surpris d'apprendre que le coup

1. Raymond Poincaré, *op. cit.*, p. 230.

2. *Ibid.*, p. 174.

de pistolet de Sarajevo allait bientôt enflammer toute l'Europe.

Toutes ces têtes couronnées et ces présidents faisaient-ils trop confiance à des raisonnements tenus par nombre d'économistes de l'époque selon lesquels la guerre était devenue tout bonnement impossible? Avaient-ils oublié, si jamais ils la connaissaient, cette remarque de Kant : « La guerre n'a besoin d'aucun motif particulier. Elle semble avoir sa racine dans la nature humaine, passant pour un acte de noblesse auquel doit porter l'amour de la gloire, sans aucun mobile d'intérêt » ?

Quatre années plus tôt, en 1910, un ouvrage qui avait déjà eu beaucoup de succès en Angleterre était traduit simultanément dans onze pays : France, Allemagne, Etats-Unis, Danemark, Norvège, Espagne, Finlande, Hollande, Italie, Japon et Suède. En quelques mois son auteur, l'essayiste Norman Angell, avait acquis une réputation mondiale. Il annonçait une bonne nouvelle : la guerre n'était qu'une « grande illusion ».

Regardons de plus près ce livre qui hypnotisa d'autant mieux ses lecteurs qu'il était lui-même une illusion au moins aussi grande que celle qu'il prétendait dévoiler. En couverture figure une sorte d'écusson où se lit l'héraldique des temps modernes. De la dextre, un homme nu tient une balance pesant le droit et l'avoir, tandis que de la sénestre il bouche la gueule d'un canon. Légende : « La Grande Illusion des Peuples est de croire que le Fer et le Feu seuls les sauvegardent alors que la Force du Crédit Universel muselle seule les Canons<sup>1</sup> » (*sic*).

D'emblée Angell s'en prend à la théorie qui veut que « la puissance militaire et politique confère à une nation des avantages commerciaux et sociaux, et que la richesse et la prospérité des nations sans défense sont à la merci des nations plus fortes, qui peuvent être tentées par cette

1. Norman Angell, *La Grande Illusion*, Paris, Librairie Hachette, 1910.

faiblesse de commettre une agression, si bien que chaque nation est obligée de se protéger contre la convoitise possible de ses voisines ».

Cette théorie est fausse, assure notre auteur. Car « il est économiquement impossible pour une nation de saisir ou de détruire la richesse d'une autre, ou pour une nation de s'enrichir en subjuguant une autre ». Explication : la richesse dans le « monde civilisé » a pour base le crédit et les contrats commerciaux. Si ceux-ci sont atteints par un essai de confiscation auquel se livre le vainqueur, la richesse, qui dépend du crédit, non seulement s'évanouit, ne laissant au vainqueur rien en échange de sa victoire, mais entraîne le vainqueur dans la chute. De sorte que, précise Angell, « pour que sa victoire ne lui cause aucun dommage, le vainqueur doit scrupuleusement respecter la propriété ennemie ». Dès lors, à quoi peut-il servir de prendre le risque de la guerre?

La preuve de la validité de son raisonnement, Angell la trouve dans le cours des emprunts à la Bourse. Ceux des petits États sans défense tels que la Belgique et la Norvège sont mieux cotés que ceux des grandes puissances surarmées comme l'Allemagne, la France et la Russie. Alors même que la richesse des premiers peut être dévorée à l'improviste par la voracité des seconds. Pourquoi en est-il ainsi? Le financier agit-il par altruisme ou par donquichottisme? Bien sûr que non! Il recherche uniquement le profit et la sécurité pour les fonds dont il a la charge. S'il en est venu à la conclusion que les emprunts de la nation sans défense présentent plus de sécurité que ceux de la nation protégée par des armements colossaux, c'est qu'il sait « que la richesse moderne n'a pas besoin d'être défendue, ne pouvant être confisquée ».

Mais ne peut-on craindre qu'une nation victorieuse n'annexe des territoires du pays vaincu? L'idée qu'un tel procédé puisse augmenter la richesse du vainqueur est une « illusion d'optique », assure Angell, puisque la richesse

d'un territoire conquis reste entre les mains de la population de ce territoire (argument précédent). D'un point de vue économique, l'annexion est un changement d'administration, mais le vainqueur n'obtient rien. L'histoire moderne en fournit, poursuit-il, des preuves « surabondantes ». Ainsi quand l'Allemagne annexa le Schleswig-Holstein et l'Alsace, « pas un seul citoyen allemand en dehors des fonctionnaires ne fut plus riche d'un pfennig »<sup>1</sup>. Pire encore : si d'aventure l'Allemagne venait à conquérir la Hollande, les marchands allemands auraient encore à affronter la rivalité des marchands hollandais, et cela dans des conditions plus dures qu'auparavant, puisque les marchands hollandais seraient à l'intérieur des frontières allemandes.

Le vainqueur ne peut-il au moins imposer un tribut au vaincu? Illusion encore. Le tribut sera payé en monnaie du pays défait que le vainqueur ne pourra utiliser qu'en achetant des produits du vaincu. Ainsi s'explique le redressement de la France après 1870. Le paiement de l'indemnité de guerre lui avait permis d'augmenter ses exportations en Allemagne même au détriment de l'industrie germanique. Bismarck lui-même l'avait remarqué et s'en était publiquement mortifié. Ce raisonnement, nous le verrons<sup>2</sup>, sera utilisé tel quel, dix ans plus tard, quand il s'agira de discuter des réparations allemandes.

Bref, comme le remarquera l'historien anglais John U. Nef : « Il arriva que l'égoïsme que Vauban avait appelé le père de la guerre devint avec Norman Angell le principal rempart de la paix<sup>3</sup>. »

1. On pourrait aisément extrapoler ce raisonnement à l'Allemagne réunifiée après la chute du mur de Berlin. On peut même soutenir que le citoyen de l'ancienne Allemagne de l'Ouest est moins riche aujourd'hui qu'il ne l'eût été s'il n'y avait pas eu la réunification, étant donné l'énorme poids fiscal engendré par l'aide à l'ancienne Allemagne de l'Est.

2. Cf. chapitre 15.

3. John U. Nef, *La Guerre et le progrès humain*, Paris, Alsatia, 1954.

**La** cause de ce profond changement, Angell la voit dans les « complexes ramifications financières » qui font dépendre New York de Londres, Londres de Paris, Paris de Berlin, « dans une mesure sans exemple jusqu'à présent dans l'histoire ». Cette ramification est pour lui le résultat de l'usage quotidien de ces produits de la civilisation « qui ne datent que d'hier », à savoir la poste rapide, la diffusion instantanée des informations financières et commerciales par le télégraphe, et en général le « progrès incroyable de la rapidité des communications ». Ne croirait-on pas lire un rapport des années 1990 sur les merveilles de la mondialisation à l'heure de la « net-économie » ?

Si en 1910 le livre de Norman Angell a remporté un tel succès, c'est qu'il était dans l'air du temps. Il prenait la suite d'un ouvrage publié par Ivan Bloch<sup>1</sup> en 1899, qui avait été beaucoup lu et commenté au début du nouveau siècle. Selon les calculs de cet auteur, le coût d'une grande guerre serait de 4 millions de livres par jour pour les cinq nations au combat, et il faudrait dépenser 1,46 milliard de livres pour la seule nourriture des soldats. Mais les États ne pourraient-ils emprunter ou émettre du papier-monnaie pour financer un tel budget ? « Très bien, ils essaieront de le faire, répondait Bloch, il n'y a aucun doute à cela, mais la conséquence immédiate de la guerre serait de faire dégringoler les obligations de 25 à 30 %, et dans un marché aussi bouleversé, il serait difficile de lancer des emprunts. On serait alors obligé de recourir à des

1. Auteur beaucoup cité dans la littérature française, notamment par Alfred Sauvy, mais non identifié. Nous avons trouvé ses références dans Niai Ferguson, *The Pity of War*, Penguin Books, 1998. Ivan S. Bloch est l'auteur de *Is War Now Impossible? Being an Abridgement of the War of the Future in its Technical, Economic and Political Relations*, Londres, 1899.

emprunts forcés et à du papier-monnaie inconvertible. [...] Les prix [...] augmenteraient énormément'.

Ce qui était assez bien vu, quand on connaît la suite de l'histoire, puisque l'on a pratiqué tout à la fois les emprunts forcés, la monnaie inconvertible et une inflation galopante<sup>2</sup>. Mais, pour bien comprendre ce texte, il faut se remettre dans le contexte des années 1900. De tels procédés de financement sont, à l'époque, inconcevables. Donc la guerre ne pourra être financée. *Ergo* elle est impossible.

Au moment de la publication des livres de Bloch et d'Angell, l'Europe achève une longue période d'une expansion remarquable. À la veille de la Grande Guerre, elle est de loin la première puissance économique mondiale au terme d'une croissance historiquement exceptionnelle. En un siècle, démentant les prédictions de Malthus, son PNB a été multiplié par 5, sa population par 2,5 ; le niveau de vie a doublé. L'économie planétaire est alors régie par la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes. On a certes assisté à une résurgence du protectionnisme à partir de 1879, mais rien qui puisse mettre en cause l'essentiel du libre-échange. À elle seule, la France exporte autant que les États-Unis, la Grande-Bretagne trois fois plus.

« L'Europe aux anciens parapets » que chante Rimbaud n'est pas seulement l'usine du monde. Elle fournit aussi des hommes : en un siècle 60 millions émigreront, surtout vers les Amériques. Enfin, elle est le banquier de la planète. Les flux des capitaux exportés vers le reste du monde atteignent souvent 4 à 5 % du revenu national - chiffres très supérieurs à ceux observés aujourd'hui -, et parfois beaucoup plus : 9 % pour les exportations de capi-

1. Bloch, *op. cit.*, p. xrv; notre traduction.

2. Richard Lewinsohn, *Histoire de l'inflation. Le déplacement de la richesse en Europe (1914-1925)*, traduit de l'allemand par H. Simondet, Paris, Payot, 1926.



taux de la Grande-Bretagne certaines années où elle investit plus de la moitié de son épargne totale (cependant que la France dépasse 30 %). Pour ces deux pays, le montant cumulé des investissements à l'étranger est en 1913 supérieur à celui de leur PNB.

Les gouvernements pouvaient empêcher l'émission d'emprunts par des puissances jugées hostiles. Mais ils se heurtaient à l'opposition des banquiers, d'esprit cosmopolite et dénoncés comme tels par les milieux chauvins. D suffit de lire la correspondance des Rothschild<sup>1</sup> pour percevoir à quel point la haute finance fait tout son possible pour apaiser les tensions diplomatiques. « Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage » : ce mot, qui est de Lénine, est un aveu d'incompréhension radicale de la nature du capitalisme.

Malgré la course aux armements qui s'intensifie à partir de 1900, les budgets des États gardent un niveau relativement modeste : 12 % en moyenne du PNB. C'est le règne de l'étalon-or<sup>2</sup>. La coopération entre les banques centrales est exceptionnelle, au coup par coup, et ça marche ! Pas de krachs géants. Grâce à la stabilité des monnaies, un critère unique de valeur sous-tend les échanges. La glo-

1. Niall Ferguson, *The World's Banker. The History of the House of Rothschild*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1998.

2. On se fait une idée fautive d'un xix<sup>e</sup> siècle qui serait tout entier dominé par l'étalon-or depuis Londres. Celui-ci n'a été mis en place sur le plan mondial qu'après la défaite de la France en 1870. Jusqu'à cette date, le système monétaire international était gouverné par le bimétallisme or-argent. Au centre de ce système se trouvait la France, qui jouait habilement sur les deux métaux, et au centre de la France se trouvait Rothschild qui arbitrait entre les deux mondes, l'un dominé par l'or anglais, l'autre par l'argent allemand. Le franc Bonaparte, dont la définition métallique ne bougea pas pendant tout le siècle, concurrençait la livre comme étalon international. En 1873, quand l'Allemagne impériale se rallie au métal jaune, le système bascule dans le monométallisme or, beaucoup moins souple que le précédent système. À noter que tout au long du siècle, la grande stabilité des prix n'empêche pas la croissance. Cette dernière, d'ailleurs, se poursuit même pendant les phases de baisse des prix.

balisation est beaucoup plus poussée que celle que nous avons fait semblant de découvrir à la fin du xx<sup>e</sup> siècle. Dans un tel monde, la guerre est effectivement impensable.

De plus, l'Europe est en paix depuis quarante ans. Les jeunes générations ont oublié la guerre.

Dira-t-on qu'en Allemagne, le bellicisme a gagné du terrain ? C'est une mystification fort répandue en France. Bien au contraire, outre-Rhin, le pacifisme s'est emparé des esprits. C'est pour lutter contre cette attitude qu'en 1913, le général Friedrich von Bernhardi (1849-1930) fait paraître la sixième édition de son ouvrage « *L'Allemagne et la prochaine guerre* ». Le théoricien militaire du pangermanisme se plaint amèrement des progrès du pacifisme dans son propre pays. « La richesse augmentant, on vit pour le moment présent ; on n'a plus comme autrefois le courage de sacrifier la jouissance passagère à la réalisation de grandes idées. » Ainsi les Allemands qui étaient « le peuple le plus puissant et le plus belliqueux de l'Europe » sont devenus « un peuple pacifique, trop pacifique ». Cet amour pour la paix a différentes raisons, explique le général. Il provient d'abord du caractère « bienveillant » du peuple allemand. Autre particularité : « Nous avons le désir d'être justes, et nous nous imaginons, chose étrange, que tous les autres peuples avec lesquels nous sommes en relation partagent ce désir. » À quoi vient s'ajouter le souci de ne pas compromettre les gains matériels : « Les Allemands sont un peuple commerçant plus qu'aucun autre en Europe. » De fait, en ce début du xx<sup>e</sup> siècle, il y a des maisons de commerce allemandes dans toutes les régions du monde. « Une partie du gros commerce de l'Angleterre se trouve même en des mains allemandes », constate le général. Commerçants et

1. Traduction française, avec une préface du colonel F. Feyler, Paris, Payot et Cie, 1916.

industriels - patrons aussi bien qu'ouvriers - ne veulent pas voir ce développement compromis par la guerre. Le service militaire obligatoire, que Bernhardi a pourtant appelé de ses vœux, est une source supplémentaire à laquelle s'abreuve le pacifisme. «Car aujourd'hui, remarque-t-il, une guerre n'exerce pas, comme autrefois, ses répercussions dans un cercle restreint, mais tout le peuple en souffre ; toutes les familles, toutes les classes de la société sont obligées de fournir leurs contingents de vies humaines. » Quant au budget de la Défense nationale, il est jugé insuffisant par le général : « Nous considérons nos armements comme une charge aussi lourde qu'insupportable, charge que la mission essentielle du Reichstag doit être de diminuer dans les limites du possible. »

Il y a bien quelques têtes dures, en Alsace-Lorraine, qui résistent à la germanisation, mais personne en France ne songe à partir en guerre pour récupérer les provinces perdues. La « rente » - tirée des emprunts d'État - est exactement payée, ce qui donne de douces habitudes.

Certes, la diplomatie européenne va de crise en crise. Mais chaque fois la guerre a été évitée. N'est-ce pas la preuve qu'elle est impossible ? En 1905, pour apaiser l'Allemagne, la France a consenti à soumettre la question du Maroc à une conférence internationale. Devant les délégués de treize États réunis à Algésiras, les Allemands ont été déboutés. En juillet 1911, nouvelle crise. Cette fois, Guillaume II envoie une canonnière devant Agadir. Pourtant, comme pour donner raison à Angell, le gouvernement allemand, au terme d'un marchandage sordide, se contente d'une compensation coloniale au Congo, au grand dam des clans nationalistes d'outre-Rhin : « La France, s'écrièrent leurs chefs, nous donne dix milliards de mouches tsé-tsé. »

Jusqu'au dernier moment, donc, on avait vraiment cru la guerre impossible. Maintenant que, une mobilisation

en appelant une autre par le jeu des alliances, la guerre était déclarée en bonne et due forme fin juillet-début août 1914 entre l'Autriche, l'Allemagne, la Russie, la France et l'Angleterre, on se raccrochait à un autre mythe partagé par nombre d'économistes et de financiers de l'époque : la guerre, si jamais elle se déclenchait, serait courte car, étant donné le prix des armements modernes, elle serait trop coûteuse pour pouvoir être supportée longtemps par les budgets des États belligérants. L'argument de Bloch, qui avait servi à dire que la guerre serait impossible, était utilisé maintenant pour prévoir qu'elle serait brève, forcément brève.

Peut-être peut-on trouver là une explication à ces scènes étranges qui ont été maintes fois racontées depuis.

À Berlin, crie la foule accompagnant les poilus à la gare de l'Est. *Nach Paris*, lui répond en écho une autre foule tout aussi exaltée, massée à Berlin pour encourager les soldats. « Nos soldats partent et ils partent gaiement. Ils ont l'air de savoir où ils vont ; ils le savent », écrit *Le Figaro* du 2 août « Ils criaient : Mais on reviendra ! Ce sera vite fini », témoigne *Le Temps* du 4 août.

On avait, il est vrai, en mémoire la guerre précédente de 1870 : en quelques mois les Prussiens avaient eu raison de l'armée de Napoléon III. Comme depuis cette date l'art de tuer avait encore fait des progrès, la guerre serait encore plus courte. Seuls, pensait-on, des esprits attardés pouvaient imaginer que les combats dureraient plus d'une saison. Ne suffisait-il pas d'observer qu'avec le service militaire obligatoire, la vie économique des pays belligérants serait totalement perturbée et que cette situation ne pourrait durer ?

Toutes ces prévisions d'origine économique vont avoir des conséquences non seulement quant à la manière dont on financera la guerre, mais aussi quant aux stratégies choisies par les états-majors, comme on va le voir.

Puisque la guerre serait courte, le vainqueur serait celui qui parviendrait à envoyer le plus rapidement le plus grand nombre d'hommes sur le front. D'où une espèce de ruée collective vers une boucherie qu'on n' imagine même pas ou à laquelle on ne veut pas penser. *Le Temps* du 4 août entend prévenir certaines « impressions d'imagination décourageantes » quant aux effets réputés meurtriers des armes modernes. Les statistiques des dernières guerres « démontrent en deux mots que plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des morts et des blessés diminue », peut-on lire dans le journal des milieux d'affaires. Ou encore minimise-t-on l'ardeur de l'ennemi : « Je ne prends plus mon fusil, déclare un mobilisé à *L'Intransigeant* du 16 août, maintenant je pars avec une tartine. Lorsque les Allemands la voient, ils la suivent. »

La course à la mort est générale. Les Allemands veulent écraser le plus vite possible les Français pour se retourner contre les Russes ; les Autrichiens veulent le plus vite possible se débarrasser des Serbes pour faire face aux cosaques. Les Russes doivent arriver le plus rapidement possible aux frontières pour soulager la France de la pression allemande, et les Français se ruent au plus vite en Lorraine pour lancer leur offensive. Tous pensent que de la rapidité dépend leur salut.

Loin d'être improvisée, cette course de vitesse avait été savamment préparée par les états-majors. Leur fonction étant de penser la guerre, même si elle était impensable ! Ils avaient donc pensé la guerre, mais, influencés par le raisonnement économique, eux aussi n'avaient imaginé qu'une guerre courte. Ainsi parle le général Joffre, qui a pris la succession du général Michel, jugé trop timoré. Lorsqu'il présente son plan en 1912 devant un conseil secret qui réunit les plus hautes autorités du pays, Joffre fonde sa stratégie sur le principe de « l'offensive à tout

prix ». Et pour cela il lui faut les grandes plaines du Nord. En cas de guerre, il veut donc pouvoir envahir le Luxembourg et la Belgique pour venir à la rencontre de l'Allemand et l'écraser. Mais il lui faut en demander la permission à l'Angleterre. Liée depuis 1905 à la France par l'Entente cordiale, elle a son mot à dire, et elle le dit. C'est non ! Elle ne veut pas voir les armées françaises bivouaquer sur les plages du Nord. Cela lui rappelle trop les conquêtes de Napoléon. Qu'à cela ne tienne ! Joffre garde son idée d'offensive, mais la transpose en Lorraine, un terrain accidenté beaucoup moins favorable à une telle manœuvre.

Toute une génération de jeunes officiers partage le point de vue du général. Un certain Cardot écrit : « Il faut des massacres et on ne va sur le champ de bataille que pour se faire massacrer. » Les théories du colonel de Grandmaison déchaînent l'enthousiasme avec des formules du genre : « Dans l'offensive, l'imprudence est la meilleure sûreté. » C'est dans cet esprit qu'il prononce des conférences devant l'état-major en 1911. On le retrouve dans son Règlement d'infanterie de 1912 : « Seul le mouvement en avant poussé jusqu'au corps à corps est irrésistible. » La baïonnette est l'arme suprême du combattant. « Chaque tirailleur doit tenir à honneur de triompher du plus grand nombre possible d'adversaires et la lutte se poursuit à l'arme blanche. » Dès les premiers combats, Grandmaison sera tué devant Reims...

Même stratégie du côté allemand. L'Angleterre étant de toute façon comptée comme ennemi, on maintient l'idée d'une offensive à travers la Belgique. Là encore, il s'agit d'écraser l'adversaire en quelques combats. En juillet 1914, le secrétaire d'État aux finances refuse d'acheter des stocks de blé entreposés à Rotterdam. À quoi bon, puisque la guerre sera courte !

Voilà donc les deux masses lancées l'une contre l'autre. En quelques jours, toutes les offensives de Joffre en Lorraine se terminent en désastres terriblement coûteux en hommes et en matériels. Le terrain (la plaine belge) est plus favorable à l'offensive allemande. Mais le succès se dérobe. Et là aussi l'avancée se paye cher, très cher. Elle sera définitivement stoppée sur la Marne début septembre.

De part et d'autre, toujours dans la perspective d'une guerre courte, offensive et maximale, on avait mobilisé dans les troupes combattantes un grand nombre d'ouvriers qualifiés des usines de guerre. Conséquence à laquelle on a peine à croire encore aujourd'hui : dès la mobilisation, la production d'obus a baissé. Les stocks vont donc diminuer à mesure que les combats progressent en violence et en acharnement. Et ils diminuent plus vite du côté français que du côté allemand. À lire les mémoires de Poincaré, on mesure l'angoisse qui s'est emparée du président de la République. Mais ce n'est pas seulement l'industrie de guerre qui est touchée. La mobilisation de plusieurs millions d'hommes oblige dès 1914 une grande partie des usines à s'arrêter, créant pour les non-mobilisés - hommes âgés et femmes - un chômage atteignant en octobre 1 900 000 personnes !

*Mardi 17 novembre (1914) [...] Nouvelles déceptions à propos du matériel. La fabrication n'a pas donné ce qui m'avait été annoncé. Les usines expliquent leur retard par des difficultés de mise en train. Il a fallu exiger la coopération de sous-traitants, souvent nombreux, qui n'avaient qu'une connaissance imparfaite du travail à exécuter. Il semble, d'ailleurs, que certaines maisons, même parmi les plus importantes, n'aient pas toujours guidé leurs sous-traitants avec assez d'activité. La plupart des industriels se plaignent, en outre, de l'arrivée tardive du personnel sur lequel elles comptaient pour utiliser leur outillage et qui leur avait été promis. Une partie des ouvriers qu'elles ont demandés n'a*

*pu, en effet, être retrouvée aux armées qu'après des délais parfois un peu longs '.*

Il faudra faire machine arrière. La loi Dalbiez, votée le 26 juin 1915, permet de récupérer des ouvriers pour l'industrie d'armement. 500 000 d'entre eux ont ainsi été rappelés du front, provoquant un certain malaise parmi les combattants. Ce sera insuffisant, et il faudra faire appel à une main-d'œuvre féminine.

La guerre ne pouvant être longue, on n'avait prévu pour la financer que des avances de la Banque de France. Fin juillet, la désorganisation de l'économie est telle que le public retire massivement ses dépôts des banques. Celles-ci, assoiffées de liquidités, réescomptent en quatre jours, du 27 au 31 juillet, 1,5 milliard de francs d'effets commerciaux à la Banque de France. Pour éviter la panique, le 1<sup>er</sup> août un moratoire est décidé sur les banques. On ferme la Bourse. Le 5 août, une loi est votée qui dispense la Banque de France de rembourser ses billets en espèces jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement par une autre loi. C'est le « cours forcé ». Le franc n'est plus convertible en or. Il s'agit alors du franc germinal, qui a gardé la même valeur depuis la définition que lui a donnée Napoléon 1<sup>er</sup> un siècle auparavant en avril 1803 (loi du 17 germinal an IX). Un trait de plume met donc fin à plus de cent ans de stabilité monétaire.

Il pouvait difficilement en aller autrement. En 1911, par une convention avec l'État, tenue jusque-là secrète, la Banque de France s'était engagée à avancer à ce dernier, en cas de guerre, une somme de 2,9 milliards de francs, somme énorme si l'on considère que la valeur totale des billets en circulation à l'époque était de 5 milliards de francs et les réserves en or de la Banque de 4,15 milliards de francs. Dans la perspective d'une guerre courte, on

1. Raymond Poincaré, *op. cit.*, tome V, p. 439.

pensait qu'une telle largesse suffirait. Mais il fallut renouveler l'opération dès le 21 septembre 1914, une seconde convention avec la Banque de France conduisant à une nouvelle avance de 3,1 milliards de francs. Et ce n'était pas fini. De dépassement en dépassement, la monnaie en circulation atteindra 18 milliards de francs en 1917. Elle grossira encore plus vite pendant les derniers mois de la guerre.

Pourtant la couverture or des billets ne diminuera pas autant qu'on aurait pu le craindre. Car le gouvernement, dès 1915, va lancer des appels à l'épargnant pour qu'il prête cet or qui, à lire les affiches, « combat pour la victoire ». Une façon de dire à ceux qui ne versaient pas leur sang pour la patrie qu'ils pouvaient au moins verser leur or. Et ça marche. 2,4 milliards de francs en or vont ainsi rejoindre les caves de la Banque de France. Les réserves en métal jaune seront supérieures à la fin de la guerre à ce qu'elles étaient au début, surtout si l'on tient compte des 2 milliards de francs en or déposés à Londres. Mais la circulation des billets avait tellement augmenté que la convertibilité or ne pouvait être rétablie.

De même, en Allemagne, le cours forcé fut déclaré dès le 4 août 1914, et l'on chercha, par tous les moyens, à retirer de la circulation l'or sous forme de pièces ou de lingots et à le diriger vers la Reichsbank. La réserve or de la banque centrale allemande qui était de 1,25 milliard de marks en 1914 doublera à la fin de 1916. Mais elle ne pourra s'accroître aussi vite que le papier-monnaie.

Les facilités offertes par la Banque de France étant limitées et le gouvernement renonçant à augmenter les impôts, le seul moyen de financer la guerre est de recourir à l'emprunt, et pas seulement aux emprunts or que l'on vient d'évoquer.

L'aveu en est fourni dans les Mémoires de Poincaré, entre autres :

*Dimanche 13 septembre [1914] [...] MM. Viviani, Ribot [ministre des Finances] et Thomson me présentent d'un commun accord un rapport financier très important. Le Trésor a besoin de ressources et il ne peut, ni les demander uniquement à la Banque de France par une augmentation continue de la circulation fiduciaire, ni les chercher dans cet accroissement d'impôts, dont le gouvernement croit, au cours des hostilités, très difficile d'assurer le recouvrement, alors qu'un grand nombre de contribuables sont mobilisés. M. Ribot juge donc inévitable de recourir à l'émission d'emprunts à court terme. Le montant des bons du Trésor ne dépasse pas, en ce moment, 356 millions de francs. Il est très inférieur au chiffre qu'il pourrait atteindre. Le ministre des Finances propose de mettre ces bons à la portée du public, en émettant des coupures de mille, de cinq cents et même de cent francs, et en les faisant placer par les comptables. Il est en outre convenu que, pendant toute la durée de la guerre, ces bons auxquels tous les Français sont invités à souscrire s'appelleront bons de la Défense nationale. À cet effet, je signe un décret que contre-signent, avec M. Ribot, MM. Viviani et Thomson<sup>1</sup>.*

On se résigne donc à emprunter, mais seulement à court terme. Si l'État cherchait un argent à plus long terme, sans doute serait-il obligé de consentir des taux beaucoup plus élevés. Et encore une fois, la guerre sera courte. Pourquoi se risquer à emprunter long?

En 1914, le budget de l'État français s'élève à 5 milliards de francs. Les deux masses principales sont 3,5 milliards pour les dépenses civiles et militaires et 1,5 milliard pour le service de la dette. Cette dernière s'élevant à 33 milliards de francs, elle était largement souscrite par l'épargne française.

Dès le 14 septembre, Alexandre Ribot, ministre des Finances, on vient de le voir, a recours à l'émission de bons du Trésor à court terme (trois, six ou douze mois).

1. Raymond Poincaré, *op. cit.*, tome V, p. 439.

En 1915, on s'est enfin résigné à la guerre longue. Cette fois, le ministre lance un grand emprunt perpétuel au taux avantageux de 5,73 %, à la manière des emprunts qui avaient été lancés en 1872 et 1873 pour payer l'indemnité de guerre réclamée par l'Allemagne. « Pour le drapeau, pour la victoire, souscrivez », clament les affiches annonçant l'emprunt. Le succès est garanti : il rapporte 13,3 milliards de francs, dont 6,2 d'argent frais, le reste ayant été payé en bons de la Défense nationale.

Ce qui n'empêche pas la situation de s'aggraver, notamment dans la balance financière extérieure. Le gouvernement s'en inquiète, comme en témoignent encore les souvenirs de Poincaré :

*Mardi 12 septembre 1916 [...] En Conseil, longues discussions sur les paiements à l'étranger. Ribot expose la situation, qui s'aggrave de jour en jour. Il prononce le mot de faillite<sup>1</sup>.*

Même situation en Allemagne. On limite les appels à la planche à billets et l'on n'ose pas augmenter les impôts. On recourt donc là aussi à l'emprunt. Régulièrement, on émet des emprunts de guerre dont les succès sont acclamés comme autant de preuves de la force financière inépuisable de l'Allemagne. Au printemps 1916, on en est déjà au cinquième emprunt de défense nationale. Qui épongerait cette dette publique de plus en plus énorme ? Au mois de mars 1915, le gouvernement déclarait au Reichstag : « Nous conservons le ferme espoir de pouvoir présenter à nos adversaires la note à payer pour la guerre qui nous a été imposée. » Plus tôt encore, en France, dès le début des hostilités, un slogan fait fureur, car lui aussi donne réponse à tout : « L'Allemagne paiera. » On sait ce qu'il adviendra à cet égard<sup>2</sup>.

1. Raymond Poincaré, *op. cit.*, tome VII, p. 339.

2. Cf. chapitre 15.

Donc, contrairement à ce que l'on avait prévu ou même cru, la guerre a bien eu lieu, elle a été longue et extraordinairement coûteuse, financée - tout simplement - par l'emprunt et l'inflation. L'erreur de prévision s'est en fait doublée d'une erreur sur la nature de l'État. Son aspect prédateur, qui paraissait si évident du temps des rois, des empereurs ou des dictateurs, semblait s'être évanoui, du moins en France, avec l'avènement de la République, ou en Angleterre, où depuis beaucoup plus longtemps régnait la mère de tous les Parlements. A été ainsi généralement sous-estimée la capacité de nos princes et de leurs généraux à traiter les hommes comme de la chair à canon. L'élection démocratique n'a rien changé rien à l'affaire. On a pu démontrer en effet, statistiques à l'appui<sup>1</sup>, que pendant la Première Guerre mondiale, les démocraties ont été relativement plus prodigues du sang et de la vie de leurs propres citoyens que les empires centraux...

L'erreur de prévision, doublée d'une erreur sur la nature de l'État, loin d'être corrigée, allait être, nous allons le voir, à la source d'autres erreurs tout aussi dangereuses pour le citoyen ordinaire.

1. Ferguson, *The Pity of War*, Penguin Books, 1998.

## 2.

Octobre 1929 : pas de krach  
boursier en vue !

### *L'aveuglement du professeur Fisher*

Il s'est trouvé un économiste pour dire, à la veille du plus grand krach que le capitalisme ait jamais connu, que tout allait très bien et que les cours de la Bourse se maintiendraient dans les semaines, dans les mois à venir. Et, avec une témérité digne d'une meilleure cause, il a maintenu cette position alors que ces cours commençaient à s'effondrer. Cet économiste s'appelait Irving Fisher. Il était considéré à l'époque comme l'un des plus grands. Pour tout dire, il n'était pas seul parmi les économistes à commettre cette erreur, mais c'est certainement lui qui avait le plus d'influence sur l'opinion des milieux boursiers.

Les erreurs de prévision, nous l'avons dit, sont inhérentes à la « science économique ». Mais dans le cas présent, on atteint un exemple caricatural. Est-ce pour cette raison qu'il est si peu connu et que Ton continue même à enseigner les théories de Fisher, notamment sur le plan monétaire, sans faire mention de ce que l'on pourrait appeler une « méga-faute » professionnelle ? Et comment expliquer qu'un esprit d'une telle qualité se soit ainsi fourvoyé ? L'intérêt de ce cas est d'autant plus grand qu'il nous permet de retrouver beaucoup de raisonnements qui ont été tenus à la fin des années 1990 quant aux vertus de la « nouvelle économie » et qui ont abouti au désastre boursier qui s'est ensuivi.

Mais d'abord, voyons comment le «péché» a été commis - une histoire qui n'a jamais été racontée dans le détail.

Se fondant sur sa propre théorie - que nous examinerons tout à l'heure -, Irving Fisher avait commencé sa carrière aux États-Unis en lançant le mouvement de la «monnaie stable». Celui-ci a abouti à la constitution d'une ligue au début des années 1920, la *Stable Money League*. Le but d'un tel mouvement était d'assurer un pouvoir d'achat constant à la monnaie. Quand les prix augmentaient, on cherchait à les ralentir par un durcissement de la politique monétaire. Par contre, quand ils diminuaient, comme ce fut le cas lors de la dépression du début des années 1920, la *Ligue* appelait à une reflation. Et elle était sûre d'avoir l'appui de l'opinion publique peu éclairée, toujours favorable à ce que l'on imprime du papier-monnaie sous une forme ou sous une autre, confondant le signe de la richesse avec la richesse elle-même. C'est précisément cette reflation qui, à terme, provoquerait le boom de 1928-1929 à Wall Street, qui se terminerait par un krach géant. Fisher était donc partie prenante dans la hausse des cours boursiers. Ce que l'on sait maintenant<sup>1</sup>, c'est qu'il était directement et personnellement intéressé. Le célèbre économiste était lui-même conseil d'un fonds d'investissement, Investment Trusts and Investment Companies, et il avait placé en Bourse la fortune de sa femme, une riche héritière. Il avait donc lui-même intérêt à croire - ou du moins à faire croire - que les cours se maintiendraient s'il n'avait pas vendu à temps.

Le jeudi 3 octobre 1929, quelques craquements se font entendre à Wall Street. Le lecteur de la rubrique boursière

1. Murray Rothbard, *World War I as Fulfillment : Power and the Intellectuals*, dans John V. Denson, *The Costs of War : America's Pyrrhic Victories*, Transaction Publishers, 1999, p. 287.

du *New York Times* apprend que les « esprits de la communauté spéculative sont abattus ». Le vendredi 4, «que ce qui avait commencé comme une descente en pente douce avait tourné à la déroute ». Mais le lundi 7, « les nuages de pessimisme s'étaient évanouis ». Et le jeudi 10, « les spéculateurs à la hausse avaient la situation en main ». Hélas ! le mardi 15 octobre, le marché est de nouveau en baisse.

Toutefois, le mercredi 16, le boursier peut se rassurer en lisant les prédictions optimistes qu'a faites un professeur de Yale nommé Irving Fisher, au dîner mensuel de l'Association des agents de change, qui s'est tenu la veille au soir, 15 octobre, au Builders Exchange Club, 2 Park Avenue, à New York. « Les cours des actions ont atteint ce qui semble être un haut niveau permanent », a déclaré le savant économiste. Huit jours après, Wall Street s'effondrera : un cataclysme financier d'une ampleur jamais vue ! Mais jusqu'au bout Fisher maintiendra sa position. C'est cette exemplaire, extravagante semaine d'illusion, partagée par beaucoup, qu'il nous faut raconter en relisant la presse de cette époque.

Etant donné la réputation de Fisher, il était normal que le grand quotidien new-yorkais reproduise ses déclarations, et les commente.

« Après avoir examiné la hausse des valeurs boursières au cours des deux dernières années, rapporte le *New York Times* du 16 octobre 1929, Mr. Fisher a affirmé que les augmentations présentes et futures de gains ont justifié cette hausse, ajoutant que « le temps dira si l'accroissement se poursuivra suffisamment pour justifier le niveau élevé actuel. Je m'attends à ce qu'il le fasse ». Dans le jeu informel des questions et des réponses, Fisher s'était montré encore plus optimiste, note le journal : « Il voit les cours de la Bourse, au cours des prochains mois, monter encore plus haut qu'ils le sont aujourd'hui. »



Le lendemain jeudi 17 octobre, Wall Street fait une rechute, à cause « d'une attaque concertée de la faction baissière », explique le *New York Times*. Mais le dimanche 20 octobre, le journal est suffisamment inquiet pour titrer à la une : « Les cours tirés vers le bas, alors que des vagues de vente engorgent le marché. Lourde liquidation. »

Toutefois, l'éditorial en page intérieure se veut rassurant : « L'imaginatif Wall Street est depuis longtemps convaincu que nous sommes entrés dans une ère financière dans laquelle tous les précédents ne sont d'aucune utilité ; et que les marchés non seulement se réfèrent à de nouveaux principes économiques, mais que le jugement qui se fonde sur l'expérience est certain d'aller à l'erreur. » À l'appui de cette conviction, Irving Fisher est élogieusement cité, mais aussi un autre professeur, dont malheureusement on ne dit pas le nom, auteur d'un rapport de 260 pages qui établit que « les anciens critères sont non seulement futiles, mais encore enfantins ». Le vieux principe de Wall Street, « selon lequel ce qui monte doit tôt ou tard baisser », serait devenu « obsolète ». Une autre théorie, depuis longtemps en vigueur, qui veut que le prix d'une action ne dépasse pas dix fois la valeur des profits annuels, était peut-être valable autrefois, mais aujourd'hui, « 50 à 25 fois les profits » serait un niveau « raisonnable ». Un troisième professeur, qui reste anonyme, auteur, lui aussi, d'un volumineux ouvrage sur Wall Street, prétend que les gens qui achètent des actions devraient être incités à payer un prix plus élevé encore « puisqu'ils paient aujourd'hui une somme pour une série infinie de revenus futurs ». Étonnants discours qui annoncent soixante-dix ans à l'avance les discours très semblables et tout aussi aventureux qui seront tenus sur la « net-économie ». L'éditorialiste du *New York Times* conclut sur une pirouette : « Quoi qu'il en soit, les dis-

eussions des professeurs à propos du marché des valeurs apportent aux yeux du public quelque chose qui est en lui-même un nouveau phénomène économique ».

Cependant, l'angoisse a traversé l'Atlantique. « Le violent recul de Wall Street, lit-on dans la rubrique boursière du *Figaro*, le mardi 22 octobre, n'était pas fait pour enrayer le courant de réalisation qui déferlent (*sic*) sur notre marché depuis deux semaines. »

Mais, ce même mardi, le lecteur du *New York Times* peut encore se rassurer à la lecture de nouvelles déclarations de Fisher, faites cette fois devant l'Association des *Crédit Men* de New York, réunis à l'hôtel Commodore. Pour parler vulgairement, l'économiste en a remis une louche. Dans un exposé préparé à l'avance, il a « assuré que le marché n'avait pas été gonflé, mais s'était seulement réajusté à la valeur décroissante du dollar et à l'allure croissante de la production et des échanges ». Et de préciser : « Au cours des six années passées, il y a eu des changements prononcés dans le rythme de la production et des échanges, à cause de l'introduction sur une grande échelle de la recherche scientifique et de ses applications. Virtuellement, chaque ligne de production témoigne, chaque jour, du développement technique dont les résultats sont un accroissement de la production, une réduction des coûts, des profits plus élevés et des prix plus bas pour les consommateurs. Ces gains vont continuer dans le futur ». Pour nourrir son optimisme, Fisher cite jusqu'à la prohibition de l'alcool, qui, à l'entendre, « augmente la productivité du travail ». L'économiste a aussi pris la défense des Fonds d'Investissement - des organismes collecteurs d'épargne -, qui, selon lui, « stabilisent le marché en diversifiant leur portefeuille ». Et de prédire que le total des placements de ces fonds, qui ont maintenant dépassé les 3 milliards de dollars, « atteindront en mars prochain 5 milliards de dollars ».

Le mercredi 23 octobre, on souffle un peu. En France, la chute du gouvernement Briand occupe les colonnes des journaux, ainsi que quelques soucis pour la Corse \*.

Le *New York Times* du jeudi 24 octobre 1929 titre sur le « crash » de Wall Street. 2,5 millions d'actions ont été échangées dans la dernière heure de la séance de mercredi. Fisher soutient pourtant que la chute des cours est « seulement temporaire ». S'adressant à l'Association des banquiers du district de Columbia, il a répété ce qu'il avait dit les précédents jours, ajoutant qu'« il lui semble impossible de débarrasser entièrement le marché d'une frange luna-tique de spéculateurs téméraires ». Mais, ce même jeudi, qui n'est autre que le « jeudi noir » que retiendra l'His-toire, à peine le journal est-il sorti des presses que Wall Street s'effondre : près de 13 millions d'actions sont échangées dans une atmosphère crépusculaire.

Dans la descente aux enfers qui commence, il y aura quelques rémissions. Mais le lundi 28 octobre, 14 milliards de dollars s'envolent en fumée. Le mardi 29 octobre, « mardi noir », 16 millions d'actions ont été vendues. Et ainsi de suite. Résultat : à la mi-novembre, l'indice des actions industrielles ferme à 224 contre 452 le 3 septembre. Et ce n'est pas fini.

Irving Fisher s'est tu.

Reconnaîtra-t-il son erreur?

On retrouve sa trace dans un modeste entrefilet du *New York Times* du 3 décembre. Non, il ne s'est pas jeté par la fenêtre comme tant de banquiers, victimes des prévisions optimistes. À un déjeuner organisé par la chambre de

1. Bien que ce soit hors sujet, on ne peut résister au plaisir de citer *Le Temps* qui écrit alors à la une à propos de l'île de Beauté : « La Corse, dit-on couramment, serait un pays charmant si l'on n'y faisait point de politique. C'est là une hérésie diffamatoire des " Continentaux ". La poli-tique est aussi nécessaire à la Corse que ses précipices et ses bandits. » La presse parisienne reste très franco-française même en cas de turbulences internationales. L'actualité corse continue ainsi de faire la une alors que la finance mondiale est en train de sombrer.

commerce réunissant 300 hommes et femmes d'affaires, il a fait cette remarque : « Si les leaders du business se rendent compte que le pouvoir d'achat basé sur les actions n'a pas été détruit, mais transféré entre d'autres mains, il n'y a pas à craindre d'effets pernicieux permanents du krach. » Incorrigible professeur Fisher !

Après le krach, continuant à croire, selon ses propres prévisions, que les cours remonteraient, il gaspilla l'argent de sa belle-sœur, ayant épuisé celui de sa femme, et dans le même temps appela frénétiquement le gouvernement fédéral à gonfler le crédit et la monnaie pour une nouvelle reflation. En dépit de la dissipation de deux fortunes familiales, Fisher s'arrangea pour blâmer à peu près tout le monde, sauf lui, pour la débâcle '.

Cette même débâcle fera les délices de la presse commu-niste de l'époque, qui y verra la confirmation de ses propres prévisions économiques. Cela mérite d'être relu aujourd'hui :

Le mardi 29 octobre 1929, *L'Humanité* titre à la une : « Des nuages dans le ciel de la prospérité. La panique à la Bourse de New York. » Sur le thème « nous étions les seuls à avoir prévu l'événement », l'éditorialiste de l'organe du Parti communiste français, qui signe d'un simple G, conclut : « Aujourd'hui, hors quelques aveugles et quelques attardés, tous les ouvriers reconnaissent le bien-fondé de notre analyse et des directives révolutionnaires qui s'en dégagent nécessairement. »

Le 1<sup>er</sup> novembre, *L'Humanité* fait la une avec ce titre : « Débâcle boursière et " prospérité ". » « Il faut considérer le krach, écrit le même G, comme l'un des épisodes les plus importants de l'après-guerre et aussi, répétons-le, comme l'un des événements les plus caractéristiques de cette *troisième période* du développement impérialiste dont nos congrès communistes ont si fortement souligné

1. Denson, *op. cit.*, p. 287.

les traits. » Et de conclure : « Toutes ces idoles s'écroulent. Pourrie la prospérité yankee! Et à la place de la réconciliation traîtreusement promise [au peuple allemand], la guerre des tarifs aujourd'hui, la guerre des canons demain. »

Heureusement, l'autre camp, lui, se porte bien. Le 9 novembre 1929, un seul titre barre la une de *L'Humanité* : « La révolution russe a douze ans. L'éclatant triomphe de la dictature du prolétariat. » Le 11 novembre, encore un bandeau à la une, mais cette fois pour fustiger l'anniversaire de la « "victoire" impérialiste » de 1918, les guillemets accolés au mot victoire montrant bien ce qu'il faut en penser. En exergue, une citation de Lénine : « Ce n'est que lorsque nous aurons abattu, complètement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier, et non pas seulement dans un pays, que les guerres deviendront impossibles. » En dessous ce titre : « Pas d'armistice entre le prolétariat et la bourgeoisie. »

Pour revenir à l'erreur de Fisher, le fait qu'il était lui-même un agent de la « bulle spéculative » ne suffit sans doute pas à expliquer son erreur. Peut-être sa propre théorie a-t-elle joué un rôle, notamment lorsqu'il militait, comme on l'a vu, pour une « monnaie stable ».

Un peu à la manière d'Einstein et de sa célèbre formule ( $E = mc^2$ ), Fisher s'était rendu célèbre dès 1911 en écrivant lui aussi une équation, qui est encore aujourd'hui enseignée dans les manuels scolaires :  $M \cdot V = P \cdot T$ .

Dans cette équation, nous l'avons dit,  $M$  représente la masse monétaire,  $V$ , la vitesse de circulation de la monnaie,  $P$ , les prix, et  $T$ , le volume des biens et services échangés. On considère qu'il s'agit là d'une tautologie. Au cours d'une période donnée, on peut s'attendre que le produit  $M \cdot V$ , c'est-à-dire la masse des moyens de paiement multipliée par la vitesse à laquelle ils changent de main, soit égal à  $P \cdot T$ , c'est-à-dire la valeur globale des échanges, qui n'est

autre que les quantités échangées multipliées par les prix unitaires de ces mêmes quantités. D'où :  $M \cdot V = P \cdot T$ .

Le problème de cette équation, c'est qu'elle a trop d'inconnues pour dire quelle serait l'incidence d'une augmentation de la masse monétaire ( $M$ ) sur le volume de l'activité économique ( $T$ ) ou sur les prix ( $P$ ).

Du fait de cette indétermination, l'équation peut être utilisée aussi bien par les partisans de la stabilité monétaire (les « monétaristes ») que par ceux qui croient aux vertus de la relance par l'augmentation des moyens de paiement (les inflationnistes ou « antimonétaristes »). Les deux camps vont immobiliser deux inconnues sur quatre... mais pas tout à fait les mêmes.

Pour les monétaristes, une augmentation de la masse monétaire n'a aucune influence ni sur l'activité économique ni sur la vitesse de circulation de la monnaie. Parce que pour eux les paramètres  $T$  et  $V$  sont des constantes. En conséquence, toute augmentation de la masse monétaire se traduit forcément par une augmentation des prix. Irving Fisher est de cette école, qui trouvera dans la deuxième moitié du  $xx^e$  siècle son plus célèbre défenseur en la personne de Milton Friedman, lequel formulera une manière de théorème : toute inflation est d'origine monétaire. Un raffinement consiste à dire que la vitesse de circulation varie dans le même sens que la masse monétaire  $M$ . Plus il y a de monnaie, plus les gens ont envie de s'en défaire. Par conséquent, si  $T$  reste constant, une augmentation de la masse monétaire a d'autant plus de chance de se traduire par une augmentation des prix que le produit  $M \cdot V$  sera encore augmenté par un accroissement de  $V$ .

Pour les antimonétaristes, au premier rang desquels on trouvera, à partir de 1936, Keynes et ses nombreux disciples, une augmentation de la masse monétaire peut favoriser un accroissement de l'activité économique,

lequel absorbe le surplus de monnaie, qui ne peut donc plus avoir d'incidence sur les prix, la vitesse de circulation étant supposée constante comme dans le cas précédent. Il contredit par Friedman pour qui aucune sorte sera d'inflation ne peut avoir d'influence sur le taux de croissance de longue période.

3.

C'est la faute à Aristote ... *ou la*  
*philosophie égarée dans l'économie*

La distinction entre besoins naturels et besoins artificiels, l'idée de l'égalité dans l'échange, la notion de juste prix, l'objectif indéfini du bien commun, la théorie de la valeur travail, les préjugés contre le commerce en général et contre l'argent en particulier, la monnaie considérée comme une convention définie par l'État... toutes ces conceptions, qui paraissent souvent relever du bon sens ou de la bonne volonté, mais qui induisent tout aussi souvent des raisonnements erronés, font partie de l'héritage que nous a laissé Aristote. C'est donc au grand penseur grec qu'il faut remonter pour comprendre certaines erreurs économiques.

Le problème vient de ce que l'audience immense de celui que l'on peut considérer comme le premier critique de l'économie a aidé à véhiculer ces errements jusqu'à nos jours. De fait, Aristote est sans doute le philosophe qui a le plus influencé la pensée économique au cours des derniers vingt-quatre siècles, non seulement au Moyen Âge, où dominait l'aristotélisme, mais aussi dans les Temps modernes, où maints économistes se sont inspirés de ses conceptions, à commencer par Marx. Et si précieux et prestigieux que soit le legs qu'il nous a laissé en tant de domaines, l'économiste doit en faire l'inventaire avant d'en tirer bénéfice.

Aristote est né en 385 ou 384 av. J.-C. à Stagire, petite ville de Macédoine, proche de l'actuel mont Athos. En 367 ou 366, il va faire ses études à Athènes et devient à l'Académie l'un des plus brillants disciples de Platon. Mais à sa mort, ce dernier désigne comme son successeur à la tête du cénacle qu'il a fondé son neveu Speusippe. Faut-il y voir la cause de la rupture d'Aristote avec l'Académie? En tout cas, il ouvre sa propre école. En 343-342, il est appelé à Pella, à la cour du roi Philippe de Macédoine, qui lui confie l'éducation de son fils Alexandre. À la mort de Philippe (335-334), Aristote retourne à Athènes, où il fonde le Lycée, rival de l'Académie. Il y enseigne pendant douze ans. En 323, à la mort d'Alexandre, une réaction anti-macédonienne se produit à Athènes. Aristote, menacé d'un procès pour impiété, aime mieux quitter la cité que d'encourir le sort de Socrate : il ne veut pas, dit-il, donner aux Athéniens l'occasion de « commettre un nouveau crime contre la philosophie ». Réfugié à Chalcis, dans l'île d'Eubée, il mourra l'année suivante, à l'âge de soixante-trois ans. Ses réflexions économiques sont réparties dans ses œuvres principales, notamment dans *Politique*, *Rhétorique*, *Éthique à Nicomaque* et *Topiques*.

Il y a certes bien des aspects positifs, du point de vue économique, dans l'œuvre d'Aristote. Sa théorie de la propriété privée va informer pour longtemps la pensée occidentale. Elle est fondée sur cinq arguments qui seront repris, quasiment tels quels, pendant des siècles, à savoir : 1) Par rapport à la propriété collective, la propriété privée encourage à une plus grande productivité, et donc au progrès ; 2) La propriété collective engendre des disputes infinies, car sous un tel régime chacun va se plaindre de ce qu'il a travaillé plus et reçu moins que les autres, ce qui n'est pas le cas lorsque chacun travaille chez lui ; 3) La propriété privée correspond mieux au goût que l'homme a

pour la possession exclusive des biens ; 4) La propriété privée a existé en tout temps et en tout lieu ; 5) Seule la propriété privée donne aux gens la possibilité d'agir moralement, c'est-à-dire de pratiquer les vertus de bienveillance et de philanthropie, possibilité qui, à en croire notre philosophe, serait anéantie par la propriété collective.

D'autre part, prenant la suite de Démocrite, Aristote résout ce qui restera pour des générations d'économistes un casse-tête dénommé le « paradoxe de la valeur ». Ce paradoxe servira encore de charade dans les salons du siècle des Lumières : pourquoi l'or a-t-il plus de valeur que le fer, le diamant plus que l'eau, bien qu'ils soient moins utiles? C'est que la valeur est fonction du désir, lequel n'est pas sans relation avec les quantités disponibles. Quand il y a trop d'un bien, il perd de sa valeur. Par contre, s'il est rare, sa valeur augmente.

Les réflexions subtiles d'Aristote sur la prudence méritent, elles aussi, d'être relues aujourd'hui avec attention, surtout par des économistes qui croient faire œuvre « scientifique », suivant le modèle de la « science physique ». D'abord parce que ces réflexions prennent en compte une pratique communément attribuée aujourd'hui encore à *Yhomo æconomicus* : la « délibération raisonnée », qui n'est ni une science ni un art. Ni une science, car on ne délibère pas de la chute des corps, c'est un phénomène qui s'impose à l'observateur. Ni un art, car en art, on peut faire exprès des fautes, ce que Ton ne peut se permettre dans l'action, sous peine d'imprudence, justement!

Ces apports positifs sont importants. Mais ils ont été gâtés par l'introduction d'un certain nombre de « virus » qui vont contaminer la pensée économique pendant des siècles. Il s'agit d'abord de la distinction entre « besoins naturels » et « besoins non naturels ». Aristote admet que

l'on puisse satisfaire et même que l'on doive satisfaire les premiers. Il conseille de renoncer aux seconds, qu'il qualifie par avance d'illimités. Ainsi oppose-t-il l'économie à la « chrématistique », c'est-à-dire à la science de la richesse. Il est vrai que chacun a une idée de ce qui lui est nécessaire et de ce qui lui est superflu. Mais aucun critère objectif ne pourra jamais départager ces deux types d'économie, ni chez Aristote, ni chez aucun de ses multiples épigones. Le célèbre Adam Smith, par exemple, qui passe pour le père fondateur de l'économie politique \ qualifie, sans aucune preuve scientifique évidemment, les produits apportés par la nouvelle industrie de son époque de « colifichets d'utilité frivole », de « niaiseries », de « babioles », « méprisables » et « futiles », « plus propres à amuser les enfants qu'à occuper sérieusement des hommes ». Ces dénonciations, toutes morales, se trouvent dans un livre peu connu de l'économiste écossais, *La Théorie des sentiments moraux*<sup>2</sup>, mais aussi, c'est plus surprenant, dans la fameuse *Richesse des nations*<sup>3</sup>. Mme du Deffand, qui tenait l'un des plus brillants salons littéraires du xviii<sup>e</sup> siècle, se plaignait dans sa correspondance du « vide que l'on trouve dans tous les objets dont on est environné<sup>4</sup> ». Le terme de « colifichets » sera repris par Rousseau, l'un des premiers contempteurs de ce que l'on appellera au xx<sup>e</sup> siècle la « société de consommation » (on pense évidemment ici au philosophe français Jean Baudrillard et à ses célèbres pamphlets sur ce sujet).

1. Il s'agit d'un mythe que nous mettons en cause plus loin, au chapitre 9.

2. Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, traduit et annoté par Michaël Biziou, Claude Gautier et Jean-François Pradeau, Paris, PUF, 1996.

3. Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduit par Paulette Taïeb, Paris, PUF, 1996.

4. Mme la Marquise du Deffand, *Lettres à Walpole et quelques autres*, Paris, Plasma, 1979, p. 96.

On trouve encore le terme, par allitération, dans la bouche de Robespierre dénonçant les « chétives marchandises »<sup>1</sup>. Ou plus tard, par une nouvelle allitération, dans la fameuse expression de Karl Marx sur le « fétiche » de la marchandise.

Ainsi, nombreux seront les auteurs qui s'appuieront explicitement ou implicitement sur le grand philosophe grec pour distinguer le nécessaire du superflu. Des autorités morales ou étatiques en profiteront pour déterminer ce qui convient à chacun. Des théories économiques iront jusqu'à décréter que la croissance économique devait s'arrêter au moins dans les pays dits développés parce que les besoins essentiels, « naturels », seraient désormais satisfaits.

Autre virus : la manière dont Aristote nous parle des échanges dans *Y Ethique à Nicomaque* (Livre V, chapitre 5). Des générations vont s'efforcer à tenter d'éclaircir un texte alambiqué qu'il faut relire pour en mesurer la complexité. Essayons à notre tour.

Dans ce chapitre tant de fois commenté, Aristote commence par réfuter la loi du talion : ce qu'on fait subir à autrui, après l'avoir subi de lui. Cette loi, selon lui, ne s'accorde « ni avec la justice distributive, ni avec la justice corrective<sup>2</sup> » (§ 2).

« Mais, ajoute Aristote, dans les relations et les échanges, ce droit de réciprocité maintient la société civile en se basant sur la proportion et non sur l'égalité. Cette réciprocité entre les rapports fait subsister la cité. »

Jusque-là, tout va bien. À ceci près que l'on voudrait bien savoir ce que notre auteur entend par proportion. L'éclaircissement nous est donné au § 8 :

1. Cité par Hirschman, *op. cit.*, p. 89.

2. Le principe de la justice distributive est « à chacun selon son mérite », celui de la justice corrective, « à chacun ce qui lui appartient ».

Or, ce qui constitue cet échange proportionnel, c'est l'union en diagonale. Prenons, par exemple, un architecte A, un cordonnier B, une maison C, une chaussure D. Il faut que l'architecte reçoive du cordonnier le travail de celui-ci, et qu'il lui donne en échange le sien. Si donc, premièrement, est réalisée cette égalité proportionnelle, si deuxièmement la réciprocité existe, les choses se passeront comme nous venons de le dire. Faute de quoi, l'égalité sera détruite et ces rapports n'existent plus. Car rien n'empêche alors l'œuvre de l'un de l'emporter sur l'œuvre de l'autre. Il faut les rendre égales.

Or, ce qui constitue une égalité proportionnelle, selon Aristote, c'est que quatre termes A, B, C et D sont tels que  $A/B = C/D$ . Il faut donc que dans l'exemple que nous donne Aristote, Architecte/Cordonnier = Maison/Chaussure.

Si vous n'êtes pas convaincu, poussez jusqu'au § 12 où Aristote reprend la question (entre les § 8 et 12, il y a une sorte de parenthèse concernant la monnaie, sur laquelle nous reviendrons) :

En conséquence, ces échanges réciproques auront lieu, quand on aura rendu les objets égaux. Le rapport qui existe entre le paysan et le cordonnier doit se retrouver entre l'ouvrage de l'un et celui de l'autre. Toutefois, ce n'est pas au moment où se fera l'échange qu'il faut adopter ce rapport de proportion; autrement, l'un des ternies extrêmes aurait doublement la supériorité dont nous parlions tout à l'heure ; c'est au moment où chacun est encore en possession de ses produits. À cette condition, les gens sont égaux et véritablement associés parce que l'égalité en question est en leur pouvoir; par exemple un paysan A, une certaine quantité de nourriture C, un cordonnier B et le travail de celui-ci D, qu'on estime équivaloir à cette quantité. Si l'on ne pouvait établir cette réciprocité, il n'y aurait pas de communauté sociale possible.

Peut-être ce développement savant veut-il tout simplement dire qu'il faut « faire les prix à la tête du client ». De telles pratiques existent, certes, mais elles ne peuvent être que marginales dans une économie de marché, même à l'époque d'Aristote<sup>1</sup>. L'économiste français contemporain Henri Denis, historien reconnu de la pensée économique, voit, quant à lui, dans cette conception de l'échange de produits comme échange de travaux une anticipation de « l'idée de la valeur travail qui jouera un tel rôle chez les fondateurs de l'économie politique aux xvm<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles<sup>2</sup> ». Par « fondateurs », l'auteur entend, très classiquement, les Anglais Adam Smith, Malthus, Ricardo. S'il dit vrai, alors cette filiation est à mettre au débit d'Aristote, la théorie de la valeur travail conduisant aux impasses de l'économie marxiste<sup>3</sup>. Il faudra, en fait, attendre le xviii<sup>e</sup> siècle français pour trouver une formulation correcte de l'échange<sup>4</sup>. Ce qui n'a évidemment pas empêché toutes sortes de négoce de croître et de prospérer entre-temps dans la pratique.

La critique de principe que notre philosophe fait du *monopole* (étymologiquement, un seul vendeur), qu'il couple avec l'injustice, va être, elle aussi, très féconde en errements fâcheux par défaut d'analyse. Car, tout monopole n'est pas forcément injuste<sup>4</sup>. Là encore, le legs d'Aristote sera lourd à porter.

Autre enseignement fallacieux, promis à une longue postérité, notamment, nous l'avons déjà vu, chez les intellectuels : Aristote conçoit le commerce comme une activité improductive, parce qu'il ne fait que déplacer la marchandise sans rien ajouter à sa matière. Le commerce

1. Où le marché, nous l'avons dit, est beaucoup plus développé que ce que maints historiens ont prétendu.

2. Henri Denis, *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, Quadrige, p. 54.

3. Cf. chapitre 11.

4. Cf. chapitre 13.

est donc stérile. D'où un préjugé contre le négoce sous toutes ses formes, et même contre la science économique qui a paru longtemps préoccupée uniquement de biens matériels, et qui s'est longtemps montrée incapable de rendre compte de l'aspect immatériel, de l'aspect « service » des activités commerciales - on trouve ce travers, des siècles plus tard, chez Adam Smith, mais aussi dans l'idée que beaucoup de nos contemporains se font encore aujourd'hui de la science économique.

La stérilité supposée du commerce a contaminé le négoce de la monnaie. Et c'est sans doute là le legs le plus dangereux que nous ayons hérité du philosophe grec, et qui est venu s'ajouter aux préjugés judéo-chrétiens. Après avoir bien perçu les fonctions de la monnaie, Aristote considère en effet qu'elle est un bien stérile, qui ne fait pas de petits, et donc ne peut pas porter d'intérêt sans insulter la nature.

Ce qu'on déteste avec le plus de raison, c'est la pratique du prêt à intérêt, parce que le gain qu'on en retire provient de la monnaie elle-même et ne répond plus à la fin qui a présidé à sa création. Car la monnaie a été inventée en vue de l'échange, tandis que l'intérêt multiplie la quantité de monnaie elle-même. C'est même à l'origine du mot intérêt : car les êtres engendrés ressemblent à leurs parents, et l'intérêt est une monnaie née d'une monnaie. Par conséquent, cette dernière façon de gagner de l'argent est de toutes la plus contraire à la nature<sup>1</sup>.

Parce qu'Aristote échoue à expliquer le prêt à intérêt par l'analyse économique, il le qualifie de contre nature. D'où l'interdit porté sur l'usure qui va empoisonner la réflexion économique pendant près de deux mille ans - et cela continue encore dans des régions où dominent certaines religions, l'islam notamment, où le même raisonne-

1. Aristote, *Politique*, livre I, chapitre 10, 1258<sup>h</sup>, 1-8.

ment est tenu par des théologiens. Au Moyen Âge, les usuriers seront mis sur le même rang que les sodomites pour leurs activités contre nature. Aristote l'avait dit et répété : la monnaie a permis le développement du commerce, c'est-à-dire d'une activité qui consiste à utiliser de l'argent pour faire des échanges et en retirer le maximum de profit. Il en résulte qu'une telle activité ne possède pas de limites naturelles. Le marchand le plus riche peut encore augmenter ses richesses. **Dans** le commerce, l'individu répudie toute notion de mesure, et donc de vertu, car la vie vertueuse est une vie ordonnée et mesurée. Tout individu qui fait du commerce sa profession se retranche du nombre des hommes véritables. Et de conclure : « Quant à l'homme d'affaires, c'est un être hors nature, et il est bien clair que la richesse n'est pas le bien suprême que nous cherchons<sup>1</sup>. » Certes, le commerce extérieur est nécessaire à la Cité pour se procurer des biens qu'elle ne peut pas produire elle-même et écouler ses propres surplus de production. Mais cela n'entraîne nullement l'obligation de permettre aux citoyens de devenir des marchands. Il faut, bien au contraire, le leur interdire et laisser le négoce aux étrangers. Etc., etc.

Ce qui aggrave le cas Aristote, si l'on peut dire, c'est que, dans *Y Éthique à Nicomaque* au moins, il reprend à son compte la conception platonicienne de la monnaie-convention :

La monnaie est devenue, en vertu d'une convention, pour ainsi dire, un moyen d'échange pour ce qui nous fait défaut. C'est pourquoi on lui a donné le nom de νομισμα parce qu'elle est d'institution, non pas naturelle, mais légale : loi (§ 11).

1. Aristote, *Politique*, livre I, chapitres 5 et 7.



Aristote ajoute ainsi du crédit à une théorie monétaire vraiment calamiteuse. C'est d'autant plus regrettable que, par ailleurs, il donne l'impression de se ranger du côté des théoriciens, mieux inspirés, de la monnaie-marchandise.

On comprend le souci moral qui fonde certaines conceptions d'Aristote, et on ne peut le lui reprocher; mais ce qui est moins compréhensible chez un si grand esprit, c'est un défaut apparent d'analyse de la chose économique. Le système économique aristotélicien ne retrouve une certaine rationalité que si on le replace dans le contexte d'une « économie primitive », avec des marchés jouant des rôles tout à fait marginaux. Mais n'est-ce pas l'accabler davantage? Car, de son temps, l'économie grecque n'était plus depuis longtemps une économie primitive. En un mot comme en cent, la pensée économique d'Aristote est même pour son époque archaïque. Elle le sera plus encore quand elle sera recyclée par Thomas d'Aquin au <sup>e</sup> xiii<sup>e</sup> siècle.

Le *docteur angélique* assurera, en effet, le relais des erreurs d'Aristote : notamment, avec l'ébauche d'une théorie de la valeur travail, la distinction entre besoins naturels et besoins artificiels, et la condamnation de l'usure. Si l'emprunteur retire un avantage d'une somme prêtée, c'est grâce à son travail qui la fait fructifier ; c'est son travail qui est productif et non l'argent du prêteur, affirme Thomas d'Aquin, oubliant ainsi le sacrifice fait par le prêteur du fait qu'il ne peut disposer de son argent, et le risque qu'il prend de ne pas être ou d'être mal remboursé.

On l'a vu, chez Aristote, l'échange n'est juste qu'à certaines conditions assez mal définies, sauf qu'elles doivent aider à maintenir le lien social. De là, Thomas d'Aquin, servant encore une fois de relais, va sortir la doctrine du

« juste prix », qui, à son tour, fera des ravages. Il faut dire quelques mots de cette filiation, lourde d'erreurs multiples dans la gestion de l'économie,

Aristote subordonnait l'économie au bien de la Cité, Thomas d'Aquin la soumet au « bien commun » - ce qui revient au même, mis à part l'arrière-plan théologique, et conduit aux mêmes difficultés de définition. De même, Thomas d'Aquin et Aristote ont une certaine idée de la subjectivité de la valeur, mais cela ne les conduit ni l'un ni l'autre à concevoir l'échange en lui-même comme la seule rencontre de deux volontés libres, aboutissant par son existence même à une amélioration de la situation des deux parties. Il leur faut situer l'échange par rapport au bien collectif. Ainsi le juste prix, déterminé en fonction des exigences du bien commun, est une sorte d'objectif moral pour les co-échangeurs. Il ne faut pas que l'un des participants à l'échange puisse retirer avantage de sa situation (tromperie, marchandage, pouvoir exagéré, monopole, et aussi ce qu'on appellerait dans le langage contemporain, pour évoquer le cas si répandu où l'un des partenaires d'une relation est mieux informé que le ou les autres, l'asymétrie d'information).

Il faut aussi que le producteur du bien échangé puisse vivre convenablement, conformément au rang qu'il tient dans la société. Bref, tout se passe comme s'il y avait toutes les raisons de penser que l'échange, s'il est laissé libre, conduira à un prix injuste, et qu'il faut donc qu'une instance externe aux co-échangeurs intervienne pour que le prix soit juste - que cette instance soit morale, religieuse, étatique ou municipale. Mais qui va nous garantir l'objectivité de cette instance? Thomas répond qu'il suffit de recourir à la *communis aestimatio*, à l'estimation commune, qui peut émaner de personnes raisonnables, de bon sens, n'ayant pas d'intérêt direct dans l'affaire. « D'ailleurs, indique un autre historien de la pensée

économique, l'économiste français Alain Barrère, qui a joué un rôle majeur dans la formation des étudiants en sciences économiques dans les années 1950-1970, l'échangeur peut déterminer [le prix] lui-même, en suivant les indications que sa conscience lui fournira lorsque, ayant apprécié ses charges et ses besoins, il devra fixer son avantage. Ce sera le prix fixé " selon l'ordre ", avec mesure et en restant dans les limites fixées par la morale<sup>1</sup>. » Là encore, on ne peut que s'incliner devant ces leçons de morale! Mais c'est omettre que l'invocation du rang social dans la définition du juste prix suppose que le « mérite » est entendu comme une contribution à la « félicité publique » et non au « bonheur privé ». Il est alors donné « d'autant plus de biens communs à une personne que sa place dans la communauté est prépondérante » (*Somme théologique*, IIa-IIae, q. 61, a 2, resp.). « C'est donc une hiérarchie sociale préétablie dans l'ordre moral et politique qui engendre les dignités relatives des individus et, de ce fait, les droits respectifs sur le produit d'une transaction. Aucune considération intéressant les contributions productives n'est déterminante dans l'identification d'une telle hiérarchie », observe avec pertinence un autre historien français contemporain de la pensée économique, le Français André Lapidus<sup>2</sup>.

Et certes on pourra toujours trouver des textes chez Thomas d'Aquin qui vont dans le sens d'une estimation subjective de la valeur, si importante pour la compréhension des mécanismes de l'économie, comme dans cet exemple repris de saint Augustin que « les prix des choses qui se vendent ne s'estiment pas d'après les hiérarchies des natures, puisqu'il arrive parfois qu'un cheval se vende

plus cher qu'un esclave<sup>3</sup> », ou bien dans ces affirmations que « les choses différentes impossibles à mesurer par les propriétés mêmes de la chose, [...] sont mesurées par comparaison de la possibilité de satisfaire au besoin humain qu'elles contiennent<sup>4</sup> », ou encore que « l'achat et la vente furent instaurés pour le bien commun des deux parties, car chacun a besoin des produits de l'autre et vice versa<sup>5</sup> ». Il n'en reste pas moins que le besoin ou l'utilité auxquels il est fait référence « ne concernent pas des préférences subjectives, mais une norme sociale dont la validité fait l'objet d'un consensus, et qui traduit au niveau de tous les biens échangeables les exigences de la société dans son ensemble - la félicité publique et non le bonheur individuel<sup>6</sup> ».

C'est qu'il est apparemment très difficile de comprendre que seul est *juste* un prix qui est librement débattu. Ce sera tout l'effort des économistes français du xvin<sup>e</sup> siècle de l'établir. Qu'il ait fallu tant de temps pour y parvenir est un indice de la difficulté de la chose. Peut-être parce qu'elle est contre-intuitive. Le bon sens paraît indiquer que lorsqu'on laisse les gens libres de s'arranger entre eux, ce que l'un gagne ne peut être qu'au détriment de l'autre. Ce bon sens est exprimé dans la formule fameuse de Montaigne<sup>7</sup> : « Nul ne gagne qu'un autre ne perde. » Une vieille rengaine qui remonte au moins à saint Jérôme, docteur de l'Église du IV<sup>e</sup> siècle, premier traducteur de la Bible en latin, pour qui « toutes les richesses viennent de l'iniquité, et à moins que l'un n'ait perdu, un

1. Alain Barrère, *Histoire de la pensée économique*, polycopié, p. 146.  
2. André Lapidus, « Une introduction à la pensée économique médiévale », dans *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, 1992, t. 1, p. 33.

1. *Somme théologique*, IIa-IIae, q. 77. La seule comparaison de l'esclave et du cheval est intéressante car elle semble indiquer que la classification des esclaves comme cheptel (le bétail étant cheptel non parlant, et l'esclave cheptel parlant), qui date de l'Antiquité grecque, est toujours en vigueur au rv<sup>e</sup> siècle après J.-C.

2. *In Decem Libros Elhichorum*, V, 9.

3. Lapidus, *op. cit.*, p. 34.

4. *Ibid.*, p. 34.

5. Montaigne, *Essais*, livre XXII.

autre ne peut gagner ». Comment imaginer en effet que d'un simple échange librement consenti puisse se dégager une plus-value? C'est de Condillac que viendra la lumière, nous le dirons. Mais cette lumière sera mise sous le boisseau. Ainsi, jusqu'à nos jours, la tentation persistera pour un gouvernement de trouver des prétextes à intervenir sur les prix, ou à essayer de les contrôler.

Le prix ainsi fixé est forcément différent de celui qui s'établirait par le libre jeu de l'offre et de la demande. Puisque la raison de cette intervention autoritaire est précisément que le prix de marché ne convient pas. Dès lors de deux choses l'une. Soit le prix fixé est supérieur au prix du marché, et l'effet immanquable est l'apparition d'excédents invendables puisqu'à ce prix l'offre est supérieure à la demande. C'est l'exemple bien connu des excédents de beurre et de lait engendrés par la politique agricole commune en Europe. Mais on pourrait citer bien d'autres cas : le taux officiel d'une devise fixé au-dessus du taux du marché ; le prix du pétrole brut après les coups de force de l'OPEP en 1974 et 1979; la réduction autoritaire de la durée du travail qui aboutit à fixer le prix du travail à un niveau élevé.

Soit le prix est inférieur au prix du marché, et l'effet non moins fatal est la pénurie puisque, à ce prix, l'offre est forcément inférieure à la demande. La fixation autoritaire des loyers à un bas niveau pour des raisons sociales a ainsi entraîné une pénurie relative de logements, parce qu'à ce prix la demande était plus forte que ce que pouvaient fournir des propriétaires découragés de louer, voire de construire de nouveaux logements. On trouve facilement d'autres exemples de cette loi d'airain, exemples parfois choquants mais ô combien évidents pour qui veut bien y réfléchir un tant soit peu. L'espace public, par exemple, est tarifé au-dessous de son prix : chaussées des grandes villes, plages, rivières, montagnes, et autres lieux

pour tourisme. Avec encombrement et gâchis pour résultats. De même : l'enseignement gratuit ; les soins et médicaments ; le prix de l'or entre 1922 et 1970 ; le prix du sang et des organes humains susceptibles de transplantation ; le prix des bébés sur le «marché» de l'adoption, etc. À chaque fois, la demande, frustrée, cherche tout de même à se satisfaire, à des prix beaucoup plus élevés, sur des marchés parallèles, pour ne pas dire illégaux.

Nous allons examiner dans les prochains chapitres quelques-uns de ces exemples.

#### 4.

Churchill, Bérégovoy, même combat !

*De l'inconvénient de fixer le taux de change à un  
niveau trop élevé*

Mettre dans la même catégorie d'erreur les politiques de taux de change menées à soixante ans d'intervalle par le très aristocratique Winston Churchill et l'ancien ajusteur Pierre Bérégovoy, voilà qui paraîtra bien étrange. Mais c'est d'abord en matière monétaire que la tentation est grande de ne pas faire confiance au prix du marché, et l'un et l'autre y ont succombé. L'un et l'autre ont sans doute cru comme Monsieur Tout-le-Monde que la monnaie est hors du marché ordinaire, qu'elle n'est pas une « vraie » marchandise. **Dès** lors, comment pourrait-on laisser livrer la valeur de la monnaie, dont dépend le pouvoir d'achat quotidien, aux mains des spéculateurs, qui sont toujours présentés comme les vilains de l'Histoire? Le chancelier anglais et le ministre français ont donc voulu imposer ou donner l'impression d'imposer un prix qui soit juste, autrement dit un taux de change qui convienne à l'objectif affiché du bien commun.

En réalité, la tentation d'intervenir dans ce domaine est d'autant plus grande que la monnaie est souvent considérée comme une convention qui peut être redéfinie à volonté et que les gouvernements se sont arrogé le droit de fixer le taux de change de la monnaie. Cette prérogative dite régaliennne a même été maintenue en Europe avec le passage à Feuro, la Banque centrale européenne

étant seulement chargée du maniement des taux d'intérêt. Dans les faits, il serait cependant très difficile pour un gouvernement de Feuroland de demander un changement de définition de la monnaie européenne. Là réside, pensons-nous, l'une des explications du succès populaire de l'euro. C'est une monnaie plus éloignée d'une intervention gouvernementale directe que ne l'était aucune des monnaies qui le composent. Pourquoi, d'ailleurs, les Français auraient-ils manifesté de la nostalgie pour le franc, qui, en un siècle, a perdu plus de 99 % de sa valeur?

Fixer le prix de la monnaie est donc une tendance congénitale des gouvernants. Et fixer ce prix à un taux trop élevé, par « orgueil national », ou plus souvent encore par intérêt de carrière politique, est l'une des fautes le plus souvent commises par les princes qui nous gouvernent. Churchill et Bérégovoy, ainsi, se sont particulièrement distingués tous deux dans un domaine dont ils auraient dû tout de même savoir qu'il était miné de nombreuses chausse-trappes.

### *Churchill 1925*

Coup de théâtre à Londres, ce mardi 28 avril 1925 : Winston Churchill, chancelier de l'Échiquier, lors de la présentation du budget à la Chambre des communes, annonce le rétablissement de la convertibilité or de la livre sterling à la parité d'avant-guerre de 4 dollars 86 cents. Cette réévaluation aura très vite des conséquences désastreuses sur le commerce extérieur britannique. La croissance est bridée. Le chômage, qui avait déjà atteint un niveau élevé, augmente encore.

Churchill se rendra compte de son erreur : « Ce fut la plus grande bétise de ma vie », confiera-t-il en privé à son

médecin. En public, pour essayer de se défaire de cette mauvaise carte, il accusera les « experts » et, notamment, Norman Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, de l'avoir fourvoyé par de mauvais conseils. Quand il prend conscience, peu après avoir décidé du nouveau taux de change de la livre, que « quelque chose de terrible est en train d'arriver sur le plan financier », il s'exclame : « Si cela arrive, j'espère que Montagu Norman sera pendu. »

Un économiste profite de l'aubaine : John Maynard Keynes. C'est déjà une célébrité. Il est l'auteur d'un brillant pamphlet contre le traité de Versailles : *Les Conséquences économiques de la paix*, traduit immédiatement en plusieurs langues, l'a fait connaître dans le monde entier<sup>1</sup>. En 1925, il remet ça, mais cette fois contre le chancelier de l'Échiquier, avec un nouveau pamphlet intitulé ironiquement *The Economic Consequences of Mr. Churchill* (Les Conséquences économiques de M. Churchill), où, d'emblée, il se demande : « Pourquoi a-t-il fait une chose aussi stupide ? » Et de répondre : « En partie parce qu'il n'avait pas de jugement instinctif qui pouvait l'empêcher de commettre des erreurs ; en partie parce que manquant de ce jugement instinctif il fut poussé à l'erreur par les clameurs de la finance conventionnelle ; et surtout parce qu'il fut gravement induit en erreur par ses experts. » John Charmley, l'un des historiens contemporains qui a le plus travaillé sur Churchill, confirme les impressions de Keynes quant aux « défauts caractéristiques » qu'il attribue au personnage : « impulsivité, sentimentalité, myopie et manque de jugement<sup>2</sup> ». Certes, il faut bien voir qu'un économiste a souvent intérêt à dire du mal des autres économistes, ses rivaux. Écrivant ces phrases, Keynes

1. Nous y reviendrons au chapitre 15.

2. John Charmley, *Churchill's Grand Alliance. The Anglo-American Special Relationship, 1940-1957*, Sceptre, 1995.

ne manque pas de lancer quelques cailloux dans les jardins de ses collègues. En même temps, il va contribuer à la légende d'un Churchill abusé. En vérité, on peut démontrer que la responsabilité de Churchill a été réelle et lourde.

Pour y voir clair il faut distinguer deux éléments dans la décision fatale du 28 avril 1925 : d'une part le retour à l'étalon-or, d'autre part le choix de la parité pour effectuer ce retour. L'un et l'autre éléments doivent être replacés dans le contexte de l'époque.

Lorsqu'il est nommé à cinquante ans chancelier de l'Échiquier en novembre 1924, Churchill vient tout juste de rejoindre le parti conservateur. Il a déjà une longue carrière derrière lui à des postes ministériels importants, notamment pendant la Grande Guerre lorsque en tant que premier Lord de l'Amirauté il a fourvoyé une armada franco-britannique dans la calamiteuse opération des Dardanelles (1915-1916). Inscrit depuis 1904 au parti libéral, il s'était montré en matière économique un partisan farouche du libre-échange, militant contre toute intervention de l'État, tout protectionnisme. Pour lui comme pour les libéraux de cette époque, l'étalon-or est le pivot d'un système mondial qui se régule de lui-même sans spéculation. Aussi bien Churchill n'a-t-il pas besoin qu'on lui fasse la leçon sur ce point. Il est lui-même convaincu qu'il n'y a qu'un moyen pour sortir des désordres monétaires de l'après-guerre et retrouver une prospérité mondiale dont dépend la fortune de l'Angleterre, c'est de rétablir l'étalon-or et ses disciplines que la guerre de 1914-1918 a obligé à abolir. Du reste, ressuscité en Allemagne en 1924 pour mettre fin à l'hyper-inflation qui a ravagé le pays, le mark-or a ouvert la voie.

Une fois admise la nécessité de revenir à l'étalon-or, restait à décider à quelle parité on ferait rentrer la livre dans un système monétaire restauré.

Pendant la guerre, la livre avait dû décrocher de sa parité de 4,86 \$, mais les autorités monétaires avaient réussi à partir de 1916 à la « coller » à 4,76 \$ par de multiples interventions sur les marchés des changes, qui consistaient pour la Banque d'Angleterre à racheter sa propre devise pour en faire remonter le cours. Ainsi, en 1918, ce cours avait-il pu être maintenu alors que le niveau général des prix anglais avait doublé par rapport à 1914. Avant même la fin de la guerre, en août 1918, un comité d'experts avait proposé de rétablir la convertibilité or à la parité d'avant-guerre. Mais en mars 1919, le soutien du taux de change de la livre apparut beaucoup trop coûteux, et l'on se résigna à laisser flotter la devise britannique. Le mois suivant l'exportation d'or est légalement interdite. Le cours de la livre chute brutalement pour atteindre en février 1920 le taux de 3,20 \$ alors que le taux d'intérêt est monté jusqu'à 7 %. Même à la fin de 1921, au creux de la récession, le taux est encore à 5 %.

Cette récession sévère de 1920-1921 provoque une baisse des prix d'un bon tiers par rapport au sommet de l'après-guerre. Du coup le cours de la livre remonte à 4,43 \$. Ainsi à la fin de 1922, quatre ans après la fin des hostilités, la plupart des conditions posées par le comité d'experts pour un retour à l'étalon-or sont-elles réunies. On n'a pas encore retrouvé la parité de 4,86 \$, mais il semble désormais qu'on puisse l'atteindre.

Pendant les trois années qui suivent, le cours de la livre par rapport au dollar est davantage influencé par les taux d'intérêt et la spéculation que par la comparaison de leurs pouvoirs d'achat respectifs. Cette spéculation est encore attisée par le retour des conservateurs au pouvoir en octobre 1924 et le choix de Churchill comme chancelier de l'Échiquier. Le lundi 27 avril, à la veille même de la décision, le sterling connaît sur les marchés des changes une ascension saluée par la presse de « sensationnelle », dépas-

sant le cours de 4,81 \$. Il ne suffirait plus que d'un coup de pouce pour atteindre la parité fétiche de 4,86 \$. Le marché pousse le chancelier à la faute, et Churchill cède à la tentation.

Tentation trop forte pour que puisse lui résister un politicien, fût-il de la trempe de Churchill. Le dollar était la seule des grandes monnaies à avoir gardé sa valeur or d'avant-guerre. En retrouvant la parité de 4,86 \$, la livre, hissée au niveau du billet vert, retrouvait sa gloire d'antan sous les applaudissements enthousiastes de la City. Dans la rivalité féroce qui oppose alors les places de Londres et de New York pour le leadership financier du monde, le coup paraît magnifiquement bien joué.

Pourtant, le chancelier peut vite constater comme tout le monde les effets désastreux de sa politique. Déjà depuis 1920 un chômage durable élevé s'était installé en Angleterre. Malgré la reprise de 1922, il touchait encore plus de 10 % de la population active en 1924. Les exportations, la même année, n'avaient retrouvé que les trois quarts de leur niveau de 1913. La houille, le textile et la construction navale, les trois bases de la grandeur de l'Angleterre, étaient atteints de vieillissement. La réévaluation *de facto* de la livre ne pouvait que faire empirer la situation.

Mais le chancelier persévère dans l'erreur. Pour redonner de la compétitivité au charbon, on décide de baisser les salaires des mineurs. Ce qui déclenche en mai 1926, par solidarité avec les gueules noires, une grève générale. Churchill le prend très mal. « Nous sommes en guerre [contre les syndicats], déclare-t-il tout de go ; il faut aller jusqu'au bout. » De fait, il s'entêtera dans sa politique jusqu'à ce que le gouvernement soit chassé du pouvoir par la défaite des conservateurs aux élections de 1929. L'année du krach de Wall Street. Deux ans après, il faudra dévaluer la livre en catastrophe, transformant la crise américaine en crise mondiale.

Le coup monétaire de Churchill va faire un émule : Mussolini, pour lequel, à l'époque, le Premier Ministre britannique nourrissait une grande admiration. En visite à Rome au début de l'année suivante, il déclarera : « Je n'ai pas pu ne pas être fasciné, comme tant d'autres personnes, par le comportement courtois et simple de l'honorable Mussolini et par son attitude calme et sereine. [...] Son unique pensée est le bien-être durable du peuple italien. [...] Il est parfaitement absurde de dire que le gouvernement italien ne repose pas sur une base populaire et qu'il n'est pas issu du consensus actif et pratique des grandes masses <sup>1</sup>. » Trois ans après avoir pris le pouvoir, Mussolini ne pouvait espérer consécration plus éclatante du fascisme de la part d'un ténor de la politique européenne. Voit-il qu'inquiet d'un éventuel rapprochement franco-allemand, le gouvernement britannique lui fait les yeux doux ? Toujours est-il qu'en 1926, le Duce se lance dans une politique de la lire forte, faisant adopter par ses ministres de sévères mesures déflationnistes. À Pesaro, le 18 août, il déclare : « De cette place, je dis à tous les citoyens que je défendrai la lire jusqu'à mon dernier souffle, jusqu'à la dernière goutte de mon sang. » Effectivement la lire se redresse pour atteindre le taux de 92,46 liras pour 1 livre sterling - soit une réévaluation de quelque 40 %. Le résultat, là aussi, ne se fait pas attendre longtemps : diminution de la production et augmentation du chômage, incitant l'Italie à s'enfoncer plus avant dans la voie désastreuse de l'autarcie, corrélative d'un durcissement du régime fasciste, qui ne s'en relèvera jamais.

En France, le coup de Churchill n'a droit sur le moment qu'à de maigres entrefilets dans la presse française, les gros titres étant consacrés à l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence allemande, à la visite en

1. Cité dans // *Carrière délia Sera* du 21 janvier 1927. Cf. Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p. 422.

France des souverains britanniques George et Mary de retour d'une croisière en Méditerranée, ou à un « lâche attentat communiste contre de Jeunes Patriotes », qui a fait quatre morts. Tout de même, le dimanche 10 mai 1925 (à l'époque tous les quotidiens paraissent sept jours sur sept), sous le titre « La revanche de l'or », *Le Temps* traite du sujet dans son supplément économique : « De faux prophètes nous avaient annoncé au lendemain de la guerre la fin du règne de l'or. Leur erreur éclate aujourd'hui aux yeux de tous. Les uns après les autres, les divers pays se délivrent du fléau que constitue le papier-monnaie, et tentent de revenir à l'étalon d'or, base monétaire stable qui ramène la sécurité dans les échanges et l'ordre dans l'économie et les finances nationales. La Grande-Bretagne vient de réaliser cette réforme après un effort financier sans précédent, dont la juste récompense est le retour de la livre au pair de l'or. [...] L'on ne peut donc écarter, *a priori*, et sans peser avec soin le pour et le contre, l'idée d'une stabilisation de notre monnaie, qui serait obtenue grâce au rétablissement de l'étalon-or [...]. Il serait parfaitement oiseux de rechercher dès à présent à quel taux pourra s'effectuer le cas échéant la consolidation en question. » De fait, il faudra attendre 1928 pour que le cours du franc soit fixé par Poincaré au cinquième de sa valeur or d'avant-guerre, la France prenant le contre-pied de l'Angleterre en optant pour une franche dévaluation. Ce qui permet à la France de gagner un peu de temps face à la crise mondiale qui s'annonçait. Elle sera l'un des derniers pays à sombrer dans la récession. Du reste, le coup de Churchill a tout de suite nourri chez nous quelques inquiétudes. Le lundi 11 mai, *Le Figaro Économie* traite la question de la livre en faisant état d'une déclaration de sir John Ferguson, « président de l'Institut des banquiers », qui « prophétise un sombre avenir pour les principales industries anglaises ». En effet,

« l'Allemagne et la Hollande construisent les bateaux citernes de la Shell Cie à meilleur marché que les chantiers de la Clyde ; l'Inde tisse moitié plus de yards de cotonnade qu'en 1911, alors que le Royaume-Uni en produit 40 % de moins ».

« Les embarras de l'Angleterre » sont de nouveau décrits dans *Le Figaro* du 29 juin 1925. Parlant devant un cercle d'amis à son retour d'un voyage récent à Londres, le maréchal Foch en personne a déclaré : « L'Angleterre a les coffres de son gouvernement bien remplis. Mais son état économique n'est pas brillant, tant s'en faut, et son industrie ne marche qu'au ralenti. [...] De tous les côtés des plaintes s'élèvent touchant à l'impossibilité, pour certains producteurs britanniques, de rivaliser avec leurs concurrents étrangers, de trouver des débouchés suffisants. » Raymond Recouly, l'éditorialiste qui rapporte les propos du Maréchal, ajoute que l'industrie germanique profite de la situation. « Sept ans à peine après la guerre, l'Allemagne, que l'on croyait avoir écarté pour longtemps, sinon pour toujours, redevient un rival des plus dangereux. »

### *Bérégovoy, 1992*

Il peut paraître étrange de mettre dans le même panier le descendant d'une des plus illustres familles britanniques et un ancien employé de Gaz de France. Encore plus étrange quand l'on considère que Churchill s'est fort bien remis de son erreur monétaire de 1925 - il est vrai à la faveur de la Seconde Guerre mondiale - alors que la décision de Pierre Bérégovoy de « créer » le franc fort s'est terminée, elle, par un suicide. Mais il se peut que l'un et l'autre aient eu les mêmes « défauts caractéristiques ».

Pierre Bérégovoy est né le 23 décembre 1925 à Déville-lès-Rouen, d'une famille de « Russes blancs ». Bon élève,



il obtient le brevet élémentaire à douze ans, puis un CAP d'ajusteur au lycée technique d'Elbeuf. Ce sera tout le bagage scolaire dont disposera celui qui sera appelé à diriger des cohortes d'énarques et de polytechniciens.

Pendant la guerre, il est agent de liaison dans la Résistance avant de participer, les armes à la main, à la libération d'Elbeuf. Il pense un moment faire une carrière militaire mais, finalement, il n'est pas admis dans une école d'officiers. En 1950, Bérégovoy entre à Gaz de France comme agent technico-commercial. Il monte en grade, mais l'ambition politique le tenaille. En 1958, il quitte la SFIO pour rejoindre le PS A (Parti socialiste autonome) fondé par Pierre Mendès France. Ce nouveau parti ne tarde pas à devenir le PSU.

Ensuite il sera l'un des rares hommes politiques de quelque envergure à passer de Mendès à Mitterrand. Après le congrès d'Épinay en 1971, le voici secrétaire national aux affaires sociales puis aux relations extérieures du nouveau Parti socialiste. Maire de Nevers en 1983, il sera élu député de la Nièvre en 1986. Mais il n'a pas attendu un mandat pour faire carrière sous les ors de la République. Secrétaire général de l'Elysée en 1981, il est ministre de la Solidarité et des Affaires sociales en 1982, puis ministre de l'Économie et des Finances (1984-1986 et 1988-1992). En 1993, l'échec d'Edith Cresson lui permet d'accéder à Matignon.

« Le Président a nommé Fabius, parce que c'était le plus jeune. Rocard, parce que c'était le plus brillant d'entre nous. Cresson, parce que c'était une femme. Finalement, il m'a nommé, et c'était déjà trop tard », dira le nouveau Premier ministre. Trop tard en effet : ses directeurs de cabinet, quand il était ministre de l'Économie, sont inculpés dans les affaires Pechiney et Société générale, deux scandales boursiers causés par des délits d'ini-

tiés. Une histoire mineure lui sera fatale : lui qui impose aux entreprises françaises des taux d'intérêt usuriers pour défendre le franc est accusé d'avoir bénéficié, pour l'achat de son appartement, d'un prêt sans intérêt de Roger-Patrice Pelât, un ami du Président, impliqué dans le scandale Pechiney. Très affecté, il mène la campagne des élections législatives de 1993 comme un calvaire. Réélu de justesse à Nevers, il assiste à la débâcle de la gauche. Le 1<sup>er</sup> mai 1993, il s'éloigne sur les bords d'un canal de sa ville de Nevers et se tue avec l'arme de service de son garde du corps. En russe, Bérégovoy veut dire T« homme de la berge ».

Bérégovoy se croyait responsable de cette débâcle. Il n'avait pas tort. Il a enfermé la France, et s'est enfermé lui-même, dans l'impasse de la « politique du franc fort », Le coût en a été très élevé : des centaines de milliers de chômeurs en plus, dans un pays déjà atteint par le fléau du sous-emploi. Comment expliquer une erreur aussi évidente ?

Le plus étrange, c'est que le héros tragique de cette histoire a joué à contre-emploi. On aurait attendu de cet ardent militant de gauche une attitude plus proche du slogan en vigueur dans son camp politique : « Ne pas sacrifier l'emploi à la monnaie. » Du reste, encore au début de 1983, alors qu'il est secrétaire général de l'Elysée, il plaide avec d'autres conseillers officiels ou officieux de François Mitterrand, comme Alain Boubilil, Jean-Jacques Servan-Schreiber, André Rousselet ou Jean Schlumberger, pour une « Autre Politique ». Celle-ci consisterait à sortir du système monétaire européen et à laisser flotter le franc pour pouvoir déconnecter les taux d'intérêts français des taux allemands, à adopter enfin un taux de change de combat - lisez : une forte dévaluation - en sorte de relancer les exportations et l'investissement et d'enrayer la montée du chômage.

Finalement, on le sait, François Mitterrand renoncera à changer de politique. Mais il nomme en 1984 Pierre Bérégovoy ministre de l'Économie et des Finances pour garder deux fers au feu, comme à son habitude. Personne ne s'attendait donc à voir « le petit Béré », comme le surnommaient les intimes du premier cercle mitterrandien, dont il était exclu, poursuivre l'ambition de devenir une sorte de Pinay de gauche à peine installé dans le très prestigieux fauteuil de la rue de Rivoli où siège encore le ministre des Finances à cette époque. L'homme a emporté dans la mort le secret de cet étonnant revirement. Avait-il jusque-là caché son jeu? Son passé ménédiste, qui l'aurait prédisposé à choisir la rigueur plutôt que le laxisme monétaire, est-il remonté à la surface? A-t-il été chambré par les membres de l'Inspection des finances qui trustent son cabinet? Cette élite de la haute administration est par tradition attachée aux parités fixes. Ce qu'elle sait faire à l'époque, c'est négocier de temps à temps des dévaluations du franc avec le partenaire allemand. Le flottement est pour elle une aventure que d'instinct elle refuse. En tout cas, une fois converti à la religion du franc fort, Bérégovoy n'en démordra plus.

En 1988, après la réélection de François Mitterrand à l'Elysée, Bérégovoy retrouve son fauteuil rue de Rivoli. Il s'est engagé maintes fois « à ne jamais être le ministre de la dévaluation » et en rajoute dans la rigueur monétaire. Le mot d'ordre est « déflation compétitive » - l'opposé exact de la « dévaluation compétitive » pratiquée par la France depuis 1945. Il s'agit de faire en sorte que les prix français augmentent moins vite que les autres. À terme, la balance commerciale sera excédentaire et le franc fort tiendra tout seul. À terme, soit, mais quel terme? L'Histoire ne permettra pas d'en décider, car, en 1990, un événement inattendu va bouleverser l'Europe ; la chute du mur de Berlin. En quelques mois, le monde sidéré assiste à

la réunification de l'Allemagne. Le deutschemark est poussé à la hausse. En maintenant les taux d'intérêt français au-dessus des taux allemands, à des niveaux véritablement meurtriers pour l'économie française, Bérégovoy accroche le franc à la hausse du mark. Le chômage ne va pas tarder à augmenter de plus belle.

Le ministre et ses conseillers, ou encore l'influent directeur du Trésor de l'époque, Jean-Claude Trichet, n'ont peut-être pas pris la mesure de ce qui se passe alors en Allemagne : une véritable révolution économique consistant en un changement de signe dans le solde de la balance des paiements - de positif il devient négatif - renforçant les poussées du mark à la hausse, comme nous allons l'expliquer ci-après. Il aurait alors fallu faire décrocher notre monnaie par rapport au mark, et donc abandonner la politique du franc fort. Devenu Premier ministre, Bérégovoy persévère dans l'erreur.

Il faut dire en effet deux mots de ce renversement de la balance allemande, car Bérégovoy et ses conseillers n'ont pas été les seuls à ne pas le percevoir.

D'excédentaire, la balance commerciale allemande est devenue déficitaire du fait de la réunification. L'excédent de la balance commerciale venait de ce que les prix des produits *made in Germany* étaient bas relativement à ceux en vigueur chez ses partenaires, ce qui revient à dire que le mark était sous-évalué par rapport aux autres devises. Il fallait de temps à autre procéder à une réévaluation, mais qui ne suffisait pas à gommer la compétitivité supérieure des usines allemandes. Étant donné que la balance globale d'un pays est par définition comptable toujours équilibrée<sup>19</sup>, l'excédent de la balance commerciale était compensé par des sorties de capitaux : l'Allemagne investissait plus à l'étranger que l'étranger n'investissait chez elle.

1. Cf. chapitre 15.

À cause de la réunification, l'Allemagne a d'énormes besoins de capitaux pour financer la remise à niveau de l'économie est-allemande. Les transferts de fonds publics annuels d'Allemagne de l'Ouest vers l'Allemagne de l'Est devront être maintenus, au moins pendant dix ans, au niveau astronomique de 170 milliards de marks (580 milliards de francs de l'époque) <sup>1</sup>. Comme le gouvernement fédéral ne veut pas recourir à des augmentations d'impôt, forcément impopulaires, pour financer ces énormes investissements, il lui faut donc recourir à l'emprunt sur le marché financier international. Autrement dit, l'Allemagne va connaître un excédent dans sa balance des mouvements de capitaux qui, selon le même principe comptable évoqué plus haut, devra être compensé par un déficit de la balance commerciale. Il y a trois manières d'arriver à ce résultat :

1. Laisser l'inflation se développer plus vite en Allemagne que chez ses partenaires - ce que la Banque centrale allemande, la Bundesbank, refuse farouchement par un réflexe anti-inflationniste qui remonte, on le sait, à la débâcle monétaire des lendemains de la Première Guerre mondiale.

2. Sortir le mark du Système monétaire européen et le laisser flotter en sorte qu'il se réévalue par rapport aux autres devises européennes : un mark plus cher, encourageant les importations et décourageant les exportations, aurait engendré le déficit commercial recherché ; ou bien, ce qui revient pratiquement au même, dévaluer les autres monnaies par rapport au mark ; en même temps, les taux d'intérêt, français notamment, auraient pu enfin être décrochés des taux allemands, puisqu'il n'aurait plus été

1. Les transferts sont encore aujourd'hui gigantesques et plombent la croissance allemande. Tout se passe comme si les Allemands de l'Ouest avaient à leur charge l'équivalent de 17 millions de déshérités dont le niveau de vie ne saurait être inférieur à celui du reste de la population quoi qu'il en coûte.

nécessaire de soutenir le cours du franc sur les marchés des changes. Cette solution, qui était de bon sens, a été rejetée par Bérégovoy et son équipe d'« ayatollahs du franc fort », comme on les appelait à l'époque ; elle a été adoptée dès septembre 1992 par la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, qui s'en sont bien trouvées.

3. Pratiquer la déflation chez les partenaires de l'Allemagne pour faire baisser leurs prix par rapport aux prix allemands ; c'est la voie dans laquelle Bérégovoy a persisté, comme s'il était conseillé par le diable. Diabolique en effet est de persévérer dans l'erreur !

Il est vrai que cette persévérance avait pour elle une espèce de logique économique, et notre héros s'en est servi inlassablement pour essayer de convaincre les sceptiques. Après avoir tant sacrifié sur l'autel de la déflation compétitive, il paraissait absurde de céder à la dernière minute. La politique de rigueur menée depuis 1984 ne commençait-elle pas à porter ses fruits ? On pouvait observer une modification dans un sens positif des anticipations sur le franc, la prime de risque sur notre devise tendant à se réduire. De son côté, la Banque de France semblait capable, avec l'aide il est vrai inconditionnelle de la Bundesbank, de combattre victorieusement toute spéculation contre le franc, laquelle, au début du premier septennat de Mitterrand, avait contraint le gouvernement à mettre les pouces par trois fois. Lâcher prise maintenant, c'était détruire d'un seul coup tout ce patient et douloureux labeur pour faire du franc une monnaie forte.

Il y avait, cependant, une façon de décrocher le franc du mark qui aurait permis de préserver les fruits de la ténacité. C'était de laisser flotter le mark, la deuxième solution évoquée plus haut, qui pouvait être justifiée politiquement, en plus des justifications économiques que nous avons dites. Les Allemands avaient géré d'une manière autonome et souveraine leur réunification,

notamment quand ils avaient pris la décision d'échanger un ost-mark (la monnaie de l'ancienne Allemagne de l'Est) pour un deutschemark, une formidable réévaluation pour la monnaie de l'ex-RDA qui, d'un seul coup, rendrait toute l'économie est-allemande non compétitive. À cette autonomie politique, il était logique de faire correspondre une autonomie monétaire, c'est-à-dire le flottement du mark. Non pas la France seule, certes, mais l'Europe aurait pu imposer cette solution à l'Allemagne.

Sans doute dans un premier temps, la spéculation aurait poussé le mark à la hausse, et donc le flottement de la devise allemande se serait traduit sur les marchés de changes par une dévaluation *de facto* du franc. Mais accroché au mark, le franc avait été lui-même réévalué. Il pouvait donc se permettre cette dévaluation. Surtout, le mark n'aurait pu monter très haut, étant donné les caractéristiques de l'économie allemande à cette époque : inflation, pertes de marché à l'exportation, déficit des finances publiques abyssal. La situation se serait donc stabilisée, mais avec cet avantage décisif que, le franc tenant tout seul, on aurait pu enfin décrocher et donc baisser les taux d'intérêts, et ce décrochage à lui tout seul aurait rassuré les marchés.

On pouvait objecter que si le mark était sorti du SME, les monnaies qui lui étaient liées, franc belgo-luxembourgeois, florin néerlandais, shilling autrichien, en seraient sorties elles aussi, et que c'aurait été de mauvais augure pour la construction de la monnaie unique. C'est dire que depuis le référendum sur le traité de Maastricht en 1992, le fantôme de l'euro commençait déjà à peser sur les esprits gouvernementaux.

Surtout, ni le gouvernement français ni la Banque de France ne connaissaient à cette époque l'existence d'un accord monétaire secret entre l'Allemagne et la Hollande, liant le mark et le florin par un taux de change fixe. Dès

lors, si le mark sortait du système monétaire européen, le florin néerlandais l'aurait certainement suivi, et le franc belge-luxembourgeois aurait emboîté le pas. Le shilling autrichien n'aurait pas résisté au mouvement. Et le franc se serait retrouvé dans la seule compagnie des monnaies faibles européennes : lire, peseta, drachme...

Il n'empêche, le point commun des expériences monétaires de Churchill et de Bérégovoy, parmi tant d'autres du même genre (songeons à l'Argentine de la fin des années 1990, victime d'un peso fortement surévalué), c'est bien l'inconvénient de fixer, pour des raisons politiques, le taux de change d'une monnaie à un niveau trop élevé. Dans ce domaine plus encore que dans d'autres, l'économie a tôt fait de se venger de l'arbitraire des gouvernements.

## 5.

### La légende de la PAC *Comment on a dupé les agriculteurs français*

Une légende encombre les esprits depuis près d'un demi-siècle : la Politique agricole commune (PAC) aurait été instaurée en 1962, sous l'influence de la France, pour satisfaire le puissant lobby agricole et sauver la paysannerie française. Bien mieux ! Elle aurait été à la base d'un marchandage victorieux avec l'Allemagne. Un historien aussi éminent que Jean-Baptiste Duroselle a pu écrire dans son ouvrage *L'Europe. Histoire de ses peuples* : « Par suite de l'insistance française, une politique agricole commune fut mise en œuvre, mais avec énormément de difficultés. La France exigeait que la libération de plus en plus rapide des échanges industriels coïncidât avec l'élargissement de ses débouchés agricoles. » Sous-entendu : en contrepartie du risque qu'elle courait en ouvrant tout grand ses frontières aux produits industriels européens et principalement allemands - des concurrents puissants et redoutables -, la France obtenait grâce à la PAC l'assurance d'écouler ses produits agricoles. À la limite, on aurait pu dire que la France prenait le risque de sacrifier son industrie, mal outillée pour affronter le grand large européen, à l'époque tout de même limité à sk pays, pour assurer la prospérité de ses agriculteurs.

1. Paris, Perrin, 1990.

La réalité est tout autre, comme nous allons le montrer. Non seulement les agriculteurs français ont été dupés, mais encore les a-t-on incités, avec leurs collègues européens, à cultiver un productivisme dont on mesure aujourd'hui les ravages sur les finances publiques, l'environnement et la santé. La plupart de nos paysans ont été d'autant plus floués qu'ils ont commis l'erreur de croire qu'ils seraient protégés par une garantie de prix élevés. Une erreur, il est vrai, assez commune, étant donné la méconnaissance générale des lois du marché, mais entretenue par des dirigeants politiques ou professionnels peu scrupuleux, ou eux-mêmes ignorants. Et Ton continue à tromper les paysans en leur racontant l'histoire à la manière de Duroselle et de tant d'autres. Du moins prennent-ils conscience aujourd'hui que la PAC était d'autant plus efficace qu'à mesure qu'elle s'accomplissait, elle éliminait les couches sociales susceptibles de s'y opposer, ces paysans condamnés à des barouds d'honneur aussi folkloriques qu'impopulaires. D'autre part, ils doivent se rendre compte que le productivisme n'est plus acceptable.

Le traité de Rome fondant la Communauté européenne reposait, en effet, sur un double compromis, l'un s'emboîtant dans l'autre à la manière des poupées russes : d'une part le compromis franco-allemand, d'autre part le compromis entre les États-Unis et la Communauté européenne. Ces deux compromis contenaient en germe la faillite d'une grande partie de l'agriculture française, et donc une accélération de l'exode rural.

La logique du compromis franco-allemand s'explique par le contexte historique. Telle un Phénix renaissant de ses cendres, avec d'autant plus de splendeur qu'elle a été réellement réduite en cendres par les bombardements anglais et américains, l'industrie allemande, treize ans seulement après la fin de la Seconde Guerre mondiale, est

comme neuve et étonne le monde par la rapidité foudroyante de sa résurrection. Le patronat français a peur que de nombreuses entreprises françaises, grandes ou petites, ne supportent pas le choc d'une ouverture des frontières. Aussi fait-il pression pour obtenir, à l'occasion de la signature du traité de Rome, la promesse d'une coopération industrielle franco-allemande analogue à celle qui avait été « inventée » et mise en place par Robert Schuman en 1951 avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une telle coopération, pense-t-on, permettrait d'amortir le choc d'une concurrence redoutable, en accrochant les wagons fatigués de l'industrie française à la puissante locomotive germanique.

Pour persuader les Allemands de s'engager dans cette coopération, la France leur offre en contrepartie la Politique agricole commune. À première vue, l'acceptation allemande apparaît incompréhensible puisque le compromis ne présenterait que des avantages du côté français et des sacrifices du côté allemand. Le mystère se dissipe si l'on considère que la PAC était une formidable aubaine pour les agriculteurs allemands - aubaine occultée pour faire accepter la fable d'une PAC favorable aux paysans français. La réalité du compromis est donc exactement l'inverse de ce que raconte la légende.

Pour bien comprendre l'enjeu de ce compromis, il faut rappeler que l'agriculture germanique a été « boostée » au moins depuis la Première Guerre mondiale, le blocus des Alliés obligeant les Allemands à cultiver des terres qui n'auraient jamais été mises en culture en temps de paix. La Seconde Guerre mondiale n'a fait qu'aggraver cette tendance. Et c'est donc cette agriculture en partie artificielle que la PAC va sauvegarder.

Les toutes premières mesures prises en vertu de la PAC révèlent sa véritable nature. L'organisation du marché des céréales a consisté, en effet, à fixer pour l'ensemble de la

Communauté européenne un prix permettant d'équilibrer les comptes de l'exploitation la moins rentable. Et où se trouve cette exploitation la moins rentable? À Duisbourg, en Rhénanie-Westphalie. Grâce au « standard de Duisbourg », c'est toute la céréaliculture allemande qui est placée au-dessus du seuil de rentabilité. En même temps est fixé pour les céréales non européennes un prix d'entrée dans la Communauté tel que, compte tenu des frais de transport intracommunautaires, les prix des céréales importées ne soient pas inférieurs au standard de Duisbourg. Comme les prix des céréales sur les marchés internationaux sont pratiquement toujours inférieurs aux prix européens, cette politique obligeait la Communauté à taxer les importations. Les produits de ces taxes serviraient à financer l'écoulement sur le marché international des excédents européens qui ne tarderaient pas à apparaître, comme nous allons le voir.

Un système analogue a ensuite été appliqué aux autres grands produits agricoles : betterave à sucre, produits laitiers, viande bovine, vin. Des atténuations ont été apportées pour les productions susceptibles de s'emballer d'une campagne à l'autre (porc, œufs, volaille, légumes) ou nécessitant des investissements difficilement réversibles : les fruits.

Il n'est pas besoin d'être un grand clerc de la chose économique pour prévoir que, lancée de cette manière, cette politique ne pouvait aboutir qu'à des excédents gigantesques. Ce fut particulièrement flagrant pour le blé, le lait et le sucre. Garantir un prix est déjà en soi une puissante incitation à produire, puisqu'une grande partie de l'aléa de l'acte d'entreprendre est de ce fait supprimée. Si le prix garanti est fixé de manière à sauvegarder l'entreprise la moins rentable, l'encouragement à la production sera d'autant plus général et puissant, les producteurs les plus rentables encaissant des rentes de situation tout à fait

confortables. De fait, dans l'immédiat, le système procurait aux mieux placés d'entre eux, par exemple aux céréaliers de la Beauce, des revenus très élevés sans aucun risque. Mais en mettant, en remettant ou en gardant en culture les terres les plus pauvres d'Europe, en Allemagne et ailleurs, la PAC réduisait à terme les avantages comparatifs de la terre française. Loin d'aboutir à une division du travail agricole au niveau de la Communauté européenne, qui eût permis à la France d'exploiter au mieux les atouts naturels et historiques de son terroir et de trouver des débouchés pour ses produits chez ses voisins d'Europe, la PAC a contribué à banaliser l'activité agricole, à la déraciner, à la déqualifier, chaque parcelle située au-dessus du standard de Duisbourg étant invitée à produire sans risque au maximum de ses possibilités. Ainsi, le productivisme à outrance que Ton fustige aujourd'hui dans l'agriculture, qui a eu des effets ravageurs sur les finances communautaires - l'aide à l'agriculture accapare la moitié du budget européen et est une source permanente de querelles, qui ne sera certes pas tarie par l'élargissement de l'Europe -, mais aussi sur la santé et l'environnement, trouve son origine dans la PAC.

Quand viendront les inévitables excédents engendrés par le système, les agriculteurs français seront priés de réduire leur production ou de geler leurs terres au même titre que les autres agriculteurs de la Communauté, les débouchés européens promis ayant évidemment disparu. Pour une rente à court terme, au demeurant fort inégalement répartie à l'intérieur de l'Hexagone, les paysans français auront perdu la spécificité qu'ils avaient héritée du long travail des siècles. Après quarante ans de gâchis, on s'avise enfin aujourd'hui de reprendre le chemin d'une agriculture de qualité, fondée sur les avantages comparatifs<sup>1</sup>.

1. Cf. chapitre 12.

Le piège de la PAC était d'autant plus subtil que le compromis franco-allemand s'emboîtait dans un autre accord implicite conclu entre les États-Unis et la Communauté européenne. Cette dernière n'est composée à l'époque que de six pays (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). L'Allemagne est très dépendante des États-Unis pour une raison bien simple : seul le « parapluie » nucléaire américain peut la protéger d'une attaque de l'Armée rouge, toute proche de ses frontières. Cette situation de dépendance explique que, pour faire accepter la Politique agricole commune aux États-Unis, les Européens, sous la pression de Bonn, aient fait une concession importante à l'Oncle Sam : la libre importation dans la Communauté de soja américain et d'autres produits de substitution aux céréales (résidus de maïs, pulpes d'agrumes, manioc). Ce second compromis était parfaitement clair : les Américains acceptaient que les Européens protègent leur agriculture contre les ventes de céréales produites à plus bas prix aux États-Unis, à condition qu'ils importent sans aucune restriction le soja américain et d'autres produits de substitution.

Les effets économiques de ce double compromis n'ont pas tardé à se faire sentir. Les importations de soja et de produits de substitution américains étaient deux fois encouragées : une première fois par la possibilité de les importer librement, une seconde fois par le prix élevé des céréales européennes qui résultait, on vient de le voir, de la PAC. Le développement de ces importations a encouragé l'essor de ces élevages « hors sol » de bétail et de volaille qui ont accentué la délocalisation de ces activités et la mise en friche de terres devenues économiquement inutiles. Des évolutions dont on découvre seulement aujourd'hui les effets désastreux sur les nappes phréatiques et les sources d'eau potable polluées de nitrates et de lisier, ainsi que sur les agricultures du tiers-monde rui-

nées par les exportations d'excédents européens à bas prix. La France disposant de plus d'espace pour l'élevage, c'est elle qui a le plus pâti en Europe de cette politique. On a pu calculer que la seule importation de produits de substitution aux céréales par la Communauté équivaut pour cette dernière à cultiver hors de ses frontières l'équivalent de 18 millions d'hectares, soit trois fois la surface de blé plantée en France, ou la totalité des terres arables de l'Hexagone ! Il est incroyable, pour un esprit sensé, que la « malbouffe », l'épuisement et la pollution de l'eau soient mises sur le dos de la mondialisation, des vilaines multinationales américaines et autres McDonald's pris comme boucs émissaires, alors que sa première cause n'est autre, encore une fois, que la politique européenne elle-même.

L'aboutissement final de ces deux compromis ne pouvait être que la mise en jachère d'une partie de la terre française. Ils y conduisent l'un et l'autre, le premier par les excédents qu'il engendre fatalement, le second par les « économies » de terre auxquelles il conduit non moins fatalement. Pire encore, ils se sont épaulés l'un l'autre pour produire ce résultat, qui se traduit par une dévalorisation relative de l'espace agricole, richesse dont la France était, et est toujours, en Europe la mieux dotée. La conséquence est un prix de la terre quatre fois inférieur en France à ce qu'il est en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, ce qui signifie aussi que l'Européen du Nord peut se procurer quatre hectares de la bonne terre de France contre un seul hectare de son terroir. L'arnaque du siècle !

On le vérifie tous les six mois : la PAC est impossible à réformer sans mettre à feu et à sang les campagnes européennes, et elle est donc promise à des révisions sans fin, honteuses, onéreuses et bancales.

Assurément, l'Europe n'est pas la seule à subventionner son agriculture. L'Amérique en fait autant, avec les



mêmes conséquences désastreuses internes et externes. C'est un vieux réflexe des États qui date de temps très anciens, où l'on était hanté par la crainte de la disette, où la « police des grains » était presque devenue un attribut de la souveraineté politique, où la « sécurité alimentaire » était un objectif poursuivi par tout gouvernement soucieux du bien commun \*. Mais là où le bât blesse en ce qui concerne notre pays, c'est, encore une fois, que l'on a ruiné à terme une agriculture que l'on prétendait *officiellement* protéger.

Quant à la coopération industrielle que les dirigeants français, en fait, disaient obtenir de l'Allemagne en échange de la PAC lors du compromis évoqué plus haut, elle supposait des deux côtés du Rhin l'établissement d'une « politique industrielle ». Cette dernière a sombré dans les oubliettes de l'Histoire, on verra pourquoi<sup>2</sup>, entraînant avec elle les velléités de coopération dans ce domaine.

1. « La sécurité alimentaire est une des grandes victoires du développement de l'après-guerre en Europe. [Elle] est un des arguments les plus convaincants de l'idée européenne », pouvait-on encore lire récemment sous la plume de François-Xavier Albouy. Cet économiste spécialiste des assurances critique pourtant sévèrement les conséquences écologiques de la PAC. Cf. *Le Temps des catastrophes*, Descartes & Cie, 2002, p. 97-98.

2. Cf. chapitre 17.

## 6.

### Hold-up chez les pauvres *Le*

#### *coup de force de VOPEP*

Appauvrir des millions d'êtres, tout en affirmant que Ton combat pour eux ; dans le même temps faire croire que Ton se soucie des générations futures en conservant les ressources de la planète en or noir, sans que personne sur le moment n'ose dénoncer la supercherie : tel est le coup prodigieux perpétré par le cartel des pays producteurs de pétrole en 1974, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mais la supercherie aurait été plus vite éventée si de nombreux « tiers-mondistes » et autres experts en développement n'avaient soutenu le discours du cartel et s'ils avaient admis ce qui, aujourd'hui, ressort de l'évidence, à savoir que la brutale hausse des prix pétroliers ralentirait la croissance économique des pays consommateurs d'hydrocarbures, sans pour autant entraîner une authentique prospérité dans les pays de l'OPEP.

Le raisonnement des ministres de l'or noir était alors le suivant, en résumé : le pétrole est une matière première; or beaucoup de pays du tiers-monde sont producteurs de matières premières; donc en augmentant le prix du pétrole brut, le cartel montre aux pays producteurs d'autres matières premières ce qu'ils doivent faire pour augmenter leurs revenus. Il leur ouvre la voie de la revanche sur les pays industriels qui les ont trop long-

temps exploités. Bref, l'OPEP, à cette époque, se présente elle-même comme le fer de lance du tiers-monde en quête d'autres ressources pour se développer.

D'autre part, poursuit le même raisonnement, le pétrole est une ressource non renouvelable. Donc, il faut l'économiser. Et pour l'économiser, il faut augmenter son prix. C'est ce que le marché est incapable de faire, et ce que nous, OPEP, nous faisons pour le bien de l'ensemble de la planète. Se donnant en exemple aux autres producteurs de matières premières, Ahmed Zaki Yamani, le ministre saoudien du pétrole, proclame au moment où l'OPEP quadruplait le prix du pétrole brut (octobre-décembre 1973) : « Le moment est venu, nous sommes maîtres de nos propres ressources ! »

Ces beaux discours étaient repris dans de nombreux articles de la presse occidentale et dans des livres. Il serait fastidieux d'en faire ici le florilège.

Evidemment, l'une des premières failles de ce raisonnement, qui aujourd'hui saute aux yeux, est que beaucoup de matières premières gisent dans le sous-sol des pays développés, à commencer par le premier d'entre eux, les Etats-Unis. Mais, dans les années 1970, on en est encore à considérer le tiers-monde comme une seule entité, qui serait, en bloc, victime de la détérioration des termes de l'échange entre produits industriels et matières premières. Toute une théorie économique s'est bâtie sur le thème de l'« échange inégal », qui voit dans le commerce international une occasion supplémentaire pour le capitalisme de rançonner les « damnés de la terre » chers à Franz Fanon. Par conséquent, il est recommandé aux gouvernements du tiers-monde de réclamer à cor et à cri sur la scène internationale la stabilisation du cours des matières premières. Les militants de l'« alter mondialisation » ont

1. Cité par Daniel Yergin, *The Prize : The Epic Quest for Oil, Money and Power*, New York, Simon & Schuster, 1992, p. 605-606.

repris aujourd'hui pour l'essentiel la même rhétorique, mais ils n'osent plus parler de stabilisation du cours des matières premières. La raison économique progresserait-elle?

Le discours tiers-mondiste trouve au moment du coup de force de l'OPEP des arguments supplémentaires dans deux faits bien réels. Le premier est que les pays industrialisés subissent le fléau d'une hausse des prix de plus en plus forte, causée par des politiques monétaires laxistes. On croit encore en ce temps-là que l'on peut créer durablement des emplois en imprimant du papier-monnaie! Le résultat est « toujours plus d'inflation pour toujours plus de chômage », pour employer une formule de cette époque. Le deuxième est la dégringolade du dollar depuis que le président Richard Nixon a mis fin en août 1971 à la convertibilité or du billet vert. Dès lors, les avocats du tiers-monde peuvent prétendre que la fameuse détérioration des termes de l'échange est encore aggravée par l'inflation de pays riches payant les pauvres en monnaie de singe.

C'est d'ailleurs bien sur ce thème de la stabilisation des cours et de la faiblesse du dollar (qui a frôlé, alors, minimum historique, les 4 francs français) que l'OPEP, menée par le Saoudien Ahmed Yamani déjà cité et le ministre iranien Jamchid Amouzegar, ouvre des négociations en octobre 1973 avec les grandes compagnies pétrolières. Au même moment, les chars égyptiens se sont rués dans le Sinaï, déclenchant avec la Syrie contre Israël ce qui allait être la guerre du Kippour. L'occasion est trop belle pour les pays pétroliers de profiter de la flambée des cours de l'or noir provoquée par le déclenchement du conflit militaire pour imposer leurs nouveaux tarifs. Les négociations avec les compagnies sont donc vite rompues, et c'est unilatéralement que l'OPEP va désormais dicter ses prix.

Elle le fera d'autant plus facilement que l'organisation jumelle qui regroupe seulement les pays arabes exporta-

leurs de pétrole, l'OPAEP<sup>1</sup>, décide alors de réduire chaque mois de 5 % ses livraisons d'hydrocarbures «jusqu'à ce que les Israéliens se soient complètement retirés des territoires occupés et que les droits légaux du peuple palestinien aient été restaurés », pour reprendre les termes mêmes du communiqué diffusé à l'issue d'une réunion à Koweït City, le 17 octobre 1973. L'auteur de ces lignes, présent sur les lieux, se souvient encore de l'atmosphère religieuse qui y régnait. Une poignée d'hommes, dont la moitié étaient vêtus de djellabas, s'étaient enfermés plusieurs heures dans une minuscule salle de conférences. Ils ne cessaient de débattre que pour des moments de prières dans une salle encore plus petite. C'était le mois du ramadan. Le jeûne avait été rompu vers 17 heures. « Nous allons prendre maintenant notre petit déjeuner », dirent alors les ministres du pétrole en souriant, alors qu'ils étaient en train de bouleverser le marché mondial de l'or noir. L'ambiance était enfiévrée par les nouvelles venant du front israélo-arabe. Au même moment la télévision koweïtienne diffusait le discours du président Sadate prononcé la veille devant l'Assemblée nationale égyptienne - un Sadate transfiguré par le dieu de la Guerre - et célébrant la dignité retrouvée de la nation arabe. On disait même dans les couloirs de la conférence que le président Boumediene avait envoyé un message à son collègue égyptien pour lui annoncer qu'il arrêterait ou retarderait les plans de développement de l'Algérie pour mettre le pays - hommes et capitaux - au service de la guerre sainte.

1. À l'époque, l'OPEP regroupe onze pays : Venezuela, Iran, Irak, Koweït, Arabie Saoudite, Qatar, Libye, Indonésie, Abu Dhabi, Algérie, Nigeria. Le siège de l'OPEP est à Vienne.

L'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) est composée, quant à elle, de dix membres : Arabie Saoudite, Koweït, Libye, Irak, Algérie, Abu Dhabi, Egypte, Qatar, Syrie, Bahrein. Son siège est à Koweït City.

Ainsi les pays pétroliers venaient d'ajouter une nouvelle corde à l'arc de leur propagande de justification. Leur combat était le même que celui qui se déroulait sur les champs de bataille du Sinaï et du Golan. Les uns et les autres se battaient pour la nation arabe tout entière et, à travers elle, pour toutes les « nations prolétaires ».

L'embargo décidé à Koweït visait les ennemis de la nation arabe ou les amis d'Israël. En fait, c'est surtout l'Europe qui était touchée, pour la simple raison que ses approvisionnements en hydrocarbures dépendaient essentiellement du Golfe que Ton disait encore persique. Alors, on assista à un ballet assez misérable de ministres européens cherchant à se faire bien voir des émirs, ballet dans lequel la France pompidolienne joua une partie particulièrement scabreuse en essayant de toucher les dividendes pétroliers de sa fameuse « politique arabe ». Les gouvernants du vieux continent, terrorisés de ne pouvoir remplir les cuves des pompes à essence, n'osaient dire un mot de trop ni sur le chantage des émirs de l'or noir, ni sur le conflit israélo-arabe en cours, ni même sur les incidences calamiteuses que la brutale hausse des tarifs pétroliers aurait sur l'économie mondiale, de peur de s'attirer des représailles de ceux qui s'étaient emparés du robinet des hydrocarbures.

Encouragée par la pusillanimité des pays consommateurs et les nouvelles flambées sur le marché libre de l'or noir à Rotterdam causées par l'embargo arabe, l'OPEP fin décembre n'eut aucun mal à imposer un doublement du doublement des cours du brut déjà décidé en octobre. En moins de trois mois, les prix du pétrole avaient ainsi quadruplé, passant *grosso modo* de 2,6 à 11,60 dollars le baril.

L'impact sur les balances des paiements des pays consommateurs a été assez vite calculé par les experts. Dès le début de l'année 1974, on savait à quoi s'en tenir. Trente-sept milliards de dollars pour les pays développés.

Cinq milliards pour les pays du tiers-monde. Si les premiers pouvaient passer le cap en se serrant la ceinture, pour les seconds le choc pétrolier d'octobre-décembre 1973 était tout à fait dramatique, car il aboutissait, en dernier ressort, à annuler d'un trait de plume la moitié de l'aide publique des pays riches aux pays pauvres, qui, à l'époque, était de quelque 10 milliards de dollars. Tout se passait comme si, maintenant, la moitié de cette assistance financière allait servir à payer les importations de pétrole, comme si elle allait directement dans les poches des richissimes émirs. Le reste du monde assistait, médusé, au hold-up du siècle sur ce que l'on pourrait appeler le « bazar de la Charité » - cette fameuse aide au tiers-monde, déjà réputée notoirement insuffisante.

Le plus étonnant est que l'on en ait pris conscience seulement au début de 1974, le drame étant consommé. Dans un communiqué publié alors par l'OPEP elle-même, à l'issue d'une conférence tenue à Genève du 7 au 9 janvier, le dernier paragraphe est ainsi rédigé : « Concernant la situation des pays consommateurs du tiers-monde, la conférence a décidé notamment de demander au comité ministériel sur la crise de l'énergie de l'OPEP d'accélérer les études déjà en cours visant à la création d'un organisme financier pour le développement, et d'en rendre compte à la prochaine réunion ordinaire de la conférence. » On apprenait au passage qu'il existait au sein de FOPEP, au niveau ministériel, un comité sur la crise que FOPEP avait elle-même déclenchée ! Les nouveaux riches de For noir apprenaient vite le cynisme qu'apporté la puissance. Mais le plus important dans ce communiqué est ce qu'il ne dit pas, à savoir que l'OPEP avait refusé d'accorder des prix de faveur pour le pétrole qu'elle vendait aux pays pauvres. Le prétexte à ce refus était facile à trouver : un tanker parti du Golfe à destination de Dakar ou Bombay, une fois en haute mer, pouvait facilement

être détourné vers Marseille ou Rotterdam, le pétrole à prix préférentiel venant alors s'écouler sur les marchés occidentaux soumis à embargo (États-Unis, Pays-Bas, etc.). D'une certaine manière, c'était aussi rendre hommage à la logique économique du marché concurrentiel qui veut qu'il n'y ait, en fin de compte, qu'un seul prix possible. Même si ce prix est imposé par la force, à la faveur d'une guerre.

À la mi-janvier 1974, se réunissent à New Delhi les Premiers ministres indien et ceylanais, Mmes Gandhi et Bandaranaike, et le maréchal Tito en personne. C'est la première fois depuis le début de la crise que des responsables à haut niveau des pays du tiers-monde se concertent pour discuter pétrole. Mais le pouvoir d'intimidation de l'OPEP est tel qu'on décide de ne rien décider. On va même jusqu'à écarter la possibilité de convoquer un sommet des « pays non alignés » (soit : non aligné sur l'un ou l'autre bloc), estimant qu'un tel forum n'est pas approprié pour discuter de questions d'énergie. Du reste, pour ne pas indisposer les émirs de l'or noir, on a évité de donner à la rencontre de ces trois personnalités le caractère d'un sommet.

Ensuite, la comédie s'est continuée en avril 1974 à New York où s'est tenue une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies pour discuter sur le thème « matières premières et développement ». Cette session avait été convoquée à la demande de l'Algérie, non pas en tant que membre de FOPEP, mais au nom des pays du tiers-monde. Il s'agissait clairement de donner ce qui venait de se passer sur le « front pétrolier » en exemple à suivre par les producteurs d'autres matières premières. Lors de cette session, l'Assemblée générale des Nations unies adopta un « programme d'action » pour « l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial ». Puis pays développés et pays sous-développés se sont retrouvés

à Paris autour d'une même table pour une conférence initiée par la France, dite « conférence Nord-Sud ». Au cours de cet exercice diplomatique qui devait durer deux années (1974-1976), l'OPEP réussit à figurer sur les mêmes bancs que les pays pauvres et à faire circuler le slogan : « Le pétrole au service du tiers-monde. » Enfin, au sommet de l'OPEP à Alger en mars 1975, des mots d'ordre sur les calicots claquant au vent proclament « L'OPEP, bouclier du tiers-monde ». Une rhétorique qui a fini par sombrer dans les oubliettes de l'Histoire tellement elle était éloignée de la réalité.

Par contre, l'argument de la conservation des réserves naturelles est resté. Le coup de force de l'OPEP de 1973 vient, il faut le rappeler, après la publication par le Club de Rome de son fameux rapport sur les limites de la croissance, sur lequel nous reviendrons<sup>1</sup>. Que de richissimes émirs se préoccupent du sort des générations futures en conservant leur pétrole, et qu'ils soient moins myopes que les « forces aveugles » du marché, on veut bien en accepter l'augure. Mais à condition d'examiner le problème de manière rigoureuse.

Le pétrole se classe parmi les ressources non renouvelables, comme le gaz, mais aussi comme toutes sortes de minéraux. Ce sont des ressources appropriables, c'est-à-dire qu'à la différence de l'atmosphère, de la lumière solaire, du vent ou de la haute mer, il est possible de les soumettre à des droits de propriété<sup>2</sup>. En outre, ces ressources ne sont pas essentielles. Une ressource essentielle

1. Cf. chapitre 14.

2. Dans le jargon des économistes, on dit d'un bien appropriable qu'il est excluible. Exemple : si ce terrain est à moi, je peux en exclure autrui. Encore faut-il que le coût de l'exclusion (tes barrières que je mets à l'entrée de mon territoire, la surveillance que j'exerce éventuellement) ne soit pas supérieur au bénéfice que je tire de ma propriété. C'est pourquoi, jusqu'à nouvel ordre, la haute mer n'est pas appropriable. Y construire des « murailles de Chine » serait trop coûteux par rapport aux bénéfices que l'on pourrait tirer du morceau de mer approprié.

est une ressource pour laquelle il n'y a pas de substitut. Pendant des millénaires, l'humanité a vécu sans pétrole, et il est concevable qu'à l'avenir elle puisse s'en passer. Le besoin que l'homme en a n'est pas vital, comme le besoin qu'il a de l'oxygène. Ces ressources relèvent donc d'un calcul économique classique.

En particulier, elles sont substituables. C'est dire que nous pouvons substituer du charbon au pétrole ou au gaz, et réciproquement, du nucléaire aux hydrocarbures, etc. Les ressources sont aussi substituables avec du capital humain : science, éducation, brevets. La substitution se fait en fonction des coûts relatifs des uns et des autres. Les économistes peuvent admettre qu'il faille laisser du capital aux générations futures. Encore que l'on puisse discuter sur le nombre de générations qu'il faut prendre en considération, car s'il fallait tenir compte de l'ensemble des générations futures jusqu'à la fin des temps, jamais on n'aurait ouvert une seule mine de charbon. Du reste, aucun principe d'équité ne permet d'accorder plus de poids aux générations futures qu'à la génération présente. Ajoutons qu'à l'inverse des thèses de certains écologistes, le raisonnement économique considère que le capital qu'il faut laisser derrière soi peut prendre différentes formes, et que le capital humain peut se substituer au capital naturel et permettre soit d'économiser les ressources naturelles, soit d'inventer de nouvelles techniques d'exploitation des ressources déjà découvertes, soit d'inventer de nouveaux usages qui donnent de la valeur à des ressources naturelles qui jusqu'alors n'en avaient pas. Ce n'est pas le pétrole d'aujourd'hui qui importe, mais le pétrole dans dix ou vingt ans si l'énergie que l'on peut tirer du soleil ou de l'hydrogène, par exemple, reste économiquement inexploitable à grande échelle. Avec les techniques du début du xx<sup>e</sup> siècle, les réserves d'or noir accessibles seraient depuis longtemps épuisées.

Supposons qu'une OPEP du charbon ait existé au XIX<sup>e</sup> siècle, et imposé un prix plus élevé que celui résultant du marché à ce moment-là sous le prétexte de conserver la ressource naturelle. À l'époque, il ne manquait pas d'économistes, au premier rang desquels l'Anglais Stanley Jevons, pour annoncer l'épuisement des mines de houille. Malgré toute la sympathie qu'inspiré un théoricien britannique qui a su reconnaître publiquement la supériorité en économie de l'école française sur l'école anglaise<sup>1</sup>, il faut bien admettre que *The Coal Question* (1865) est un bel exemple d'erreur de diagnostic. Supposons donc une OPEP du charbon, imposant des tarifs plus élevés que ceux qui ont été pratiqués par les propriétaires des mines. Le résultat aurait été une croissance moins forte que celle que l'Europe a connue - un ralentissement analogue à celui que l'économie occidentale a subi après le coup de l'OPEP, comme nous l'expliquons ci-après -, donc des possibilités moindres de recherche. Alors, peut-être, le pétrole serait resté une ressource uniquement nécessaire pour alimenter les lampes à huile. Et les réserves mondiales d'hydrocarbures eussent été à peine entamées. Pour ne rien dire des gisements de gaz naturel ou d'uranium.

On ne voit d'ailleurs pas pourquoi les signaux donnés par le marché, à qui l'on reconnaît la capacité de refléter ou de détecter la rareté relative des produits de consommation courante, donneraient de fausses informations en ce qui concerne les ressources naturelles, et notamment le pétrole.

Comme nous venons de le dire, un gisement de pétrole est appropriable. Il peut donc avoir un propriétaire. À tout moment, ce propriétaire a le choix entre extraire le pétrole ou le laisser au fonds de son puits. S'il prévoit un épuisement des ressources, il peut anticiper une hausse des prix du pétrole. Il va donc comparer le profit qu'il peut

1. Joseph Schumpeter, *op. cit.*

escompter d'un prix plus élevé dans l'avenir au profit qu'il réalise aujourd'hui, compte tenu de toutes les autres variables, et notamment du taux d'intérêt. Ce dernier paramètre peut avoir une incidence très importante si le propriétaire en question doit emprunter soit pour financer le manque à gagner résultant d'une politique de rétention, soit pour rembourser des dettes précédemment contractées, par exemple pour mettre au jour ce gisement. Pourquoi aurait-il intérêt à brader aujourd'hui un pétrole qui demain peut valoir beaucoup plus cher? La valeur de son capital dépend directement de la manière dont il va gérer sa production. S'il ne prévoit pas bien l'avenir - et nous savons bien qu'aucune prévision n'est parfaite loin s'en faut -, pourquoi un expert payé par l'État, non directement intéressé par la valeur de ce capital, le verrait-il mieux que lui? « Les conseillers ne sont pas les payeurs », c'est bien connu. De ce point de vue, la nationalisation des puits de pétrole par les États de l'OPEP ne change rien à l'équation, sauf que l'on peut soupçonner un ministre du pétrole, qui fait une carrière politique, d'envisager un horizon économique plus court qu'un authentique propriétaire qui se soucie de léguer à ses descendants un patrimoine intact, voire enrichi. Du même coup, les compagnies occidentales, en étant réduites au seul rôle d'opérateurs, de « locataires », par ces nationalisations, n'ont plus été obligées de tenir compte du long terme. Il n'est pas sûr que la conservation des ressources de la planète y ait gagné.

Prenons un autre exemple. Il est de bon ton de fustiger la destruction de la forêt amazonienne par des multinationales. Assoiffées de profits à court terme, elles coupent des arbres centenaires, portant atteinte au patrimoine de l'humanité, et même, dit-on, à son « poumon ». Dans la dénonciation de ces coupes claires, on oublie de rappeler que les sociétés en question ne sont pas proprié-

taires de la forêt, qu'elles bénéficient seulement de concessions accordées par l'État, véritable propriétaire. Or la concession n'accorde que deux éléments du droit de propriété : *Vusus* et le *fructus*. Manque le troisième élément, *Vabusus*, c'est-à-dire la possibilité d'aliéner le bien. Autrement dit, les concessionnaires sont comme des locataires. Si on ne le leur impose pas, ils n'ont pas à se préoccuper de la valeur du capital qu'elles exploitent. Ce qui est en effet dommageable. Malthus, dans un passage peu connu de son œuvre majeure, *Principe de population*, avait parfaitement analysé ce problème :

Une autre difficulté arrête le défrichement et la culture. C'est la crainte des marchands de bois de voir détruire les forêts. Quand une ferme est divisée entre les enfants et les petits-enfants, comme chacun d'eux a un droit égal aux forêts, chacun aussi tâche d'en abattre autant qu'il peut; les bois par conséquent sont coupés avant d'être propres à la construction, et les forêts se dégradent. Pour prévenir cette perte, les marchands achètent des fermiers de vastes étendues de forêts, sous condition que leurs fermes ne seront pas divisées et qu'ils n'y établiront pas de nouveaux maisonniers; ou du moins que si leurs familles se divisent, elles n'auront aucun droit sur les forêts<sup>1</sup>.

On le voit ici. Pour que les forêts ne se dégradent pas, il faut qu'elles soient l'objet d'un droit de propriété complet.

Cette argumentation ne satisfait pas tout le monde, loin s'en faut. Par exemple, Joseph Stiglitz, prix Nobel de sciences économiques, qui s'est fait récemment une répu-

1. Malthus, *Essai sur le principe de population*, traduit de l'anglais par MM. P. et G. Prévost (de Genève), précédé d'une introduction par M. Rossi, membre de l'Institut, et d'une notice sur la vie et les ouvrages de l'auteur, par Charles Comte, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques. Avec les notes des traducteurs et de nouvelles notes de M. Joseph Garnier, Paris, Guillaumin Libraire, 1845, p. 158.

tation en s'alarmant de la mondialisation et en critiquant vertement le FMI et la Banque mondiale, donne « deux raisons plausibles [qui] peuvent expliquer pourquoi les propriétaires privés risquent de sous-évaluer les gains futurs d'une ressource naturelle ». Mais l'examen de ces deux raisons donne à sourire :

Premièrement, dans les pays où les droits de propriété ne sont pas garantis, les propriétaires peuvent craindre la confiscation de leurs ressources s'ils ne les vendent pas rapidement. En cas de révolution, par exemple, l'État peut décider de s'approprier leurs ressources sans les indemniser, ou en ne les indemnisant que partiellement. Même dans les pays comme les États-Unis, où les propriétaires n'ont pas à redouter de voir leurs ressources confisquées par l'État, un renforcement des réglementations risque de rendre l'extraction de la ressource plus coûteuse dans le futur (et une hausse des taxes de rendre sa vente moins avantageuse)<sup>1</sup>.

On attendait une de ces « défaillances du marché » chères aux partisans de l'intervention correctrice de l'État, et on trouve que la cause du mal est dans le non-respect par l'État du droit de propriété, soit sous une forme *hard* (l'expropriation), soit sous une forme *soft* (la réglementation, la fiscalité). Étonnant !

Deuxièmement, les individus et les entreprises ont souvent des possibilités d'emprunt limitées, et à des taux d'intérêt très élevés. Dans ces circonstances, les marchés financiers accordent peu d'importance aux bénéfices futurs, bien moins que la société ou l'État. Des taux d'intérêt élevés induisent un épuisement rapide des ressources.

Complétons le raisonnement : pour décider quel prix il doit accepter aujourd'hui pour son pétrole, un proprié-

1. Joseph E. Stiglitz, *Principes d'économie moderne*, traduction de la 2<sup>e</sup> édition américaine par Florence Mayer, révision scientifique de Jean-Dominique Lafay, De Boeck Université, 2000, p. 451.

taire peut procéder en comparant les gains qu'il obtient en vendant au prix courant, puis en plaçant la somme obtenue au taux d'intérêt du marché financier, avec le gain résultant de la vente des mêmes quantités différé à la période suivante. Si les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance des prix du pétrole, il aura intérêt à vendre.

Soit, mais qui est responsable de ces possibilités limitées d'emprunt des particuliers et des taux d'intérêt très élevés? Qui, sinon les États et leur dette monumentale, et non pas, encore une fois, une défaillance du marché. Les énormes besoins financiers des États pèsent chaque jour sur les marchés financiers, poussant les taux à la hausse ou les empêchant de baisser. La démonstration, qui est classique, en a encore été faite dans un livre récent<sup>1</sup>. Or la hausse des taux, si l'on suit Stiglitz, est une cause du gaspillage écologique. Une cause qui n'a donc rien à voir avec les défaillances du marché.

D'ailleurs, Stiglitz reconnaît que ces mêmes défaillances ne sont pas responsables du gaspillage d'une autre ressource naturelle indispensable, l'eau :

Les politiques publiques, écrit-il, visant à vendre l'eau à bas prix aux agriculteurs ont eu plusieurs conséquences négatives : une utilisation excessive de l'eau, un drainage des bassins souterrains construits depuis des siècles, une réduction des réserves, et dans certains cas une érosion des sols.

Mais il s'agit cette fois d'un prix fixé trop bas, catégorie d'erreur que nous traiterons dans le prochain chapitre.

En d'autres temps, le même Stiglitz faisait remarquer à juste titre qu'il n'était pas évident que les ressources non

1. Hans-Hermann Hoppe, *Democracy - The God That Failed The Economies and Politics of Monarchy, Democracy and Natural Order*, New Brunswick (USA) et Londres (UK), Transaction Publishers. Hoppe, déjà cité, est professeur à l'université de Nevada à Las Vegas (États-Unis).

renouvelables soient surexploitées par les mécanismes du marché. Bien au contraire, une sous-utilisation était plus à craindre, car, selon lui, si le marché ne peut manquer d'anticiper un épuisement trop précoce des réserves, rien ne lui signalera la situation opposée<sup>1</sup>. D'autres économistes de premier plan étaient parvenus au même résultat<sup>2</sup>.

Pour revenir au pétrole, le prix fixé trop haut par l'OPEP, qui n'est autre chose qu'un cartel de monopoles publics qui a utilisé la force, qui s'est servi de l'opportunité que lui offrait la guerre pour parvenir à ses fins, a eu pour résultat un ralentissement durable de la croissance pour les pays dépourvus de pétrole, non pas les États-Unis ni la Russie qui sont d'importants pays détenteurs d'or noir, mais l'Europe, le Japon et la plupart des pays du tiers-monde. Des milliers de milliards de dollars ont été perdus à cause de ce ralentissement, qui auraient pu être utilisés à de meilleures fins, notamment améliorer le sort des populations, pousser la recherche et le développement, etc. Des millions de personnes ont perdu leur emploi, notamment en France : l'envolée de la courbe du chômage date de 1973. Des milliards de dollars ont été dépensés pour découvrir et exploiter d'abord du pétrole dans des zones hors OPEP, à des coûts beaucoup plus élevés, ensuite d'autres sources d'énergie (charbon, nucléaire, solaire, etc.) beaucoup plus onéreuses, et enfin pour faire des économies d'énergie. Le résultat a été que vingt-cinq ans après le coup de force de l'OPEP, le prix du baril est redescendu en valeur réelle au niveau qu'il avait

1. Joseph E. Stiglitz, « A Neoclassical Analysis of the Economies of Natural Resources », dans Kerry Smith, *Scarcity and Growth Reconsidered*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press for Resources for the Future, 1979.

2. Cf. par exemple Solow, R. M., « Intergenerational Equity and Exhaustible Resources », *Review of Economic Studies*, 1974, 41, p. 29-45. On pourra aussi consulter sur ce point O. de La Granville, *Théorie de la croissance économique*, Paris, Masson, 1977.



avant 1973. Puis, à la faveur de nouveaux événements politiques, il est de nouveau remonté au-dessus du prix qui s'établirait si le marché était libre de toutes entraves. D'où de nouveaux gaspillages. Sans les coups répétés de TOPEP, peut-être aurait-on déjà inventé depuis longtemps la voiture à hydrogène que General Motors est en train d'introduire sur le marché. Le modèle Hy-Wire fonctionne à l'hydrogène, l'élément le plus léger et le plus élémentaire de l'univers. En brûlant, il n'émet que de l'eau et de la chaleur. De quoi économiser une partie du pétrole consommé par les voitures, soutiennent, bien que ce soit controversé, de nombreux experts<sup>1</sup>.

Du reste, si les prix des matières premières n'ont cessé de chuter au cours des dernières décennies, ce n'est pas à cause de la vilenie du capitalisme occidental exploiteur du tiers-monde grâce à un échange « inégal », c'est tout simplement qu'en dépit d'une croissance ralentie, du capital humain a été substitué au capital naturel. Un exemple parmi des centaines d'autres : les fils téléphoniques en cuivre ont été remplacés par des câbles en fibres optiques, qui utilisent des matières premières moins coûteuses et plus abondantes.

Une anecdote illustrera ce point. En 1980, l'économiste et avocat Julian Simon conclut un pari avec les pessimistes de l'environnement. En leur offrant de choisir toutes les ressources naturelles qu'ils voulaient, Simon, qui pensait le capital humain capable de se substituer à n'importe quelle ressource naturelle en voie d'épuisement, décida de parier sur la chute et non sur la hausse des ressources retenues.

Paul Ehrlich releva le défi. Cet écologiste et biologiste était, à l'époque, fameux pour avoir écrit en 1968 *The*

1. Jeremy Rifkin, *L'Économie hydrogène. Après la fin du pétrole, la nouvelle révolution économique*, traduit de l'américain par Nicolas Guihot, Paris, La Découverte, 2002.

*Population Bomb*, où il prédisait des famines imminentes dans le monde. Plus tard dans un autre ouvrage, il prévoit un manque des matières premières essentielles dès 1985. Comme on pouvait s'y attendre, Ehrlich trouva l'offre de Simon irrésistible, et paria 1 000 dollars que les prix de cinq métaux - le chrome, le cuivre, le nickel, l'étain et le tungstène - augmenteraient à partir de 1990, après correction de l'inflation ; Simon gagna haut la main. Après correction de l'inflation, les prix des cinq métaux baissèrent fortement durant la décennie. « Ehrlich, commentent Samuelson et Nordhaus qui relatent cette histoire, n'avait pas seulement négligé de prendre en compte la tendance relative de long terme, mais également manqué de chance en choisissant une décennie au cours de laquelle le cycle d'activité a renforcé les forces de long terme<sup>1</sup>. »

Certes, on pourra toujours dire que le coup de force de l'OPEP de 1973 n'a pas été une erreur pour les pays qui l'ont perpétré, puisqu'ils ont su profiter d'une opportunité que leur offrait la conjoncture politique et économique pour s'enrichir d'une manière spectaculaire. On pourrait même soutenir que les ministres de l'or noir ont agi de manière tout à fait rationnelle du seul point de vue économique. L'erreur que nous analysons ici est l'interprétation qui a été présentée par les acteurs ou qui a été faite par certains experts de ce qui reste un abus de monopoles publics sur une ressource que des capitaux privés avaient découverte. Et l'oubli indécent des incidences de cet abus sur l'économie planétaire, et notamment sur le sort des plus miséreux.

Cependant, même du point de vue de l'environnement, le coup de force de l'OPEP laisse à désirer, si l'on consi-

1. Paul A. Samuelson, William Nordhaus, *Économie*, seizième édition, Economica, 1998, traduction sous la direction de François Larbre, Xavier Greffe, Agnès Labye, Philippe de Lavergne, Valérie Oheix, Alain Thomazo et Fabien Tripier, p. 329-330.

dère les risques écologiques propres à certaines des énergies concurrentes qu'il a fallu utiliser ou réutiliser (charbon, nucléaire). Enfin, si l'on prend en compte les effets du quadruplement du prix du pétrole sur l'économie des pays pétroliers eux-mêmes, il n'est pas sûr qu'ils aient été aussi bénéfiques que les ministres de l'OPEP le prétendaient. Bien au contraire, une sorte de « malédiction de l'or noir » s'est abattue sur beaucoup d'entre eux. Pour trois raisons :

1. Une grande partie des pétrodollars a été quasi automatiquement recyclée à l'extérieur avec beaucoup de « pertes en ligne », comme nous l'expliquerons<sup>1</sup>.

2. Le brutal et énorme afflux financier causé par la hausse des prix de l'or noir a poussé à d'inévitables gaspillages dans les pays de l'OPEP. Djeddah, en Arabie Saoudite, avait-elle besoin d'un aéroport s'étendant sur 64 kilomètres carrés, une fois et demi plus grand que les aéroports Kennedy, La Guardia, O'Hare et Los Angeles réunis? Et le nouvel aéroport de Ryad, la capitale du royaume, sera deux fois plus grand que celui de Djeddah : est-ce indispensable? On pourrait évidemment multiplier de tels exemples.

3. Surtout, la manne pétrolière a été recueillie par des gouvernements ou des sociétés publiques (puisqu'elle est constituée pour l'essentiel de redevances fiscales et de royalties), ce qui a renforcé l'emprise du secteur étatique dans ces pays, l'hypertrophie de la fonction publique, le népotisme et, inévitablement, la corruption et le gaspillage. Féodalités, monarchies rétrogrades et dictatures en ont été renforcées, car elles trouvaient dans leurs caisses de quoi entretenir grassement leur clientèle, et aussi de quoi s'armer jusqu'aux dents. Ce n'est sans doute pas un hasard si aucun des pays de l'or noir n'a évolué dans un sens plus démocratique après le coup de force de l'OPEP.

1. Cf. chapitre 15.

Dans les pays du Golfe, notamment, s'est développée une relation de dépendance qui accompagne l'individu de la naissance à la mort : éducation et études gratuites, santé gratuite, logements subventionnés, bourses et prêts à des taux de complaisance pour le démarrage des entreprises, services publics (eau, électricité, téléphone) gratuits ou bénéficiant de fortes subventions. En échange de cette prise en charge, les gouvernements attendent de leurs sujets une loyauté totale et constante. Fût-elle modérée, la dissidence politique n'est pas tolérée. Les syndicats indépendants sont proscrits, les partis politiques interdits, les médias placés sous contrôle ou soumis à la censure<sup>1</sup>. Dès lors, la moindre baisse des recettes pétrolières avive les mécontentements, apportant au passage de l'eau au moulin des fondamentalistes.

Dernier argument qui pourrait être présenté en faveur de l'OPEP : n'était-il pas « normal », « naturel », de mettre fin à la domination du « cartel » des grandes compagnies pétrolières? Il est incontestable que l'histoire des trusts géants du pétrole est riche en prévarications, en corruptions et en crimes de toutes sortes. Depuis la guerre de 1914, le pétrole était devenu une matière hautement stratégique pour l'alimentation des armées. On connaît la formule de Clemenceau : « Chaque goutte de pétrole vaut une goutte de sang<sup>2</sup>. » Quelques jours après l'armistice du 11 novembre 1918, l'Anglais lord Curzon, qui, l'année suivante, sera ministre des Affaires étrangères de

1. Jeremy Rifkin, *op. cit.*, p. 146.

2. Formule, sans doute apocryphe, inspirée d'une lettre du président du Conseil français à son homologue américain en date du 15 décembre 1917, suppliant les Américains d'envoyer un tonnage supplémentaire de 100 000 tonnes permanentes en bateaux-citernes. « Il y a là une question de salut public international. Si les Alliés veulent ne pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure suprême du choc germanique, possède l'essence, aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain. » Cité par René Sédillot, dans *Histoire du pétrole*, Paris, Fayard, 1974.

Grande-Bretagne pour quatre ans, reconnu que «la cause alliée avait atteint la victoire, portée par une vague de pétrole ». À la suite de quoi, l'industrie pétrolière a mêlé de manière inextricable des intérêts politiques, stratégiques, économiques et financiers, ce qui n'était pas propice à une gestion rationnelle de cette ressource. On pourrait en déduire que les prix du pétrole sont forcément «politiques» - ce qui est une manière de dire qu'ils n'obéissent pas aux lois de l'économie.

Pourtant, le grief habituel que l'on fait à un cartel : le maintien des prix à un niveau trop élevé, ne peut pas être reproché aux trusts pétroliers avant le coup de force de l'OPEP, puisque l'une des raisons données à ce coup, on l'a vu, était justement que les prix pratiqués par les compagnies étaient « trop bas ». En fait, les prix étaient bien en baisse, mais cette baisse ne faisait que refléter l'anticipation des effets sur le marché des découvertes de nouveaux gisements importants. Elle obéissait donc avant tout à une rationalité économique, et non pas à une volonté des grandes compagnies de brader l'or noir.

Dira-t-on alors que la politique des trusts aurait abouti forcément à terme à un épuisement trop rapide des réserves si l'OPEP n'était pas intervenue pour empêcher que l'or noir ne soit vendu à vil prix. Encore plus difficile à prouver ! Le montant des réserves prouvées rapporté à la production a atteint son niveau historique le plus bas en 1921, après le démantèlement du trust pétrolier de Rockefeller \ quand une certaine anarchie régnait sur le marché des hydrocarbures. À cette date, les réserves prouvées représentaient à peine dix années de production, contre vingt-deux années une décennie auparavant<sup>2</sup>.

1. Nous reviendrons sur la question de ce démantèlement et le mythe qui l'entoure au chapitre 13.

2. Jérôme Bourdieu, *Anticipations et ressources finies. Le marché pétrolier américain dans l'entre-deux-guerres*, Éditions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1996, p. 170.

Ensuite, sous le règne du cartel des compagnies qui commence au début des années 1930, r«horizon» des réserves pétrolières (entre une vingtaine et une trentaine d'années de production en moyenne) n'a cessé de reculer à mesure qu'on avançait dans le temps et... que Ton découvrait de nouveaux gisements. Au milieu des années 1980, les réserves mondiales prouvées de brut étaient estimées entre 650 et 700 milliards de barils. Dans les années suivantes, 300 milliards de barils supplémentaires sont venus s'ajouter comme par miracle à ces réserves, en dépit du fait qu'aucun champ pétrolier important n'ait été découvert entre-temps<sup>1</sup>. Cette révision des estimations a été le fait, pour l'essentiel, des pays de l'OPEP, et plus particulièrement de ceux du Golfe. Les réserves saoudiennes qui ne dépassaient pas les 170 milliards de barils sont brusquement passées en 1990 à 258 milliards de barils (soit l'équivalent de 86 années de production de 8 millions de barils par jour - niveau maximum atteint par l'extraction du pétrole dans ce pays). Celles de l'Irak ont plus que doublé entre 1987 et 1988 passant de 47 à 100 milliards de barils, celles de l'Iran sont passées de 49 milliards de barils en 1987 à 93 milliards douze mois plus tard. Abu Dhabi et Dubaï ont déclaré un triplement de leurs réserves en 1988. Celles du Koweït avaient déjà fait un bond de 64 à 90 milliards entre 1984 et 1985. Ce qui montre bien, au moins, qu'il faut se méfier des raisonnements fondés sur des estimations de réserves qui ne tiennent pas compte de leur sensibilité au prix ou à d'autres facteurs.

1. Jeremy Rifltn, *op. cit.*, p. 29.

*Quand des prix sont fixés trop bas santé,  
tourisme, éducation*

**Les** exemples de prix fixés trop bas sont si nombreux que l'on pourrait consacrer à ce type d'erreur économique un volume entier. L'espace et les transports publics, la santé, l'éducation nationale, le tourisme nous fournissent à foison des cas qui relèvent de cette catégorie. À chaque fois, on observe surconsommation, encombrement et gaspillage, sans que Ton soit toujours conscient de la cause du phénomène.

Les déficits répétés de l'État providence, en dépit de tous les plans de redressement qui sont décidés à grands renforts de trompettes médiatiques, en sont une preuve particulièrement flagrante.

Encore récemment, deux médecins français tentaient une analyse de leur secteur d'activité en ternies économiques. C'est un témoignage intéressant, bien qu'imprégné à la fois de bonne volonté et de demi-aveuglement.

La médecine française souffre d'une dangereuse vanité, écrivent les docteurs François Dreyfus et Didier Sicard<sup>1</sup>. Puits sans fond, elle s'enferme dans une spirale mortelle. Le progrès technique génère une demande croissante que le marché des biotechnologies encourage naturellement. L'offre crée la demande selon la logique économique élé-

1. Dans une tribune publiée à la une du *Monde* daté du 14 septembre 2002.

mentaire. Or, dans le domaine de la santé, l'offre est illimitée et, en outre, elle est fondée sur un principe de bienfaisance dont la mise en cause est perçue en termes idéologiques. Ainsi, tout progrès, si spécifique et onéreux soit-il, donne le droit à tout citoyen de le revendiquer systématiquement, à toutes fins utiles. [...] Les citoyens n'ont aucun sens de leur responsabilité ou plutôt de leur irresponsabilité dans un tel recours au système de soins. Devenue un bien de consommation gratuit, illimité, indéfiniment remboursable au titre d'un droit définitivement acquis, la médecine au sens large du terme, diagnostique et thérapeutique, a transféré toute plainte, fût-elle passagère, sur une exigence d'expertise technique.

Chacun y va de son échographie, de ses dosages de magnésium, de ses « marqueurs tumoraux », de ses Doppler des veines des jambes, de ses sérologies virales, avec une totale désinvolture [...].

Chacun croit qu'il peut s'exposer sciemment à un risque parce qu'il sera protégé. L'exemple répété de personnes sollicitant après un rapport sexuel sans préservatif des examens complexes et une thérapeutique préventive qui coûte près de 1 500 euros, avec le sentiment que cette prise en charge leur est due sans restriction, en est une éloquente illustration.

Cette illusion sécuritaire protectrice, totalement désincarnée, annonce la faillite du système.

On commence donc par nous rappeler une « logique économique élémentaire », selon laquelle l'offre crée la demande \ on ajoute que cette offre est « illimitée », on suppose que le progrès technique génère une demande croissante - tout cela comme si le producteur de santé

1. Les auteurs font peut-être allusion à la « loi de Say », mais, dans ce cas, ils en faussent totalement le sens. L'économiste français Jean-Baptiste Say (1767-1832) a inventé cette loi qui porte son nom et qui servira de drapeau aux tenants du libre jeu de l'offre et de la demande. Dans sa présentation la plus simple, cette loi nous dit qu'une surproduction générale est impossible. Sous la plume de Say, elle s'exprime ainsi : « Un produit déterminé offre, *dès cet instant*, un débouché à d'autres produits pour tout montant de sa valeur. » Ou encore : « Le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant, un débouché à d'autres produits. » En un mot, produire c'est générer un revenu, donc un pouvoir d'achat.

n'avait aucun problème de coût. Puis, on nous dit que les citoyens n'ont aucun sens des responsabilités, pour en arriver enfin à la véritable clé de l'explication : la santé est devenue un bien de consommation gratuit. Si on avait commencé par là, la messe était dite. Mais il fallait enrober cette vérité désagréable dans le chocolat d'un discours à la fois savant et moralisateur. La vérité est à la fois dite et masquée. Belle démonstration de rhétorique.

La vérité est toute simple : si un bien, quel qu'il soit, est tarifé en dessous du prix d'équilibre du marché, *a fortiori* s'il est gratuit, aucune force au monde ne peut empêcher qu'il soit gaspillé. Il y aura sans doute des gens vertueux pour s'imposer une modération de leur consommation par souci du bien commun. Mais la plupart tiendront ce raisonnement : ma propre vertu sauvera quelques gouttes d'eau dans cette orgie trop prévisible, alors pourquoi ne pas en profiter comme les autres ? Et comme chacun anticipe que l'autre fera le même raisonnement, le gâchis est inévitable. En deux mots, le déficit récurrent de la Sécurité sociale est un hommage (involontaire, évidemment) à la rationalité économique.

Phénomène moins connu, le tourisme défie également les lois du marché. Cette autre forme d'État providence, depuis l'instauration des congés payés en 1936, ce secteur emblématique de la France postindustrielle, promue par le ministère du Tourisme « première destination » du monde, est un sujet à la fois tabou et méconnu. Si vous voulez surprendre vos amis, demandez-leur combien de touristes étrangers visitent la France chaque année. La plupart des réponses ne vont pas au-delà de 10 millions. Or, les visiteurs étrangers ont dépassé la barre des 70 millions en l'an 2000. Pour une fois une prévision chiffrée s'est révélée exacte. C'est exactement le chiffre qui avait été prévu dix ans plus tôt pour le début du troisième millénaire par des experts en la matière. Ce que l'on sait

encore moins, c'est la rapidité de la croissance. En 1986, le chiffre des touristes étrangers s'établissait à 36 millions. En quatorze ans il a doublé ! Personne ne s'est interrogé sur les raisons de cette progression. Et tout le monde s'en félicite. Aux 70 millions d'étrangers (chiffre de 2002) s'ajoutent de surcroît, bon an mal an, les 25 millions de Français qui n'ont pas les moyens de passer leurs vacances hors des frontières. Pour qui cherche la tranquillité et le repos, les mois d'été sont devenus un casse-tête en France. Après avoir frappé les points les plus « rentables » des façades maritimes et montagneuses, le tourisme se répand maintenant dans l'Hexagone. Des ports calmes comme Fécamp, qui avaient échappé à l'envahissement parce qu'ils se trouvent à l'écart des grandes voies de communication, se sont découverts une « vocation touristique » - crise de l'emploi oblige. Après avoir dépensé des fortunes pour leur promotion, ils se trouvent maintenant happés dans le grand mouvement de transhumance humaine. Du littoral de plus en plus encombré et bétonné, le fléau va se répandre jusque dans le moindre recoin de la campagne française. Il subsiste quelques rarissimes havres de paix dont, bien souvent, les connaisseurs se gardent bien de parler de peur qu'ils soient éventés.

La France n'a pas de pétrole, mais elle a des idées, disait-on crânement dans les années 1970, aux lendemains du coup de force de l'OPEP. À la longue, l'idée la plus fructueuse a été d'attirer toujours davantage de touristes étrangers. Dès lors pourquoi se fatiguer à l'ingrat travail industriel pour lequel, cliché rabâché, nous, Français, ne sommes pas doués, si nous pouvons gagner au moins autant de devises en louant quelques mois par an nos plages et nos montagnes à des étrangers munis de leur carte de crédit. L'« impératif industriel » à la mode du temps de Georges Pompidou a été remplacé par l'impéra-

tif touristique, en apparence moins salissant et pénible, et beaucoup plus rentable. La *vente* du patrimoine sous forme d'oeuvres d'art, de fermettes, de moulins, de manoirs, d'appartements dans les beaux quartiers, a pu émouvoir quelques esprits chagrins. Mais qui pourrait, qui oserait s'opposer à la *location* de notre si belle nature à des touristes qui, par définition, ne font que passer. Le problème, c'est que le loyer n'est pas assez élevé pour couvrir les coûts d'entretien du capital. Certes, l'impératif pompidolien n'a pas été complètement suivi - une revanche notable de l'intérêt particulier sur les fantasmes des bureaucrates d'État. On se féliciterait volontiers du triomphe du secteur touristique à base, souvent, d'initiatives et d'inventivité de petites entreprises ingénieuses, si les comptes étaient exacts. Mais, une fois encore en France, on assiste à une privatisation des bénéfices et à une socialisation des pertes - mode coutumier du capitalisme d'État à la française.

Il est évident que le tourisme enrichit une multitude d'entreprises de toutes tailles, du camping à la chaîne d'hôtels de luxe, en passant par les cafés, les restaurants, les chambres d'hôte, les centres de loisirs, les parcs d'attraction, les *tour operators*. Ce ne sont pas les investissements les plus prestigieux qui sont les plus rentables. On pourrait citer l'exemple - connu de l'auteur - d'un camping dont la valeur de fonds de commerce a doublé en cinq ans, et dont la rentabilité du capital investi est de 20 % par an, pour une activité d'à peine quatre mois sur douze. Mais c'est la collectivité, c'est-à-dire le contribuable, qui paie pour les infrastructures nécessaires de transports et d'aménagement, et surtout pour le gâchis irrémédiable du capital : raréfaction de la flore et de la faune, pollution sur terre et sur mer par suroccupation, forêts fragilisées, promptes à s'enflammer à la moindre étincelle, eutrophisation des étangs par l'afflux d'eaux

usées, provoquant une désoxygénation des eaux profondes mortelle pour ses habitants, risques croissants d'insalubrité dans les rivières, bétonnage et mitage du paysage, multiplication des déchets, érosion des dunes, détérioration des chemins de randonnée par les motards, surfréquentation des parcs naturels. Les droits de propriété n'étant pas clairement définis sur les éléments de ce patrimoine, c'est la prise au tas généralisée, chacun anticipant que l'autre pillera ce qu'il laisserait intact par respect d'autrui ou de la nature, et se livrant donc à son tour au grand gâchis.

Le cas limite du potentiel de destruction du tourisme, c'est Lascaux. La dégradation était tellement évidente et rapide qu'il a fallu fermer la grotte et offrir aux visiteurs un pseudo-Lascaux. Il est évident que cette solution astucieuse ne peut être appliquée à des sites, encore moins à des paysages, mais seulement à des monuments de taille réduite. Faudra-t-il faire des copies des châteaux de la Loire? Construire - mais où? - un *duplicata* de Notre-Dame de Paris? Chaque année, la « paroisse de l'histoire de France », comme disait Nerval, reçoit plus de 11 millions de visiteurs. « Les sols sont usés, les murs salis par le frottement des mains, l'hygrométrie tourmente des responsables du monument. Bref, les stigmates de Lascaux commencent à apparaître à l'intérieur de la capitale », écrivait Jean Perrin, journaliste spécialisé dans le tourisme, il y a déjà treize ans \*.

C'est que le visiteur de Notre-Dame comme le baigneur en Méditerranée, le campeur dans les Landes, le skieur alpin, le promeneur sur les falaises d'Étretat, ne paie qu'une partie, souvent très faible, de ce qu'il « consomme ». Le prix n'étant pas au niveau qu'il devrait être pour équilibrer l'offre et la demande, il en résulte que la demande touristique est toujours supérieure à l'offre.

1. *Le Monde* du 10 janvier 1991.

Le rationnement se fait par les queues, les files d'attente, l'encombrement, le piétinement, la mauvaise humeur, autant de facteurs qui aggravent la dégradation du site assailli.

Cette évidence est pourtant inaudible. Toute critique du tourisme est immédiatement soupçonnée d'élitisme. Quoi ! on voudrait empêcher le bon peuple d'accéder à la mer ou à la montagne, réserver le soleil et la neige aux couches les plus aisées? Si en outre on ose constater que les touristes étrangers ajoutent encore au gâchis général, on tombe sous la double accusation d'aristocratie et de xénophobie. Après tout, de quel droit critiquer des foules qui trouvent une partie peut-être essentielle de leur plaisir vacancier à être foules? Mais à laisser se poursuivre un tel gâchis, on ferait preuve en fait d'un hyper-élitisme masqué par la démagogie. Car c'est mépriser le peuple que de lui offrir des loisirs dans une nature dégradée, alors que les gens riches trouveront toujours les moyens de se payer de la beauté vierge. Plus le tourisme se développe, plus se raréfie et donc se renchérit l'espace de vraie liberté, réservé de ce fait aux hommes de pouvoir et d'argent.

Les dégâts du tourisme vont paraître relativement bénins par rapport au problème que nous allons examiner maintenant, et qui relève cependant de la même erreur de prix fixés trop bas. Ce problème, c'est celui de l'État providence, dont les conséquences sont souvent tragiques.

Malthus, dans son *Principe de population*, déjà cité, nous a offert un modèle, sinon indépassable du moins indépassé, de critique de la providence étatique, qui s'appelait à l'époque « lois sur les pauvres ». Un Anglais sur neuf en profitait<sup>1</sup>. Le chapitre qu'il consacre à ce sujet mérite d'être relu de nos jours. Sur le fond, il n'a pas

1. William Petersen, *Malthus : le premier anti-malthusien*, traduit par Antoinette et Jacques Fauve et Hervé Le Bras, préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Paris, Dunod, 1980.

pris une ride. Il n'est pas difficile, en transposant son vocabulaire dans celui d'aujourd'hui, de reconnaître les questions très actuelles de notre État providence. C'est ce que nous allons faire.

En Angleterre, constate Malthus d'entrée, on a fait des lois pour établir en faveur des pauvres un système général de secours; mais il est probable qu'en diminuant un peu les maux individuels, on a répandu la souffrance sur une surface beaucoup plus étendue.

On s'étonne dans ce pays-là que malgré des sommes immenses consacrées annuellement au soulagement des pauvres, leurs peines ne semblent pas adoucies<sup>1</sup>.

Pareillement aujourd'hui, malgré le RMI et la Couverture sociale universelle, chaque hiver, des êtres humains meurent dans la rue, et la misère semble empirer.

Comment expliquer un tel phénomène ? Détournement de fonds ? Inspecteurs « consommant en vains repas le bien des pauvres »? « Tous s'accordent à penser que l'administration de ce bien est vicieuse », constate Malthus. Et beaucoup de nos contemporains pourraient en faire autant. La corruption de l'État n'est plus à démontrer. Mais l'auteur du *Principe* nous invite à aller plus loin dans l'analyse.

Supposons, nous dit-il, que par une souscription d'hommes riches, l'ouvrier reçoit pour prix de son travail cinq *shellings*<sup>2</sup> par jour au lieu de deux, comme à présent. « Quelques personnes croiraient peut-être qu'au moyen de cette augmentation, tous les ouvriers se trouveraient à l'aise et pourraient se procurer un morceau de viande pour le dîner. » Erreur ! Cette allocation supplémentaire n'augmenterait pas la quantité de viande disponible dans le pays. À l'époque (*l'Essai* a été publié pour la

1. Malthus, *op. cit.*, p. 353-354.

2. Comme on écrivait alors schillings.

première fois en 1798), il n'y avait pas assez de viande pour que chaque Anglais en ait une petite portion à sa table chaque jour. Donc, si on augmente les salaires, le résultat va être forcément un renchérissement du prix de la viande, « en sorte que tout ce que le pays en peut fournir ne se partagerait pas entre un nombre de personnes beaucoup plus grand que dans l'état actuel des choses<sup>1</sup>. » Car :

Quand une marchandise est rare, et ne peut être distribuée à tous, elle va à celui qui produit le titre le plus valide, c'est-à-dire à celui qui peut en offrir le plus d'argent<sup>2</sup>.

Il en irait de même si l'on distribuait davantage d'argent aux pauvres. C'est une tentation permanente des gouvernants, et des économistes qui les conseillent<sup>3</sup>. La « relance par la consommation » est un thème convenu aussi bien à gauche qu'à droite. Alors que, cela a maintes fois été démontré, le seul moyen de relancer la croissance, c'est un investissement accru, et donc une épargne accrue, exactement le contraire de ce qui est trop souvent préconisé. Malthus avait déjà montré dans son *Essai* que cela ne sert à rien de prendre dans la poche des riches.

Aucun sacrifice, surtout en argent, de la part des riches, ne peut prévenir d'une manière un peu durable le retour de la détresse parmi les membres des classes inférieures du peuple. On peut effectuer de grands changements dans les fortunes. Les riches peuvent devenir pauvres, et quelques pauvres devenir riches ; mais tant que le rapport des subsistances à la population reste le même, il arrivera nécessairement qu'une partie des habitants auront beaucoup de peine

1. *ibid.*, p. 354.

2. *Ibid.*

3. Ainsi dans un livre récent, Jean-Marcel Jeanneney, qui fut ministre des Affaires sociales sous la présidence du général de Gaulle, recommandait-il de distribuer 1 000 francs à chaque Français pour sortir de la crise. Dans *Vouloir l'emploi*, Paris, Odile Jacob, 1994.



à se nourrir eux et leurs familles. Or, ce sera toujours les plus pauvres qui seront dans ce cas.

Il peut paraître étrange qu'avec de l'argent, on ne puisse pas améliorer la condition du pauvre sans abaisser d'autant celle du reste de la société. Mais quelque étrange que cela puisse paraître, je crois que c'est la vérité<sup>1</sup>.

Ainsi, en cas de disette, n'est-il guère avisé de distribuer du pouvoir d'achat pour pallier ses effets. Car l'aide aux pauvres ne fait qu'accroître le renchérissement des prix.

Et voici une leçon qui eût pu servir à nos gouvernements au moment du coup de force de l'OPEP. Du temps de Malthus, il s'agit de blé, mais à cette époque, cette céréale est un élément du niveau de vie au moins sinon aussi vital, du moins aussi politiquement sensible que l'est aujourd'hui l'or noir.

On n'a pas assez senti, à ce qu'il me semble, que le prix du blé en temps de disette dépend beaucoup moins de la rareté de cette denrée que de l'obstination avec laquelle chacun persiste à consommer la quantité qu'il a contracté l'habitude d'employer à son usage. Un déficit de la moitié de la récolte, si chacun consentait à réduire immédiatement sa consommation, aurait peu d'effet sur le prix du blé, ou même n'en aurait absolument aucun<sup>2</sup>.

L'aide aux nécessiteux ne peut que contrarier ce nécessaire ajustement des comportements :

Plus on fait de distribution dans les paroisses à titre d'assistance, et plus on encourage chacun à persister dans sa consommation habituelle ; par conséquent, en vertu de cette mesure, il faut pour qu'enfin on consente à diminuer cette consommation, que le prix du blé s'élève beaucoup plus qu'il n'aurait été nécessaire sans cela pour obtenir le même effet<sup>3</sup>.

1. Malthus, *op. cit.*, p. 355.

2. *Ibid.*, p. 357.

3. *Ibid.*

Malthus, qui en vient maintenant directement aux lois sur les pauvres, les passe au crible de sa critique. C'est un morceau d'anthologie :

Premièrement, les lois sur les pauvres tendent manifestement [en Angleterre] à accroître la population<sup>1</sup>, sans rien ajouter aux moyens de subsistance. Un homme pauvre peut s'y marier avec peu ou pas de moyens de soutenir une famille, parce qu'ils comptent sur les secours de la paroisse<sup>2</sup>. Ainsi les lois y créent les pauvres qu'elles assistent. Il faut donc, par l'effet de cette institution, que les subsistances se répartissent en portions moindres. D'où il arrive que le travail de ceux qui ne sont point assistés achète une moindre quantité d'aliments qu'auparavant. Et, par une conséquence inévitable, le nombre de ceux qui ont recours à l'assistance doit augmenter sans cesse.

Secondement, la quantité d'aliments qui se consomment dans les maisons de travail (*Work-houses*), et qui s'y distribue à une partie de la société qu'on ne peut envisager comme la plus précieuse, diminue d'autant les portions qui sans cela seraient réparties à des membres de la société plus laborieux et plus dignes de récompense<sup>3</sup>. Ainsi encore cette institution tend à forcer un plus grand nombre d'hommes à retomber à sa charge. Si les pauvres occupés dans les maisons de travail y étaient mieux nourris et entretenus qu'ils ne le sont, cette nouvelle distribution d'argent tendrait plus fortement encore à empirer le sort de ceux qui travaillent hors de ces maisons, parce qu'elle contribuerait plus efficacement à hausser le prix des subsistances<sup>4</sup>.

La conclusion, imparable, vaut pour aujourd'hui :

1. Au temps de Malthus, par le croît démographique, aujourd'hui par l'immigration.

2. Aujourd'hui, on connaît les effets des allocations familiales sur certaines catégories de la population.

3. En France, aujourd'hui, les Smicards ont un revenu parfois égal à celui des Rmistes, ce qui n'incite pas ces derniers à reprendre un travail. Le problème avait été reconnu par le gouvernement Jospin. Cela lui a coûté cher. La frilosité des socialistes français à ce sujet lui a fait perdre des voix sur sa droite comme sur sa gauche.

4. Malthus, *op. cit.*, p. 365.

Les lois sur les pauvres, telles qu'elles existent en Angleterre, ont contribué à élever les prix des subsistances, et à abaisser le prix réel du travail. Elles ont donc contribué à appauvrir la classe du peuple, qui ne vit que de son travail. Il est bien probable d'ailleurs qu'elles ont contribué à faire perdre aux pauvres les vertus de l'ordre et de la frugalité, qui se font remarquer d'une manière si honorable dans la classe de ceux qui font quelque petit commerce ou qui dirigent de petites fermes. En ôtant le goût et la faculté de faire quelques épargnes, ces lois enlèvent un des plus puissants motifs au travail et à la sobriété. Par là même, elles nuisent essentiellement au bonheur.

L'antienne sera reprise par Ricardo, payant son tribut à la « plume habile de M. Malthus <sup>1</sup> ». Les lois sur les pauvres, écrit le célèbre disciple d'Adam Smith, dont nous reparlerons<sup>2</sup>, « au lieu d'enrichir les pauvres, ne tendent qu'à appauvrir les riches<sup>3</sup> ». Le seul frein à l'accroissement indéfini de l'aide aux pauvres, c'est que chaque paroisse doit lever un impôt pour financer cette assistance. « Par cette méthode, observe Ricardo, l'on est plus intéressé à modérer le taux de cette contribution, et cela devient plus praticable que si l'on imposait une contribution générale pour secourir les pauvres de tout le royaume. » Une paroisse a bien plus d'intérêt à bien gérer l'assistance - toute épargne étant pour elle un profit - « que si des centaines de paroisses avaient à partager ces fonds. Et c'est cette cause qui a empêché le fonds des pauvres d'avoir déjà absorbé tout le revenu net du royaume ». Excellente remarque, magnifique anticipation de l'accroissement continu des prélèvements obligatoires, une fois que le « frein paroissial » aura sauté.

1. David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, nouvelle introduction de Pierre Dockès, traduction de P. Constancio et A. Fonteyraud, Paris, Flammarion, coll. «Champs», 1977, p. 92.

2. Cf. chapitres 9 et 10.

3. Ricardo, *op. cit.*, p. 91.

«Tous les amis des pauvres, conclut Ricardo qui ne veut pas passer pour leur ennemi, devraient désirer ardemment de les voir abolir<sup>1</sup>.» Et se désoler qu'elles soient toujours en vigueur sous une forme ou sous une autre. Auguste lui-même, au faite de sa puissance, avait renoncé à réformer le système de distribution aux citoyens romains de blé à bas prix, puis gratuit, mis en place par Caius Gracchus en 123 av. J.-C. « J'eus la pensée, confia-t-il à son journal, de supprimer pour toujours les distributions de blé, parce que le peuple, comptant sur elles, abandonnait la culture de la terre ; mais je ne mis pas mon projet à exécution, persuadé qu'elles seraient un jour ou l'autre rétablies par désir de la faveur populaire<sup>2</sup>. » Comment un Monsieur Raffarin ou n'importe lequel de ses successeurs pourrait réussir là où le maître du monde n'avait même pas commencé?

Cette critique de l'assistance étatique aux pauvres en tant que système n'enlève rien, évidemment, ni au devoir moral qui s'impose à tout un chacun de venir en aide aux nécessiteux en prélevant sur ses propres deniers, ni au mérite de personnes qui se dévouent à cette tâche. Même l'aide de l'État peut se justifier en cas d'urgence, de risque vital, mais à condition de ne pas oublier qu'elle n'est jamais indemne d'arrière-pensées politiques ou stratégiques. Et que les bureaucrates ou les ministres qui en décident n'oublient pas eux-mêmes que cet argent qu'ils redistribuent ne leur appartient pas.

1. *Ibid.*, p. 92.

2. Suétone, *Auguste*, XLII.

8.

L'or rend fou *La faillite*

*inéluatable du Gold Exchange Standard*

S'il est un domaine où les gouvernements comme les experts persévèrent diaboliquement dans l'erreur, c'est bien celui du système monétaire international. Un exemple particulièrement flagrant : la fameuse conférence de Bretton Woods à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutes les conditions paraissaient pourtant réunies pour fonder à nouveaux frais, de manière rationnelle, un nouvel ordre monétaire international. Et l'on n'a fait que répéter l'erreur commise à la précédente conférence monétaire internationale, celle qui s'était tenue à Gênes en 1922. Une erreur qui consiste à fixer le prix de l'or à un prix trop bas.

Rappelons le contexte. Juillet 1944, l'Allemagne n'a pas encore capitulé que ses vainqueurs cherchent déjà à bâtir une nouvelle économie planétaire. Les bonnes intentions dont l'enfer est pavé, les vainqueurs de l'Allemagne nazie n'en manquent pas en ce dernier mois d'un conflit monstrueux. C'est vrai surtout des États-Unis, qui émergent de la guerre à l'état de superpuissance économique et financière. Sans doute la dette publique américaine est-elle passée à la faveur des hostilités de 37 milliards à 269 milliards de dollars, le coût de la guerre pouvant être évalué à 664 milliards de dollars. Mais le Produit national brut des États-Unis atteint de 90,5 milliards de dollars en 1939,

211,9 milliards de dollars en 1945. La production d'acier qui était de 53 millions de tonnes est maintenant 80 millions de tonnes. La production d'avions est passée dans le même temps de 5 886 unités à 48 912, tandis que 444 000 personnes ont déménagé à Los Angeles, attirées par l'industrie aéronautique. Les comptes d'épargne des particuliers sont passés de 6,85 milliards de dollars à 36,41 milliards de dollars. Pratiquement, 80 % de toutes les réserves d'or du monde sont maintenant entassées dans les caves de Fort Knox, là où le Système de Réserve fédérale entasse ses lingots de métal jaune. L'économie américaine que le New Deal de Roosevelt en 1933, contrairement à une légende tenace \ n'avait pas réussi à sortir de la crise consécutive au krach de 1929, connaît maintenant une prospérité insolente et sans précédent. L'autre grande puissance, l'Angleterre, sort ruinée et endettée de cinq années de guerre. Quant au reste de l'Europe, elle est au bord de la famine.

Pour l'Amérique, le retour à la paix doit s'opérer en tournant délibérément le dos aux politiques déflationnistes et protectionnistes qui avaient désastreusement marqué l'entre-deux-guerres, mais aussi en mettant fin à la préférence impériale que les Anglais essayaient de sauvegarder.

Le nouveau maître du monde va donc convoquer à Bretton Woods, une modeste bourgade du New Hampshire, pas moins de quarante-trois nations pour leur prêcher les vertus de la stabilité monétaire et de la liberté commerciale. La France, qui n'est pas encore totalement débarrassée de l'Occupant, est représentée par Pierre Mendès France, commissaire aux finances du Comité français de libération nationale d'Alger.

Les discussions, qui durent du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944, sont dominées par deux personnalités : l'Anglais John Maynard Keynes et l'Américain H. D. White.

1. Cf. chapitre 16.

Keynes, à l'époque considéré comme le plus grand économiste vivant, croit tenir sa revanche sur ce qu'il appelle la « relique barbare », c'est-à-dire l'étalon-or. Il préconise la création d'une Banque internationale, qui émettra une monnaie, le « bancor », selon les « besoins réels courants du commerce mondial » et qui pourra soumettre le volume monétaire à « une expansion ou à un resserrement réalisé à dessein pour contrebalancer les tendances inflationnistes ou déflationnistes dans la demande mondiale ». L'organisation et la direction de la banque en question auraient un caractère supranational. Une vision utopique dans la mesure où la construction d'une telle banque centrale au niveau mondial est irréalisable dans les conditions du moment.

White préconise, lui, l'intronisation d'un nouveau système : le Gold Exchange Standard. Désormais, les banques centrales pourront émettre de la monnaie non plus seulement en fonction de leur stock d'or, mais aussi en fonction de leurs réserves en devises. Ce projet, beaucoup plus pragmatique que celui de son concurrent, va l'emporter. Du coup vont être radicalement modifiées les règles du système monétaire international.

Dans le système d'étalon-or, le *Gold Standard*, en vigueur de 1870 à la guerre de 1914, et que l'on avait essayé de rétablir entre les deux guerres sans jamais parvenir qu'à construire un système bâtarde, les banques centrales ne sont autorisées à avoir dans leurs réserves que de l'or. Chaque monnaie est définie par une quantité fixe d'or contre laquelle elle est librement convertible. La Banque centrale ne peut émettre de la monnaie qu'en fonction de ses réserves d'or. Quand la balance commerciale d'un pays est en déficit, ce déficit est réglé par des sorties d'or. Il en résulte automatiquement une diminution de la quantité de monnaie émise par la banque centrale, et par conséquent une baisse des prix. Cette dernière

favorise les exportations, et donc le retour à l'équilibre de la balance des paiements. Inversement, en cas d'excédent des paiements courants, de l'or rentre dans le pays, il en résulte une augmentation de l'émission de monnaie, et donc une augmentation des prix qui défavorise les exportations et fait revenir la balance commerciale à l'équilibre.

Dans le système bien différent d'étalon de change-or, le Gold Exchange Standard, les banques centrales sont autorisées à avoir dans leurs réserves, en plus de l'or, des devises. Sur le papier, la monnaie continue à être définie en or, mais, de fait, le lien entre l'or et la monnaie est rompu. En effet, la Banque centrale peut émettre de la monnaie sans considération de son stock d'or, avec d'autant plus de facilité que cette même monnaie n'est plus librement convertible en métal jaune au prix indiqué par sa définition officielle. Il s'ensuit que les mécanismes automatiques de correction des déficits des paiements courants ne peuvent plus jouer. Dès lors, ces déficits grandissent jusqu'à atteindre les limites d'endettement du pays, obligeant les gouvernants à prendre soudain des « mesures d'austérité » beaucoup plus douloureuses que les corrections automatiques pratiquées au mois le mois en vertu du Gold Standard \*.

White a en fait repris une idée qui avait été adoptée en 1922 par la Conférence monétaire de Gênes et mise en pratique jusqu'à la crise de 1929. Il s'agissait à l'époque d'« économiser l'or », le métal jaune n'étant pas jugé assez abondant pour gager à lui tout seul toute la monnaie dont on avait besoin. Il y avait une raison bien simple à cette apparente pénurie d'or : les prix avaient tous doublé ou triplé de 1914 à 1922, sauf le prix officiel de l'or, puisque l'on prétendait restaurer les parités-or des monnaies à leur niveau de 1914. Et l'on sait que, pour son malheur,

1. Henry Hazlitt, *From Bretton Woods to World Inflation. A Study of Causes and Consequences*, Chicago, Regnery Gateway, 1984.

l'Angleterre y parvint en 1925. Pour relancer la production d'or, il eût suffi d'aligner le prix de l'or sur les autres prix. Bref, le prix de l'or avait été fixé beaucoup trop bas. En 1944, White va faire commettre la même erreur aux États-Unis et à leurs partenaires. Le Gold Exchange Standard sera instauré sous le prétexte d'économiser, encore une fois, l'or, alors que la pénurie de métal jaune a une cause très concrète : son prix officiel, 35 dollars l'once, n'a pas bougé depuis la dévaluation opérée par Roosevelt en 1934, alors que tous les autres prix ont doublé, triplé, voire quintuplé. Mais cette parité de 35 dollars l'once est considérée par les Américains comme sacro-sainte. Y toucher serait mettre en cause le prestige de leur leadership mondial. Pour le vainqueur des vainqueurs, il est impensable qu'il dévalue sa monnaie ! Et il s'entêtera dans cette position pendant près de trois décennies, jusqu'à la honteuse capitulation monétaire de Richard Nixon le 15 août 1971. Si fétichisme il y avait, c'était bien celui d'une certaine parité datant d'avant-guerre, donc forcément dépassée. Le même fétichisme qui avait conduit l'Angleterre en 1925 à rétablir la livre à sa parité-or de 1914. Orgueil des grandes nations victorieuses !

Il est vrai qu'en 1944, du fait même de la guerre, le dollar est partout demandé, car partout on cherche à se procurer des marchandises américaines qu'il faut bien payer avec des billets verts. Aussi bien, dans le nouveau monde monétaire qui se met en place, c'est le dollar, *as good as gold*, qui se trouve au centre du système. C'est par rapport à lui que se définissent toutes les autres monnaies. Lui seul est convertible en or à sa parité officielle de 35 dollars l'once - une convertibilité qui est toutefois limitée aux banques centrales étrangères, le citoyen américain n'ayant pas accès à la réserve officielle de métal jaune.

De la négociation va donc sortir une nouvelle institution, le Fonds monétaire international, avec, essentielle-ment, trois règles :

1. Les pays membres peuvent dévaluer leur monnaie d'au plus 10 %, par simple notification au Fonds; si le changement est supérieur à 10 %, l'accord du FMI est requis, celui-ci devant s'assurer que la dévaluation est nécessaire pour remédier à un « déséquilibre fondamental ». Comme les accords de Bretton Woods ne définissent pas ce qu'est un tel déséquilibre, la porte est ouverte aux dévaluations les plus sauvages, qui risquent de fausser les conditions de la concurrence internationale, et de s'enchaîner les unes aux autres dans un « dumping monétaire » sans fin.

2. Lorsqu'un pays membre connaît de graves difficultés, il peut recourir à l'aide du Fonds, qui utilise à cette fin les ressources provenant des souscriptions des pays membres. Ces aides sont forcément imprégnées de considérations politiques, qui nuiront à leur efficacité économique... et à la réputation du FMI.

3. Les pays membres ne peuvent adopter des mesures restrictives sur les paiements et les transferts courants de devises sans l'approbation du Fonds. Comme dans les faits, il est impossible de distinguer les « paiements courants » des autres types de paiements (investissements, placements), cette troisième règle équivalait à légaliser le maintien de telles restrictions sur tous les mouvements de capitaux. Il est même prévu que lorsqu'un pays est fortement et durablement créancier, sa devise peut être proclamée « rare », ce qui autorise les autres États membres à établir des restrictions de change. On redoute à l'époque le *dollar gap*, la pénurie de dollars, et pour la pallier, on autorise par avance aux pays déficitaires le recours à des contrôles des changes et autres mesures attentatoires à la liberté financière.

Tout ce dispositif compliqué aurait été inutile si l'or avait retrouvé une parité conforme à la situation des prix aux lendemains de la guerre. Comme le prix de l'or en dol-

lar était trop bas, à terme le billet vert ne pouvait qu'être dévalué. Cette nécessité a été longtemps masquée par la soif de dollars. Mais elle devait finalement s'imposer. D'autant que le système, on s'en apercevra dans les faits, permettait aux États-Unis un « déficit sans pleurs », selon la fameuse expression de Jacques Rueff.

En effet, dans la mise en pratique des accords de Bretton Woods, les réserves que la plupart des banques centrales ont ajoutées à leur or ont été constituées en dollars. Car le billet vert était non seulement la monnaie la plus utile sur le plan du commerce international, mais aussi la seule convertible en or.

Il en est résulté pour les États-Unis une facilité extraordinaire. Ils n'avaient pas à équilibrer leur balance des paiements. En effet, les dollars correspondant à leurs importations de biens et services ou à leurs investissements extérieurs étaient mis en réserve par les banques centrales de leurs partenaires commerciaux; autrement dit, ils n'étaient échangés ni contre des produits *made in America* ni contre l'or entreposé dans les caves de leur banque centrale. Le déficit de la balance de paiements, chez eux et chez eux seuls, n'avait pas besoin d'être corrigé.

De temps en temps, pourtant, certaines banques centrales, notamment la Banque de France, réclamaient le remboursement de leurs dollars en or. Et il arriva ce qui devait arriver. Les réserves en or des États-Unis diminuèrent de telle façon qu'elles devinrent ridiculement faibles par rapport à la masse des dollars accumulés de par le monde. La parité-or de Roosevelt devenait intenable. Il fallut y renoncer. Ce à quoi se résolut le président Richard Nixon le 15 août 1971, jetant le bébé avec l'eau du bain. Le système de Bretton Woods s'est alors effondré pour faire place à un système de changes flottants dont nous ne sommes toujours pas sortis.

Bretton Woods prétendait stabiliser les changes et les libéraliser. Le résultat a été tout autre : des dévaluations à

répétition des monnaies les plus faibles avant que le dollar ne chute en dernier, un retard considérable dans l'instauration du libre-échange, une inflation mondiale en accélération, qui sera très coûteuse à stopper, et finalement une explosion complète du dispositif monétaire international. Une grande occasion d'instaurer durablement un système stable a été manquée.

On peut toujours prétendre que, dans les conditions de l'époque, plusieurs pays importants ayant été ravagés par une guerre atroce, il était difficile de faire mieux. Et que l'on aurait même pu faire pire si l'on avait suivi le plan Keynes. Mais Keynes a-t-il vraiment été battu à Bretton Woods, comme on l'a beaucoup dit? Certes, le dollar a pris la place du « bancor » qu'il préconisait. Mais, pour le reste, les règles mêmes de Bretton Woods ont permis de pratiquer partout les politiques recommandées par l'économiste anglais à partir de cette idée fausse que l'on peut lutter contre le chômage par l'inflation. Or, là encore, le résultat, à savoir toujours plus d'inflation pour toujours plus de chômage, a été contraire aux espoirs, et il faudra presque un demi-siècle pour se débarrasser du culte de l'idole keynésienne.

Et retrouver la « relique barbare » tant détestée par Keynes ? On en est loin puisque le métal jaune a été en quelque sorte banni du système monétaire international par la mise en flottement du dollar; et il ne joue plus aucun rôle dans la définition des monnaies. Mais on a tout de même retrouvé le chemin de certaines disciplines qui ne sont pas sans ressembler à celles qu'imposait le *Gold Standard* : pas de recours délibéré à l'inflation, liberté des mouvements de capitaux. Mais alors pourquoi ne pas revenir à l'original plutôt qu'à une mauvaise copie ?

## 9.

### L'homme qui a fait dérailler la science économique

#### *L'erreur d'Adam Smith et l'erreur sur Adam Smith*

Nous l'avons dit dès le début de ce livre : la source de beaucoup d'erreurs économiques, il faut la chercher chez les économistes eux-mêmes. Et pourquoi pas chez celui qui passe communément pour le père fondateur de la science économique?

De fait, il y a une erreur concernant Adam Smith. Elle est même double. Il y a d'abord l'erreur, lourde de conséquences, d'Adam Smith concernant le problème de la valeur. Il y a ensuite l'erreur sur Adam Smith lui-même, bien meilleur philosophe qu'économiste. Commençons par la plus facile à analyser : la seconde.

Le mythe d'Adam Smith, père fondateur, date de la publication en 1776 de sa fameuse *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, dont les premiers succès hors des frontières de l'Angleterre doivent beaucoup à l'anglomanie de l'époque. La réalité est tout autre : non seulement Smith n'a rien inventé d'essentiel qui ne fût découvert depuis Platon et Aristote et mis à jour au xvin<sup>e</sup> siècle par des auteurs tels Cantillon, Quesnay ou Condillac, mais encore a-t-il engagé la réflexion économique sur une voie pour le moins malheureuse, qui conduira à Marx et finalement au socialisme d'État. Ce qui est paradoxal de la part d'un auteur qui a la réputation d'être le premier théoricien de l'économie de marché !

Même la division du travail, dont on fait son plus grand titre de gloire, sa « découverte » la plus célèbre, se trouve déjà chez Platon. Ce premier point vaut la peine d'être montré en quelques mots.

On trouve, en effet, dans *La République* une présentation des vertus de la division du travail en des ternies extraordinairement modernes. C'est une magistrale leçon d'économie ! Platon fait dire à Socrate que la spécialisation des métiers vient de ce que « tout d'abord, la nature n'a pas fait chacun de nous semblable à chacun, mais différent d'aptitudes, et propre à telle ou telle fonction ». Dès lors, à la question de savoir « dans quel cas travaille-t-on le mieux, quand on exerce plusieurs métiers ou un seul ? », la réponse qu'impose la logique économique est : « quand on n'en exerce qu'un seul ». Du même coup, la productivité du travail augmente en quantité et en qualité. Car, « on produit toutes choses en plus grand nombre, mieux et plus facilement lorsque chacun, selon ses aptitudes et dans le temps convenable, se livre à un seul travail, étant dispensé de tous les autres ». On n'est pas loin du travail à la chaîne ! La spécialisation professionnelle se présente même dans *La République* comme un processus dynamique : « En effet, poursuit Socrate, il est vraisemblable que le laboureur ne fera pas lui-même sa charrue, s'il veut qu'elle soit bonne, ni sa bêche, ni les autres outils agricoles ; le maçon non plus ne fera pas ses outils ; or, il lui en faut beaucoup à lui aussi. Il en ira pareillement pour le tisserand et le cordonnier, n'est-ce pas ? » La cité elle-même ne pourra produire tout ce dont elle a besoin, n lui faudra importer des marchandises : « Elle aura donc besoin d'autres personnes encore, qui, d'une autre cité, lui apporteront ce qui lui manque. » Mais ces personnes ne pourront pas repartir les mains vides. Si donc la cité importe, elle devra aussi exporter. « Par suite, elle aura besoin d'un grand nombre de laboureurs et d'autres arti-

sans. Et aussi d'agents qui se chargent de l'importation et de l'exportation des diverses marchandises. » Ces agents sont des négociants. « Et si le commerce se fait par mer, il nous faudra encore une multitude de gens versés dans la navigation. » Une autre question s'impose : « Comment les hommes échangeront-ils les produits de leur travail ? » Réponse de Socrate : « Il est évident que ce sera par vente et par achat. D'où la nécessité d'avoir une agora et de la monnaie, symbole de la valeur des objets échangés » (*La République*, 370 b-371 a).

Même si l'on crédite Adam Smith d'avoir, malgré tout, mis en lumière les vertus de la division du travail à son époque, il y a aussi la question du style. Le livre le plus fameux de la littérature économique fourmille de contradictions et d'obscurités, comme s'il avait fallu fournir par avance du grain à moudre à des générations d'exégètes - qui ne s'en sont d'ailleurs pas privés.

Enfin, dans *La Richesse des nations*, les plagats sont nombreux. Par exemple, la fameuse fabrique d'épingles qui sert à illustrer les vertus de la division du travail est copiée de l'article « Épingles » de *l'Encyclopédie* de 1755. L'idée de « main invisible », qui a tant contribué à la renommée mondiale de l'Écossais, n'a pas non plus été, au sens strict du terme, inventée par Smith, s'il est vrai qu'il a eu le génie d'en trouver la formule. Encore en est-il particulièrement avare. En effet, l'expression de « main invisible » ne figure qu'une seule fois dans *La Richesse des nations*. Et ce n'est qu'au détour d'une phrase, comme par inadvertance, presque à regret, que Smith l'emploie. À vrai dire, on la trouve aussi, et toujours une seule fois, dans un ouvrage publié par l'Écossais dix-sept ans plus tôt, *La Théorie des sentiments moraux* - nous y reviendrons plus loin.

En fait, Smith retrouve une idée qui est dans l'air du temps depuis le début du xviii<sup>e</sup> siècle, exactement depuis le



scandale causé en 1714 par Mandeville avec sa *Fable des abeilles*<sup>1</sup> - à savoir que la société est tout à fait capable de se conduire toute seule et d'atteindre par elle-même le bien commun. Dans la brèche ouverte par celui que l'on a surnommé l'Homme-Diable (*Mon Devil*), s'était déjà engouffré l'Italien Ferdinand Galiani, coqueluche des salons parisiens. Dans son traité *Déliea moneia*, il nous est parlé d'une « main suprême » qui agit en sorte que « nos passions viles soient le plus souvent, en dépit de nous-mêmes, ordonnées à l'avantage de l'ensemble ». Un autre italien, Gianbattista Vico, dit à peu près la même chose dans *Science nouvelle*. L'idée sera reprise par Hegel au tournant du xvi<sup>e</sup> et du xix<sup>e</sup> siècle : les hommes, quand ils obéissent à leurs passions, ne sont en réalité, et sans le savoir, que les agents de l'Histoire.

Pour être complet sur ce sujet, il faut dire que la fable de Mandeville est la continuation d'une révolution conceptuelle commencée au xvn<sup>e</sup> siècle, fort bien décrite par l'économiste américain Albert Hirschman dans son chef-d'œuvre *Passions and Interests*<sup>2</sup>. Résumons : après les horreurs des guerres de Religion, se produit ce que l'on pourrait appeler la « démolition du héros » - une sorte d'oeuvre collective entreprise par Cervantes, Pascal, Racine, La Rochefoucauld. L'honneur à la Corneille est passé à la trappe. L'État, ne pouvant plus, pour assurer son pouvoir, compter sur la morale chevaleresque, va devoir inventer une nouvelle science de gouvernement. Il cherche d'abord à combattre les passions par d'autres passions. L'idée fait son chemin chez nombre d'auteurs. Vauvenargues, par exemple : « Les passions sont opposées aux passions, et l'on peut se servir des unes comme

contrepoids aux autres<sup>1</sup>. » Ou encore, Holbach : « Les passions sont les vrais contrepoids des passions ; ne cherchons pas à les détruire, mais tâchons de les diriger : balançons celles qui sont nuisibles par celles qui sont utiles à la société<sup>2</sup>. »

Comme l'indique ce dernier, on va faire un tri parmi les passions en sorte de trouver celles à qui serait confié le rôle de contrebattre les autres qui sont « vraiment sauvages ». Et c'est ainsi que l'on en vient à opposer les *intérêts* aux passions. Les intérêts sont des passions élevées au rôle de « dompteurs » des autres passions. Ainsi un assortiment de passions, jusqu'alors connues comme étant l'avidité, l'avarice ou l'amour du lucre, est employé pour s'opposer à d'autres passions telles que l'ambition, le goût pour le pouvoir et la passion sexuelle, considérées beaucoup plus dangereuses pour l'ordre social.

Révolution morale considérable. Au Moyen Âge, l'avarice était considérée comme le « péché mortel le plus mortel » - plus encore que le sexe. Encore au xvn<sup>e</sup> siècle, dans les nombreux traités sur les passions qui sont publiés, l'avarice est traitée de « plus grande folie humaine ». Mais une fois déguisé en intérêt, non seulement le vulgaire et méprisable appât du gain entre en compétition avec les autres passions, mais encore lui confie-t-on la tâche de les brider.

Cette prestidigitation conceptuelle étant accomplie, l'intérêt est devenu une vraie marotte, utilisée à tout bout de champ. Les actions humaines sont toutes passées au crible du nouveau critère, et expliquées par lui, même celles qui paraissent les plus éloignées du calcul égoïste. Ainsi La Rochefoucauld : « L'intérêt parle toutes sortes de langues et joue toutes sortes de personnages, même

1. Bernard Mandeville, *La Fable des abeilles, ou les vices publics font le bien public*, introduction, traduction, index et notes de Lucien et Paulette Carive, Paris, Vrin. Réédition 1985.

2. A. O. Hirschman, *Les Passions et les intérêts*, traduit de l'américain par Pierre Andler, Paris, PUF, 1980.

1. Vauvenargues, *Œuvres complètes*, Paris, Hachette, 1968, vol. 1, p. 239.

2. Baron d'Holbach, *Système de la nature*, Hildesheim, Georg Oims, 1966, fac-similé de l'édition parisienne de 1821, p. 424-425.

celui du désintéressement. » *Interest governs the world* (C'est l'intérêt qui gouverne le monde) est un proverbe usuel en Angleterre dès la fin du xvii<sup>e</sup> siècle.

La révolution conceptuelle est d'autant plus profonde que depuis l'Antiquité, on n'avait disposé que de deux catégories pour analyser les motivations humaines ; les passions et la raison. Et c'était à la raison seule que Ton demandait de calmer les passions. Mais on avait été forcé de constater que bien souvent la raison était trop faible pour tenir tête à la soif du pouvoir ou au désir sexuel, et que parfois même elle se mettait, tout simplement, à leur service ! Il en résultait une sombre perspective pour l'humanité, que reflète bien le pessimisme radical d'un Pascal. Mais, en enfonçant l'intérêt comme un coin entre passion et raison, on pouvait espérer que l'intérêt prendrait le meilleur de chacune de ces deux notions. La forme hybride d'action humaine qui en a résulté a été considérée comme exempte à la fois du caractère destructeur de la passion et de l'inefficacité de la raison. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la doctrine de l'intérêt ait été accueillie à l'époque comme un véritable message de salut. Un message toujours vivant. Encore au xx<sup>e</sup> siècle, Keynes remarquait, dans sa fameuse *Théorie générale* : « La possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. [...] Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens. » Cela n'empêche que l'on puisse avoir la nostalgie du pur héroïsme. Alors que juif allemand émigré en France, il cherchait lui-même à fuir devant l'avancée nazie fin 1940, Hirschman rapporte, non sans ironie, ce propos tenu par un passeur marseillais qui demandait un dédommagement « substantiel » pour emmener sur son bateau des réfugiés pressés de passer de l'autre côté de la Méditerranée : « Je fais cela pour sauver l'honneur de la France et assurer

mes vieux jours <sup>1</sup>. » S'il n'avait invoqué que le premier motif, il n'aurait pas été cru !

Replacée dans son contexte, la main invisible de Smith, lequel ne cachait pas paradoxalement l'horreur que lui inspirait la fable de Mandeville, est opposée implicitement à la main trop visible des Princes qui nous gouvernent, qu'ils soient d'État ou d'Église, alors que lesdits Princes prétendent encore tenir leurs pouvoirs de la même Providence.

Assurément, l'image de la « main invisible » est admirablement bien trouvée. Car, c'est bien parce qu'on ne peut la voir que la main imaginée par l'Écossais fascine ; cachée, elle peut œuvrer puissamment.

Mais pourquoi Adam Smith n'emploie-t-il qu'une seule fois la formule magique qu'il a lui-même inventée ? Y croyait-il lui-même ? On peut se le demander, car la liste des exceptions que la *Richesse des nations* oppose à la règle du marché est en effet très longue et diversifiée,

La main invisible cache donc chez Smith, si l'on peut dire, une autre main, celle d'un Prince bienveillant guidé évidemment par le tenant de la nouvelle science, l'Économiste. Et peut-être est-ce pour cette raison que la plupart des économistes célèbrent Adam Smith comme leur père fondateur. Il leur a ouvert les portes de l'appareil d'État<sup>2</sup>.

Adam Smith est certainement meilleur philosophe qu'économiste. C'est d'ailleurs ainsi qu'il se voyait lui-

1. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, traduit de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, 1983.

2. Si aujourd'hui, en France, la profession d'économiste d'entreprise est en crise, à cause sans doute de ses piètres performances en matière de prévisions, celle des conseillers princiers est toujours aussi florissante. La sanction du marché n'y a pas cours. La seule sanction est électorale. Mais les économistes ne sont pas des élus. Un indice significatif de cette impunité : le Conseil d'analyse économique, mis en place par Lionel Jospin, à ses débuts à Matignon, a survécu à la débâcle politique à laquelle a mené la gestion de l'ancien Premier ministre.

même. L'œuvre qu'il préférerait parmi ses propres livres était la *Théorie des sentiments moraux*, publiée en 1759. Pour un auteur alors âgé de trente-six ans, c'était, nous allons le voir, un coup de maître. Smith fera paraître de son vivant cinq autres éditions, apportant à chaque fois des corrections et des ajouts. La dernière sera éditée en 1790, quelques mois avant sa mort. On ne prend pas un tel soin d'une œuvre de jeunesse si on ne la considère pas comme fondamentale - et de fait elle l'est. Malheureusement le Smith de 1759 a été masqué par celui de 1776, ce qui explique pour une bonne part l'erreur que l'on commet à son propos.

La *Théorie des sentiments moraux* repose sur le postulat que « l'homme ne peut subsister qu'en société ». Or pour vivre en société, il faut certains caractères. La Nature a donc « imprimé » (ce mot est répété plusieurs fois) ces caractères dans le cœur, aujourd'hui on dirait dans les gènes de l'homme. Nul besoin donc de supposer un contrat social souscrit par on ne sait quels fondateurs dans un temps très lointain. Ce que nous avons sous les yeux suffit : la société fonctionne, il s'agit de comprendre comment.

Le premier, le principal caractère, c'est la sympathie. Le ternie ne doit pas être compris dans son sens étymologique de souffrir avec (cruv TcaOetv), mais comme la faculté que chacun a de se mettre par l'imagination au diapason des passions d'autrui, quelles qu'elles soient. Il arrive même que nous sentions pour autrui une passion qu'il semble entièrement incapable d'éprouver lui-même. Ainsi sympathisons-nous avec les morts, souffrant à leur place de la froideur du caveau et du travail de la vermine.

Mais cette sympathie peut connaître quelques dissonances. Quand les passions d'autrui sont en accord avec les émotions sympathiques du spectateur, elles apparaissent « convenables ». Dans le cas contraire, elles lui

paraissent « injustes, inconvenantes et inadéquates aux causes qui les ont excitées ». De toute façon, les émotions du spectateur risquent de « rester en deçà » de ce qui est ressenti par celui qui souffre ou qui jouit. Aussi bien la personne concernée doit-elle affaiblir sa passion jusqu'à cette hauteur à partir de laquelle le ou les spectateurs deviennent capables de l'accompagner dans sa souffrance ou dans sa joie. « Elle doit assourdir la stridence de son ton naturel pour réduire sa passion jusqu'à l'harmoniser et à l'accorder avec les émotions de ceux qui l'entourent », écrit Smith d'une plume heureuse. Ainsi tandis que le spectateur se met à la place de la personne concernée, celle-ci à son tour prend la place du spectateur. Smith encore : « Et comme la passion réfléchie que cette personne conçoit de cette manière est bien plus faible que la passion originelle, cela réduit nécessairement la violence de ce qu'elle ressentait avant [...] de considérer sa situation avec ce point de vue droit et impartial, » De ce jeu de miroirs qui se réfléchissent eux-mêmes naît ainsi le personnage du spectateur impartial qui s'empare de notre conscience pour faire de chacun de nous des êtres sociaux.

L'ambition que Smith manifeste dans cet ouvrage est considérable : il s'agit ni plus ni moins de bâtir une théorie capable d'englober tout ce qui a été écrit sur le même sujet depuis l'Antiquité. Il est certain que l'acteur social qui apparaît ici est beaucoup plus complexe et subtil que *Y Homo œconomicus*, cet être uniquement mû par son intérêt, que l'on croira pouvoir définir plus tard à partir des théories économiques de l'Écossais.

À la veille de disparaître, Smith a brûlé l'essentiel de ses manuscrits. Un livre surprenant, *VEssai sur la nature de l'imitation dans les arts imitatifs*<sup>1</sup>, a survécu au désastre.

1. Publié dans *L'Imitation dans les arts et autres textes d'Adam Smith*, préface de Didier Deleule, traduit de l'anglais par Pierre-Louis Autin, Ian Ellis, Mikaël Garandeau et Patrick Thierry, postface de Michel Noiray, Paris, Vrin, coll. «Essais esthétiques», 1997.

L'Écossais y démontre une étonnante dextérité dans le domaine esthétique. Il opère en quelques lignes le retournement d'un principe fondamental de la réflexion sur les beaux-arts au xviii<sup>e</sup> siècle. En effet, le concept d'imitation, après avoir servi pendant un demi-siècle de soubassement à une théorie générale des arts, se voit ici remis en question d'une manière magistrale. H vaut la peine d'en dire quelques mots, car nous sommes ici aux antipodes des réflexions de *La Richesse* sur certaines catégories de travail qualifiées par lui, nous allons le voir, d'« improductives ».

Le plaisir esthétique, constate Adam Smith, survient du fait que l'art imitatif « surmonte la disparité que la nature a placée entre l'objet qui imite et l'objet imité ». Aussi bien l'imitation parfaite, la reproduction pure et simple n'auraient pas de valeur artistique. Smith encore : « Les fruits et les fleurs artificiels imitent parfois si exactement les objets naturels qu'ils nous trompent fréquemment. Cependant on s'en lasse rapidement. [...] En revanche on ne se lasse pas d'une bonne peinture de fruits ou de fleurs. » Les œuvres des grands maîtres « ne tirent jamais leur effet d'une illusion ». L'art véritable se passe des artifices du trompe-l'œil. Et le plaisir qu'il donne « se fonde tout à la fois sur notre émerveillement de voir qu'un objet d'une certaine sorte en représente si bien un autre d'une sorte toute différente, et sur notre admiration pour un art qui surmonte si heureusement cette disparité que la nature a établie entre eux ». Bref le plaisir esthétique « loin d'être l'effet d'une illusion est incompatible avec celle-ci ».

Smith pousse le paradoxe de l'imitation jusqu'à sa limite, en évoquant la musique, qui n'imité rien. Plus précisément, la musique instrumentale. Car la musique vocale appartient encore pour lui au domaine de l'imitation. Dans la musique instrumentale, donc, l'écart entre l'objet imitant et l'objet imité est maximal : « Il n'y a pas

dans la nature deux choses plus parfaitement disparates que les sons et les sentiments. » Et c'est bien pourquoi cette disparité, quand elle est vaincue, procure des plaisirs fort élevés. Par son truchement, nous sommes à nous-mêmes notre propre miroir. Dans des pages sans doute inspirées du *De musica* de saint Augustin, Smith trace des parallèles féconds entre le mouvement et la mesure de la musique pure et l'ordre et la méthode du discours de la pensée.

L'étonnement du lecteur familier de *La Richesse des nations*, habitué à voir dans son auteur le père fondateur de la science économique, est d'autant plus grand que Smith révèle dans *VEssai sur la nature de l'imitation dans les arts imitatifs* un style éblouissant. Du même coup, et c'est la raison de notre insistance à parler de cet essai, l'ensemble de l'œuvre prend une autre « couleur », s'organise autrement sous nos yeux. Entre *Vhomo ethicus* que décrivait la *Théorie des sentiments moraux* (1759), et *Vhomo cestheticus* dont Smith cherchait à faire la théorie jusqu'à sa mort (1790), *Vhomo æconomicus* de *La Richesse* (1776) ne serait qu'une étape presque secondaire dans le cheminement de l'Écossais. Dans les deux œuvres qui encadrent *La Richesse*, le travail ne peut pas suffire à fonder la valeur.

Venons-en maintenant à l'erreur propre à Smith. Pour l'analyser, commençons par la façon qu'il a de considérer seulement le « travail productif », excluant du même coup la catégorie de travail qualifié par lui d'« improductif » du champ de l'analyse économique. Ce *distinguo* traîne encore aujourd'hui dans les esprits qui imaginent que l'économie ne traite que des affaires matérielles, que les économistes sont des matérialistes. Expliquons : selon Adam Smith, pour que le travail soit productif, il faut que ce soit un travail sur la matière. Par conséquent, l'Écossais considère comme improductif le

travail immatériel, ce qu'on appelle aujourd'hui les services, ou le secteur tertiaire, d'où les pays industrialisés tirent plus de la moitié de leurs richesses. Improductif, il ne produirait aucune valeur parce qu'il ne se fixe pas ou ne s'incarne pas dans une œuvre tangible. Smith, ici, a recueilli cette part de l'héritage empoisonné d'Aristote qui véhicule l'idée de la stérilité du commerce - un comble pour T«inventeur» de la division du travail! Ainsi, l'Écossais classait-il dans la catégorie des travailleurs «improductifs» non seulement les domestiques, mais « quelques-uns des ordres les plus respectables de la société », tels que le souverain, les officiers tant de justice que de guerre, toute l'armée et la marine, les gens d'Église, les gens de loi, les médecins, les comédiens et les bouffons, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, etc. Leur travail, écrivait-il, « ne produit aucune valeur ». Leur ouvrage, croyait-il expliquer, « périt à l'instant même de sa production<sup>1</sup> ». Aujourd'hui encore, du fait d'une telle conception de ce qui est productif, le travail à la maison, le ménage, le bricolage, l'éducation et les soins apportés aux enfants ou aux animaux domestiques, tout ce labeur, souvent fort pénible, est considéré comme improductif. Du moins n'est-il pas intégré dans le calcul de la richesse nationale, le fameux PNB.

À partir de cette catégorie du « travail productif », Adam Smith va mettre en piste la calamiteuse théorie de la valeur travail, qui sera reprise par Ricardo, puis par Marx<sup>2</sup>.

Tout l'effort intellectuel de plusieurs générations de penseurs, qui avait abouti à permettre à l'abbé de Condillac, déjà nommé, de fonder la valeur sur le sujet, était d'un seul coup abandonné. Le plus étrange est que l'unique livre de Condillac consacré à l'économie, *Le Commerce et le gouvernement*<sup>3</sup> publié exactement la même

année que *La Richesse des nations*, est tombé dans les oubliettes de l'Histoire - par exemple, *VEncyclopaedia universaïs* ne le mentionne même pas - alors qu'il est non seulement plus clair, mieux écrit - un vrai régal - et mieux construit, mais qu'en outre la théorie qu'il défend est beaucoup plus opérationnelle que celle de la valeur travail de Smith. Elle est d'ailleurs aujourd'hui retenue par la plupart des économistes contemporains. Peut-être Jean-Baptiste Say, qui a été au début du xix<sup>e</sup> siècle le chef de l'école française, est-il en grande partie responsable de cette injustice. Ayant passé une partie de sa jeunesse en Angleterre, il nourrissait une grande admiration pour l'œuvre de Smith et prétendait, à son retour en France, en être le continuateur voire le traducteur, ou le vulgarisateur, en termes moins incohérents et plus accessibles au public éclairé. Il a donc eu tendance à ignorer, et même à mépriser, ses prédécesseurs français, Cantillon, Turgot, Quesnay, Condillac, alors qu'il était intellectuellement beaucoup plus proche d'eux que de Smith, puisqu'il reprend leur théorie de la valeur.

Pour en savoir plus sur ce point, revenons à Condillac. Pour l'abbé, la valeur est un phénomène doublement subjectif : l'utilité répond aux besoins du sujet, et elle ne devient valeur, que par une estimation subjective. Quant à l'échange, il permet de passer de la valeur aux prix.

Ce moment élémentaire de la vie économique était resté un objet mystérieux en raison des fausses pistes, on le sait, qu'avait ouvertes Aristote et qu'avait suivies Thomas d'Aquin. « Il est faux, remarque Condillac, que dans les échanges on donne valeur égale pour valeur égale. » Bien au contraire : « Chacun des contractants en donne toujours une moindre pour une plus grande. » L'inégalité des valeurs subjectives est le moteur de l'échange. Et cet échange, s'il est librement consenti, améliore forcément le bien-être des deux parties, sinon il ne se produirait pas.

1. *La Richesse des nations*, livre II, chapitre 3.

2. Cf. chapitres 10 et 11.

Cette source d'enrichissement que les physiocrates, en ce même xviii<sup>e</sup> siècle, cherchaient dans le travail de la terre, Condillac la trouve dans l'échange le plus simple. Le seul déplacement d'un objet de la personne A à la personne B augmente le bien-être de l'ensemble des deux personnes si B accorde plus de valeur que A à cet objet. Et c'est bien ainsi que se définit, encore chez les économistes du xxi<sup>e</sup> siècle, l'efficacité économique. L'échange profite aux deux parties parce qu'il est libre. La plus petite contrainte exercée sur l'une ou l'autre aboutirait à un moindre bien-être. La liberté est donc justifiée par l'efficacité économique et non par des considérations philosophiques, morales ou religieuses.

L'échange a une autre fonction : faire apparaître des prix. Il permet donc de mesurer, par des valeurs constatables par tout un chacun, les préférences des uns et des autres.

Adam Smith tourne le dos à la théorie subjective de la valeur. Son objectif est de trouver le « prix véritable » des choses. Cette notion figure dans le titre du chapitre 5 du premier livre de *La Richesse*. Voilà ce que l'on peut y lire d'entrée de jeu :

Tout homme est riche ou pauvre selon l'étendue des nécessités, des commodités et des agréments de la vie humaine dont il peut jouir. Mais une fois la division du travail entièrement introduite, il n'en est que fort peu dont son propre travail puisse le pourvoir. Il lui faut tirer du travail d'autrui la partie de loin la plus grande, et il sera riche ou pauvre selon la quantité de ce travail qu'il peut commander, ou qu'il a les moyens d'acheter. Par conséquent, la valeur d'une denrée, pour la personne qui la possède et qui entend ne pas elle-même l'utiliser ou la consommer, mais l'échanger contre d'autres denrées, est égale à la quantité de travail qu'elle lui permet d'acheter ou de commander. Le travail est donc la véritable mesure échangeable de toutes les denrées<sup>1</sup>.

1. Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduit de l'anglais par Paulette Taieb, Paris, PUF, 1996, p. 33.

Assurément, Smith reconnaît qu'« il est souvent difficile d'établir la proportion entre deux quantités différentes de travail », que « les degrés différents de difficulté endurée et d'ingéniosité déployée doivent également entrer en ligne de compte<sup>1</sup> », que l'argent étant devenu l'instrument commun du commerce, « la valeur échangeable de toute denrée est plus souvent estimée par la quantité d'argent que par la quantité soit de travail soit de toute autre denrée que l'on peut obtenir en échange<sup>2</sup> ». Il va jusqu'à admettre (livre I, chapitre 6) :

Si une espèce de travail exige un degré peu commun d'habileté et d'ingéniosité, l'estime que les hommes ont pour de tels talents donnera naturellement une valeur à leur produit supérieure à celle qui serait imputable au temps employé à son égard.

Le mot important - et fatal pour la démonstration - est le mot *estime*, car il fait appel à la théorie subjective de la valeur. Mais Adam Smith referme bien vite cette porte à peine entrouverte, affirmant que « le travail seul ne variant jamais dans sa propre valeur, est seul l'étalon ultime et véritable par lequel on peut en tout temps et en tous lieux estimer la valeur de toutes les denrées [...]. Il est leur prix véritable; l'argent n'est que leur prix nominal<sup>3</sup> ». Plus loin, il répète : « Le travail est donc, à l'évidence, la seule mesure universelle autant qu'exacte de la valeur, ou le seul étalon par lequel comparer les valeurs des différentes denrées en tout temps et en tous lieux. La valeur relative des biens dans l'échange est fonction de la quantité relative de travail qu'ils incorporent : dès lors, un bien a d'autant plus de valeur relativement à d'autres qu'il contient une quantité de travail plus élevée que les autres

1. *ibid.*, p. 34.

2. *Ibid.*, p. 35.

3. *Ibid.*, p. 36.

biens. Au chapitre 6 du livre I, Smith en donne l'exemple suivant :

Si dans une nation de chasseurs, par exemple, il coûte habituellement deux fois plus de travail pour tuer un castor que pour tuer un cerf, un castor devrait naturellement s'échanger contre deux cerfs ou valoir deux cerfs. Il est naturel que ce qui est habituellement le produit de deux jours ou de deux heures de travail vaille le double de ce qui est habituellement le produit d'un jour ou d'une heure de travail<sup>1</sup>.

Ce passage montre bien, aux dépens de son auteur, à quelles étrangetés peut conduire une application pure et simple de la théorie de la valeur travail. Rien n'est dit ici de la valeur respective pour l'utilisateur final de ces deux types de gibier en nourriture et en peau.

Il y aura des raffinements à la théorie, qui compléteront la présentation de Smith. Car ce dernier nous a laissés devant une sorte de *terminus ad quem*, au-delà duquel il n'y a plus rien à voir. Et le lecteur de la *Richesse* qui chercherait à comprendre pourquoi la « propre valeur » du travail ne varie jamais serait bien en peine d'en trouver la moindre démonstration dans les pages suivantes, plutôt brouillonnes, du même chapitre 5. L'essentiel pour Smith est de trouver un môle où accrocher son esquif. Condillac avait emmené les économistes sur la haute mer inconfortable, chahutée, ouverte à tous les vents, à toutes les tempêtes, d'une relativité généralisée de toutes les valeurs. Les voici ramenés par l'Écossais à l'abri apparemment douillet du port des valeurs étalonnées. Mais s'ils sont curieux, ils auront quelques difficultés à le suivre. Car, à la fin du chapitre 4 du même livre I, Adam Smith avait correctement posé ce qu'on appelle « le paradoxe de la valeur » :

1. *Ibid.*, p. 53.

Rien n'est plus utile que l'eau. Mais l'eau n'achète presque rien; on ne peut presque rien obtenir en échange. Au contraire, un diamant n'a presque aucune valeur d'usage, mais on peut souvent obtenir en échange une très grande quantité d'autres marchandises<sup>1</sup>.

Cet ancien paradoxe, redevenu à la mode dans les salons littéraires du xvm<sup>e</sup> siècle, la théorie subjective de la valeur permet de le résoudre aisément. Avec son étalon travail, Smith est incapable de lui donner une réponse. Et il ne s'y essaie même pas. Mais quelle prise il donne à tous ceux qui vont vouloir se faire les contempteurs de la nouvelle science. Voyez, diront-ils bientôt, même les « économistes bourgeois » reconnaissent que le travail est le seul étalon possible des valeurs. Marx s'engouffrera dans cette brèche et bâtira tout son système, son *Capital*, sur la valeur travail<sup>2</sup>.

L'étrange héritage d'Adam Smith, ce n'est pas seulement le marxisme qu'il a enfanté, mais aussi d'avoir engagé plusieurs générations d'économistes à suivre l'exemple des sciences physiques, qui paraissent, du moins à cette époque, fondées sur un étalon de mesure invariable comme le mètre. Il en sortira le modèle hélas fameux de la concurrence pure et parfaite, dont nous analyserons les ravages<sup>3</sup>. Le plus surprenant, en effet, est qu'il conduit immanquablement à la recherche d'une solution dans des interventions multipliées de l'État, voire dans une planification centralisée, avec tous leurs inconvénients. À suivre.

1. *Ibid.*, p. 31.

2. Cf. chapitre 11.

3. Cf. chapitre 13.

10.

Ricardo découvre « scientifiquement » la  
lutte des classes

*... ou comment partager un gâteau sans le produire*

Cette idée que l'on peut partager un gâteau sans se préoccuper de la manière dont il a été fabriqué, sans même s'interroger sur les incidences éventuelles de ce partage sur sa production, est fort répandue. Et elle a miné nombre d'expériences gouvernementales de droite ou de gauche. Le bon sens indiquerait pourtant qu'il vaut mieux mettre la charrue derrière les bœufs, et que l'on ne peut distribuer qu'après avoir produit, et seulement ce qu'on a produit. Mais non ! Il faut absolument que la distribution prenne le pas sur la production, comme si cette dernière était une manne tombée du ciel qu'il ne s'agirait plus que de répartir. Comme n'est satisfaisant aucun critère de distribution (ethnique, religieux, moral, éthique, politique, économique, social, sexuel), il en résulte un mécontentement social permanent qui dégénère trop souvent en foire d'empoigne où, comme on peut s'y attendre, ce ne sont pas les plus démunis qui l'emportent. D'où vient que le simple bon sens fasse tellement défaut dans un domaine aussi essentiel pour la bonne marche de notre société ?

Là encore un économiste pourrait bien être à l'origine de l'erreur de conception qui préside au partage social. Et cet économiste serait l'un des plus grands, qui a, encore aujourd'hui, une immense renommée. Si Adam Smith passe pour le père de l'économie politique, Ricardo est



son très saint fils, sans que Ton puisse définir qui serait le troisième personnage de cette trinité : peut-être James MOI, le père de Stuart MOI, qui fut aussi le mentor de Ricardo...

Le renom de Ricardo pourrait être encore plus grand si l'on prenait conscience que c'est lui, et non pas Marx, qui a inventé la lutte des classes, qui en a apporté, pour reprendre le langage marxiste, la « preuve scientifique ». Autrement dit, entre Adam Smith et le prophète du communisme, il y a le chaînon ricardien, sans lequel la jonction entre économie classique et économie marxiste n'eût sans doute pu se faire.

David Ricardo est né le 19 avril 1772 dans une riche famille juive hispano-portugaise qui s'était établie en Hollande, puis en Angleterre, après avoir été expulsée d'Espagne à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Le père de Ricardo s'était installé à Londres où il avait fait fortune dans le courtage des valeurs. Il eut dix-sept enfants, David était le troisième. Dès l'âge de quatorze ans, celui-ci commença sa carrière dans la maison de courtage paternelle. Les obligations gouvernementales constituaient à cette époque l'essentiel des échanges boursiers. À vingt et un ans, David épousa une quakeresse, ce qui lui valut d'être déshérité par sa famille. Il devint lui-même un quaker confirmé<sup>1</sup>. S'étant établi à son compte, comme courtier, il amassa tellement d'argent dans le négoce des obligations qu'à l'âge de quarante ans, il put se retirer à la campagne pour en jouir. Qu'un économiste gagne de l'argent à la Bourse, c'est assez rare pour que cela mérite d'être signalé. Encore que Ricardo soit devenu économiste *après* avoir amassé sa fortune. C'est en effet dans sa retraite campagnarde qu'il se lança dans la rédaction de

1. Secte religieuse fondée au xviii<sup>e</sup> siècle, les quakers disent recevoir directement l'inspiration du Saint-Esprit. Ils n'admettent aucun sacrement, ne prêtent pas serment en justice, refusent de porter les armes et ne reconnaissent aucune hiérarchie.

ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, un ouvrage qui eut suffisamment de succès pour être traduit en français dès l'année suivante. Membre du Parlement en 1819, il milita pour le libre-échange, notamment dans le commerce des céréales.

Lecteur passionné, comme Jean-Baptiste Say, de *La Richesse des nations*, et comme lui agacé par les incohérences et les obscurités de Smith, il voulut à son tour mettre de l'ordre dans la science économique en train de naître. Dès les premières pages des *Principes*, on le sent à la fois obsédé par son illustre prédécesseur et désireux d'en découdre avec lui. À chaque fois qu'il le peut, 0 dénonce ses contradictions. Le résultat, malheureusement, n'est pas à la hauteur de ce que l'auteur laissait espérer : ce qu'il y a de pire chez Smith est magnifié dans un style encore plus alambiqué par Ricardo, notre lecteur va s'en apercevoir bientôt quand nous lui présenterons quelques-uns de ses textes. Ricardo est peut-être le plus mauvais écrivain - et il y en a beaucoup qui se disputent le titre - de la littérature économique. Cela ne l'a pas empêché de remporter un immense et durable succès. Quatre décennies après *La Richesse*, il donnait l'impression de renouveler le coup de génie de son maître à penser. Pendant trente ans au moins, l'élite intellectuelle s'occupa de diffuser sa pensée, parfois sous des formes inattendues. Déjà, en 1816, avant la publication des *Principes*, une Mrs. Marcet exposait les éléments de la nouvelle science dans ses *Conversations* avec une jeune fille de la «high society», prénommée Caroline. En 1832, une demoiselle, Miss Harriett Martineau, professe la théorie ricardienne sous forme de contes et on suggère bientôt de l'enseigner à la *nursery*. Les épigones de Ricardo sont légion parmi les économistes : Mac Culloch, Robert Torrens, Mac Leod en Angleterre, Pellegrino Rossi, Michel Chevalier, Adolphe Blanqui, Joseph Garnier en France, von Thûnen en Allemagne.

Contrairement à Smith qui avait placé la « richesse » au centre de ses préoccupations et... du titre de son livre d'économie, Ricardo s'intéresse surtout, et bientôt uniquement, à la distribution des revenus. Pourquoi? Il s'en explique dans une lettre à Malthus en date du 9 octobre 1820 : « L'économie est, selon vous, une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité des richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour, je suis plus convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science \*. » Ainsi de l'enseignement de Smith, il a tiré la conclusion que la quantité de richesses ne pouvait faire l'objet d'une science exacte. Car lui aussi a pour modèle la science physique. Très tôt il s'est intéressé aux sciences naturelles, aux mathématiques, à la chimie, à la minéralogie et à la géologie. À l'âge de trente ans, il s'est inscrit à la Geological Society peu après sa fondation<sup>2</sup>. Que son modèle soit bien celui des sciences physiques apparaît d'ailleurs dans sa critique, déjà évoquée, des lois sur les pauvres : « Les lois de la gravitation ne sont pas plus certaines que ne l'est la tendance qu'auraient de pareilles lois à changer la richesse et la puissance en misère et en faiblesse, en faisant renoncer l'homme à tout travail qui n'aurait pas pour unique but celui de se procurer des subsistances<sup>3</sup>. »

1. Ce n'est pas un hasard si Keynes cite cette lettre de Ricardo à Malthus dans sa *Théorie générale...* Cf. chapitre 16.

2. Murray Rothbard, *Classical Economies. An Austrian Perspective on the History of Economic Thought*, op. cit., p. 91.

3. David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, nouvelle introduction de Pierre Dockès, traduction de P. Constancio et A. Fonteyraud, Paris, Flammarion, coll. «Champs», 1977, p. 93.

Abandonnant donc la question de la production, Ricardo prétend que, grâce à la théorie de la valeur travail, tirée du même Smith, la distribution, quant à elle, peut être analysée d'une manière authentiquement scientifique. Ainsi en mettant uniquement l'accent sur la distribution, Ricardo considère la production comme une donnée qui ne relèverait pas de la réflexion économique. C'est dire que l'économie politique anglaise abandonne - un abandon qui va durer un siècle - toute réflexion sur les causes de variation du volume de la production, sur les raisons de son éventuelle croissance. Ce que l'on appelle l'économie politique classique est une théorie de la répartition, incapable de générer une théorie de la croissance. Là encore, l'héritage sera lourd à porter.

Voyons maintenant la démonstration de Ricardo.

L'auteur des *Principes* admet d'abord que la théorie smithienne n'est applicable qu'aux biens reproductibles. La valeur des biens non reproductibles relève d'une autre logique :

Il y a des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté. Nul travail ne pouvant en augmenter la quantité, leur valeur ne peut baisser par suite d'une plus grande abondance. Tels sont les tableaux précieux, les statues, les livres et les médailles rares, les vins d'une qualité exquise, qu'on ne peut tirer que de certains terroirs très peu étendus, et dont par conséquent il n'y a qu'une quantité très bornée, enfin une foule d'autres objets de même nature, dont la valeur est entièrement indépendante de la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production première. Cette valeur dépend uniquement de la fortune, des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets.

Ils ne forment cependant qu'une très petite partie des marchandises qu'on échange journallement. Le plus grand nombre des objets que l'on désire posséder étant le fruit de l'industrie, on peut les multiplier, non seulement dans un pays, mais dans plusieurs, à un degré auquel il est presque

impossible d'assigner des bornes, toutes les fois qu'on voudra y consacrer l'industrie nécessaire pour les créer.

Quand donc nous parlons des marchandises, de leur valeur échangeable, et des principes qui règlent les prix relatifs, nous n'avons en vue que celles de ces marchandises dont la quantité peut s'accroître par l'industrie de l'homme, dont la production est encouragée par la concurrence, et n'est contrariée par aucune entrave<sup>1</sup>.

Résumons : la valeur du travail ne pouvant expliquer le prix atteint par un tableau de Raphaël, ni celui d'aucune œuvre d'art, on exclut du champ de l'analyse économique, pour sauver la théorie smithienne, tous les biens «non reproductibles» - un handicap que les économistes vont traîner jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, notamment en économie de l'art, sujet inabordable par un économiste patenté et laissé aux sociologues<sup>2</sup>. Après le « travail improductif » chassé du champ économique par Adam Smith, voici maintenant qu'en est exclu tout ce qui ne relève pas de la reproduction industrielle. Le domaine de l'économiste se réduit de plus en plus. Appauvrissement dont on ne viendra à bout qu'à partir du milieu du xx<sup>e</sup> siècle. La théorie subjective de la valeur de l'École française, si bien représentée par Condillac, n'obligeait évidemment pas à de telles exclusions, mais l'économie politique anglaise lui tourne le dos une fois encore avec Ricardo. Et cette économie, c'est celle qui est pensée au centre du monde, c'est-à-dire à Londres après la bataille de Waterloo. Elle va donc dominer la planète. Si l'on avait distribué des prix Nobel de sciences économiques à cette époque, en très grande majorité ils eussent été anglais.

Bien évidemment, Ricardo se heurte aux mêmes difficultés que Smith pour l'évaluation des différentes qualités

1. *Ibid.*, p. 26.

2. C'est en effet une sociologue, Raymonde Moulin, qui, la première en France, a étudié le marché de l'art.

du travail. Il saute l'obstacle en supposant que toutes ces différences peuvent être prises en compte en pondérant les heures de travail. L'heure d'un ingénieur sera ainsi comptée comme valant plusieurs heures d'un ouvrier non qualifié. On peut donc ramener les différentes sortes de travaux spécialisés et non spécialisés à une unité homogène, définie comme le « travail ordinaire ». Si une marchandise requiert deux fois plus de travail « ordinaire » qu'une autre, sa valeur est double. On n'insistera pas sur les difficultés théoriques et pratiques d'une telle mesure. L'essentiel, pour Ricardo, est de pouvoir traiter le travail comme une valeur homogène pour sauver la théorie de la valeur travail.

Ricardo essaie aussi de répondre à une question qui vient immanquablement à l'esprit : comment peut-on prétendre qu'une marchandise incorpore seulement du travail ? À vrai dire, cette question en elle-même n'est pas très gênante, car il est du sens commun que même si une machine participe à la production d'une marchandise, cette machine elle-même a été fabriquée avec du travail humain. C'est du « travail cristallisé », comme on dira bientôt dans la langue de Marx.

Il y a tout de même un problème, que soulève Ricardo avec acuité : la valeur des marchandises n'est pas réglée uniquement par la quantité de travail qu'elles incorporent, mais aussi par la « longueur du temps qui doit s'écouler avant qu'elles puissent être portées sur le marché ». Ricardo éclaircit le problème en distinguant dans le capital deux éléments : une part est destinée à « subvenir aux besoins du travail » - ce sont les salaires ; une autre est « investie en outils, machines et bâtiments », ce que nous appelons, nous, le capital. Et ces deux parties ont une *durée d'utilisation inégale*, variant en fonction de très nombreux paramètres. Selon les techniques en vigueur, le processus de production de telle marchandise emploie

plus de main-d'œuvre ou plus de machine, quand bien même cette machine serait du « travail cristallisé ». D'une usine à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, la proportion de la main-d'œuvre et des machines dans le travail accompli varie. On est alors obligé d'admettre que les valeurs d'échange ne sont pas strictement proportionnelles aux heures de travail effectuées par les ouvriers en chair et en os au moment de la fabrication. Pour le dire autrement, la valeur d'une pièce de tissu n'a pas la même composition en capital et en travail que celle d'un avion supersonique. L'industrie textile est une industrie de main-d'œuvre où les capitaux ont (ou plutôt avaient, car elle aussi s'est transformée) beaucoup moins d'importance que dans l'aéronautique. Ricardo reconnaissait ces faits, et l'on peut se demander comment, dans ces conditions, il pouvait maintenir sa théorie de la valeur travail<sup>1</sup>. Le fait est qu'il la maintenait. Encore une fois, l'enjeu était de faire œuvre scientifique, et, pour Ricardo, cela passait par la théorie de la valeur travail.

Une fois délimité le champ des biens économiques analysables, Ricardo met en scène trois « classes » d'agents économiques : les propriétaires, les capitalistes et les travailleurs, sans nous dire à aucun moment comment et pourquoi chacun de ces trois ensembles serait constitué d'éléments suffisamment homogènes pour former une classe. Puis il pose une sorte de système d'équations :

Produit total = Revenu total = Rente + Profits + Salaires.

Ce sont ce qu'on appelle des équations de définition, qui ne font qu'exprimer sous une forme mathématique les définitions des termes que l'on emploie. Le produit total est égal au revenu total parce que l'on suppose que tous

1. Nous verrons au prochain chapitre que Marx s'est lui aussi attaqué à ce problème, qu'il nomme le problème de la composition organique du capital, et qu'il ne s'en est jamais sorti.

les revenus des individus viennent et ne peuvent venir que de leur contribution à la production. Ces revenus ont trois formes : il n'existe, pour Ricardo, que trois manières de gagner de l'argent : soit on le gagne en louant sa terre, c'est la rente du propriétaire foncier ; soit en faisant travailler son capital dans une entreprise, sous forme d'actions ou sous forme de prêts, c'est le profit du capitaliste ; soit en louant sa force de travail dans l'agriculture, l'artisanat, l'industrie, c'est le salaire.

Malheureusement pour Ricardo, cinq inconnues pour deux équations, c'est quatre inconnues de trop. L'auteur des *Principes* a commencé, nous venons de le dire, par poser le produit total comme une donnée. Comme le revenu total est égal au produit total, cela lui fait deux inconnues de moins. Voyons les trois autres.

Le travail est une marchandise reproductible comme une autre. Le salaire, qui est le prix du travail, obéit donc à la loi de la valeur. C'est dire qu'il est égal au travail nécessaire à la « production » du travailleur, autrement dit à sa subsistance et à celle de sa famille. Dans le langage de Ricardo, cela s'écrit :

Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. Les ressources qu'a l'ouvrier pour subvenir à son entretien et à celui de sa famille nécessaires pour maintenir le nombre des travailleurs, ne tiennent pas à la quantité d'argent qu'il reçoit pour son salaire, mais à la quantité de subsistances et d'autres objets nécessaires ou utiles dont l'habitude lui a fait un besoin et qu'il peut acheter avec l'argent de ses gages. Le prix naturel du travail dépend donc du prix des subsistances et de celui des choses nécessaires ou utiles à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille<sup>1</sup>.

1. Ricardo, *op. cit.*, p. 81.

Dans la suite du raisonnement, pour simplifier, Ricardo ne retiendra que le prix du blé comme indice unique de la valeur des subsistances nécessaires à la perpétuation de l'« espèce ouvrière ». À son époque (début xix<sup>e</sup> siècle), ce n'est pas absurde, étant donné la part du pain dans la nourriture. Du coup, la variable salaire est mise en corrélation avec la variable prix du blé. Une inconnue est remplacée par une autre. Mais cette nouvelle inconnue est plus facile à traiter, plus maniable. Le produit « blé » est moins hétérogène que le produit « travail », et se soumet de manière plus évidente aux lois de l'offre et de la demande. Et surtout, il peut être mis en relation avec la rente foncière, puisqu'il s'agit d'un produit emblématique de l'activité agricole, du moins en ce temps-là. Or, pour la rente foncière, par abrégé la rente, Ricardo a établi toute une théorie, qui a beaucoup fait pour la célébrité de notre auteur.

Pour Ricardo, en effet, la rente ne correspond pas à une création de richesses comme chez ses prédécesseurs, mais à un transfert de valeurs. Démonstration :

Les terres ne sont pas toutes d'une égale fertilité. Aussi commence-t-on par cultiver les plus fertiles. Puis, à mesure que la population progresse, on est obligé de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles. L'exploitation de ces terres de moins en moins fertiles oblige à employer de plus en plus de capital et de main-d'œuvre. Le coût de production du blé augmente. Or sur un marché quel qu'il soit, le prix qui s'établit par le jeu de l'offre et de la demande ne peut qu'être unique. Pour que la terre la moins fertile puisse être mise en culture, le prix doit être au moins égal au coût de production du blé sur cette terre. Autrement dit, le prix unique du blé, qui sera au moins égal au coût de production de la terre la moins fertile, sera forcément supérieur aux coûts de production du blé sur les autres terres. Les propriétaires de ces terres vont donc profiter de la différence entre le prix du blé et leurs coûts de production. Ces différences sont des rentes

dues à leur localisation. Les rentes ricardiennes ne sont pas autre chose que des rentes de situation. « La rente, écrit-il, est une création de valeur, non une création de richesse. » Les propriétaires de terres fertiles ne font que profiter de leur situation. Ce qui fait qu'ils touchent une rente provient de ce que l'on est obligé de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles.

Sans doute serait-il possible de rechercher une augmentation de la production par des méthodes intensives plutôt qu'extensives, c'est-à-dire en consacrant davantage de capitaux et de travail aux terres fertiles déjà exploitées, afin de leur faire rendre davantage, plutôt que de mettre en culture des terres moins fécondes. Mais Ricardo estime qu'on ne saurait attendre un grand avantage d'une telle méthode, qui se heurterait bientôt à la loi des rendements décroissants, déjà mise en évidence par Turgot<sup>1</sup>. Donc force est de recourir à des terres de plus en plus ingrates à cultiver.

Ricardo poursuit son raisonnement : le prix du marché étant égal au coût de production sur la terre la moins fertile,

1. C'est ce qu'on appelle la loi des rendements non proportionnels : toute activité humaine passe par une phase de coûts décroissants puis croissants, ou, ce qui revient au même, de rendements décroissants puis croissants. Turgot a le premier exprimé cette loi, qu'il applique à une exploitation agricole :

« La semence jetée sur une terre naturellement fertile, mais sans aucune préparation, serait une mauvaise avance presque entièrement perdue. Si l'on y joint un seul labour, le produit sera plus fort; un deuxième et un troisième labour pourront peut-être, non pas doubler et tripler, mais quadrupler et décupler le produit qui augmentera ainsi dans une proportion beaucoup plus grande que les avances, et cela jusqu'à un certain point, où le produit sera le plus grand qu'il soit possible de comparer aux avances. Passé ce point, si on augmente encore les avances, les produits augmenteront encore, mais moins et toujours de moins en moins jusqu'à ce que la terre étant complètement épuisée, et l'art n'y pouvant rien ajouter, un surcroît d'avances n'ajouterait absolument rien au produit. » Dans *Observations sur le mémoire de Saint-Péravy*. On aura reconnu, dans le texte de Turgot, le jeu conjoint d'un facteur fixe (la terre) et de facteurs variables (labour, avances), et deux phases, l'une de rendements croissants et de coûts décroissants, l'autre de rendements décroissants et de coûts croissants.

il ne reste plus rien pour payer la rente sur cette terre. La rente de cette terre est donc égale à zéro. « Le dernier capital employé, écrit-il, ne donne pas de rente. » Et plus loin :

La valeur du blé se règle d'après la quantité de travail employée à le produire sur les dernières qualités de terrain ou d'après cette portion de capital qui ne paie pas de rente. Le blé ne renchérit pas parce qu'on paie une rente ; mais c'est au contraire parce que le blé est cher que l'on paie une rente.

Autrement dit, la rente n'est pas un élément constitutif du prix. Elle n'est pour rien dans sa formation.

Sur la terre la moins fertile comme dans toutes les activités industrielles où Ton n'a pas à payer de rente foncière, le produit de la vente doit donc se partager entre salaires (des ouvriers) et profits (du patronat). Or, sur le marché du travail comme sur le marché du capital, les lois de l'offre et de la demande s'appliquent, qui veulent qu'à un moment donné il n'y ait qu'un seul prix. Donc, il n'y a qu'un prix unique pour le travail, le salaire, et un prix unique pour le capital, le taux de profit. Assurément, Ricardo admet qu'il peut y avoir des taux de profit différents selon les branches d'activités - ce qui supposerait une fragmentation bizarre du marché du capital -, mais il n'en affirme pas moins, sans aucunement le démontrer, que « les profits des capitaux dans les différentes branches de la production gardent toujours entre eux une même proportion, et tendent tous à éprouver des variations dans le même degré et dans un même sens ». Et par conséquent, il nous reste à rechercher « la cause des variations permanentes dans le taux des profits, et les modifications qui en résultent dans le taux d'intérêt ». L'auteur des *Principes*, pour les besoins de son argumentation, est obligé de recourir à des simplifications, ramenant toutes les rémunérations du capital et du travail respectivement à un seul taux de salaire et à un seul taux de profit.

Ricardo en vient à l'étape finale de ce raisonnement : dans son système d'équation, trois variables (la production totale,

le revenu total et la rente) étant maintenant classées comme des données exogènes, ne restent donc plus que profits et salaires dans un face-à-face forcément antagoniste. Ricardo :

Nous avons vu que le prix du blé se règle par la quantité de travail nécessaire pour le produire, au moyen de cette portion de capital qui ne paie pas de rente. Nous avons vu aussi que tous les articles manufacturés haussent et baissent de prix à mesure qu'il faut, pour les produire, plus ou moins de travail. Ni le fermier qui cultive cette espèce de terres dont la qualité règle les prix courants [c'est-à-dire les terres les moins fertiles parmi celles qui sont mises en culture], ni le manufacturier qui fabrique des marchandises, ne réservent aucune portion de produit pour la rente. La valeur entière de leurs articles se partage en deux seules portions, dont l'une constitue les profits du capital, et l'autre est consacrée au salaire des ouvriers.

En supposant que le blé et les objets manufacturés se vendent toujours au même prix, les profits seront toujours élevés ou réduits, selon la hausse ou la baisse des salaires<sup>1</sup>.

Ricardo avait annoncé la couleur dès le premier chapitre de ses *Principes* :

Toute augmentation des salaires entraîne nécessairement une baisse des profits<sup>2</sup>.

C'est bien ce qu'il fallait démontrer. La lutte des classes qui oppose capitalistes et ouvriers est ainsi fondée scientifiquement.

L'auteur va aller plus loin encore dans la voie que Marx suivra bientôt. En effet, quand la population augmente, et pour Ricardo qui a retenu les enseignements de Malthus, elle ne peut qu'augmenter, des terres encore moins fertiles vont être mises en culture. Il s'ensuit que

1. Ricardo, *op. cit.*, p. 95.

2. *Ibid.*, p. 44.

les coûts de production du blé vont augmenter, et donc aussi le prix du blé et les salaires, puisque les salaires doivent couvrir au moins les coûts de subsistance. En fait, en valeur réelle, le pouvoir d'achat en blé reste constant. La rente foncière des propriétaires des terres qui sont plus fertiles que la moins fertile (sur cette dernière, on l'a dit, la rente est nulle) va elle aussi augmenter. Par contre, les profits vont baisser, puisqu'ils varient en fonction inverse des salaires. Autrement dit, le maintien du salaire au niveau de la subsistance ne peut, en raison de l'élévation du coût des produits de la terre dû à l'augmentation de la population, qu'entraîner la baisse des profits. Il en résulte fatalement une décroissance des taux de profit qui annonce ce que Marx appellera la loi de tendance à la baisse des taux de profits. Ricardo annonce donc déjà non seulement la lutte des classes telle que Marx en fera la théorie, mais l'autodestruction du capitalisme par la baisse tendancielle des taux de profit. Un résultat paradoxal pour quelqu'un qui avait fait fortune en spéculant !

Peut-être le lecteur aura-t-il de lui-même remarqué quelques trous dans la coque du navire ricardien, qui, en vérité, sauf pour un capitaine marxiste, fait eau de toutes parts<sup>1</sup>.

D'abord, comment peut-on imaginer que la terre la moins fertile ne produise pas de rente? On ne voit pas bien pourquoi son propriétaire la mettrait en culture s'il ne peut en attendre aucun revenu.

Ensuite, la rente foncière ne provient pas seulement des différentes fertilités naturelles de la terre. Elle varie, certes, en fonction des différences de fertilité et autres, mais son origine vient de ce que la terre est un facteur de pro-

duction, et qu'en tant que tel elle doit rapporter un revenu si elle entre dans le circuit économique.

Troisième « voie d'eau » : Ricardo renverse la relation causale quand il expose que la croissance de la population « oblige » les fermiers à travailler des terres de moins bonne qualité et donc provoque une hausse du prix du blé. La théorie subjective de la valeur, qui montre ici une fois encore son pouvoir explicatif, aboutit à une causalité exactement inverse : quand la demande de blé s'accroît, le prix du blé hausse, et c'est ce prix plus haut qui conduit les fermiers à faire pousser du blé sur des terres moins fertiles à coût de production plus élevé. Cantillon, l'un des plus brillants représentants de l'École française d'économie du xviif siècle, l'avait déjà montré dans ce chef-d'œuvre que constitue son *Essai sur la nature du commerce en général*<sup>1</sup> : déterminés par la demande, les prix du marché indiquent si les coûts de production pourront être couverts. Ce ne sont pas les coûts de production qui déterminent ce que doivent être les prix. Mais accepter cela, c'est ruiner la théorie de la valeur travail, ce à quoi Ricardo ne peut se résoudre sans mettre à bas son propre système.

Quatrièmement, l'histoire montre très bien qu'il n'est certainement pas exact que les peuples ont mis d'abord en culture les terres les plus fertiles pour ensuite subir la fatale loi des rendements décroissants. En réalité, l'agriculture, à rencontre de ce que prétend Ricardo à la suite de Malthus, a connu des progrès considérables de productivité soit par la découverte et le défrichement de nouvelles terres, soit par des progrès techniques ou l'invention de nouveaux produits. On ne songerait pas à utiliser cet argument si Ricardo s'était contenté de bâtir un modèle

1. Nous suivons ici en partie l'excellente critique qu'en a faite l'économiste américain Murray Rothbard, déjà nommé, dans son histoire de la pensée économique, *op. cit.*, p. 84 et 85,

1. Richard Cantillon (1680-1734), *Essai sur la nature du commerce en général* (texte de l'édition originale de 1755, avec des études et commentaires d'Alfred Sauvy, Amintore Fanfani, Joseph J. Spengler et Louis Salleron), Paris, Institut national d'études démographiques, 1952.

théorique hors du temps. Mais ce n'est pas le cas. L'auteur des *Principes* a incontestablement voulu bâtir une théorie historique, une loi de l'histoire, capable d'expliquer le passé et de prévoir l'avenir.

Cinquièmement, Ricardo a lui-même reconnu dans un passage des *Principes* cité plus haut que la subsistance n'entrait pas seulement en ligne de compte dans le salaire ouvrier, qu'il fallait prendre aussi en considération « d'autres objets nécessaires ou utiles dont l'habitude lui a fait un besoin et qu'il peut acheter avec l'argent de ses gages ». Il va même jusqu'à écrire :

On aurait tort de croire que le prix naturel des salaires est absolument fixe et constant, même en les estimant en vivres et autres articles de première nécessité ; il varie à différentes époques dans un même pays, et il est très différent dans des pays divers. Cela tient essentiellement aux mœurs et aux habitudes du peuple. L'ouvrier anglais regarderait son salaire comme au-dessous du taux naturel, et insuffisant pour maintenir sa famille, s'il ne lui permettait d'acheter d'autres nourritures que des pommes de terre, et d'avoir pour demeure qu'une misérable hutte de terre ; et néanmoins cela paraît suffisant aux habitants des contrées où « la vie est à bon marché », et où l'homme n'a que des besoins aussi modérés que faciles à satisfaire.

Il y a bien des choses qui constituent aujourd'hui le bien-être du paysan anglais, et qu'on aurait regardées comme des objets de luxe à des époques reculées de notre histoire.

On applaudira des deux mains à ces remarques de bon sens, mais comment ne pas reconnaître qu'elles invalident complètement la loi « objective » du salaire de subsistance qu'utilisé Ricardo<sup>1</sup>.

Enfin, toutes les simplifications qui parsèment le cheminement de Ricardo sont outrageusement simplificatrices, aboutissant à des catégories sociales « idéales » : les

1. Ricardo, *op. cit.*, p. 84.

propriétaires, les capitalistes, les ouvriers, qui n'ont évidemment pas l'homogénéité qu'il leur suppose, ni à son époque, ni aujourd'hui. L'individu, quant à lui, a complètement disparu de la science économique. Or, rappelons-le, c'est seulement au niveau individuel que le raisonnement économique peut être conduit. Aucune entité collective, que ce soit une tribu, une classe, une caste, une catégorie sociale, une entreprise, une profession, un État, ne peut être considérée comme faisant authentiquement des choix, sauf si l'on projette à son niveau par anthropomorphisme quelque chose qui ressemblerait à l'agir humain. Ricardo tourne le dos à l'individualisme méthodologique, dont il restait encore quelques traces chez Adam Smith.

Si l'individu a disparu, l'entrepreneur ne peut jouer ici aucun rôle. Le monde ricardien est, du reste, un monde où n'apparaît pas l'incertitude du futur qui entache toute activité, et notamment toute activité économique. Par conséquent, le profit ne peut être qu'un revenu résiduel que le patron perçoit quand il a payé les salaires. Il ne peut être en aucun cas la récompense d'un risque volontairement couru. Il perd donc toute légitimité. Du coup, la relation du patron avec F« espèce ouvrière » est forcément antagoniste. Toute une littérature « sociale », voire socialisante, et bientôt socialiste sous sa forme utopique (Proudhon) ou « scientifique » (Marx), va s'engouffrer dans cette brèche.

Nous ne voulons évidemment pas dire par là que les intérêts d'un employeur et d'un employé coïncident nécessairement. Le salaire est issu d'un contrat de travail, conclu librement<sup>1</sup>. Et comme dans tout contrat, les intérêts des parties ne sont pas les mêmes; on dira même

1. L'objection que ce contrat est conclu entre parties d'inégal pouvoir, les patrons ayant forcément une position supérieure par rapport aux salariés dans la négociation et l'exécution des contrats de travail, sera examinée dans le prochain chapitre.



qu'ils sont naturellement divergents. Et il peut être à l'avantage de l'une ou de l'autre partie de ne pas respecter le contrat signé, voire de le rompre, en payant les indemnités prévues à cet effet. Mais il peut aussi être à l'avantage des deux parties de faire en sorte qu'il fonctionne convenablement. Chez Ricardo, le conflit est inévitable, car le jeu qui se joue, non pas entre deux individus, mais entre deux classes antagonistes, est un jeu à somme nulle : l'une ne peut gagner qu'au détriment de l'autre. Dans la réalité, ce jeu peut être un jeu à somme positive dans la mesure où la croissance économique en est le résultat - cette croissance oubliée de Ricardo et de ses nombreux disciples.

11.

Et voilà pourquoi Marx n'a pas terminé son œuvre...

### *Les contradictions de la théorie de l'exploitation*

Une grande partie de la législation du travail, et à vrai dire de la politique « sociale », trouve son inspiration dans l'idée que le contrat de travail se noue et s'exécute, nous venons de le dire, entre des parties d'inégal pouvoir, et qu'il faut donc protéger le salarié contre l'« exploitation » patronale.

L'idée d'une relation de travail par nature inégale, qui remonte à la nuit des temps, a trouvé sa noblesse scientifique, si l'on peut dire, chez Marx. Le malheur pour lui est que, reprenant à son compte la théorie de la valeur travail de Smith et de Ricardo, il s'est enfoncé dans une impasse dont il n'est jamais sorti. Si l'on veut remettre en cause l'idée reçue de l'exploitation des ouvriers par les patrons, il faut néanmoins revenir sur ce dossier, passablement embrouillé par F« histoire » de la paupérisation des masses laborieuses, qu'il a fallu beaucoup de temps pour faire apparaître pour ce qu'elle est : une pure mystification.

Quand on a examiné avec attention les conceptions économiques d'Adam Smith et David Ricardo, comme nous venons de le faire<sup>1</sup>, une partie de la tâche de clarification est déjà accomplie. Car on se trouve chez Marx en

1. Chapitres 9 et 10.

pays connu. L'auteur du *Capital*, on l'a dit, n'a inventé ni la valeur travail, ni la lutte des classes. Il remanie seulement à sa façon les concepts de l'économie classique anglaise pour forger une véritable « théorie » de l'exploitation, comme si cette dernière pouvait se mettre en équation. Toutefois, si le paysage est à peine reconnaissable, c'est surtout à cause du style éblouissant de Marx.

Ce style qui a séduit tant de générations, il est tiré d'une plume acérée, ironique, cinglante, qui laboure, chamboule, passionne un domaine que ses prédécesseurs, pleins de componction, avaient rendu ennuyeux et difficilement lisible. Marx s'amuse, et il amuse son lecteur. Il met de la chair et du sang là où ces pisse-froid d'économistes ne voyaient que des calculs désincarnés, apparemment - mais apparemment seulement - savants. Son vocabulaire est virulent, batailleur et même injurieux à l'occasion, pour mieux refléter une réalité qui n'est en fin de compte, selon lui, que violence et lutte. Polémiste redoutable, il a l'art de renverser les formules de ses adversaires pour mieux s'en moquer. Ainsi, à la *Philosophie de la misère* du brave Proudhon, il réplique par *Misère de la philosophie*, gifle humiliante dont la réputation de l'anarchiste utopiste dans les rangs « progressistes » ne se remettra jamais vraiment. Les « bonnes âmes » qui se penchent sur la question sociale se sentent visées, blessées. Elles ont raison ! Il ne s'agit pas seulement pour Marx de discuter. Le débat est un combat. Le *Manifeste du Parti communiste* est un modèle du genre, avec ses formules qui claquent comme des drapeaux, fabriquées pour rester dans les mémoires : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes... Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même... Dans cette société ceux qui travaillent ne gagnent pas et ceux qui gagnent ne travaillent pas... », etc

Nous savons que les dévots d'Adam Smith nous avaient caché à quel point leur maître écrivait maladroitement. Avec Marx, c'est la même chose, mais dans le sens contraire. Les disciples ne voudraient pas que nous nous apercevions que Marx est d'abord un écrivain. Et de la meilleure trempe. Ce qu'il fait, c'est d'abord de la littérature. Il invente une nouvelle langue, un style. Pour paraphraser une formule fameuse du psychanalyste Jacques Lacan, nous dirions volontiers que le marxisme est structuré comme un langage. Mais pour les dévots, tout cela ne peut pas apparaître. Car, il est bien entendu que, comme ses prédécesseurs anglais dont il veut prendre la suite, dont en vérité il prend la suite, Marx fait œuvre scientifique sur le modèle des sciences physiques. Il fonde un « socialisme scientifique ». Les économistes « bourgeois » lui ont mâché la tâche : toute valeur est tirée du travail (Adam Smith), et la lutte des classes est prouvée scientifiquement (Ricardo). Sur ce canevas, il n'y a plus qu'à broder, c'est-à-dire passer de la théorie de la valeur travail à celle de l'exploitation des travailleurs. Voici comment.

Dans le travail, Marx fait une distinction qu'il considère comme l'une de ses plus importantes contributions à la science économique. Il y a d'une part le travail, dont la quantité est mesurée en heures, et d'autre part la force de travail (*Arbeitskraft*), dont la valeur est donnée par la quantité de travail qui est incluse dans les biens et services que le travailleur consomme.

Pour y voir plus clair dans ce jargon, il suffit de considérer le travailleur lui-même comme une sorte de machine dans laquelle on enfourne des biens et services. À la sortie de la machine, cela produit de la force de travail. À l'entrée, vous mettez du pain, de l'eau, des habits, un logement, bref de quoi satisfaire les besoins élémentaires d'un être humain, et de l'autre vous obtenez une marchandise qui est la force de travail. Et cette force de tra-

vail, comme toute marchandise, est soumise à la loi de la valeur travail. Autrement dit, sa valeur est égale au nombre d'heures de travail incorporées dans la fabrication de la force de travail, c'est-à-dire la quantité de travail « socialement nécessaire », autrement dit encore, la quantité en moyenne nécessaire pour élever, nourrir, loger le travailleur et satisfaire à ses besoins sexuels et, par là même, à sa reproduction. Rien ici qui ne soit tout à fait conforme à ce que nous ont enseigné Smith et Ricardo.

Toutefois, Marx va ajouter un « raisonnement » qui lui est propre. Il nous dit que le patron tire du travailleur une quantité de travail toujours supérieure à la valeur de la force de travail. La plus-value, la fameuse plus-value marxiste, vient de cette différence.

Supposons avec lui que la valeur de la force de travail soit de quatre heures par jour et que la journée de travail soit de huit heures. Les quatre heures supplémentaires n'ont pas été payées, puisque ce qui est payé au travailleur, c'est seulement sa force de travail qui vaut quatre heures de travail. Les quatre heures supplémentaires constituent la plus-value extorquée aux travailleurs. Elles donnent la mesure de l'exploitation du travailleur. Et si l'on rapporte cette plus-value ( $pl$ ) à la valeur de la force de travail ( $V$ ), on obtient le taux d'exploitation  $pl/V$ . Dans l'exemple que nous venons de donner, le taux d'exploitation serait de 100 %. Voyez comme on peut mettre l'exploitation patronale en équation. On vous l'avait bien promis.

Fort bien! Mais une question vient tout de suite à l'esprit. Pourquoi y aurait-il toujours et forcément une différence entre la valeur de la force de travail et la quantité de travail effectuée par le travailleur ? Pour qu'il y ait exploitation, il faut que cette différence existe, il faut que la valeur de la force de travail soit inférieure à la quantité de travail effectuée par le travailleur. Comment fonder

cette différence? C'est une des difficultés de la théorie marxiste. Voyons comment Marx la résout.

La force de travail, il vient de nous le dire, est une marchandise comme une autre. Elle obéit donc elle aussi aux lois de l'offre et de la demande. Quand le prix d'une marchandise augmente au-dessus, disons, de son prix habituel, la production de cette marchandise augmente jusqu'à ce que le prix retrouve le niveau habituel. Dans le cas inverse, où le prix de la marchandise descend au-dessous du prix habituel, la production diminue jusqu'à ce que le prix remonte. Le raisonnement est exactement le même pour la force de travail, si l'on fait intervenir la démographie. Si le prix de la force de travail augmente au-dessus du salaire de subsistance nécessaire à l'entretien du travailleur, ou plus précisément à l'entretien et à la reproduction du travailleur, la « fabrication » de travailleurs va augmenter. Autrement dit, les travailleurs se reproduisent en fonction de leur salaire ! Le nombre des travailleurs ayant augmenté, l'offre de la force de travail va se trouver supérieure à la demande qu'en font les patrons. L'offre étant supérieure à la demande, le prix de la force de travail va baisser. Et par conséquent, le salaire sera tôt ou tard ramené au niveau du salaire de subsistance. De même, mais en sens inverse, si le salaire descend au-dessous du niveau de subsistance, des travailleurs vont mourir de faim et il y aura moins de travailleurs, donc moins d'offre de force de travail, et par conséquent le prix remontera pour retrouver le niveau du salaire de subsistance. Cette loi qui ramène le salaire au niveau du salaire de subsistance avait déjà été énoncée au XVIII<sup>e</sup> siècle par Turgot : « En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à lui procurer sa subsistance. » En 1862, le socialiste Ferdinand Lassalle, dans son « programme ouvrier », la reprend sous le nom de loi d'Airain, en la formulant de la façon suivante : « Le

salaire moyen ne dépassera jamais ce qui est indispensable, conformément aux habitudes nationales, pour entretenir l'existence des ouvriers et continuer la race. » Lassalle avait été arrêté en novembre 1848 comme agitateur. C'est en prison qu'il fit la connaissance de Marx, incarcéré comme lui, et pour la même raison. Leur amitié durera jusqu'à ce que Lassalle formule sa loi d'Airain, car Marx la considérait comme une aberration économique. Marx veut bien de la théorie du salaire de subsistance, puisque cette théorie est indispensable à sa démonstration de l'exploitation patronale des ouvriers. Mais il ne veut pas de son fondement démographique. C'est qu'entre Turgot et Lassalle, il y a eu Malthus et son « principe de population » qui a donné à la loi du salaire de subsistance un vernis de fondement scientifique. Si la population, comme le veut le « principe », a toujours tendance à croître plus vite que les ressources dont elle peut disposer, le salaire moyen ne peut jamais dépasser le minimum vital. Or l'idée que les travailleurs ne peuvent s'empêcher de proliférer (prolétaire et prolifération ont la même racine étymologique) dès que leur salaire augmente paraît fragile à Marx, fragile parce qu'absurde. Il ne veut pas fonder sa théorie de l'exploitation sur du sable. Et en plus, il considère cette absurdité comme une insulte à la classe ouvrière. Au-delà de Lassalle, qui lui importe moins, c'est donc bien Malthus que Marx vise. C'est au fameux pasteur, à l'un des plus célèbres disciples d'Adam Smith, qu'il veut se mesurer. Et puisque Malthus a insulté le prolétariat, il faudra insulter l'insulteur, et Marx ne s'en est pas privé, traitant le « méprisable Malthus » de « plagiaire », d'« insolent sycophante des classes dirigeantes », coupable d'avoir commis un « péché contre la science » par ses « diffamations sur la race humaine ». Son ami et mécène, Friedrich Engels, ne sera pas en reste, qui traitera le malthusianisme de « doctrine vile et infâme », d'« abo-

minable blasphème contre la nature et la culture », « l'immoralité des économistes poussée à son comble ' ».

On comprend la méfiance de Marx. Si d'aventure les ouvriers se mettaient à suivre les préceptes de Malthus (célibat prolongé, chasteté dans le mariage) pour éviter le surcroît de population, ou même s'ils se livraient à ces « pratiques abominables » dites néo-maltusiennes (masturbation, homosexualité, *coitus interruptus*, condoms, recours aux prostituées) que réprouvait tant le célèbre pasteur, le salaire pourrait décoller du niveau de subsistance, et alors adieu la théorie de l'exploitation.

Ce qui aggravait le cas de Lassalle, c'est qu'il n'avait pu s'empêcher de mettre dans sa loi d'Airain des considérations sur les « habitudes nationales » pour définir le salaire de subsistance. Cette honnêteté de sa part ne pouvait qu'être mal vue du théoricien de l'exploitation patronale. Déjà Ricardo, nous l'avons vu au chapitre précédent, avait vendu la mèche lorsqu'il avait observé que « l'ouvrier anglais regarderait son salaire comme au-dessous du taux naturel, et insuffisant pour maintenir sa famille, s'il ne lui permettait d'acheter d'autres nourritures que des pommes de terre, et d'avoir pour demeure plus qu'une misérable hutte de terre ». Les remarques de bon sens de Lassalle comme de Ricardo menaçaient de ruiner la théorie de la plus-value. Car, si dans le salaire minimum, il faut inscrire non pas seulement un minimum physiologique, déjà difficile à déterminer, mais aussi un minimum socioculturel, alors c'est la porte ouverte à toutes les subjectivités individuelles.

Donc, il fallait insulter Malthus, mais une fois les injures dites et redites, le problème restait entier. Car, si Marx refusait le facteur démographique, comment allait-il s'y prendre pour sauvegarder la théorie du salaire de subsistance?

1. Cités par William Petersen, *op. cit.*

Il n'y a pas trente-six réponses à cette question. H n'y en a même qu'une seule. Et c'est bien évidemment celle que trouve Marx. À savoir que les capitalistes qui louent aux prolétaires leur force de travail se constituent en cartel pour éliminer entre eux la concurrence, au moins sur le marché du travail, de façon à maintenir le salaire au plus bas niveau possible. Et ce plus bas niveau possible ne peut être que le salaire de subsistance. De fait, le salaire ne peut descendre durablement au-dessous du salaire de subsistance, sauf à imaginer que la bourgeoisie pousse la cruauté et la bêtise jusqu'à faire mourir de faim la classe ouvrière et à se priver ainsi, elle-même, de la source de ses profits, l'origine de la plus-value étant dans le travail salarié. Et le salaire ne peut pas non plus monter au-dessus du salaire de subsistance, car les patrons feraient alors un cadeau inutile au prolétariat, se privant pour rien d'une part de leurs profits.

Voilà donc la théorie du salaire de subsistance sauvée, et avec elle la théorie de la plus-value, et donc aussi la théorie de l'exploitation des travailleurs. L'édifice marxiste peut encore tenir debout, mais au prix d'une faute logique, lourde de conséquences. En effet, il n'y a aucune raison d'admettre que les patrons pourraient, même s'ils le voulaient, remplacer leur concurrence sur le marché du travail par une entente. Et à supposer même qu'une telle entente puisse se former, rien ne prouve qu'elle pourrait être durable. *A priori*, rien n'empêche, selon le même schéma purement théorique, d'imaginer la situation inverse où une coalition ouvrière louerait des machines à leurs propriétaires capitalistes et leur servirait un loyer leur permettant tout juste de survivre et de se reproduire, les salaires accaparant la totalité de la plus-value. Surtout, entre ces deux situations extrêmes, rien n'empêche d'envisager une infinité de situations intermédiaires où la plus-value serait partagée entre patrons et salariés. Bref, en

abandonnant le fondement démographique du salaire de subsistance, Marx a tout simplement ruiné sa théorie. H est tombé de Charybde - l'absurdité de la théorie du salaire de subsistance - en Scylla - l'absurdité d'un monopole patronal de l'embauche. Ni lui ni ses successeurs ne se sortiront de cette impasse.

Marx a donc fait faire un pas de plus à la « découverte scientifique » de la lutte des classes. Ricardo avait montré que le capital et le travail étaient forcément antagonistes. Marx ajoute que le capital ne pouvait faire autrement qu'exploiter le travail. Il en apporte, lui aussi, une « preuve scientifique ». Dès lors, le mythe de la paupérisation des classes laborieuses va pouvoir prendre corps, et donner naissance à toute une historiographie et toute une littérature sur l'appauvrissement ouvrier au xix<sup>e</sup> siècle. Mais le mythe avait une longue vie devant lui, et il se prolongea tard dans le xx<sup>e</sup> siècle grâce aux intellectuels marxistes, aux partis communistes et aux syndicats qui leur étaient liés.

Il y avait tout de même un problème. À force d'enseigner que les ouvriers s'appauvrissaient année après année, les marxistes, avant qu'ils ne revoient leur position, étaient obligés de prétendre que le niveau de vie de l'ouvrier, disons dans les années 1960, voire 1970, où le mythe avait encore cours, était inférieur à ce qu'il était au début de la révolution industrielle - ce qui était de plus en plus invraisemblable. Aussi a-t-il fallu finalement procéder à des révisions, on le sait, déchirantes. Et douloureuses. Et difficiles à gérer. Car, à partir du moment où l'on reconnaît que l'ouvrier ne s'appauvrit plus, encore faut-il, sinon reformuler toute la théorie de l'exploitation, du moins dire à partir de quelle date et pourquoi l'appauvrissement s'est mué en enrichissement. Ce qui de proche en proche obligeait ou aurait dû obliger les tenants de la thèse de la paupérisation à remonter jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle.

Un Zola se serait-il trompé? Et Marx? Impensable ! Pourtant, une pléiade d'historiens et d'économistes anglosaxons, dès 1951, avait démontré la fausseté de la thèse de la paupérisation, y compris au xix<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

L'écroulement de la thèse de la paupérisation ne pouvait pas ne pas atteindre l'édifice voisin de la construction marxiste, à savoir la théorie des crises, que Ton peut ainsi résumer : les patrons étant incapables d'élever les salaires au-dessus du seuil de subsistance, des crises de surproduction s'ensuivaient forcément. Le capitalisme ne pouvait donc aller que de crise en crise, avec concentration croissante du capital et une baisse tendancielle du taux de profit (encore une idée « scientifique » reprise, on le sait, de Ricardo, mais qui chez Marx résulte de la concentration du capital), un appauvrissement de plus en plus prononcé des travailleurs, et pour finir la révolution par autodestruction du capitalisme, sorte de parousie dont les travailleurs étaient invités à accélérer l'avènement. Des centaines de millions d'hommes ont vécu dans des régimes fondés sur ces croyances, des dizaines de millions en sont morts.

Marx n'a jamais achevé son œuvre. Jusqu'à la fin de sa vie, lui, l'expert en luttes des classes et en contradictions du capitalisme, s'est empêtré dans les contradictions de son propre système. La plus flagrante concerne la relation entre taux de profit et taux d'exploitation. Pour le montrer, un peu d'algèbre est nécessaire, celle-là même que Marx utilise :

1. *Capitalism and the Historians*, sous la direction de Friedrich Hayek, The University of Chicago Press (1952, rééd. 1974). Au sommaire : « History and Politics », par F.A. Hayek; « The Treatment of Capitalism by Historians », par T.S. Asthon; « The Anticapitalist Bias of American Historians », par L.M. Hacker ; « The Treatment of Capitalism by Continental Intellectuals », par Bertrand de Jouvenel ; « The Standard of Live of the Workers in England, 1790-1830 », par T.S. Asthon; « The Factory System of the Early Nineteenth Century », par W.H. Hutt.

L'ensemble du capital est composé de V, le « capital variable » correspondant aux salaires, et de C, le « capital constant » correspondant aux machines, outils, bâtiments, terre.

Soit  $\pi$  la plus-value tirée par le patron du travail des salariés.

On définit le taux d'exploitation E par l'équation :

$$E = \pi / V$$

D'où :

$$\pi = E \cdot V \quad (1)$$

Le taux de profit P est la plus-value rapportée à l'ensemble du capital.

$$\text{Soit } P = \pi / (C + V) \quad (2)$$

On vérifie ici que si la valeur du capital augmente, la plus-value étant constante, parce qu'elle dépend du rapport de classes, le taux de profit ne peut que diminuer. D'où la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Des équations (1) et (2), on tire :

$$P = E \cdot V / (C + V) \quad (3)$$

La « composition organique du capital », K, est le rapport de l'ensemble du capital rapporté au seul capital variable. Par exemple l'industrie textile, qui est une industrie de main-d'œuvre, a une composition organique plus faible que l'industrie aéronautique, qui utilise beaucoup de machines.

$$K = (C + V) / V \quad (4)$$

D'où l'on tire :

$$K \cdot V = C + V \quad (5)$$

Des équations (3) et (5), on tire :

$$P = E \cdot V / K \cdot V \quad \text{D'où : } P = E / K$$

Dans les conditions de la concurrence parfaite qui est le cadre de référence de Marx, le taux de profit P est le même dans toutes les branches de production, quelle que soit la composition organique du capital. Si par exemple le taux de profit était supérieur dans une branche, les

capitaux afflueraient dans cette branche jusqu'à ce que le taux de profit rejoigne la moyenne. Or, la dernière équation montre que si la composition organique du capital varie de branche à branche ou d'entreprise à entreprise, ce qui est le cas dans la réalité, le taux d'exploitation étant donné par le « rapport de classes » et donc partout le même, le taux de profit varie de branche à branche ou d'entreprise à entreprise. Ce qui est impossible. Marx aura beau tourner ses équations dans tous les sens. Il ne parviendra jamais à éviter recueil de cette impossibilité. C'est pourquoi il ne terminera pas son œuvre. Un secret bien gardé par ses disciples...

12.

Haro sur le libre-échange !

*L'erreur tragique de Friedrich List*

Dès qu'une usine ferme, mettant au chômage ses employés, la tentation protectionniste resurgit. Même aux États-Unis, qui passent - bien à tort - pour un modèle d'économie de marché, le gouvernement est prompt à répondre à la demande d'une industrie en crise par une augmentation des tarifs douaniers, comme ce fut encore le cas en 2002 pour la sidérurgie. La tentation est d'autant plus grande que le soulagement apporté par de telles mesures est immédiat et bien visible pour ceux qui sont menacés de perdre leur emploi. Aussi, pour s'empêcher d'y succomber, les États se lient eux-mêmes les mains par des traités commerciaux... qu'ils ne respectent pas toujours malgré la surveillance exercée par des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce.

Même si, à ternie, le protectionnisme ne protège rien, il a le bon sens pour lui. Pourquoi un ouvrier français supporterait la compétition de produits fabriqués dans des pays où les salaires n'atteignent pas le dixième de ce qu'il gagne ? Tous les beaux discours que l'on pourra faire sur les vertus de l'échange et l'erreur protectionniste ne le consoleront pas de la perte de son emploi, irrémédiable s'il travaille dans une région « sinistrée » par la concurrence étrangère. La tâche de persuasion du partisan du libre-échange en est rendue particulièrement difficile.

D'autant plus difficile qu'il s'est trouvé un économiste qui a acquis une renommée immédiate en reprenant et brandissant le flambeau du protectionnisme, une cause qui paraissait irrémédiablement perdue après le triomphe de l'école classique anglaise (Smith, Ricardo). Il s'agit de Friedrich List, dont l'œuvre majeure a été récemment rééditée avec le visible dessein de donner des armes, au moins intellectuelles, aux militants des mouvements de l'«altermondialisation».

Né en 1789 à Reutlingen, petite cité de l'Allemagne du Sud, alors ville libre, mort par suicide en 1846, Friedrich List passe à juste titre pour le père du « protectionnisme éducateur ». Sa doctrine est sans doute plus complexe que ce que les manuels en ont retenu en la simplifiant, peut-être pour la rendre moins incohérente. Selon l'auteur du *Système national d'économie politique*<sup>1</sup>, contrairement à ce que l'on pourrait attendre de sa légende, il n'est pas question de restreindre le commerce des produits naturels et des matières brutes. Dans ces domaines, l'échange libre est « profitable à la fois aux individus et aux États ». Le protectionnisme ne doit s'appliquer qu'à une certaine phase du développement industriel, et dans certaines conditions : « C'est seulement chez des peuples semblables, expose List, que les restrictions commerciales en vue de créer et de soutenir une industrie manufacturière peuvent être légitimes ; elles ne le sont que jusqu'à ce que cette industrie devienne assez forte pour ne plus craindre la concurrence étrangère. » Pourquoi l'industrie doit un moment échapper à des lois qui seraient bonnes en tous temps et en tous lieux pour l'agriculture ou les matières premières, c'est ce que List est bien en peine de nous expliquer. Et c'est pourtant ce qui a

1. Friedrich List, *Système national d'économie politique*, traduit de l'allemand par Henri Richelot, préface d'Emmanuel Todd, notes de David Kodratoff, Paris, Gallimard, coll. «Tel», 1998.

conduit nombre de pays socialistes ou du tiers-monde à s'aventurer dans la protection d'industries supposées « industrialisantes ». Et c'est ce qui conduit encore des pays développés à protéger ou subventionner telle ou telle de leurs activités, qu'elles soient de pointe ou en crise.

Si l'on veut bien lire jusqu'au bout le livre épais et touffu de List ( « le beau style ne convient pas à l'économie politique », affirme l'auteur en guise d'excuse), il y a peu de risque qu'on trouve la moindre justification raisonnée de sa doctrine. Mais on pourrait le lui pardonner si ce manque ne cachait des défauts beaucoup plus graves.

Apparemment, List ne connaît de la théorie classique du commerce international que ce qu'en dit Adam Smith, ce que dans le jargon des économistes on appelle la théorie de l'« avantage absolu ». Par exemple, il serait absurde de faire pousser des bananiers en Angleterre et mieux vaut donc importer des bananes des pays tropicaux. Mais avec cette manière « sensée » d'envisager les choses, le pays qui ne disposerait d'aucun avantage absolu, c'est-à-dire dont les coûts de production seraient supérieurs dans tous les secteurs à ceux de ses concurrents, serait de ce fait exclu du commerce international. Une telle théorie ne pourrait donc fonder la doctrine du libre-échange. Or justement, cette dernière utilise une tout autre théorie, celle des « avantages comparatifs », attribuée à Ricardo. Le véritable inventeur des avantages comparatifs est en fait James Mill, le père de Stuart Mill et le mentor de Ricardo.

Selon cette deuxième théorie, les pays ont toujours intérêt à l'échange quels que soient leurs avantages absolus. On épargnera au lecteur la démonstration algébrique de cette théorie, qui se trouve dans tous les bons manuels. On l'illustrera seulement par le double exemple - canonique - du chirurgien et de la secrétaire, ou du champion de foot et du jardinier, qui suffit à en faire comprendre le sens : même si le chirurgien a un avantage absolu sur sa secrétaire dans



la frappe de son courrier, et le champion de foot sur son jardinier dans la tonte de sa pelouse, ils ont l'un et l'autre intérêt à se consacrer à leur métier où ils ont un avantage relatif évident et où ils gagnent beaucoup plus d'argent. C'est le principe même de la division du travail transposée au niveau de n'importe quel groupe humain : villes, régions, nations. Donc, tout pays a vocation à échanger avec le reste du monde.

La différence entre les deux théories mérite d'autant plus d'être rappelée que le préfacier de la dernière édition de l'ouvrage de List en français met Smith et Ricardo dans le même panier... Confusion d'autant plus regrettable que dans les 550 pages de son traité, List lui-même ne cite Ricardo que deux fois, sauf erreur, et à chaque fois pour évoquer une question qui n'a rien à voir avec le commerce international.

Assurément, si l'on s'en tient à la théorie de l'avantage; absolu de Smith, on peut accorder une certaine plausibilité à la « protectionnisme éducateur » de List. Dans un monde où régnerait seul l'avantage absolu, il n'est pas imaginable, même si on peut douter du résultat, de vouloir éduquer les peuples pour leur permettre d'accéder à développement industriel paré par List de toutes les vertus non seulement économiques mais aussi morales. « Partout va-t-il jusqu'à écrire, l'industrie a plaidé la cause de la nation, partout elle a changé le prêtre en instituteur peuple et en lettré » (*sic*). Mais même dans ce cas, la théorie du protectionnisme éducateur trouverait des limites dans la question suivante : s'il faut protéger toute industrie nationale, pourquoi cette protection devrait-elle s'exercer l'encontre des seuls producteurs étrangers? Pourquoi pas aussi la protéger contre les producteurs du même pays de la même région, voire de la même ville? Comme Ta bien écrit l'économiste autrichien Ludwig von Mises, nommé : « Que personne ne s'avise de réclamer une protection pour de nouvelles sociétés entreprenant de nouvelles

affaires contre l'écrasante concurrence de vieilles sociétés travaillant dans la même ville, dans la même province ou dans le même pays, voilà qui peut déjà être considéré comme une preuve que l'argument [du protectionnisme éducateur] est moins économique que politique. Évidemment chaque entreprise nouvelle doit éprouver des difficultés variées jusqu'au moment où elle fonctionne sans heurts. Il est des inconvénients qui condamnent les affaires à être mauvaises pendant une période d'initiation plus ou moins longue<sup>1</sup>. » Mises écrivait ce texte en 1938. Depuis cette date, les aides de l'État aux industries ont énormément gagné en importance et en sophistication, avec les résultats piteux que l'on verra<sup>2</sup>.

Il se trouve que List reproche à Adam Smith de ne pas tenir compte du fait national, prouvant par là même qu'il a tout lu *La Richesse des nations*. Sa haine du «cosmo-politisme libéral» le conduit à d'étranges et dangereuses conceptions : « La nation normale, écrit-il, possède une langue et une littérature, un territoire pourvu de nombreuses ressources, étendu, bien arrondi, une population considérable. » Les Suisses, les Belges, les Danois ou les Hollandais seront ravis d'apprendre ou de réapprendre ici que leur nation n'est pas « normale » ! Les derniers nomades sont particulièrement visés. « La Hollande, prétend-elle, est une province allemande, séparée à l'époque des déchirements intestins de la contrée, et qui doit lui être de nouveau incorporée, sans quoi l'Allemagne ressemblerait à la maison dont la porte serait la propriété d'un étranger. » Voilà qui prophétisait assez bien les ruées d'août 1914 et de mai 1940!

1. Ludwig von Mises, « Fausses solutions à de vrais problèmes », 11 *La Crise mondiale*, collection d'études publiées à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Institut des hautes études internationales à Quintve, Librairie de Médecis, 1938, disponible sur le site <http://irve.dequengo.free.fr>  
 • 2. Cf. chapitre 17.

Le plus grave, sur le plan des idées, c'est que List s'adonne avec éclat à une régression qui a fait, depuis, c nombreux émules dans la littérature économique. Celle-ci, consiste à ignorer les dernières avancées de la discipline à laquelle on prétend appartenir. Que dirait-on d'un physicien qui écrirait aujourd'hui sur l'atome en ne sachant rien de la relativité généralisée? Dans le cas de List, l'ignorance qu'il manifeste de la théorie des avantages comparatifs nous place devant le dilemme suivant : soit il ne sait pas | qu'il ne sait pas, soit il sait qu'il ne sait pas et cherche à le dissimuler. On ne saurait dire laquelle de ces options est la moins navrante.

Pourtant, encore aujourd'hui, un argument est souvent présenté en faveur du protectionnisme, notamment par les militants des mouvements « alter-mondialistes », qui mérite d'être cité ici : si le libre-échange est si favorable au bien-être f

des peuples, comment se fait-il que le protectionnisme ait été tellement pratiqué à toutes les époques, y compris par des États démocratiques? Comment expliquer qu'il resurgisse à la moindre occasion, y compris dans les pays comme les États-Unis qui prêchent le libre-échange? L'économiste ne peut avoir raison contre tout le monde tout le temps. La | réponse est pourtant facile à trouver : les avantages du libre-échange se diffusent au niveau de l'ensemble des consommateurs : baisse ou moindre hausse des prix, variété des produits offerts. Les avantages du protectionnisme sont | concentrés sur un petit nombre de personnes, capables de faire pression sur l'État : les salariés des entreprises menacées par la concurrence étrangère qui descendent dans la rue, leurs patrons qui font du *lobbying*, les fonctionnaires qui vivent des deniers publics - dont les droits de douane sont une des sources. Les États ont donc une tendance congénitale à la régression listienne, à la fois parce qu'ils ne renoncent pas volontiers aux recettes douanières - d'autant moins volontiers que les douaniers ont le talent eux-mêmes

de survivre aux douanes, comme le prouve l'expérience de l'Union européenne -, et parce qu'ils ne veulent ou ne peuvent affronter les groupes de pression, surtout s'ils alimentent les caisses de partis politiques, ou s'ils sont capables de faire descendre dans la rue les mécontents et autres « porteurs de pancarte » comme eût dit le général de Gaulle. Voilà d'ailleurs pourquoi, contrairement aux apparences, ils prêtent une oreille attentive, voire complaisante, aux discours anti-mondialisation. Les militants de ces mouvements leur servent de suppléments au cas où ils auraient besoin de légitimer dans tel ou tel cas leur recours à la protection douanière, sous couvert d'« humanisme » bien évidemment.

Sur le plan théorique, la loi des avantages comparatifs a été attaquée, il est vrai, parce que plusieurs de ses hypothèses étaient jugées irréalistes. Ricardo suppose implicitement que les facteurs de production sont immobiles, ce qui veut dire que ni le capital ni le travail, ni bien sûr la terre, ne peuvent franchir les frontières. À une époque où les hommes et les capitaux sont plus mobiles que jamais, en apparence, la loi ne serait plus vérifiée. Vive donc le protectionnisme !

Les défenseurs du libre-échange se sont rabattus sur les vertus de la division du travail et de l'échange au niveau de l'acteur individuel. Mais du même coup on se retrouve placé devant la non moins vieille controverse : ce qui est valable au plan individuel l'est-il au plan national? Les économistes contemporains qui se réclament de l'individualisme méthodologique se refusent à répondre à cette question : pour eux, le plan national n'est pas pertinent. Il n'y a pas d'un côté l'exportation et de l'autre l'importation. Il y a des exportateurs et des importateurs qui obéissent aux mêmes lois de l'échange que n'importe quel marchand. Les droits de douane sont une entrave aux échanges, et comme tels occasionnent une réduction de bien-être.

Toutefois, même si l'on se place sur le plan de la collectivité nationale, le protectionnisme n'est pas sauf pour autant. Il suppose que les deux variables exportation et importation sont indépendantes l'une de l'autre, que Ton peut agir sur l'une sans influencer l'autre, que l'on peut donc, pour réduire un déficit commercial, soit réduire les importations en relevant les droits de douane ou en imposant des quotas, soit augmenter les exportations en les encourageant par toutes sortes de subventions ou de dégrèvements fiscaux, soit les deux à la fois. Ce sont des politiques qui ont souvent été pratiquées et qui le sont encore dans beaucoup de pays.

Or, l'on peut démontrer aisément, avec des équations à la portée d'un élève du secondaire, que l'exportation et l'importation sont deux variables liées l'une à l'autre, et que par conséquent une politique protectionniste a fort peu de chances de réussir à rétablir l'équilibre de la balance commerciale d'un pays.

Soit Y l'ensemble des biens et services produits sur le sol national chaque année. Si j'y ajoute les importations annuelles (M), j'obtiens l'ensemble des ressources dont dispose chaque année la nation. Ces ressources vont être utilisées pour la consommation (C), l'investissement (I) et les exportations (X). Il vient :

$$Y + M = C + I + X$$

D'où l'on peut tirer :

$$Y = C + I + X - M$$

L'entité  $X - M$  n'est autre que l'excédent ou le déficit de la balance commerciale.

D'autre part, l'ensemble des biens et services produits sur le sol national (Y) est aussi le revenu dont disposent les nationaux. À toute production de biens ou de services correspond en effet un revenu sous forme de salaires, de profits, de loyers, de rente, etc. Y est donc égal à la somme des revenus. Ces revenus sont ou bien consommés (C), ou bien épargnés (S). Il vient :

Nous avons donc deux équations pour Y. Des équations de définition, infalsifiables au sens de Popper<sup>1</sup> et toujours aussi vraies que l'est celle qui dit que la somme des angles d'un triangle est égale à 180°.

Nous pouvons écrire :

$$Y = C + I + X - M = C + S$$

C étant dans les deux membres de l'équation, il vient :

$$I + X - M = S$$

Et donc :

$$X - M = S - I$$

Le solde de la balance commerciale est donc égal à la différence entre l'épargne et l'investissement. Si l'épargne est supérieure à l'investissement, alors on aura un excédent commercial - ce qui est, par exemple, actuellement le cas en France. Si elle est inférieure à l'investissement, on se trouvera dans la situation inverse, avec un déficit commercial. L'état de la balance des paiements dépend donc de la position relative de l'épargne vis-à-vis de l'investissement. Une politique de protectionnisme commercial ne touche ni à l'épargne ni à l'investissement, qui sont hors de son domaine. On peut donc considérer S et I comme des données exogènes à notre problème, au niveau algébrique comme des constantes. Leur différence est elle aussi constante. Soit D cette constante. Il vient :

$$X - M = D$$

Où :

$$X = M + D$$

où seuls X et M sont des variables.

L'exportation varie en fonction de l'importation et réciproquement. Un frein sur les importations ne peut aboutir qu'à freiner les exportations. Un encouragement aux exportations encourage les importations. Le solde

1. Cf. Introduction.

commercial restant égal à lui-même, la politique protectionniste, qui cherche à le modifier, est vouée, en fin de compte, à l'échec. C.Q.F.D.

Et de fait, les exemples d'échec du protectionnisme ne manquent pas dans l'Histoire. Celle de la France en est particulièrement riche, notamment en matière agricole, depuis Méline, ministre de l'Agriculture dans les années 1880, jusqu'à la PAC dont on a décrit les ravages. Quant à l'industrie française, contrairement aux craintes des patrons eux-mêmes, elle a beaucoup plus profité de l'ouverture des frontières du Marché commun que des tarifs et des contingents douaniers qui étaient censés la protéger. Ministre du Commerce extérieur en 1981-1982, Michel Jobert s'est illustré et ridiculisé en voulant arrêter l'« invasion » des magnétoscopes japonais à... Poitiers, lieu ô combien symbolique, choisi ici pour son rôle dans les opérations de dédouanement. Dans les pays du tiers-monde, quasiment toutes les politiques inspirées du « protectionnisme éducateur » de List se sont terminées par des désastres.

Que List ait été « prêché » dans des pays assoiffés d'« indépendance » au sortir de l'ère coloniale peut se comprendre. Mais qu'il ait obtenu et qu'il obtienne encore une telle audience en Europe est tout de même assez étonnant. À la limite, le protectionnisme pourrait trouver - et a trouvé - des excuses dans des « pays-continent », tels les États-Unis, la Russie ou la Chine, où les diversités sont telles qu'une autarcie économique serait moins inconcevable que pour les autres pays. Dans le Vieux Monde, fragmenté en de multiples nations, la fortune a toujours dépendu de la capacité à échanger par-delà les frontières. Et si l'Europe l'a emporté sur la Chine, qui fut pendant des siècles son concurrent le plus direct, si elle a pu découvrir puis dominer le monde, tan-

dis que l'empire du Milieu se repliait sur lui-même, si elle a gagné la course à la prospérité économique jusqu'à la catastrophe de 1914, c'est bien parce que son polycentrisme politique l'obligeait à l'échange. Comment a-t-on pu oublier une telle leçon <sup>1</sup>?

1. Dans *L'Économie mondiale. Une perspective millénaire. Études du centre de développement de l'OCDE*, 2001, l'économiste Angus Maddison a montré de manière convaincante que dès le xrv<sup>e</sup> siècle, en termes de revenu par habitant, l'Europe avait rattrapé la Chine, à l'époque la première économie de l'Asie. Or que disait Fernand Braudel dans son œuvre monumentale (*Civilisation et Capitalisme*, 1985)? « Qu'il est pratiquement hors de doute que l'Europe était moins riche que les mondes qu'elle exploitait [Chine comprise], même après la chute de Napoléon. » Braudel se serait donc trompé de cinq siècles ! Il reprenait en fait la thèse défendue en 1981 par P. Bairoch et M. Lévy-Leboyer (*Disparities in Economic Development Since the Industrial Revolution*, Londres, MacMillan) pour lesquels la Chine devançait largement l'Europe de l'Ouest en 1800. Bairoch, remarque Maddison dans son livre, « a en fait fabriqué de toutes pièces des arguments pour étayer cette hypothèse ». L'enjeu de cette querelle d'historiens n'est pas mince. Si Bairoch avait raison, une grande partie du retard du tiers-monde pourrait être attribuée à l'« exploitation coloniale », et l'avance prise par l'Europe ne pourrait plus s'expliquer par ses découvertes scientifiques, ses institutions et des siècles de lente accumulation. Mais pour Maddison, il ne fait guère de doute que « Bairoch et ses disciples ont tout à fait tort ». Notre auteur n'en dénie pas pour autant le rôle de l'exploitation coloniale, il en démontre même toute la perversité dans le cas du Mexique, mais, observe-t-il, cette exploitation coloniale « se comprend mieux si l'on considère de façon plus réaliste la force de l'Occident et la faiblesse de l'Asie aux alentours de 1800 ». En d'autres termes, la colonisation a été la conséquence et non la cause de l'expansion économique. Et il n'est même pas sûr qu'elle ait été bénéfique, en termes économiques, pour le colonisateur. À noter qu'au xvm<sup>e</sup> et au xix<sup>e</sup> siècle, les économistes favorables au libre-échange étaient pour la plupart opposés au colonialisme, lequel, à leurs yeux, n'était qu'une forme de protectionnisme.

## Il faut punir la poupée Barbie

*L'impossible concurrence pure et parfaite*

En 1999, la société Mattel, qui fabrique la poupée Barbie, a été condamnée pour abus de position dominante à une amende de 1,5 million de francs par le Conseil de la concurrence \ un organisme chargé par l'État français de surveiller les pratiques des entreprises sur les marchés.

L'argument sous-jacent était le suivant. La poupée Barbie est un jouet qui entre en concurrence avec d'autres activités ludiques. Or, le marché de ces dernières n'est pas homogène. Les produits qui s'y font concurrence ne sont pas parfaitement substituables. Il faut d'abord distinguer les jouets des autres jeux. Dans la rubrique «jouets», il convient de distinguer les jouets pour garçons des jouets pour filles. Dans la catégorie «jouets pour fille », il faut distinguer les poupées des autres jouets. La catégorie « poupées » comprend, elle-même, plusieurs sous-catégories : poupées-mannequins, poupées-poupons, peluches. Car, selon des études de comportement des enfants que le Conseil de la concurrence a commandées pour appuyer sa décision, la poupée-mannequin n'a pas les mêmes potentialités ludiques et psychologiques que les poupées-poupons et les peluches. C'est dire que même à ce niveau,

1. Décision n° 99D45, citée régulièrement par l'économiste français Bertrand Lemennicier, professeur à l'université de Paris-Assas, dans son cours d'économie.

les divers produits du marché de la poupée ne sont pas parfaitement substituables. Le « marché pertinent » de la société Mattel - c'est-à-dire dans le jargon du droit de la concurrence, le marché sur lequel il convient de situer l'entreprise pour apprécier son éventuelle position de monopole - est donc, dans cette logique, limité au seul marché de la poupée-mannequin. Comme « les ventes de Bar-bies occupent 80 % de ce marché », Mattel est en position de le dominer, et donc il convient de lui infliger une amende et de lui enjoindre de mettre fin à ces pratiques. À vrai dire, Mattel aurait très bien pu occuper 100 % du marché en question, si des imitateurs, attirés par son succès, n'avaient essayé de la concurrencer en produisant à leur tour des poupées-mannequins. La condamnation de Mattel est un exemple, parmi beaucoup d'autres, de décisions, il faut bien le dire, absurdes que sont amenés à prendre des « organes de régulation » tels que le Conseil de la concurrence.

Le plus étrange, à première vue, dans cette histoire, c'est de constater que par le truchement du Conseil de la concurrence, l'État français prend pour référence implicite un modèle économique dépassé : le modèle de la concurrence pure et parfaite. Beaucoup d'autres États de par le monde, à commencer par les États-Unis, en font autant. À vrai dire si l'on y réfléchit, ce n'est pas si étrange que cela. Puisque dans la réalité la concurrence n'est ni pure ni parfaite, l'État s'estime fondé à intervenir pour obliger les entreprises à se conformer au modèle. Un *agendum* sans fin : législation antitrust en Europe comme aux États-Unis, lois dites de la concurrence, on vient de le voir, instances de régulation, posant le problème jamais résolu de savoir qui régule le régulateur, démantèlement des monopoles, des cartels, des ententes qui auraient réussi à s'instaurer. Ainsi une grande partie de l'activité de la Commission de Bruxelles consiste-t-elle à lutter *contre* les monopoles *et pour* la concurrence. Il vaut la peine de rappeler ici aux mémoires oublieuses que l'ordonnance du 30 juin 1945 qui permettait à l'État de

contrôler les prix n'a été abrogée que... quarante et un ans plus tard par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986. On revient de loin ! Mais même si la nouvelle ordonnance admet enfin que « les prix des biens, produits et services [...] sont librement déterminés par le jeu de la concurrence », elle n'en prévoit pas moins que l'État puisse intervenir sur les prix dans certaines circonstances, et par exemple dans « une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé » - ce qui ouvre la voie à l'examen de cas tels que celui des malheureuses poupées Barbie.

Aux États-Unis, la législation antitrust a débuté avec le Sherman Act en 1890, suivi par d'autres : le Clayton Act en 1914, le Robinson-Parman Act en 1934, etc. Le Sherman Act a permis d'intenter un procès à la Standard Oil au début du xx<sup>e</sup> siècle. On reprochait principalement au groupe pétrolier possédé par Rockefeller d'avoir pratiqué des baisses de prix pour éliminer ses concurrents. Le procès se termina, on le sait, par un démantèlement du groupe imposé par le juge. Cette victoire sur un monopole pétrolier ô combien emblématique a aidé à renforcer le lieu commun qui veut que toute concentration monopolistique soit forcément nocive. Il a fallu attendre un article écrit en 1958 par un économiste américain pour que le voile se déchire. Son auteur, John McGee, montrait, chiffres à l'appui, que la Standard Oil ne s'était jamais livré à des pratiques déloyales envers ses concurrents<sup>1</sup>. Pour une raison bien simple : il lui en aurait coûté plus cher de se livrer à des baisses de prix que de racheter ses concurrents en leur offrant un prix d'achat même supérieur à leur valeur sur le marché, parce que leur rachat pouvait lui permettre de réaliser des économies d'échelle toujours plus grandes. Un planificateur central, cherchant à rationaliser une branche d'industrie, aurait lui aussi cherché à profiter au maximum d'économies d'échelle

1. John McGee, « Predatory Pricing : the Standard Oil (N.J.) Case », dans *Journal of Law and Economics*, octobre 1958, p. 137-169.

- nous allons y revenir plus bas. L'article de McGee a suscité un certain émoi lors de sa parution. Ce n'est certes pas un hasard s'il a été publié dans le *Journal of Law and Economics*, l'organe d'une nouvelle discipline née à cette époque à l'université de Chicago, à savoir l'analyse économique du droit, enseignée par l'économiste Ronald Coase, prix Nobel d'économie en 1991, et par le juriste Richard Posner. L'un et l'autre ont notamment beaucoup œuvré pour la remise en cause des simplismes de la législation antitrust. À noter que l'économie du droit<sup>1</sup>, enseignée un peu partout depuis maintenant deux ou trois décennies, est encore quasiment ignorée en France - ce qui explique bien des retards de nos élites dans la prise de conscience de l'importance de l'économie dans la formation du droit.

Que les instances étatiques ou para-étatiques soient imprégnées du modèle de la concurrence pure et parfaite, cela peut se vérifier encore aujourd'hui en France auprès des professions qui ont affaire avec la loi : avocats, juges, juristes. Le virus se passe de génération en génération sans rencontrer d'obstacles. Au terme de leur cursus, combien d'étudiants en droit, alors qu'ils n'ont pratiquement aucune formation économique, prennent ce modèle dépassé comme référence implicite, sans s'en apercevoir, par réflexe ? On pourrait d'ailleurs montrer que le Code civil s'en est lui-même inspiré, notamment en matière de droit des contrats. Mais cela dépasserait les limites de cet ouvrage.

Issu de l'école économique classique anglaise, le modèle a certes été l'objet à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au cours du xx<sup>e</sup> siècle de multiples raffinements théoriques faisant appel à des mathématiques de plus en plus sophistiquées, l'objectif étant de montrer que dans certaines conditions que nous

1. À ne pas confondre avec le droit de l'économie, qui, lui, est abondamment enseigné, l'économie du droit s'attache à appliquer au droit les outils de l'analyse économique.

allons détailler, le libre jeu du marché permet d'atteindre l'optimum du point de vue de la collectivité. Si Ton veut résumer la chose, on dira que la fameuse main invisible d'Adam Smith a été mise en équations - un résultat attendu d'une science qui se veut aussi « exacte » que les sciences physiques.

Les conditions de fonctionnement optimal du modèle sont triples :

1. L'information dont disposent tous les participants au marché doit être parfaite.

2. Il faut qu'il y ait un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs, chacun étant de faible dimension par rapport aux autres.

3. Il faut encore que le produit qui fait l'objet de transactions soit homogène et divisible. Par exemple, le pain que me vend mon boulanger devra être complètement identique à celui que me vend son concurrent le plus proche, en sorte que je puisse substituer un pain à l'autre pour pouvoir comparer leurs prix. Le produit doit aussi être divisible pour les mêmes raisons. Un bien indivisible - comme par exemple, un équipement autoroutier sur un tracé donné - ne peut pas être comparé à un autre équipement du même genre.

En un mot, pour être pure et parfaite, la concurrence doit être « atomistique ». Chaque acheteur, chaque vendeur doit être comparable à un atome incapable d'avoir une influence sur les autres atomes. Le prix du marché s'impose à eux. Et ce prix ne peut être qu'unique. Si un vendeur cherche à vendre au-dessus du prix du marché, ou un acheteur à acheter au-dessous, le premier ne pourra écouler sa marchandise, ni le second acheter la moindre parcelle de cette même marchandise.

Ici, la théorie distingue la « courte période » de la « longue période ».

En courte période, les firmes ne peuvent réagir aux variations du marché qu'en utilisant plus ou moins leurs capaci-

tés de production; leur capital (équipement, taille des installations), ne pouvant être modifié, est considéré comme constant. Il en résulte une possibilité de profits pour les firmes qui savent dans ces conditions s'adapter le mieux aux variations du marché. En longue période, par contre, chacune des firmes a l'opportunité de modifier son capital, si elle le peut, en augmentant ou en diminuant ses investissements. Le prix du marché s'établit alors au minimum du coût moyen des firmes les plus performantes, les autres firmes étant évincées du marché. Les profits qui ont pu naître en courte période ont disparu, les prix en longue période recouvrant seulement les frais de production dans lesquels est incluse la rémunération de l'« entrepreneur ». D'une certaine manière, ce long terme imaginaire, imaginé indéfini, sinon infini, établit de lui-même les conditions de la concurrence pure et parfaite. Toutes les constantes deviennent variables, tandis que sont abolies toutes les « frictions » qui empêchaient le modèle pur de s'incarner dans la réalité.

L'économiste français Léon Walras (1834-1910) sera le premier à décrire le modèle de concurrence pure et parfaite à l'aide d'un système de  $n$  équations à  $n$  inconnues concernant  $n$  produits<sup>1</sup>. Comme il le dit lui-même, l'économie politique pure « est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue ». Le résultat du raisonnement classique est mathématiquement confirmé : à l'équilibre, il n'y a ni profit ni perte, l'entrepreneur étant seulement rémunéré pour son « travail ».

Cet état d'équilibre de la production est, comme Tétât d'équilibre de l'échange, un état idéal et non réel, reconnaît Walras. Il n'arrive jamais que le prix de vente des produits soit

1. Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale*, édition définitive, revue et corrigée par l'auteur, Paris, LGDJ, 1952 (réédition 1976).

absolument égal à leur prix de revient en services producteurs, pas plus qu'il n'arrive jamais que l'offre et la demande effectives des services producteurs ou des produits soient absolument égales. Mais c'est l'état normal en ce sens que c'est celui vers lequel les choses tendent d'elles-mêmes sous le régime de la libre concurrence appliqué à la production comme à l'échange<sup>1</sup>.

Le mot important, on l'aura reconnu, c'est le verbe *tendre*, qui nous rappelle les errements de Stuart Mill, déjà évoqués<sup>2</sup>. Et l'on devine le raisonnement qui suit. Si des profits apparaissent dans telles branches, « les entrepreneurs affluent ou développent leur production, ce qui augmente la quantité des produits, en fait baisser le prix et réduit l'écart ». **Dans** le cas contraire, s'il y a des pertes, « les entrepreneurs se détournent ou restreignent leur production, ce qui diminue la quantité des produits, en fait hausser le prix et réduit encore l'écart<sup>3</sup> ».

Ainsi, conclut Walras, à l'état d'équilibre de la production, les entrepreneurs ne font ni bénéfice ni perte. Ils subsistent alors non comme entrepreneurs, mais comme propriétaires fonciers, travailleurs ou capitalistes dans leurs propres entreprises ou dans d'autres. J'estime que, pour tenir une comptabilité rationnelle, un entrepreneur qui est propriétaire du sol qu'il exploite ou qu'il occupe, qui participe à la direction de son entreprise, qui a des fonds engagés dans l'affaire, doit débiter ses frais généraux et se créditer lui-même d'un fermage, d'un salaire et d'un intérêt calculé aux taux du marché des services producteurs et au moyen desquels il subsiste, sans faire à la rigueur, comme entrepreneur, ni bénéfice ni perte. Et, en effet, n'est-il pas évident que s'il retire de ses propres services producteurs, dans son entreprise, un prix supérieur ou inférieur à celui qu'il en retirerait partout ailleurs, il est en bénéfice ou en perte de la différence?

1. Walras, *op. cit.*, p. 194.

2. Cf. Prologue.

3. *Ibid.*



Cet équilibre de tendance, qui n'est autre que l'équilibre de longue période de la théorie classique, est censé correspondre à l'optimum du point de vue de la société. Toutefois, Walras pose une hypothèse supplémentaire pour que l'optimum soit atteint : la répartition initiale des richesses obéit à la justice<sup>1</sup>. Par la suite, des générations d'économistes néoclassiques vont s'évertuer à démontrer les conditions de possibilité de cet équilibre optimal, les derniers en date étant l'Américain Kenneth Arrow et l'Américano-Français Gérard Debreu, deux prix Nobel d'économie, le premier en 1972, le second en 1983<sup>2</sup>.

On ne soulignera jamais assez le résultat paradoxal de tout cet édifice compliqué. Des économistes qualifiés de bourgeois par toute une littérature socialiste ou marxiste,

1. Jérôme Lallement, « Prix et équilibre selon Léon Walras », dans *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, tome 2, p. 464.

2. K. Arrow, *Social Choice and Individual Values*, New York, Wiley, 1951. G. Debreu, *Theory of Value, and Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*, New York, John Wiley & Sons, 1959. K. Arrow et G. Debreu, « Existence of an Equilibrium for a Competitive Economy », dans *Econometrica*, 1954, vol. 22, p. 265-290.

*Théorie de la valeur*, la thèse de doctorat que Gérard Debreu soutient en 1965 à l'université de Paris, établit comment une économie concurrentielle aboutit à un équilibre général, défini comme un état pour lequel les actions individuelles sont compatibles entre elles.

Les individus offrent et demandent des biens et services en cherchant le maximum de satisfaction. Ils déterminent leur choix d'achat ou de vente en fonction des prix qui apparaissent sur le marché - prix sur lesquels ils n'ont aucune influence par eux-mêmes puisque la situation est concurrentielle. Debreu démontre alors que sous certaines conditions, il existe au moins un « équilibre général concurrentiel », c'est-à-dire au moins un système de prix, parmi tous ceux qui pourraient être envisagés, qui égalise offres et demandes de l'ensemble des individus pour chacun des biens et services. Ensuite, Debreu établit que cet équilibre est optimal. Ce qui veut dire qu'il correspond à une allocation des ressources qui ne peut plus être modifiée de manière à augmenter la satisfaction d'un individu sans baisser celle d'au moins un autre. Ce que l'on appelle dans le jargon des économistes l'« optimum de Pareto », car c'est l'économiste italien qui en a inventé le concept (voir plus loin).

Les biens et services sont pris en ensemble dans ce que Debreu appelle la « marchandise » - un concept qui lui permet d'intégrer le temps, voici

voire de valets du capitalisme, font sortir des cornues de leur laboratoire « scientifique » un système qui trouve son équilibre dans l'annulation du profit. Et encore cette annulation est-elle l'aboutissement d'un processus dont le moteur est la recherche du profit. Marx est dépassé qui, on l'a vu, avait essayé d'établir la loi de baisse tendancielle du taux de profit !

La théorie de la concurrence pure et parfaite arrive donc à ce résultat que tout profit durable est suspect. Car, si une entreprise parvient à maintenir un profit pendant un certain laps de temps, c'est que les conditions de la théorie de la concurrence pure et parfaite n'ont pas été respectées. À la limite, tout profit ne peut être qu'un superprofit, un profit de monopole. Il n'y a pas de profit normal. Ou encore : normalement, le profit ne peut pas apparaître.

L'optimum n'est atteint que si sont réunies les conditions de la théorie de la concurrence pure et parfaite. *Ergo*, si ces conditions ne sont pas réunies, l'optimum social ne peut pas être atteint. Deux leçons opposées vont être tirées de cette conception de l'économie encore dominante aujourd'hui. La première est qu'il faut s'efforcer par tous les moyens d'établir les conditions de la concurrence. La seconde est que l'on n'y arrivera jamais et qu'il

comment. Si les marchandises sont caractérisées par la date où elles sont disponibles, deux biens identiques produits à des moments différents sont considérés comme distincts ; des prix différents leur sont attribués. Ce qu'explique bien le dicton : « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. » À l'instant de la prise de décision, les offres et demandes individuelles de marchandises concernent donc les biens et services présents mais aussi les biens et services futurs, c'est-à-dire disponibles seulement à des dates ultérieures. Le concept de la marchandise permet d'introduire dans les calculs l'incertitude - trop souvent absente de la réflexion économique. Debreu aboutit ainsi au concept de « marchandise conditionnelle », dont la valeur dépend d'événements aléatoires. Par exemple, un parapluie s'il doit pleuvoir demain n'a pas la même valeur qu'un parapluie s'il fait un soleil magnifique. Dès lors, la démonstration d'existence d'un équilibre peut intégrer l'irréductible incertitude du futur. Une prouesse mathématique !

faut trouver un autre système pour parvenir « au plus grand bonheur du plus grand nombre », pour reprendre la formule célèbre de Bentham.

La première ouvre la voie au néolibéralisme, la seconde au réformisme, voire à la révolution. De la première s'inspire une intervention de l'État pour rétablir les conditions de la théorie de la concurrence pure et parfaite (législation antitrust, lois dites de la concurrence, instances de régulation, etc.).

La seconde voie est celle d'une prise en main directe par l'État de pans entiers de l'économie, notamment par les nationalisations, ou plus subtilement par le contrôle du crédit. Cette deuxième voie est passée de mode depuis la chute du mur de Berlin. On n'y insistera pas ici. Mais souvenons-nous ! Il n'y a pas si longtemps, c'était en 1981, le Programme commun de la gauche lançait notre pays dans le plus vaste programme d'étatisation qu'un pays occidental ait connu au  $xx^e$  siècle. On a vu les résultats. Les auteurs de cette politique n'osent même plus en parler !

Le corollaire de la théorie de la concurrence pure et parfaite, c'est la théorie de la « concurrence imparfaite » ou celle de la « concurrence monopolistique », qui eurent beaucoup de succès entre les deux guerres et qui inspirent encore nombre de néo-libéraux ou de socialistes libéraux. Comment ne pas condamner le monopole ? Comment ne pas livrer à la vindicte du peuple une entité présumée coupable au moins depuis Aristote ?

Cette théorie nous dit en effet que dans une situation de monopole, où il n'y a qu'un seul vendeur ou producteur, l'une des conditions de la théorie de la concurrence pure et parfaite n'est pas remplie. Évidemment, la moindre décision prise par cet unique producteur aura une influence sur le marché. Le prix du marché n'est donc pas une donnée qui s'impose à lui comme dans le modèle de la concurrence pure et parfaite. Dans ces conditions, le

monopoleur peut s'arrêter de produire avant que son profit ne soit nul. Par rapport à une situation de concurrence pure et parfaite, la production est donc moindre et le profit, évidemment, n'est pas égal à zéro. Comme la concurrence pure et parfaite est censée conduire à l'optimum social, la situation de monopole aboutit à une situation qui n'est pas optimale. Il faut donc la corriger. À partir de là, la théorie s'est raffinée pour tenir compte de situations plus complexes, telles les oligopoles, les cartels, les ententes... Mais l'essentiel, c'est bien cette idée de profit hors norme, de « superprofit » par raréfaction artificielle de la production. Dès lors, une seule solution s'impose, que l'on soit néo-libéral ou social-démocrate : il faut démanteler les monopoles et toutes formes d'organisation qui leur ressembleraient de près ou de loin.

Une question se pose tout de même à un esprit non prévenu. Puisque superprofit il y a, comment se fait-il que ce superprofit n'attire pas d'autres entrepreneurs ? La réponse ne peut être que : parce qu'« on » les a empêchés d'entrer sur le marché. Qui est cet « on » ? Dans un supposé « état de droit », cet « on » doit disposer de la force légitime pour bloquer ainsi l'entrée d'un marché. Par conséquent cet « on » ne peut être, directement ou indirectement, que l'État. Si monopole il y a, ce monopole ne peut rester monopole qu'avec l'aide de l'État. Soit en empêchant d'autres producteurs d'entrer sur le marché en question. Soit, ce qui revient au même, en décrétant que telle entité est la seule habilitée à produire la marchandise en question. Par exemple, la Banque de France s'est vu accorder par l'État le monopole de la planche à billets, la SNCF le monopole du transport par chemin de fer, EDF le monopole de la production et de la distribution d'électricité, etc.

En un mot comme en cent, dans une économie de marché, le monopole tel que nous le décrit la théorie n'existe

pas et ne peut pas exister. Certes, l'objectif de tout producteur, de tout acteur de l'économie, c'est bien de tendre vers une situation de monopole. Quand j'écris le livre que vous êtes en train de lire, par exemple, que je signe de mon nom, je vise à atteindre une situation de monopole. Je serais le seul producteur de ce livre. Cet essai, que je prétends unique en son genre - que j'espère non substituable par aucun autre, sinon pourquoi récrierais-je? -, va entrer en concurrence avec des milliers d'autres livres. C'est dire que je ne pourrais pas pratiquer n'importe quel prix. Si je parviens pourtant à en faire un best-seller, je vais me trouver pendant un moment dans une situation quasi monopolistique. Et jouir de « superprofits » considérables. Bien sûr! Mais j'ai pris un risque, en supposant qu'il existerait un marché pour ce livre, dans une situation de totale incertitude.

Voilà ce qu'ignoré la théorie de la concurrence pure et parfaite : la prise de risque dans un monde incertain. En vérité, l'auteur de best-seller partage ce risque avec l'éditeur. Le livre peut tout aussi bien faire un flop. Ce n'est pas un jeu où l'on gagne à tous les coups, sinon ça se saurait ! Autrement dit, le « superprofit » dont jouissent l'auteur et l'éditeur en cas de réussite est la récompense du risque qu'ils ont pris. Mais ce superprofit ne peut être illimité, de toute façon. Sur le marché de *Madame Bovary*, Flaubert occupe une position de monopole à 100 %, et pourtant son livre est en concurrence non seulement avec des millions d'autres livres, mais aussi avec des produits autres (une place de cinéma, un repas au restaurant, un journal, une émission de télévision...).

Quant à l'entrepreneur qui a engagé des capitaux dans une activité nouvelle, il cherche lui aussi à « dominer » son marché. Tout innovateur est forcément en situation de monopole, mais il n'en échappe pas pour autant à la pression de la concurrence. L'inventeur des poupées Barbie, pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, pensait

bien disposer effectivement d'un monopole pour un marché qu'il avait lui-même inventé.

Dès lors, on voit bien que les fonctionnaires chargés par l'État de faire respecter les « règles de la concurrence » ont une tâche fort délicate lorsqu'ils calculent la part de marché occupée par telle entreprise pour déterminer si elle est en situation de monopole, et donc si elle abuse de cette situation, ce qui justifierait une intervention correctrice de l'État. Car ces calculs de parts de marché supposent que l'on puisse définir les limites d'un marché. Comme l'a fort justement remarqué l'un des meilleurs économistes français d'aujourd'hui, Jean Tirole :

Si nous posons que deux biens appartiennent au même marché si et seulement s'ils sont parfaitement substituables, alors pratiquement tous les marchés seraient servis par une seule firme - les firmes produisent toutes des biens qui sont au moins légèrement différenciés (soit physiquement, soit en termes de localisation, de disponibilité, d'information du consommateur, ou par d'autres facteurs). Mais la plupart des firmes ne bénéficient pas d'une situation de monopole pure. Une hausse des prix conduit les consommateurs à reporter leurs dépenses sur un petit nombre de biens substitués.

Ainsi la définition d'un marché par la forte substituabilité des biens qui le constituent peut conduire à condamner toute firme pour abus de monopole. Or, l'idée d'une telle définition est centrale dans le concept juridique du « marché pertinent » auquel les juges font référence quand ils appliquent les « règles de la concurrence ».

1. Jean Tirole, *The Theory of Industrial Organization*, Cambridge, Ma., The M.I.T. Press (traduction française : *Théorie de l'organisation industrielle*, Paris, GREMAQ, 2 vol.). Ayant remarqué la difficulté à définir empiriquement un marché, l'auteur n'en affirme pas moins quelques pages plus loin : « Dans le cadre de ce livre, cette difficulté [...] sera ignorée » !

Bref, elle est purement arbitraire, cette définition du marché auquel est censé appartenir le producteur en question. Le « marché du livre d'art », le « marché de la betterave sucrière », le « marché du cinéma grand public », etc., sont de pures fictions. La délimitation concrète de ces fictions est le fait d'une bureaucratie persuadée que l'optimum ne peut être atteint que si les producteurs ne sont pas trop inégaux. Elle ne peut comprendre, parce que la théorie de la concurrence pure et parfaite enseigne exactement le contraire, que l'état de la concurrence ne dépend ni du nombre ni de la taille relative des entreprises. On peut être encore en situation de concurrence même s'il ne reste plus qu'un seul producteur. Pour qu'il y ait concurrence, il faut et il suffit que l'entrée sur le marché soit libre. Comme seul l'État peut fermer<sup>1</sup> cette entrée, il n'y a de monopole que par la grâce de l'État.

Autrement dit, si un «monopole» s'est instauré en l'absence d'intervention étatique, ce n'est pas un monopole au sens de la théorie, car il est plongé dans un milieu concurrentiel et il doit tenir compte de ce milieu, et par conséquent baisser ses prix et son profit jusqu'au niveau où d'autres ne sont plus intéressés à entrer sur ce marché<sup>1</sup>. Il se peut qu'un expert nommé et payé par l'État juge tout de même que ses prix sont trop élevés. Ce fonctionnaire pourrait se poser la question : pourquoi d'autres entrepreneurs ne sont pas entrés sur ce marché alors que l'entrée était libre? parce que le risque était trop élevé? les profits attendus pas assez attirants? parce qu'ils manquaient d'imagination? Mais non! notre homme a des normes dans la tête, définies par l'administration. Il

1. Même le monopole dit « naturel » n'échappe pas à la concurrence. On appelle monopole naturel une situation dans laquelle une entreprise peut conquérir l'ensemble d'un marché pour un produit donné si la phase des rendements croissants est suffisamment longue pour lui permettre de le faire. Ce point, très technique, est analysé par l'auteur dans son ouvrage *L'Invention de l'État* (Paris, Les Belles Lettres, 2003), p. 240-241.

ordonnera des baisses de prix, sous prétexte de rétablir les conditions de la concurrence pure et parfaite, et il aboutira à rendre cette activité non rentable, laquelle devra être, de ce fait, abandonnée par le secteur privé et confiée à un organe étatique. C'est de cette manière que la sidérurgie a été sinistrée en France.

Cette situation est la conséquence de cet étonnant « trou » conceptuel, embryonnaire dans l'œuvre d'Adam Smith, mais qui n'a fait ensuite que grandir : l'impossibilité pour la théorie de la concurrence pure et parfaite de concevoir le profit. Et pour une raison bien simple, qui montre que cette théorie, pour déficiente qu'elle soit, est cohérente. Dans un monde d'information parfaite, autrement dit dans un monde où l'information est gratuite et accessible à tout un chacun, il ne peut y avoir d'incertitude. Pas de prise de risque, et donc pas de profit possible. Dans un monde d'information parfaite, les entreprises dans une branche donnée d'activité ont, forcément, toutes les mêmes caractéristiques techniques, toutes les mêmes coûts. Pourquoi Tune d'entre elles pourrait-elle dégager des profits? Si l'une fait des profits, toutes en feront, et d'autres entrepreneurs seront attirés qui augmenteront la production et donc feront baisser les prix jusqu'à anéantir le profit. On admettait tout à l'heure que dans la courte période l'une d'entre elles pourrait parvenir à se distinguer de ses concurrentes et à dégager un profit. Mais cela même est déjà impossible. L'information étant parfaite par hypothèse, les autres entreprises sur ce marché ne tarderaient pas, toutes, à découvrir l'astuce de la gagnante et à imiter son comportement.

Dans ce contexte, l'entrepreneur ne correspond à aucune réalité. Ce n'est même pas un idéal type vers lequel l'entrepreneur concret devrait « tendre », selon l'expression de Stuart Mill, dans des conditions idéales. C'est une sorte de zombie. Il ne peut avoir aucune

influence sur ses concurrents, sur ses fournisseurs, sur ses clients. Il est à la tête d'une entreprise semblable aux autres. L'état de la technique, à un moment donné, s'impose à lui comme à tous les autres. Il n'est confronté à aucune incertitude. Il ne prend aucun risque. Cet entrepreneur-bureaucrate est en fait un technicien supérieur juste capable d'administrer une entité dont les paramètres sont parfaitement connus de tout le monde. Il ne manquerait plus qu'il fasse des profits ! Il est comparable à un chef d'usine dans une économie socialiste centralisée. Tel est le paradoxe suprême de la théorie économique qui prend sa source chez Smith, supposé être le fondateur de l'économie de marché. Elle peut dériver vers une économie socialiste centralisée, dirigée, en principe, par des « techniciens » qui sont persuadés ou ont été persuadés que les choix économiques peuvent être réduits à de simples choix techniques.

Dans un pays où l'ingénieur d'État était roi, la France, on conçoit que ce modèle ait eu, et conserve encore des adeptes. Mais on peut aussi en trouver un exemple dans ce que Mises, l'économiste autrichien déjà nommé, appelait en 1949 le « modèle Hindenburg », ou modèle allemand, qui <\ conserve nominalement et en apparence la propriété privée des moyens de production, maintient l'aspect extérieur du marché, des prix, des salaires et des taux d'intérêt ». Dans un tel modèle, note Mises, « il n'y a plus désormais d'entrepreneurs, mais des chefs d'établissement (*Betriebsführer*, dans la terminologie de la législation national-socialiste) ».

Ces chefs d'établissement paraissent diriger effectivement les entreprises qui leur sont confiées : ils achètent et vendent, embauchent et licencient les travailleurs et rémunèrent leurs services, contractent des emprunts, paient des intérêts et amortissements. Mais dans toutes leurs activités ils sont tenus d'obéir inconditionnellement aux ordres émis par

l'administration gouvernementale chargée en dernier ressort de diriger la production. Cette administration (*Reichswirtschaftsministerium* de l'Allemagne nazie) indique aux dirigeants d'entreprise ce qu'ils doivent produire, et comment, à quel prix acheter et à qui, à quel prix vendre, et à qui. Elle affecte chaque travailleur à son poste et fixe sa paie. Elle décrète à qui et dans quelles conditions les capitalistes doivent confier leurs fonds. L'échange de marché est une simple comédie [...]. C'est le socialisme sous le déguisement d'une terminologie empruntée au capitalisme '.

Il est intéressant de rappeler à ce propos, qu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle et au début du xx<sup>e</sup> siècle, toute une série d'économistes de premier plan tirèrent du modèle de la concurrence pure et parfaite les conditions de possibilité d'une économie socialiste. À commencer par Walras, qui se proclamait lui-même socialiste<sup>2</sup>, et qui préconisait de mettre en la possession de l'État la terre, la rente et le fermage par la nationalisation des terres pour respecter l'hypothèse d'égalité des conditions de départ nécessaires, selon lui, à la réalisation de l'optimum social.

Vint ensuite son disciple et successeur à la chaire de Lausanne, l'Italien Vilfredo Pareto. Dans son *Cours d'économie politique* de 1897, puis dans ses *Systèmes socialistes* (1901-1902), il approfondit sa réflexion sur l'économie socialiste. Avant de terminer ses jours comme sénateur dans l'Italie mussolinienne.

Pareto a été considéré comme le plus grand économiste du début du xx<sup>e</sup> siècle. Il occupe encore une place considérable dans la science économique contemporaine, ayant contribué au perfectionnement théorique du modèle de la concurrence pure et parfaite et à ses dérivés. Si l'on veut

1. Ludwig von Mises, *L'Action humaine. Traité d'économie*, traduit de l'américain par Raoul Audouin, Paris, PUF, 1985, p. 755. L'édition originale date de 1949.

2. Jérôme Lallement, *op. cit.*, p. 464. Rencontrant, pour cette raison et d'autres, des difficultés à enseigner en France, il avait obtenu d'enseigner à l'université de Lausanne où il occupait la chaire d'économie.

comprendre ces dernières, cet auteur est incontournable. Aussi devons-nous lui consacrer quelques paragraphes.

Rappelons d'abord que pour Pareto, il est impossible de mesurer et donc de comparer les plaisirs ou les peines individuels du fait même qu'ils sont subjectifs. Dans ces conditions, un progrès de bien-être ne peut être accompli que si au moins l'une des personnes concernées y trouve son compte et si toutes les autres n'y perdent pas. De toute autre situation, où il y a des perdants et des gagnants, on ne peut faire aucun bilan, puisqu'on ne peut comparer les peines des uns aux plaisirs des autres. C'est ce qu'on appelle dans le jargon le « critère parétien ». Le moindre changement soumis au critère de Pareto doit donc recueillir l'avis unanime des sujets en cause, nul ne devant se sentir lésé. Non seulement le moindre changement de loi ou de règlement, mais aussi le moindre échange même volontaire entre deux personnes, dans la mesure où cet échange peut affecter la situation de tierces personnes sans leur accord. Dans ce contexte, n'importe qui, si l'on suit Pareto, peut imposer son veto à toute décision, sous le prétexte qu'il craint qu'elle diminue son bien-être. Jusque-là, on reste dans une optique subjective de la valeur.

Toutefois, et ceci est peu connu, Pareto lui-même ne respecte pas son propre critère lorsqu'il examine comment l'on peut atteindre le maximum de satisfaction pour la collectivité, ce qui forcément le conduit à ce qu'il s'était interdit, à savoir des comparaisons intersubjectives des plaisirs et des peines. L'exemple qu'il donne est significatif : « L'autorité publique doit nécessairement comparer les différentes utilités ; il n'est pas nécessaire de rechercher maintenant d'après quels critères. Lorsque, par exemple, elle met en prison le voleur, elle compare les souffrances qu'elle lui impose avec l'utilité qui en résulte pour les honnêtes gens, et elle estime *grosso modo* que cette utilité

compense au moins ses souffrances ; autrement elle laisserait courir le voleur<sup>1</sup>. » Dans un monde économique purement parétien, la prison n'aurait pas de place. Faut-il rappeler à ce propos que la prison est une institution récente ?

Pareto s'accorde donc, à l'occasion, la possibilité de comparaisons intersubjectives, tout en indiquant qu'elles ne peuvent prétendre à un « statut scientifique ». Il est dès lors nécessaire de recourir à des « considérations étrangères à l'économie ». « C'est-à-dire qu'il faut décider, au moyen de considérations d'utilité sociale, éthiques ou autres quelconques, dans l'intérêt de quels individus il convient d'agir en en sacrifiant d'autres<sup>2</sup>. »

Pareto, ce faisant, ouvrait une boîte de Pandore : l'État, d'après lui, pouvait trouver hors de l'économie une justification à intervenir. La légitimité du découplage entre production et répartition était ainsi réaffirmée par le plus grand économiste de l'époque - un thème sur lequel peuvent se rejoindre néo-libéraux et sociaux-démocrates, ce qui explique pourquoi leurs programmes sont si difficiles aujourd'hui à différencier. Dans un premier temps, dit cette doctrine, qui paraît rencontrer un fort consensus dans un pays comme la France, la société a intérêt à organiser la production selon un mode purement concurrentiel, puis, dans un second temps, selon les critères sociaux, éthiques ou autres qui lui conviennent, elle organisera la redistribution de la richesse produite au profit des uns et au détriment des autres. La première phase doit être réalisée de manière à satisfaire au critère parétien ; dans la seconde, bénéficiant d'une production portée à son plus haut niveau possible, on pourra modifier les parts de chacun sans que cette redistribution ne porte atteinte à l'effi-

1. Vilfredo Pareto, « Cours d'économie politique », dans *Œuvres complètes*, Genève, Droz, vol. 1, § 2131.

2. *Ibid.*, § 2129.

cacité productive. Stuart Mill avait déjà conçu un tel système dichotomique en établissant ce qu'il croyait être une différence essentielle entre les lois de la production, déterminées selon des lois identiques aux lois de la nature, et les lois de la répartition, où des critères sociaux ou institutionnels peuvent intervenir. Et nous savons tout ce que nous devons à Ricardo pour ce qui concerne la « science » de la lutte des classes.

Toutefois, dès son *Cours*, Pareto a franchi un pas de plus - bien oublié aujourd'hui - en appliquant son propre critère au fonctionnement d'une économie socialiste, où l'État se serait approprié une partie du capital. Dès lors, le problème majeur qui se poserait à un tel État serait « d'organiser la production de manière à tirer des capitaux dont il dispose le maximum d'ophélimité [c'est ainsi que Pareto désigne futilité] pour ses administrés ». De même, il devrait produire les nouveaux capitaux dont il peut avoir besoin, « en imposant la moindre somme possible de sacrifices à ses administrés \* ». Pour l'économiste italien, le problème économique du ministère de la production de l'État socialiste s'écrit avec le système d'équations de Walras, et donc peut se résoudre de la même façon. Conclusion : « En résumé, l'économie pure ne nous donne pas de critérium vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste<sup>2</sup>. » Un tel aboutissement était prévisible. Dans les conditions de la théorie de la concurrence pure et parfaite, l'information est elle-même parfaite, gratuite. Un planificateur central est donc omniscient, et peut de ce fait arriver au même résultat que le marché. Comme en plus l'économie de marché donne l'impression de générer un gaspillage insensé, la position

1. *Ibid.*, § 1016.

2. V. Pareto, *Manuel d'économie politique* (1906), *Œuvres complètes*, op. cit., vol. 7, VI, § 61.

neutre de l'économiste quant aux institutions encourageait les rationalistes de tout poil à vanter les mérites du socialisme, vu comme le triomphe de l'organisation sur les forces aveugles de l'anarchie capitaliste.

Un disciple italien de Pareto, Enrico Barone, enfoncera le clou en 1908 dans un article appelé à rester célèbre<sup>1</sup>. Même si le disciple émet quelque doute sur les possibilités réelles d'un ministère de la Production à réunir les informations nécessaires à la constitution d'un système d'équations à la Walras, «le résultat essentiel de l'étude de Barone ou de toute autre semblable, commente le grand historien déjà cité de la pensée économique Joseph Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique*, est que « tout socialisme dirigé du centre a un système d'équations qui possède un ensemble de solutions uniquement déterminé, dans le même sens et sous les mêmes réserves que le capitalisme de concurrence parfaite, et que cet ensemble jouit de propriétés semblables de maximum<sup>2</sup> ».

Schumpeter ajoute significativement : « On ne peut le rejeter [le plan socialiste] parce qu'il signifierait le chaos, le gaspillage ou l'irrationalité. Ce n'est pas négligeable. Ce service rendu à la doctrine socialiste Ta été par des auteurs qui n'étaient pas socialistes. Nous avons le droit de signifier l'importance de ce fait. Ils démontrèrent victorieusement l'indépendance de l'analyse économique. » Nous aurions tendance à être moins indulgent que ne l'est Schumpeter. Les écrits des Walras, Pareto et Barone apportent plutôt une démonstration supplémentaire de

1. Enrico Barone, E., « Il Ministro della produzione nello stato collettivista », dans *Giornale degli economisti*, 1908, p. 267-293. Traduction anglaise dans P. Newman, *Readings in Mathematical Economics*, vol. 1, John Hopkins Press, 1968. Traduction française : « Le ministère de la Production dans l'État collectiviste », par M. Th. Génin, p. 245-299, dans F.A. von Hayek, *L'Économie dirigée en régime collectiviste*, Paris, Librairie de Médecis, 1939.

2. Schumpeter, op. cit., t. III, p. 316.

l'absurdité de la théorie de la concurrence pure et parfaite et de ses possibles dérivés.

La preuve qu'on pouvait montrer que les conditions de possibilité d'une économie à proprement parler socialiste ne sont pas réunies a été administrée par Ludwig von Mises, déjà cité. « Le Calcul économique dans la communauté socialiste », article publié en 1920, démontre l'impossibilité d'un calcul rationnel dans un monde où n'existerait pas de propriété privée des ressources, car il n'y aurait alors ni marché ni prix. Sans prix, pas de calcul économique possible. Et sans calcul économique, aucun plan n'est possible. Aujourd'hui, la démonstration de Mises est à peu près admise par tout le monde<sup>1</sup>, et semble rejoindre le simple bon sens. Mais à l'époque où l'économiste autrichien a établi ce diagnostic, il a rencontré beaucoup d'incrédulité, non seulement chez les adeptes du socialisme, mais aussi chez les disciples de Walras et de Pareto. Car une ligne de repli a été trouvée, qui consistait à imaginer un socialisme décentralisé utilisant des prix de marché, donnant l'illusion jusqu'à la chute du mur de Berlin qu'un compromis porteur d'avenir pouvait être trouvé entre le socialisme et l'économie de marché. Cette ligne de repli était promise à un long avenir, puisqu'elle sert encore aujourd'hui d'appui à certains théoriciens socialistes.

L'économiste qui, plus que tout autre, s'est illustré dans cette veine est le Polonais Oskar Lange (1904-1965), un temps professeur d'économie à l'université du Michigan (1936-1943), puis à l'université de Chicago (1943-1945), et enfin à l'université de Varsovie (1955-1965).

Le dispositif imaginé par Lange mérite d'être rappelé dans ses grandes lignes, car il a été célébré en son temps -

1. On peut toutefois lire sous la plume de l'économiste André Zylbergberg que Mises « affirme plus qu'il ne démontre » l'impossibilité d'un calcul économique rationnel dans les conditions du socialisme. « La théorie de l'équilibre général de 1918 à 1939 », dans *Nouvelle Histoire de la pensée économique*, Paris, La Découverte, t. 3, p. 165.

l'entre-deux guerres où avaient été forgées, nous Tavoni dit, les théories de la concurrence imparfaite ou monopolistique. Sans doute, permettait-il aux meilleurs esprits ou aux bonnes âmes, de s'accrocher à des lubies. Et notamment à celle de l'« autogestion », inspirée en partie\* du système de Lange et qui a fait couler tant d'encre dans les années 1960-1970, notamment à propos de la Yougoslavie. Que tout cela paraît loin aujourd'hui !

Dans un premier temps, selon Lange, le bureau central de la planification commence par fixer les prix de manière arbitraire (dans les faits, le bureau central de la planification s'inspirait souvent des prix de marché occidentaux)

Ensuite, à ces niveaux de prix, les consommateurs maximisent leur satisfaction et transmettent leurs demandes, par le truchement des entreprises, au bureau central de la planification.

Les entreprises, quant à elles, ne cherchent pas à maximiser leurs profits (ce ne sont pas des entreprises capitalistes), mais elles doivent, aux prix annoncés, choisir la combinaison des facteurs qui minimise le coût moyen (ce qui est censé assurer l'égalité des ratios des productivités marginales dans toutes les branches, conditions essentielles d'un optimum), et déterminer leur échelle de production en égalisant coût marginal et prix de vente du produit. Elles transmettent alors leurs offres au bureau central de la planification.

Le bureau central de la planification confronte les offres et les demandes qui lui sont parvenues et modifie les prix en conséquence. Le bureau central de la planification annonce ces nouveaux prix. Et c'est reparti pour un tour. Les consommateurs et les firmes ajustent leurs comportements aux nouveaux prix, etc.

Lange conclut qu'avec ce fonctionnement, l'équilibre d'une économie socialiste est le *même* que celui d'une économie capitaliste et qu'il s'atteint par le *même* méca-



nisme de tâtonnement. Le bureau central de la planification est donc capable, par des itérations successives, de résoudre le système d'équations de Walras. L'économiste polonais pense ainsi avoir totalement réfuté la critique de Mises.

Question : pourquoi se donner tant de mal à mimer le capitalisme si c'est pour arriver au même résultat? Réponse : dans la réalité, le capitalisme n'obéit pas à la théorie de la concurrence pure et parfaite, à cause des monopoles, cartels, ententes qui trafiquent les prix, et il est donc incapable d'atteindre l'optimum social. *Ergo*, seul le socialisme, sous sa forme itérative, en est capable. Il faut se rappeler que Lange écrit à une époque où sont discutés les ouvrages sur la concurrence imparfaite de Robinson et de Chamberlin.

Il reviendra à un autre économiste autrichien de démolir la construction de Lange. Hayek, qui à cette époque enseigne, comme professeur invité, à la London School of Economics, coordonne en 1935 un ouvrage intitulé *L'Economie dirigée en régime collectiviste*. Pour lui, l'information se découvre peu à peu par le marché. L'information dont dispose le consommateur ou l'entrepreneur n'est donc jamais parfaite, et en plus elle a un coût. Il est donc impossible de construire un système d'équations pour décrire l'économie. Car c'est supposer qu'un tel système pourrait intégrer toute l'information sous forme de données. Or, les coefficients et les fonctions qui permettent d'écrire chacune de ces équations sont en perpétuelle évolution sur les marchés réels où tous les paramètres changent à tout moment. Par conséquent, le système de Walras est dénué de toute signification. Les itérations de Lange n'y changent rien.

Hayek reprendra le thème de l'information imparfaite dans la *Constitution de la liberté*<sup>1</sup>. « La justification de la

liberté individuelle, écrit-il, se fonde principalement sur le constat de notre inévitable ignorance concernant nos objectifs, ainsi que notre bien-être. » Ignorants, nous ne connaissons même pas un grand nombre de facteurs dont dépend la possibilité de réaliser la plupart de nos objectifs. Comment un organisme central, même en multipliant les itérations, pourrait-il combler cette ignorance? Il vaut mieux compter sur les efforts indépendants et concurrents de gens nombreux pour faire advenir quoi ? justement ce que nous ne pouvons savoir. « Toutes les institutions de la liberté, en conclut Hayek, sont des adaptations à ce fait fondamental qu'est l'ignorance; ce sont des adaptations aux aléas et aux probabilités, et non à des certitudes. » Il est pourtant une institution qui cherche à combler au moins en partie cette ignorance. C'est le droit des contrats. Voilà un sujet étonnant qui mériterait de plus amples développements que ceux que nous pouvons faire ici, à savoir l'influence sous-jacente du modèle de la concurrence pure et parfaite sur cette branche du droit civil. Il apparaît en effet une correspondance entre le modèle de la théorie de la concurrence pure et parfaite et celui du contrat parfait ou du contrat idéal que, par exemple, le Code civil prend implicitement comme référence. Dans la réalité, de même que la concurrence, le contrat n'est jamais parfait. Les imperfections peuvent être dès lors nommées vice de consentement, erreur, dol, lésion, fraude, absence de cause, nécessité, concurrence insuffisante, asymétrie des relations, prix injuste, effets sur des tiers, etc. Dès lors, un contentieux peut être indéfiniment développé. Plus grave encore, le risque n'est-il pas que le juge devienne le serviteur non pas des cocontractants, mais de la conception qu'il se fait lui-même du contrat parfait, et ne cherche à la leur imposer? Il en résulterait que *Vagendum* du juge serait infini comme celui du législateur. Vaste sujet d'étude...

1. Friedrich A. Hayek, *Constitution de la liberté*, L.I.B.E.R.A.L.I.A., Litec, 1994.

Vive la croissance zéro ! *De Malthus*

*au Club de Rome, le vertige géométrique*

En 1972, le Club de Rome, qui n'est encore qu'une mystérieuse organisation, en fait un simple club de pensée, attire l'attention des médias avec cette prophétie : le monde risque un épuisement catastrophique et inéluctable des ressources naturelles d'ici un siècle. Une seule manière de s'en sortir : « faire halte à la croissance ». Le président du Club, qui est aussi son porte-voix, un certain Aurelio Peccei, membre du comité de direction de Fiat et ancien vice-président d'Olivetti, est alors présenté par le journal *Le Monde* comme un « industriel humaniste ». Le groupe de penseurs qu'il a constitué réunit des savants et des économistes « passionnés de l'avenir à long terme de l'humanité ». Ceux-ci ont demandé au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) un rapport, qui fait scandale dès sa publication. Son titre n'est autre que *Les Limites de la croissance*. Il sera édité à 10 millions d'exemplaires et vendu dans 37 pays, dont la France, chez Robert Laffont.

Qu'est-il donc sorti des cartes perforées - on les utilisait encore en 1972 - des puissants ordinateurs du MIT à Boston? 5 paramètres ont été retenus pour nourrir 400 équations : la population, l'alimentation, la production industrielle, la pollution, les ressources naturelles. L'étude, signée du professeur Jay Forrester, pionnier de

l'analyse dynamique des systèmes, conclut que la croissance de ces éléments risque de dépasser ce que notre planète est à même de supporter, et d'entraîner l'effondrement du système économique et écologique mondial. Le tout agrémenté de graphiques impressionnants propres à frapper les imaginations.

La magie des croissances géométriques est évidemment utilisée, et elle est appliquée à la population mondiale. Celle-ci a mis 100 ans à passer de 1 à 2 milliards d'individus, et seulement 30 ans pour progresser de 2 à 3 milliards; elle n'aura besoin, prévoit le MIT, que de 33 années pour passer de 3,5 à 7 milliards, puis encore d'à peine 30 ans pour croître de 7 à 14 milliards.

Dans ces conditions, les ressources naturelles, soumises à une prédation croissante de la part des humains, vont forcément s'épuiser : le mercure d'ici à 13 ans, l'étain d'ici à 15 ans, le pétrole d'ici à 20 ans, le cuivre d'ici à 21 ans, l'aluminium d'ici à 31 ans. L'apparente précision scientifique des chiffres accroît leur crédibilité.

Plus inquiétantes encore sont les statistiques relatives aux terres cultivables. Le MIT estime à 7,5 milliards d'acres (une acre représente environ 4 000 m<sup>2</sup>) le total des terres cultivables de la planète. Il faut en moyenne une acre pour faire vivre un être humain. Chaque être humain supplémentaire aura donc besoin de cette superficie, à laquelle il faudra ajouter un cinquième d'acre pour le logement, les routes, l'industrie et l'élimination des déchets.

Conclusion : étant donné la croissance démographique en cours, il y aura avant la fin du xx<sup>e</sup> siècle pénurie de terres pour ceux qui essaieront de vivre sur notre planète.

On pourrait repousser cette fatale échéance, mais on ne ferait que gagner 10 ans si aucune terre arable n'était affectée à d'autres usages, et seulement 30 ans si les rendements doubleraient dans le monde entier. Entre-temps, la

population aurait elle-même doublé, et on ne pourrait donc gagner que 30 autres années au maximum si les rendements quadruplaient, au prix d'une pollution aux conséquences dommageables.

On se heurterait à la même inexorable fatalité si le progrès technique résolvait le problème de la pénurie des ressources naturelles par la récupération et le recyclage, réduisant ainsi la quantité de matières premières nécessaires à l'industrie à un quart seulement de celle utilisées actuellement. Dans cette hypothèse, l'industrialisation ferait un tel bond en avant que la croissance serait stoppée par une pollution grandissante. Ainsi, même si on se place dans les conditions les plus favorables à la production, on ne fait que repousser des échéances de toute façon fatales.

Et le ballet des chiffres continue : si d'aventure on détournait des ressources pour réduire la pollution, la production industrielle chuterait, la production alimentaire tomberait au niveau de subsistance, le taux de mortalité augmenterait, stoppant la croissance. «Les découvertes qui permettraient de résoudre nos problèmes ne pourront être mises au point à temps pour pallier l'expansion démographique ou la destruction de l'environnement, écrit alors Aurelio Peccei. La mise en œuvre de ces moyens arrivera trop tard. Elle ne pourra que différer les crises, non les éviter. »

Citons encore ce morceau d'anthologie :

La dure vérité, qu'il faut regarder en face, c'est que si la société n'est pas capable de se purifier elle-même du péché qu'elle a commis en sacrifiant l'enrichissement moral et culturel de l'humanité à la poursuite de satisfactions matérielles, et si elle conserve un train de vie au-dessus des moyens de son habitat terrestre, elle se condamne à être arrêtée dans son élan avant qu'il soit longtemps, ou par l'intervention de forces extérieures faisant partie du système de l'Univers, ou bien par *une* guerre civile entre ses membres

luttant pour leur subsistance. Dans les deux cas, des souffrances et des morts s'ensuivront, incommensurables, et, même si notre espèce réussit à surmager, il y a peu de chances que survive ce que nous appelons la civilisation.

On dirait un paragraphe tiré du *Principe de population* de Malthus, dont nous allons bientôt parler. Aurelio Peccei pousse ici le mimétisme jusqu'à imiter le prêche moral du célèbre pasteur, qui recommandait, on le sait, l'abstinence sexuelle pour lutter contre la surpopulation. Cette fois, le salut qui nous permettra d'éviter les fléaux de la guerre et de la famine viendra d'une abstinence non pas sexuelle, mais économique : la croissance zéro.

Au vernis scientifique qu'apportait au Club de Rome la caution - encore difficile à expliquer aujourd'hui - du MIT, allait bientôt s'ajouter l'appui du président en exercice de la Commission des communautés européennes, le très écouté Néerlandais Sicco Mansholt en personne. Était-ce pour faire oublier l'impasse dans laquelle il avait enfermé l'agriculture européenne<sup>1</sup> ? Toujours est-il que ce personnage considérable reprit à son compte la thèse du Club de Rome dans une lettre tout à fait officielle. Et de proposer *illico* un nouveau plan, le « Plan central européen », pour répartir la pénurie qu'annonçaient les courbes affolantes du MIT. Adoptant des accents soixante-huitards, Mansholt lance : « Si le PNB n'est plus l'objectif, si le matérialisme n'est plus le guide, un homme qui ne veut pas travailler du tout peut être tout à fait respectable. Pourquoi devons-nous travailler ? Pourquoi tout le monde, et pas seulement ceux qui le veulent ? » Il est vrai que l'Europe de 1972 n'est pas encore entrée dans l'ère du chômage de masse, et que certains de ses dirigeants peuvent se permettre de rêver les yeux ouverts. Mais le président de la Commission va encore plus loin.

1. Cf. chapitre 5.

Ce n'est pas une croissance zéro qu'il veut pour les pays riches, mais une croissance négative, en s'appuyant sur l'argument suivant : ceux qui prétendent aider davantage le tiers-monde, pratiquer une sérieuse politique de l'environnement et développer les biens culturels tout en maintenant le niveau de vie des pays développés font preuve de mauvaise foi ou d'irréalisme. Car, prétend Mansholt, la réduction de l'écart entre pays riches et pays pauvres et l'amélioration de la qualité de vie passent par une diminution de la consommation des premiers. Ainsi Sicco Mansholt succède-t-il à Aurelio Peccei à la une des médias, médusés par ce délire écologiste - que l'on retrouve encore aujourd'hui dans la tête de certains dirigeants verts radicaux.

Un homme va se mettre en travers de ce torrent d'absurdités, avec d'autant plus de cran qu'il appartient à cette même Commission de Bruxelles, puisqu'il en est le vice-président. Non sans faire jaser, parce qu'il s'oppose ouvertement à son président, un certain Raymond Barre, encore peu connu du grand public, se lance alors dans une critique approfondie des thèses du Club de Rome. Il qualifie de sommaires les extrapolations du rapport, notamment en matière d'énergie, les possibilités du nucléaire n'ayant pas été prises en compte. Les préoccupations concernant l'environnement ou les ressources de l'an 2000, ajoute Barre, ne devraient pas conduire à négliger d'autres objectifs essentiels : la sécurité de l'emploi, un niveau de vie décent, la répartition équitable des revenus. Enfin, le dirigisme affiché par Mansholt dans sa lettre apparaît insupportable au vice-président de la Commission, qui n'est pourtant pas un libéral forcené.

Celui qui allait devenir « le premier économiste de France » - c'est ainsi que le qualifiera Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il le nommera Premier ministre en 1976, en remplacement de Jacques Chirac - oublie cependant

un point dans sa critique : toutes les courbes tracées par le MIT sont censées être fondées sur des données techniques; à aucun moment, il n'est question de prix. La fonction du prix a été totalement oubliée par le modèle. Or, cette fonction - faut-il le rappeler - est justement celle qui permet de signaler la pénurie, et même de l'anticiper, comme l'alarme d'un véhicule informatisé s'allume s'il existe un risque de collision.

Assurément, comme nous l'avons déjà remarqué \ maints problèmes d'environnement proviennent de ce que les prix sont faussés, cachés ou mal calculés. L'économiste et démographe français Alfred Sauvy, dans *Croissance zéro?*, un livre qu'il publie l'année suivante, en 1973, pour répondre au Club de Rome, le remarque à juste titre :

Les nuisances résultent toutes de fautes de comptabilité, le plus souvent à base de gratuité. Si les arbres disparaissent des villes, c'est parce qu'ils ne rapportent apparemment rien et qu'il est impossible de faire payer leurs avantages par ceux qui en profitent. Les voitures se multiplient, au contraire, au-delà de la norme, parce que l'espace qu'elles occupent est gratuit, en dépit du coût pour la collectivité.

En tout cas, sur une matière particulièrement sensible, le pétrole, le clignotant des prix ne va pas tarder à s'allumer, et même à flamber. Les émirats du Golfe trouveront dans les élucubrations du Club de Rome une justification supplémentaire à leur coup de force de fin 1973, aboutissant à un quadruplement des tarifs de l'or noir<sup>2</sup>.

Faut-il voir dans cette instrumentalisation des thèses du Club la cause de leur rapide recul? Toujours est-il que les auteurs du rapport ont fini par renier eux-mêmes leurs propres conclusions. Battre sa coulpe est un procédé éprouvé, utilisé par les militants révolutionnaires et leurs

1. Cf. chapitre 7.

2. Cf. chapitre 6.

compagnons de route intellectuels à toutes les époques. « Nous avons eu tort, oui, mais nous, nous reconnaissons nos erreurs. » Ils s'acquièrent ainsi une nouvelle aura médiatique. L'essentiel est de ne pas quitter les feux de l'actualité. Mais on ne s'attendait pas à ce que ce procédé puisse être utilisé par les experts autoproclamés du Club de Rome. Seulement quatre années après le choc créé par la publication du Rapport, et après en avoir vendu déjà 4 millions d'exemplaires, le Club de Rome, de fait, « revint sur ses pas » et « se déclara en faveur de la croissance ». L'explication de cette volte-face fut présentée par l'hebdomadaire *Time* en ces termes :

Le fondateur du Club, l'industriel italien Aurelio Peccei, affirme que *Les Limites* avaient pour but de tirer brusquement les gens de l'idée rassurante selon laquelle les tendances de croissance actuelles pouvaient continuer indéfiniment. Cela fait, explique-t-il, le Club pourrait ensuite chercher les moyens pour diminuer l'écart grandissant entre les nations riches et pauvres - inégalités qui, si elles se poursuivent, pourraient très facilement conduire à la famine, à la pollution, et à la guerre. Le retournement étonnant du Club, déclare Peccei, n'est pas autant un changement, qu'une partie d'une stratégie qui se précise '.

En d'autres termes, le Club de Rome avait publié des contre-vérités dans le but de nous faire peur. L'objectif étant atteint, il nous dévoilait maintenant la vraie vérité. En fait, le plus probable est que les auteurs du rapport avaient pris conscience que celui-ci ne tenait pas la route, qu'ils avaient fourni de l'eau au moulin de leurs pires ennemis, et qu'ils cherchaient à sauver la face. Le mensonge initial était recouvert d'un mensonge supplémentaire. Si persévérer dans l'erreur est diabolique, comment qualifier l'entêtement dans la contre-vérité?

1. *Time*, 26 avril 1976, p. 56.

La stupéfiante manipulation qu'a réussi pour un temps le Club de Rome n'est pas sans rappeler celle qui fut opérée par Malthus à la fin du xvm<sup>e</sup> siècle, lui valant une renommée qui dure encore. On peut dire que les « penseurs » ou les « experts » du Club de Rome, qui seront beaucoup plus vite oubliés que Malthus, ont copié ce dernier jusqu'à se servir du même « vertige géométrique » que le pasteur avait utilisé pour jeter de la poudre aux yeux de ses contemporains.

Si Thomas Robert Malthus (1766-1834) s'était contenté de dire, comme il l'écrit lui-même, que « l'accroissement de la population est nécessairement limité par les moyens de subsistance » - ce qui est, au fond, une banalité -, sans doute ne serait-il pas passé à la postérité ! Et il ne serait pas devenu l'un des rares économistes dont le nom est utilisé comme qualificatif : « malthusien » sert, dans plusieurs langues, à désigner un comportement favorable à une restriction volontaire de la procréation. Et par extension à valoriser nombre d'attitudes de prudence ou de scepticisme quant aux prétendus bénéfices de la croissance économique. C'est parce qu'il a donné une forme mathématique à son *Principe de population*<sup>1</sup> qu'il est aujourd'hui encore connu dans le monde entier. Il ne se livrait pourtant à ce jeu intellectuel qu'à titre hypothétique, presque parabolique, comme on va le voir. Mais les chiffres imaginaires qu'il a tirés de cette jonglerie aux apparences savantes ont frappé les esprits ; ils ont même fait scandale. La progression démographique étant supposée géométrique, alors que celle des subsistances ne serait qu'arithmétique, le déséquilibre entre population et ressources paraissait inévitable, et l'on pouvait le prédire avec toute la rigueur d'un calcul scientifique.

Malthus méritait mieux que cette réputation sulfureuse. D'abord parce qu'il a eu le mérite d'introduire la démo-

graphie de plein droit dans la science économique. Mais il fut aussi un disciple éminent d'Adam Smith. Il a même été le premier professeur d'économie politique, inaugurant cette discipline dans le tout nouveau collège créé en 1806 en Angleterre par la Compagnie des Indes occidentales pour former ses cadres. Ses *Principes d'économie politique* ont pris la suite de *La Richesse des nations* dans le bagage des apprentis économistes du xix<sup>e</sup> siècle. Nous avons rendu hommage dans un précédent chapitre à l'excellence du raisonnement concernant la loi sur les pauvres que l'on trouve dans ses *Principes*.

L'introduction fracassante de considérations sur la prolifération humaine et ses dangers, ou pour être plus précis, et employer son propre langage, sur la « passion entre les sexes », a tout de suite propulsé Malthus au panthéon des grands penseurs de l'économie. Pasteur, mari irréprochable, père de trois enfants, et non pas de onze filles comme on l'a parfois prétendu pour se moquer de ce théoricien de la reproduction humaine, Malthus notait tout de même dans ses carnets de voyage la beauté des femmes qu'il croisait, décrivant par le menu la couleur, la texture et le style de chaque élément des costumes féminins. « De tout temps, remarque-t-il, la passion qui unit les sexes a été la même, avec si peu de variation que l'on peut l'envisager, pour me servir d'une expression algébrique, comme une quantité donnée. »

*L'Essai sur le principe dépopulation*, publié une première fois en 1798, était fait pour provoquer la polémique au moins pour deux autres raisons. La première, c'est qu'il allait à rencontre de la pensée dominante de l'époque. Encore imprégnée de mercantilisme, celle-ci était favorable à une politique nataliste de l'État. Toutes les nations étaient obsédées par l'envie d'accroître leur population, et d'abord pour des raisons de puissance, quand elles n'étaient pas hantées par le fantasme de la dépopulation.

1. Malthus, *Essai sur le principe de population*, op. cit.

La deuxième raison, beaucoup plus grave, c'est que le clergyman Malthus semblait mettre en cause la fameuse injonction biblique : « Croissez et multipliez. » Plus d'un demi-siècle après la publication de *l'Essai*, paraissaient encore des opuscules avec des titres tels que « Dieu ou Malthus ? La surpopulation peut-elle être la cause de la pauvreté ? », qui accusaient le malthusianisme d'être pire que l'athéisme. Pourtant Malthus avait essayé de répondre par avance à ces critiques, il est vrai de manière assez alambiquée :

Tout nous porte à croire, écrit-il dans la seconde édition de *l'Essai*, que l'intention du Créateur a été de peupler la terre; mais il paraît que ce but ne pouvait être atteint qu'en donnant à la population un accroissement plus rapide qu'aux subsistances. [...] Le besoin de subsistances ne serait point assez pressant et ne donnerait pas assez de développement aux facultés humaines, si la tendance qu'a la population à croître rapidement sans mesure n'en augmentait l'intensité. Si ces deux quantités, la population et les subsistances, croissaient dans le même rapport, je ne vois pas quel motif aurait pu vaincre la paresse naturelle de l'homme et l'engager à étendre la culture.

Puisque la population a tendance à croître plus vite que les ressources disponibles pour la nourrir, comment son taux de croissance est-il ramené à celui de l'augmentation des subsistances? La croissance démographique, répond Malthus, rencontre trois types d'obstacles : la contrainte morale d'une part, le vice, les guerres, et les catastrophes naturelles d'autre part, et enfin la misère. Les deux premiers sont qualifiés d'obstacles « préventifs », le troisième d'obstacle « destructif ». « Si l'obstacle préventif venait à cesser ou seulement à ralentir son action, et si les autres causes destructives [guerres, catastrophes naturelles] étaient supprimées, nous verrions toutes les contrées de l'univers périodiquement ravagées par des pestes ou des famines. »

Or, Malthus, comme on peut s'y attendre, ne veut pas se servir du vice comme obstacle préventif. Il entend par vice, en termes pudiques, les « rapports sexuels dans la promiscuité », les « passions contre nature », les « violations du lit conjugal » et les « méthodes inconvenantes pour annuler les effets des liaisons irrégulières ». Nous dirions aujourd'hui : rapports avec des prostituées, masturbation, homosexualité, adultère et limitation des naissances, infanticide ou avortement. Rien n'est plus opposé à l'enseignement de Malthus que les méthodes contraceptives que l'on range aujourd'hui sous le nom de « néo-malthusiennes ». « Je réproverai toujours, s'exclame-t-il, tout moyen de limitation de la population qui soit artificiel et contraire à la nature. » Beaucoup de ces moyens étaient connus de son temps : notamment le *coïtus interruptus*, très utilisé en France, et ces condoms taillés dans des boyaux de mouton que Casanova appelle déjà « capotes anglaises ». Quant à l'infanticide, il était encore une pratique commune dans l'Europe occidentale du xix<sup>e</sup> siècle.

Reste donc pour Malthus, comme seul moyen d'éviter famines et guerres, la « contrainte morale », c'est-à-dire le mariage tardif, la chasteté dans le lit conjugal, et le célibat pour ceux qui n'ont pas les moyens d'entretenir une famille. « Si nous voulons [continuer à] nous marier aussi jeunes, et en même temps nous opposer aux opérations destructives de la nature, remarque-t-il, soyons assurés que nous échouerons. La nature ne veut et ne peut être subjuguée. La mortalité, requise par la population, aura lieu de manière ou d'autre. » Et d'en conclure que « le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances ». S'il respectait la contrainte morale, il ne tomberait pas dans la misère.

Malheureusement pour la morale que voulait enseigner Malthus, le principe de population est faux. Pour cette simple raison : il n'y a aucune raison de penser que l'aug-

mentation des subsistances ne peut se faire, elle aussi, sur le mode géométrique. C'est ce qu'on appellera plus tard la croissance économique, laquelle, jusqu'à aujourd'hui, amis en échec le principe de Malthus. Il n'y a d'ailleurs aucune raison non plus de penser que la population obéit forcément en tout temps et en tout lieu à la loi de progression géométrique. Les dernières décennies le prouvent éloquemment.

Dès lors, comment expliquer un tel succès? C'est qu'elle est irrésistible, la rhétorique tirée de la croissance géométrique appliquée à un seul élément dans un ensemble qui serait gouverné par des progressions arithmétiques. Elle permet au locuteur de dire : même si je me mets dans la meilleure situation possible de votre point de vue, la catastrophe n'en est pas moins inéluctable. Malthus en a usé et abusé. Lisons :

Dans un premier temps, Malthus affirme :

Nous pouvons donc tenir pour certain que, lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doublant tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique<sup>1</sup>.

Dans un deuxième temps :

Si nous supposons que, par la meilleure administration et par les encouragements les plus puissants donnés aux cultivateurs, le produit des terres y pourrait doubler dans les premières vingt-cinq années, il est probable que nous irons au-delà de la vraisemblance; et cette supposition paraîtra excéder les bornes que l'on peut raisonnablement assigner à un tel accroissement de produit<sup>2</sup>.

Admettons-le tout de même. Les ressources ayant doublé comme la population, le niveau de vie n'a pas changé. Que va-t-il se passer à la phase suivante ?

1. Malthus, *Essai sur le principe de population*, op. cit., p. 8. Italique dans le texte.

2. *Ibid.*

Feignons que les additions annuelles, qui pourraient être faites au produit moyen, ne décroissent point et restent constamment les mêmes. [...] Assurément le spéculateur le plus exagéré ne croira pas qu'on puisse supposer davantage.

Même dans ce cas, le télescopage des deux progressions aboutit à une « conséquence inévitable » :

La race humaine croîtrait comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256; tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Au bout de deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9 ; au bout de trois siècles, comme 4 096 est à 15, et après deux mille ans, la différence serait immense et comme incalculable \

Immédiatement, Malthus enfonce le clou :

On voit que, dans nos suppositions, nous n'avons assigné aucune limite aux produits de la terre. Nous les avons conçus comme susceptibles d'une augmentation indéfinie, comme pouvant surpasser toute grandeur qu'on voudrait assigner.

Autrement dit, même en donnant toutes les chances à la multiplication de la production, la croissance démographique reste très largement supérieure parce que sa « raison » est géométrique au sens mathématique du terme. Malthus est si heureux de sa trouvaille qu'il la répète encore dans un autre chapitre. Avec la même hypothèse de doublement du produit en vingt-cinq ans :

Nous admettions cependant cette loi d'accroissement du produit, tout improbable qu'elle soit. La force de l'argument que je pose permet de faire des *concessions presque illimitées*

1. *Ibid.*, p. 11.

2. *Ibid.*, p. 533. Nous soulignons.



H n'en reste pas moins qu'au tour suivant, la raison géométrique fait apparaître une population mourant de faim.

Toute cette alchimie mathématicienne peut faire sourire. Mais elle exerce encore tout son pouvoir de séduction. Nous avons vu comment le Club de Rome en avait usé et abusé. Il prenait la suite d'erreurs de prévision sur les capacités de notre planète à nourrir ses habitants qui ont été légion dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle. Nous avons déjà dit les limites des capacités prédictives de la science économique. Grâce aux tendances présumées lourdes de la démographie, beaucoup pensaient que les calculs de rapport entre population et ressources pouvaient échapper à cette fatalité. Ce ne fut pas le cas. Et les prophéties en ce domaine pourraient remplir tout un sot-tisier. On se contentera d'en rappeler ici quelques-unes, plus ou moins directement inspirées, comme le Club de Rome, des séries algébriques de Malthus.

L'Américain William Vogt, président de la *Planned Parenthood Association of America*, ouvre le feu en 1948 en publiant *Road to Survival*, bientôt traduit dans de multiples langues, et notamment en français sous un titre-jeu de mot : *La Faim du monde* \*. Ce premier coup fut immédiatement suivi des *Limits of the Earth* d'un autre professeur d'outre-Atlantique, Fairfield Odsborn<sup>2</sup>. Les deux livres connurent un immense succès. Ils furent plusieurs fois réédités. S'appuyant sur les dernières révélations statistiques montrant une accélération du taux de croissance démographique mondial (ce taux, qui était de 0,9 % entre 1940 et 1950, avait doublé entre 1950 et 1960, et il dépasserait les 2 % entre 1960 et 1970), ces ouvrages laissaient entrevoir, par les mirages de la croissance géométrique à la Malthus, une sorte d'apocalypse d'ici la fin

1. William Vogt, *La Faim du monde*, Paris, Hachette, 1950.

2. Fairfield Odsborn, *Limits of the Earth*, Boston, Little Brown, 1953.

du xx<sup>e</sup> siècle. La course séculaire entre la population et les ressources avait repris un nouveau souffle et finirait inéluctablement dans une malédiction universelle combinant les fléaux de la faim, de la misère et de la guerre.

En 1967, d'autres experts américains, William et Paul Paddock, acquièrent une certaine célébrité en prévoyant la famine pour le milieu de la décennie suivante. Dans leur livre intitulé *Famine, 1975!*, ils prétendaient qu'on ne pouvait pas sauver tout le monde. Il fallait donc laisser mourir les moins forts et sauver les plus robustes, ce qui donnait Heu pour les pays au classement suivant :

Haïti : irrécupérable.

Egypte : irrécupérable.

Gambie : gravement atteinte.

Tunisie : devrait recevoir l'aide alimentaire.

Libye : gravement atteinte.

Inde : irrécupérable.

Pakistan : devrait recevoir l'aide alimentaire<sup>1</sup>.

En 1968, Paul Ehrlich, déjà cité dans un précédent chapitre, gagne une notoriété mondiale en publiant *The Population Bomb*<sup>2</sup>. « Je n'ai encore jamais rencontré personne connaissant bien la situation, qui pense que l'Inde sera autosuffisante dans le domaine alimentaire d'ici 1972, ou si même cela se produira », écrit-il notamment. H pensait que la production agricole avait atteint son maximum en 1967-1968. Quelques années ont suffi à infirmer ce pronostic. Deux ans après, avec sa femme, Anne Ehrlich, il en remet une couche, si l'on ose dire, avec *Population, Ressources, Environnement*. Leur succès dépasse tout ce que l'on avait vu jusque-là. Une année plus tard, Paul Ehrlich participait au lancement du mouvement *Zéro*

1. William et Paul Paddock, *Famine, 1975! America's Decision : Who Will Survive?*, Boston, Little Brown, 1967.

2. Paul R. Ehrlich, *The Population Bomb*, New York, Ballantine, 1968.

*Population Growth*, qui, comme son nom l'indique, militait en faveur d'une stabilisation démographique mondiale.

Dans les années 1970, un livre pour enfants décrit aux États-Unis la menace imminente d'une crise alimentaire mondiale :

Lorsque l'Homme commença à cultiver le sol, il y avait moins de cinq millions d'hommes sur la terre, et il fallut plus d'un million d'années pour que la population atteigne cette dimension. Or, les populations croissent de façon géométrique - c'est-à-dire qu'elles doublent (2, 4, 8, 16, 32, etc.). Au contraire la production alimentaire est un processus beaucoup plus lent, ne croissant qu'arithmétiquement (2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, etc.).

Si la population continue à croître de manière explosive, beaucoup de gens mourront de faim. Déjà, environ la moitié de la population mondiale est sous-alimentée, dont beaucoup s'approchent de l'inanition<sup>1</sup>.

La Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique prévoyait elle-même, en 1975, 500 millions de morts d'inanition en Asie entre 1980 et 2025.

Toujours en 1976, une publicité d'une page entière a paru dans certains des principaux quotidiens américains, annonçant que :

Le monde tel que nous le connaissons sera vraisemblablement ruiné avant l'an 2000 et ceci à cause de l'incapacité de ses habitants de comprendre les deux faits suivants :

La production alimentaire mondiale ne pourra pas tenir le rythme accéléré de la croissance démographique.

1. Cité in Julian L. Simon, *L'Homme notre dernière chance, croissance démographique, ressources naturelles et niveau de vie*, ouvrage traduit de l'américain par Linda J. Ranchin-Dundas et revu par Raoul Audouin, Paris, PUF, 1985, p. 66.

Le «planning familial» ne peut suffire à freiner cette croissance galopante dans un avenir prévisible<sup>1</sup>.

L'année suivante, le président de la PAO (l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) prétend que les «tendances à long terme de la production agricole des pays en voie de développement demeurent largement insuffisantes».

À partir de 1972, l'aveuglement de ces Cassandra était d'autant plus étonnant que l'ONU, à partir de son *Enquête mondiale sur la fécondité*, concluait déjà, sans craindre la contradiction entre ses différentes « filiales », que le taux d'accroissement annuel de la population du globe, qui s'était subitement emballé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, entamait un mouvement en sens inverse, et que le freinage du boom démographique, anticipé depuis quelques années, était officiellement confirmé<sup>2</sup>.

Le bouquet de ce feu d'artifice catastrophique, ce fut le Rapport précité du « Club de Rome » sur *Les Limites à la croissance*, dont les outrances ont mis provisoirement un terme à cette littérature catastrophique. Mais le « vertige géométrique », que l'on retrouve dans maints discours écologiques, continue à exercer sa séduction. Encore pouvait-on lire récemment sous la plume d'un expert pétrolier : « La croissance de la population et la consommation des ressources [en hydrocarbures] sont sur une trajectoire de collision, et un désastre semble inévitable<sup>3</sup>. »

Faut-il pour autant tomber dans un optimisme béat ? Le triomphe du principe de Malthus n'est pas pour

1. *Watt Street Journal*, 30 octobre 1975.

2. Jean-Marie Poursin, *L'Homme stable*, Paris, Gallimard, coll. «Au vif du sujet», 1989, p. 21.

3. Walter Youngquist, cité dans Richard Reese, « Oil and the Future », 31 mai 1997; [http://www.unipri.it/deyoung/oil\\_and\\_the\\_future.htm](http://www.unipri.it/deyoung/oil_and_the_future.htm)

demain, si l'on en croit l'un des derniers rapports sur le développement dans le monde, celui de 2003 de la Banque mondiale : les cinquante prochaines années pourraient voir la population mondiale croître de 50 % et atteindre 9 milliards d'habitants, et le PIB quadrupler pour atteindre 140 milliards de dollars<sup>1</sup>. Mais nous savons ce que valent de telles prédictions...

1. James D. Wolfenshon, *Le Monde* du 23 août 2002.

## 15. « L'Allemagne

ne paiera pas »

### *De quelques conséquences d'une erreur récurrente sur la balance des paiements*

La balance globale des paiements d'un pays est toujours équilibrée. On parle tellement souvent dans la presse de pays déficitaires que voilà une assertion qui est difficile à faire passer. Et pourtant, elle est essentielle, on le verra, à la compréhension de problèmes aussi importants - et divers - que ceux des réparations allemandes après la guerre de 14-18, du recyclage des pétrodollars dans les années 1970 ou, depuis des décennies, de l'aide au tiers-monde. Pour chacun de ces sujets, des erreurs tout à fois de diagnostic et de pronostic ont été commises par défaut d'analyse économique.

À la fin du chapitre 12, nous avons exprimé le solde de la balance commerciale en fonction de l'épargne et de l'investissement. Mais ce solde doit être maintenant replacé dans l'ensemble de la balance des paiements du pays considéré. Car, bien évidemment, les relations d'un pays avec les autres pays ne se limitent pas à des exportations et des importations de biens et de services. Il y a aussi des déplacements de revenus et capitaux, dus au tourisme, aux investissements, au règlement des dettes, etc. On peut regrouper tous ces mouvements sous le titre de la balance des mouvements de capitaux et des variations de l'endettement. Dire que la balance globale des paiements d'un pays est toujours équilibrée revient à dire qu'un déficit dans la balance

commerciale, quand les importations l'emportent sur les exportations, est toujours compensé par un excédent dans la balance des mouvements de capitaux et des variations de la dette, pour faire court disons la balance financière extérieure. De même un excédent de la balance commerciale donnera lieu à un déficit de la balance financière extérieure. Comment cela?

Pour l'expliquer, prenons l'exemple d'un pays qui n'aurait que des montres à exporter, et pourrait se passer de toute importation. Sa balance commerciale est donc excédentaire. Et l'excédent est égal au montant des exportations de montres. Comment cet excédent, lui, est-il payé ? Supposons qu'il soit payé avec de la monnaie étrangère à ce pays. Cette monnaie ne peut lui servir qu'à acheter des biens produits à l'étranger, puisqu'elle n'a pas cours à l'intérieur de son territoire. Mais nous avons supposé que ce pays n'avait besoin d'aucune importation. S'il veut exporter, il ne peut donc qu'accepter des bouts de papier sur lesquels les acheteurs de ses montres reconnaissent leurs dettes. Tout se passe donc comme si notre pays prêtait et donc, d'une certaine manière, sortait des capitaux pour permettre à ses clients de lui acheter ses montres. Cette sortie de capitaux entraîne un déficit dans sa balance financière extérieure. L'excédent de la balance commerciale est donc strictement compensé par un déficit de la balance financière extérieure. On peut imaginer la situation inverse où un pays serait importateur de montres et serait incapable d'exporter quoi que ce soit. Il ne pourrait donc payer ses montres qu'en signant des reconnaissances de dettes équivalant à leur valeur. Tout se passe donc comme si le reste du monde lui prêtait des capitaux pour lui permettre d'acheter les montres en question. Ces prêts se traduisent par des entrées de capitaux qui entraînent un excédent dans sa balance financière extérieure. Le déficit de la balance commerciale ne peut qu'être strictement compensé par un excédent de la balance financière extérieure.

On avance d'un cran dans la réflexion si on se met à lire la balance des paiements dans l'autre sens. C'est-à-dire en commençant la lecture par la balance financière extérieure, et non, comme on le fait habituellement, par la balance commerciale. À une époque où les mouvements de capitaux ont pris une importance gigantesque et équivalent chaque année en valeur à plus de trente fois les mouvements de marchandises, cette inversion de la lecture paraît légitime. On découvre alors, selon les mécanismes décrits ci-dessus, qu'un excédent de la balance financière extérieure est compensé par un déficit de la balance commerciale ou qu'un déficit de la balance financière extérieure trouve sa compensation dans un excédent dans la balance commerciale. Du même coup, le déficit de la balance commerciale perd son caractère négatif. Il n'apparaît plus que comme un cas parmi d'autres quand on envisage les diverses configurations possibles des éléments de la balance des paiements. Un pays peut être en bonne santé même s'il est en situation de déficit de sa balance commerciale. Tout simplement, ce déficit ne fait que correspondre à un excédent dans sa balance financière extérieure. Et pourquoi y a-t-il cet excédent? Parce que l'épargne du pays est insuffisante. L'importation de capital vient donc compenser cette insuffisance d'épargne.

On peut ainsi noter encore que la situation de la balance financière extérieure est liée avec celle des finances intérieures du pays considéré. Nous avons établi qu'un excédent de la balance commerciale correspond à une situation où l'épargne est supérieure à l'investissement ( $X - M = S - I$ ). Ce surplus d'épargne va donc se placer à l'étranger. D'où un déficit de la balance financière. De même, mais en sens inverse, un déficit de la balance commerciale correspond à une supériorité de l'investissement sur l'épargne ( $M - X = I - S$ ). Par conséquent, cet investissement en trop par rapport à l'épargne est financé

par apports extérieurs (capitaux étrangers, endettement sur le marché financier international). D'où un excédent dans la balance financière extérieure.

L'on aboutit ainsi à un jugement plus neutre sur un pays dont la balance commerciale est déficitaire : s'il y a déficit, c'est que la balance financière extérieure est excédentaire. Et pourquoi en est-il ainsi? Parce que l'épargne du pays est insuffisante. L'importation de capital vient combler le défaut d'épargne. Autrement dit, l'épargne étrangère vient s'ajouter à l'épargne des nationaux qui s'avère insuffisante pour financer l'économie. On peut certes s'inquiéter de l'insuffisance de l'épargne nationale, mais on peut aussi se réjouir du dynamisme des nationaux qui font appel à des épargnants étrangers pour compléter le financement de leurs projets. Assurément, on redoutera un endettement accru en devises étrangères, qu'il faudra bien rembourser à un moment ou à un autre, intérêts compris. Mais si le taux d'intérêt du marché financier international est inférieur au rendement que Ton peut obtenir dans le pays considéré, alors on aura de quoi rembourser les créanciers, tout en ayant dégagé un bénéfice sur des activités qui auront créé des emplois.

Inversement, on n'a pas forcément à se féliciter d'un excédent dans la balance commerciale - le cas de la France depuis plusieurs années, après des décennies de déficit commercial chronique. Cet excédent correspond à un déficit de la balance financière. Ce qui signifie que le pays en question investit plus à l'étranger que l'étranger n'investit chez lui. Il n'y a pas de quoi pavoiser, comme on le fait désormais régulièrement à Paris !

Il était nécessaire de rappeler ces éléments fondamentaux, trop souvent ignorés, pour apprécier les erreurs de diagnostic qui ont été commises autrefois ou récemment sur certains sujets majeurs ou dossiers brûlants.

Prenons d'abord le cas du recyclage *des pétrodollars*. Il a défrayé la chronique pendant plusieurs années après le pre-

mier « choc pétrolier<sup>1</sup> », beaucoup d'observateurs patentés pensant impossible ce recyclage. Autrement dit, ils estimaient que les « nouveaux riches » de l'OPEP ne pourraient qu'accumuler leurs monceaux de dollars sans savoir qu'en faire et que cela occasionnerait une crise financière internationale aiguë.

Voyons ce qu'il en était. La brutale augmentation des prix du pétrole avait creusé des déficits dans les balances commerciales des pays consommateurs d'or noir. Le choc était si soudain que les pays producteurs de pétrole étaient bien obligés d'accepter de la monnaie en échange de leurs livraisons pétrolières. Car ils n'avaient pas la capacité d'acheter l'équivalent en marchandises - au sens physique du terme. Les installations portuaires, par exemple, n'étaient pas assez grandes. Le tourisme à l'étranger ne pouvait apporter qu'un maigre palliatif. Encore, pendant l'été 2002, en déplaçant toute sa cour à Marbella, grâce à trois Boeing 747, le roi Fahd ne parvenait pas à dépenser plus de 5 millions d'euros par jour. Littéralement donc, les pays producteurs vendaient du pétrole contre du papier-monnaie, c'est-à-dire contre des dollars, le billet vert étant -il l'est encore - la monnaie en vigueur sur le marché mondial de l'or noir. On appelle ces dollars des pétrodollars. Le problème de leur recyclage, qui a fait couler des fleuves d'encre dans la presse et dans les ministères, était pourtant, et tout simplement, un faux problème.

Condamnés à un énorme excédent dans leur balance commerciale, les émirats avaient en effet le choix entre deux solutions. La première : ils gardaient ce papier dans leurs coffres. Cela revenait de leur part à faire un prêt à taux d'intérêt nul aux pays consommateurs, puisqu'ils n'utilisaient pas ces créances et ne percevaient aucun intérêt dessus. Un prêt gratuit, en quelque sorte. Bien évidemment, les émirats se sont très vite aperçus qu'ils pouvaient faire mieux.

1. Cf. chapitre 6.

Ils en sont donc arrivés à la deuxième solution : replacer ces pétrodollars sur le marché financier international, les transformant en titres (de propriétés, de créances, d'actions, d'obligations...), toutes sortes de papiers financiers qui, cette fois, rapporteraient un intérêt ou un revenu. Le recyclage se faisait, tout naturellement, par l'intermédiaire des grandes banques occidentales, les émirs ne possédant pas d'organismes financiers assez puissants, à la taille de leur nouvelle fortune.

Comme trop souvent, une erreur en engendre une autre. La crainte - erronée - que le recyclage ne se ferait pas a poussé les banquiers occidentaux à faire du zèle en prêtant à tout-va. De fait, ils ont si bien recyclé les pétrodollars qu'ils ont amené des gouvernements à s'endetter au-delà du raisonnable, notamment dans le tiers-monde. Mais il fallait bien que ces pays paient l'augmentation de la facture des importations pétrolières. C'est l'une des explications de la « crise de la dette » qui a pris des proportions méditées lors des années 1980.

L'aide au tiers-monde peut être décryptée en restant sur le même registre. Elle ne peut être que payée en marchandises ou services fournis par les pays donateurs. Si l'on suppose tous les autres éléments de la balance comme donnés, l'aide équivaut à organiser un excédent de la balance commerciale des pays donateurs, compensé par une sortie nette de capitaux. Du côté des pays donataires, c'est l'inverse : l'aide s'analyse comme un déficit commercial compensé par un excédent financier. Même si elle est gratuite - une partie seulement l'est vraiment, le reste étant constitué de prêts à bas taux d'intérêt -, cela ne change rien au mécanisme qui vient d'être décrit. En fait tout se passe comme si les contribuables des pays donateurs, au lieu d'acheter et de consommer eux-mêmes les biens et services en question, finançaient leurs envois chez les pays donataires. On ne le dira jamais assez : l'aide au tiers-monde est

d'abord une aide aux industries des pays donateurs, qui écoulent ainsi plus facilement leur surplus. Il n'est pas sûr qu'elle favorise l'éclosion d'activités rentables chez les pays donataires. Elle contribue plutôt à leur étouffement. Du coup, l'aide donne des raisons d'être à de nouvelles aides, engendrant un cercle vicieux qui s'appelle le « sous-développement » - qu'il faut entendre dans son sens littéral, non comme un état, mais comme un processus en marche. Tout cela, depuis longtemps, a déjà été suffisamment dénoncé pour qu'on ne s'y étende pas ici. Du reste, la part de l'aide publique dans le financement des investissements dans les pays du tiers-monde n'a fait que baisser ces dernières années par rapport aux afflux de capitaux privés, et le contribuable des pays donateurs ne doit pas être le seul à s'en féliciter.

Une nuance doit évidemment être apportée à cette critique de l'aide, qui peut paraître radicale. Toute assistance à des populations en détresse n'a certes pas besoin d'être justifiée économiquement. Malheureusement, sous couvert d'humanitarisme, on oublie trop souvent les raisons, ou plutôt, les erreurs économiques qui ont mené des peuples entiers à de tels désastres - pour ne rien dire des causes politiques ou stratégiques.

Le problème des Réparations allemandes à la fin de la Première Guerre mondiale, pour sa part, a littéralement empoisonné les relations internationales pendant toutes les années 1920 - là encore à cause d'un défaut d'analyse économique. Ce défaut a été aggravé par l'intervention fracassante d'un économiste qui allait à cette occasion devenir une vedette internationale. Il s'agit de John Maynard Keynes. L'erreur économique se double ici d'une erreur politique gravissime. *Voïens nolens*, celui qui allait devenir « le plus grand économiste du xx<sup>e</sup> siècle » a fourni, en effet, ses meilleurs arguments à la propagande nazie contre le *diktat* de Versailles. L'accusation est suffisamment grave

pour que nous présentions les pièces du dossier dans le détail.

Rappelons d'abord le contexte de cette pénible affaire. Il peut se résumer en une seule phrase : quand les canons se tairont, qui va payer pour l'énorme gâchis de quatre années de guerre ? La question est posée avant même que l'armistice soit signé le 11 novembre 1918.

Le coût humain est gigantesque, effroyable. Le nombre de tués atteint 1,8 million en Allemagne (12 % de la population masculine entre 15 et 50 ans), 1,4 million en France (14 % des 15-50 ans), 950 000 dans l'Empire britannique, dont 740 000 en Grande-Bretagne (6 % des 15-50 ans) et 115 000 pour les États-Unis (0,5 % des 15-50 ans), 700 000 en Italie, 1 350 000 en Autriche-Hongrie, 370 000 en Serbie. On enregistre aussi 1,7 million de morts en Russie de 1914 jusqu'à la révolution de 1917 qui oblige le pays à signer une paix séparée, et 5 millions pour l'ensemble de la période 1914-1920. Les décès de civils dus aux opérations militaires, disettes, autres épidémies se chiffrent à 570 000 en France et 740 000 en Allemagne. Le déficit de natalité (nombre d'enfants non nés du fait de la guerre) a été estimé à 1,5 million d'individus pour la France et 3 millions pour l'Allemagne. Dans l'histoire de l'humanité, jamais aucune guerre n'avait été aussi ruineuse en vie humaine.

Le gâchis économique (destruction d'immeubles, de machines, etc.) est lui-même abyssal. Il a été estimé à 30 % du capital français, 22 % du capital allemand, 32 % du capital anglais, 26 % du capital italien et 9 % du capital américain.

Les finances publiques ont été obérées durablement par le choix fait par les gouvernements belligérants de ne pas recourir à l'impôt pour payer les dépenses supplémentaires occasionnées par l'effort de guerre. En ces temps de deuil, de souffrance et de privation, ils supposaient, quel que soit leur camp, qu'un accroissement de la pression fiscale ne

serait pas supporté par les contribuables. D'où un accroissement formidable des déficits publics. En France les chiffres cumulés des budgets 1914-1919 donnent un déficit public de 187 milliards de francs ; dépenses : 225 milliards de francs, recettes : 38 milliards de francs (soit des dépenses 6 fois supérieures aux recettes). Pour l'Angleterre, pendant la même période, le déficit cumulé atteint 6,9 milliards de livres ; dépenses : 9,6 milliards de livres, recettes : 2,7 milliards de livres (les dépenses équivalant à 3,5 fois les recettes). L'Allemagne avait pratiqué la même politique. Le déficit cumulé 1914-1918 atteint 137 milliards de marks ; dépenses : 158 milliards de marks, recettes : 21 milliards de marks (les dépenses équivalant à 7,5 fois les recettes).

À défaut d'être financés par l'impôt, ces déficits ont été couverts par l'emprunt. En France, la dette publique interne était passée de 33 à 219 milliards de francs, en Angleterre de 17,6 à 200 milliards de francs. Quant à la dette extérieure, elle était en 1919 de 33 milliards de francs pour la France, d'un montant équivalant à 32 milliards de francs, pour l'Angleterre, et de 20 milliards de francs pour l'Italie.

Le paradoxe, c'est que l'Allemagne, supposée être le vaincu de cette guerre quasi totale, n'était pas, au début de l'automne 1918, dans une situation économique et financière pire que celle de ses vainqueurs. On peut même dire que son territoire n'ayant pas été ravagé par les combats, son état était plutôt meilleur que celui de la France, de la Belgique, ou des Pays-Bas - au moins sur le plan des destructions physiques.

Dès le 9 septembre 1918, le ton est donné par André Tardieu, commissaire du gouvernement, à qui on demande « qui paiera ? ». La réponse restera dans toutes les mémoires, car elle allait devenir un véritable slogan : « L'Allemagne paiera », professe celui qui allait bientôt devenir ministre des régions libérées d'Alsace-Lorraine.

En fait Tardieu ne fait que formuler ce qui est dans l'air du temps et ce que la presse française répète depuis plusieurs mois. Une fois l'armistice signé, la question devient obsédante : « Que de cérémonies autour d'une question qui n'en est pas une, ironise *L'Écho de Paris* du 9 mars 1919, et qui n'est que de savoir si l'Allemagne doit payer. Pour qu'une telle question soit posée et discutée, il faut que divers théoriciens et orateurs aient égaré le sens commun. Si l'Allemagne doit payer? Mais autrement, ce sera nous qui paierons ! » Ce refrain est entonné un peu partout. C'est que, depuis le début de la guerre, s'était répandue chez tous les belligérants l'idée que le vaincu paierait la note. Il s'agissait de rassurer les épargnants sur le sort des « emprunts patriotiques » auxquels ils étaient invités à souscrire. L'Allemagne étant vaincue, c'est à l'Allemagne de payer. *Vae victis!*

Le principe du paiement allemand étant établi, encore fallait-il le mettre en pratique. La première question portait sur le montant de la note. Dans un premier temps, il ne fut question que de demander réparation des dommages physiques causés par l'ennemi. Puis peu à peu la facture se mit à enfler.

Dans les derniers mois de la guerre, en effet, les gouvernants français s'étaient montrés relativement modérés sur la question des Réparations en cas de victoire. Ils subissaient la pression morale du président des États-Unis, Thomas Woodrow Wilson, d'abord comme médiateur potentiel, puis comme allié. Sans compter que les milieux et partis de gauche réclamaient une paix sans annexion dans l'espoir de hâter la fin des hostilités. Encore en septembre et en octobre 1918, quand la presse découvrit comment les Allemands, dans leur retraite, avaient ravagé des villes comme Cambrai ou inondé les mines de charbon du Pas-de-Calais, même alors, parlementaires et journalistes n'allaient pas au-delà de l'idée de réparations physiques. La presse

anglaise avait une tonalité tout aussi mesurée. Les « Quatorze points », programme de paix proposé par Wilson le 8 janvier 1918, n'avaient pas évoqué, non plus, des sanctions plus radicales. C'est sur cette base que les Allemands avaient demandé et signé l'armistice. Le 12 novembre, le lendemain de cet armistice, *Le Temps* notait encore que les paiements s'apparenteraient davantage à des indemnités qu'à des réparations.

La prudence des Français, à ce stade, était explicable. Si les Réparations étaient limitées aux dommages physiques, la France en serait le principal bénéficiaire puisque c'était surtout sur son sol que la guerre s'était déroulée et avait fait le plus de dégâts. Comme on avait déjà plus ou moins l'intuition que le gâteau des Réparations ne serait pas indéfiniment extensible, il s'agissait de limiter par avance le nombre des convives appelés à se le partager.

De l'autre côté de la Manche aussi, la modération avait d'abord prévalu. Par un raisonnement inspiré du livre fameux de Norman Angell publié avant la guerre, *La Grande Illusion* \ un économiste encore inconnu, John Maynard Keynes, faisait valoir dans un mémorandum adressé dès le 2 janvier 1916 au Board of Trade (ministère britannique du Commerce) que les Allemands ne pourraient payer des réparations que par deux moyens. D'une part en vendant ce qui leur restait d'or, ce qui nuirait à la stabilité de leur monnaie et serait préjudiciable à tout le monde, vainqueurs et vaincus. D'autre part en exportant leurs marchandises, qui viendraient concurrencer notamment les produits anglais. Plus lourde serait l'indemnité, plus grands les inconvénients. Encore en 1917, l'opinion officielle du Board of Trade était que tout ce qui ressemblerait à une réparation complète des pertes imposées par la guerre serait « manifestement impossible » à exiger.

On ne s'en est pas tenu là pour plusieurs raisons.

1. Norman Angell, *La Grande Illusion*, op. cit.



Il y a d'abord eu au lendemain de l'armistice une prise de conscience de l'ampleur de la dette et des déficits publics, conséquence du choix fait par les gouvernements de ne pas recourir à l'impôt pour financer les suppléments de dépenses causés par la guerre. Ici et là, et particulièrement dans la presse financière, on se mit à craindre que les gouvernements, maintenant que la paix était revenue, n'aient recours à une augmentation d'impôt, ou à de nouveaux impôts. Il était même question de lever un impôt sur le capital, le peuple ayant assez souffert pendant les quatre ans du conflit alors que des marchands de canon s'étaient énormément enrichis. La crainte fiscale des milieux d'affaires apparût très nettement dans un article du *Temps* du 9 mars 1919 commentant le projet d'un impôt sur le capital au taux de 20 % : « Si l'impôt sur le capital a soulevé autant de protestations, c'est parce que l'immense majorité du pays pense qu'avant de prendre le capital français, il faut appréhender le capital allemand. Si le capital allemand est intact, le capital français ne l'est plus ; nous sommes unanimes à dire : l'Allemagne doit réparer, l'ennemi doit tout payer, tel est le principe de base. »

Un autre facteur a joué : des pays ont craint d'être floués, notamment ceux qui avaient participé au conflit par l'envoi de troupes sans encourir chez eux de dommages. Ils redoutaient, sans doute à raison on le sait, d'être écartés des dépouilles du vaincu si on se limitait à demander des réparations physiques. Avant même la signature de l'armistice, à la mi-octobre 1918, le premier à manifester ce souci fut lord Morris, l'ex-Premier ministre de Terre-Neuve (Canada), qui, dans une harangue prononcée à Trafalgar Square, réclamait sa part du gâteau. Le gouvernement canadien ne tarda pas à lui emboîter le pas. Mais le plus éloquent fut W. M. Hughes, le Premier ministre d'Australie. Quant à la campagne que dut livrer en novembre-décembre 1918 Lloyd George, le Premier Ministre britannique, pour emporter les élections législatives, elle acheva

de populariser l'idée que les Réparations allemandes devaient aider à payer les pensions de guerre.

Même en France, limiter les Réparations aux dégâts physiques fut bientôt présenté comme le comble de l'injustice. Il apparaissait monstrueux qu'une femme dont la maison avait été détruite puisse exiger réparation de l'ennemi, tandis que la veuve d'un combattant tué sur le champ de bataille ne pouvait jouir de ce droit.

Dernier élément : les États-Unis, qui étaient devenus les principaux créanciers de l'Angleterre, de la France et de l'Italie pour des sommes colossales, refusèrent catégoriquement toute proposition d'allègement du fardeau de cette dette. « Ils ont emprunté le fric, oui ou non ? » sera la seule réponse de John Calvin Coolidge, président des États-Unis de 1923 à 1928, aux Européens essayant de trouver des accommodements. La rigueur américaine pesa lourd dans la balance. Qu'il faille absolument rembourser l'Oncle Sam était un argument supplémentaire pour saigner le vaincu.

De discussions en négociations, de traité de Versailles en Commission des Réparations, on en vint donc à réclamer à l'Allemagne, au total, 132 milliards de marks, soit presque trois fois son revenu national en 1919. Ce fardeau était-il trop lourd ? Pouvait-il être supporté par l'Allemagne ? C'est ici qu'intervint Keynes, dans un livre appelé à devenir un étonnant succès de librairie intitulé *Les Conséquences économiques de la paix*<sup>1</sup>, le premier best-seller qu'on ait jamais vu paraître sur une question économique. Dès 1924, il en existait des traductions en onze langues (la traduction française date de 1920) et les tirages des différentes éditions atteignaient environ 140 000 exemplaires<sup>2</sup>. Selon l'écono-

1. John Maynard Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, traduit de l'anglais par Paul Franck, Paris, éditions de la Nouvelle Revue française, 1920.

2. Étienne Mantoux, *La Paix calomniée ou les conséquences économiques de M. Keynes*, préface de Raymond Aron, nouvelle préface de Vincent Duclert, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 36.

miste anglais William Beveridge, le livre avait été lu, à cette date, d'après une estimation très modérée, par un demi-million de personnes qui n'avaient jamais ouvert jusque-là un seul ouvrage d'économie et qui, probablement, n'en ouvriraient jamais d'autre<sup>1</sup>.

Première question que l'on peut se poser : pourquoi celui qui n'était jusque-là qu'un expert agissant dans la coulisse se risque-t-il à un tel exercice public ? Début juin 1919, alors que les Puissances alliées préparaient leur réponse aux observations de la délégation allemande sur le projet de traité qui deviendra le traité de Versailles, Keynes donne sa démission de représentant du Trésor britannique à la conférence de la Paix. Pour quelle raison ? Comme il l'expliquera plus tard, « il devenait évident que l'on ne pouvait plus espérer que des modifications réelles seraient introduites dans les propositions de paix ». De retour à Londres, il écrit au général Smuts, alors représentant l'Union sud-africaine à la conférence de Versailles. Il espérait que le destinataire de cette lettre « jugerait qu'il fallait faire quelque chose au sujet de ce qui se passait à Paris, une révélation, une protestation ». Il ajoutait qu'à cet égard il se mettait aux ordres de Smuts<sup>2</sup>. Pour quelle raison un expert de la *Treasury* se mettait-il aux ordres du représentant sud-africain ? Cela restera l'une des énigmes de cette histoire qui en comporte beaucoup. Toujours est-il que Smuts conseilla à Keynes d'écrire « un compte rendu clair et suivi des clauses financières et économiques du traité, exposant ce qu'elles sont en fait, ce qu'elles signifient et les effets qu'elles pourront avoir ». « Ce compte rendu, ajoutait le général, ne

1. *Economica*, vol. 4, 1924, p. 2. Beveridge, disciple ardent de Keynes, deviendra pendant la Seconde Guerre mondiale le « père » du *Welfare State* (l'État providence britannique).

2. S. G. Millin, *General Smuts*, Londres, Simon Publications, 1936, p. 255. Jan Smuts, général, puis maréchal, deviendra Premier ministre de l'Union sud-africaine en 1920, jusqu'en 1924. Il occupera à nouveau ce poste de 1939 à 1948.

devra être ni trop long, ni trop technique, car nous en appellerons peut-être au grand public plutôt qu'aux gens avertis ou aux spécialistes. » Six mois plus tard, en décembre 1919, paraissait l'ouvrage de Keynes. Pour le premier livre d'un économiste alors totalement inconnu, c'était un coup de maître. Des considérations « scientifiques » étaient mêlées à une sorte de reportage sur les négociations de Versailles auxquelles l'auteur, on l'a dit, avait participé en tant qu'expert du Trésor britannique. Véritablement drôle et assassin, le portrait que Keynes tire de Thomas Woodrow Wilson, vu dans les salons parisiens par le petit trou de la serrure ! Le président des États-Unis apparaît comme un « Don Quichotte aveugle et sourd », jouant à « colin-maillard » au milieu de ses collègues, terrorisé par Clemenceau « qui n'avait qu'une illusion, la France, et une désillusion, l'humanité », ou « hypnotisé » par Lloyd George, pour finir, après avoir connu un véritable « effondrement », par perpétrer une « trahison inouïe ». Smuts reconnut lui-même que la charge était mortelle :

La vérité, c'est que l'Amérique cherchait une raison de renier Wilson. Le monde cherchait un bouc émissaire. Au moment opportun, Keynes publia ses *Conséquences économiques de la paix*. Il s'y trouvait quelques pages sur Wilson qui correspondaient exactement aux tendances politiques des Américains et à l'état de l'opinion mondiale. Lorsque je poussai Keynes à écrire cet ouvrage, je savais ce qu'il pensait des négociateurs de Paris. Mais je ne m'attendais pas à trouver dans son livre de note personnelle, je ne m'attendais pas à le voir tourner Wilson en dérision. Ces quelques pages sur Wilson firent une tête de Turc de la figure la plus noble - la seule noble peut-être - de toute l'histoire de la guerre, et lancèrent une mode antiwilsonienne qu'adoptèrent aussitôt les cénacles intellectuels et qui dure encore. [...] Au fond de leur cœur, les Américains désiraient sa chute afin de se soustraire aux obligations qu'il voulait leur imposer. Le livre de Keynes venait à

point pour eux. Il contribuait à achever Wilson et il renforçait l'opposition américaine à la Société des nations<sup>1</sup>.

Comme on le sait, le traité de Versailles ne fut pas ratifié par le Congrès des États-Unis, ce qui empêcha ces derniers - ou leur évita - de participer à la SDN. Il n'est pas impossible, en effet, que le pamphlet de Keynes ait joué un rôle dans ce premier fiasco du traité de Versailles.

À vrai dire, la conférence de Paris elle-même était présentée par Keynes dans son brûlot comme un « cauchemar ». L'atmosphère y était « fiévreuse et délétère », les salles de réunion « pleines de trahisures », Paris, un « marécage » ; les hommes d'État européens s'avéraient être des « envoûteurs subtils et dangereux », « les sophistes les plus subtils et les rédacteurs les plus hypocrites qui soient », inspirés par « l'avidité, les faux sentiments, les préjugés et la fourberie ». Leurs travaux étaient « des intrigues creuses et stériles », « des rêves de diplomates artificieux », « des contrevérités de politiciens », « des intrigues et des controverses sans fin », « tortueuses, misérables et incapables de satisfaire aucune des parties ». Quant au traité de Versailles, « édifié sur l'hypocrisie », il brillait par le « manque de sincérité » ; un « tissu d'exégèse jésuitique », différent en cela « de tous ceux qui l'avaient précédé dans l'histoire ». Ses dispositions étaient « déshonorantes », « ridicules et malfaisantes », « odieuses et détestables », révélant une « avidité imbécile, insensée et qui se retournait contre elle-même », poursuivant des « desseins d'oppression et de rapine ». Le traité « réduisait l'Allemagne à la servitude », « perpétuait la ruine de son économie ». S'il était mis à exécution, « l'Allemagne, pendant des années, serait forcément misérable, ses enfants affamés et infirmes ». Ainsi cette paix, « qui contenait en germe la décadence de toute la civilisation européenne », était « une des actions

I. Millin, *op. cit.*, p. 174 et 257. Cité par Étienne Mantoux, *op. cit.*

les plus scandaleuses qu'ait pu commettre un cruel vainqueur au cours des siècles civilisés ». Les nazis n'auront pas besoin d'en dire plus. Mais ils le répéteront *ad nauseam*.

Pourquoi tant de hargne ? Les quatre années de guerre avaient profondément perturbé la vie privée de Keynes. Les garçons qu'il avait l'habitude de séduire à Londres étaient partis au front, et cet homosexuel actif se trouvait en partie frustré de ses amours habituelles<sup>1</sup>. Lors des négociations d'armistice à Trier et à Spa, auxquelles il participa, il est possible qu'il fût tombé amoureux de l'un des délégués allemands, Cari Melchior, bras droit de Max Warburg à la *Hamburg bank of M. M. Warburg & Co*<sup>2</sup>. C'était, écrivit Keynes plus tard, « un petit homme délicieusement propre, habillé très joliment et soigneusement, avec un haut col raide, sa tête ronde couverte d'une chevelure grise tondue de si près qu'elle ressemblait en substance aux poils d'un tapis au point serré, la ligne où s'arrêtaient ses cheveux bondissant sur son visage et son front en une courbe très finement dessinée et assez noble, une lumière dans ses yeux fermement posés sur nous, avec en eux un extraordinaire chagrin, comme un honnête animal acculé. C'était avec lui que j'allais, les mois suivants, connaître l'une des plus curieuses intimités du monde, et de très étranges expériences<sup>3</sup> ». En 1931, devant un club londonien, Keynes, rappelant ses souvenirs de négociation avec la délégation allemande, dit en parlant de Melchior : « J'étais plutôt amoureux de lui. » Présente à la réunion, Virginia Woolf a rapporté ce propos - que confirmera Keynes lui-même -

1. D. E. Moggridge, *Maynard Keynes : An Economis Biography*, London, Routledge, 1992.

2. Ferguson, *op. cit.*, p. 400.

3. Cité par Charles H. Hession, in *John Maynard Keynes. Une biographie de l'homme qui a révolutionné le capitalisme et notre vie*, traduit de l'américain par Jean-François Chaix et Loulilou Scherrer, Paris, Payot, 1985, p. 171-172.

dans son *Journal*, et elle ajoute : « Je pense qu'il le pensait sincèrement et c'est pourquoi nous avons ri ' . »

En tout cas, Melchior, comme Keynes le raconta plus tard, lui peignit un tableau tout à fait dramatique de l'Allemagne, menacée selon lui d'une révolution bolchevique. Keynes en fut profondément impressionné. Comme Kurt von Lersner, fonctionnaire du ministère germanique des Affaires étrangères, le fit remarquer : « Grâce aux explications du Dr Melchior, Herr Keynes prit conscience qu'il y avait un danger pour les Alliés à faire tramer les choses et il essaye de trouver un terrain d'entente avec nous. » Il est significatif que Keynes, aussitôt après les négociations d'armistice, avertit qu'« un rapprochement immédiat entre l'Allemagne et la Russie » pourrait être « la seule chance pour l'Europe qu'elle puisse s'alimenter<sup>2</sup> ».

En mai 1919, vinrent les contre-propositions allemandes aux demandes des vainqueurs. Inspirées par Warburg, elles étaient fondées sur une argumentation « démontrant » que les conditions imposées par les Alliés signifieraient la « complète destruction de la vie économique en Allemagne et condamnerait ce pays au destin de la Russie ». L'aboutissement serait la « destruction » de la démocratie allemande. Keynes fut très impressionné par le refus de la délégation allemande de signer le traité de paix tel qui lui était présenté. « Si j'étais à la place des Allemands, je préférerais mourir plutôt que de signer une telle paix », écrit-il à un ami<sup>3</sup>. Les ternies mêmes du mémorandum allemand seront d'ailleurs repris presque mot pour mot par Keynes<sup>4</sup>.

Du reste, après avoir démissionné de la conférence de Paris, Keynes resta en contact avec les Allemands. En octo-

bre 1919, il participe à une conférence restreinte de banquiers et d'économistes, à Amsterdam, à l'invitation du frère américain de Max Warburg, Paul Warburg. C'est de là qu'il écrivit avec ce dernier un appel à la Société des Nations pour qu'elle décide une réduction des Réparations, l'annulation des dettes de guerre et un prêt à l'Allemagne.

À vrai dire, ce qui frappe le lecteur des *Conséquences économiques*, c'est que le premier argument employé par Keynes pour dénoncer le traité de Versailles est politique et éthique, et non pas économique. Les Allemands, écrivait-il, avaient déposé les armes sur la base des « Quatorze points » énoncés par Wilson. En réclamant des réparations aussi fortes, les Alliés ne respectaient pas le « Contrat préalable à l'armistice ». « L'Allemagne, expliquait Keynes, s'étant elle-même réduite à l'impuissance sur la foi du Contrat, l'honneur des Alliés les obligeait tout particulièrement à tenir leurs engagements pour leur part, et s'il s'y trouvait quelque ambiguïté, à ne pas user de leur supériorité pour en tirer avantage<sup>1</sup>. » Et d'ajouter cette leçon de morale qui ne tombera pas dans l'oreille d'un sourd : « Il y a peu de faits dans l'histoire que la postérité aura moins de motifs de pardonner ; une guerre avait été faite pour défendre la sainteté des engagements internationaux, et voilà qu'elle se terminait par la violation du plus sacré de ces engagements par les champions victorieux de ces idéals. »

Keynes, on le sait, ne faisait ici que reprendre le raisonnement de ses amis allemands. En fait, les « Quatorze points » avaient été formulés par Wilson en janvier 1918. Depuis, beaucoup de sang avait coulé sur les champs de bataille. En mars, mai et juillet 1918, les offensives répétées de l'armée allemande avaient failli rompre le front occidental. Lors des négociations d'armistice, les chefs des gouvernements alliés avaient accepté le programme du président américain avec deux réserves, relatives l'une à la liberté des

1. Cité par Hession, *op. cit.*, p. 173.

2. Keynes, *Collected Writings*, vol. XVII, p. 119.

3. Moggridge, *op. cit.*, p. 308 et 311. R. F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, Londres, MacMillan & C. British Edition, 1951, p. 238.

4. Ferguson, *op. cit.*, p. 402.

1. Keynes, *Les Conséquences...*, *op. cit.*, p. 57.

mers, l'autre aux Réparations. Et ces réserves avaient été notifiées à la délégation allemande. Comme le remarque Etienne Mantoux dans le seul livre critique qui ait été consacré au pamphlet de Keynes, la position de l'économiste britannique «revenait à dire que les Alliés ne pouvaient s'écarter de l'interprétation *la plus favorable* à l'Allemagne sans s'exposer à un reproche de déloyauté ; car les " ambiguïtés " étant de fait nombreuses et de grande portée, il devenait toujours possible à l'Allemagne de faire valoir que les Alliés les avaient exploitées à son détriment ' ». Mantoux nous aide à comprendre que Melchior ait qualifié l'ouvrage de Keynes de « magnétique » et de « point de repère pour un nouveau développement dans l'histoire d'après-guerre<sup>2</sup> ».

Venons-en maintenant à l'argument proprement économique. C'est là que Keynes frappa le plus les imaginations. Le paiement des Réparations telles qu'elles avaient été fixées par le traité était, à le lire, une « impossibilité économique ». Il résuma lui-même son argumentation dans l'ouvrage qu'il publia en 1922 pour réclamer la révision du traité, où il traitait la France de « Shylock geignant réclamant sa livre de chair<sup>3</sup> » :

1°) le paiement de ce que les Alliés entendent recevoir de l'Allemagne est impossible ;

1. Mantoux, *op. cit.*, p. 104. L'ouvrage de cet auteur auréolé d'une légende héroïque est le seul et unique livre de cet économiste mort à trente-deux ans sur une route de Bavière le 29 avril 1945 alors qu'il était en mission de reconnaissance pour la 2<sup>e</sup> division blindée - quelques jours avant que les cloches annoncent la victoire des Alliés. Le livre avait été écrit en anglais à Princeton entre 1942 et 1945. Raymond Aron en saisit tout de suite l'importance puisqu'il donna une préface à l'édition française posthume.

2. Keynes, *Collected Writings*, vol. X, p. 427.

3. J.M. Keynes, *A Revision of the Treaty*, Londres, 1922, traduit sous le titre de *Nouvelles Considérations sur les conséquences de la Paix*, Paris, Librairie Stock, 1922.

2°) la solidarité économique de l'Europe est si étroite que tenter de forcer l'Allemagne à payer risquerait de ruiner tout le monde ;

3°) l'évaluation des dommages causés par l'ennemi en France et en Belgique est exagérée ;

4°) les Alliés en demandant le remboursement des pensions et allocations ont manqué à la parole donnée ;

5°) notre créance légitime ne dépasse pas la capacité de paiement de l'Allemagne<sup>1</sup>.

Keynes estimait à 43 milliards de marks-or le maximum que Ton pouvait demander à l'Allemagne au titre des Réparations. Or, et Keynes avait tout à fait raison de le remarquer, il n'était d'ailleurs pas le seul à le faire, l'Allemagne ne pourrait payer les Réparations de guerre qu'avec ses marchandises. Dans les *Conséquences*, il chiffre à seulement 2 milliards de marks l'excédent possible annuel de la balance commerciale allemande. Il faudrait donc plus de vingt ans pour le paiement des Réparations. Avec le chiffre issu du traité de Versailles (132 milliards de marks-or), il en faudrait soixante. La différence était de taille.

Dans les *Conséquences*, Keynes ne justifie pas vraiment un chiffre qu'il avait calculé au doigt mouillé. C'est beaucoup plus tard, en 1929, qu'il présenta une argumentation économique digne de ce nom. Pour que l'Allemagne puisse augmenter son excédent commercial, expliquera-t-il, il faudrait « un déplacement des facteurs de production allemands de leurs emplois normaux vers des industries d'exportation<sup>2</sup> ». Or, un tel déplacement ne pouvait se faire sans de très grandes difficultés.

Mon opinion personnelle, c'est qu'à un moment donné, la structure économique d'un pays quelconque relativement à celle de ses voisins permet un certain niveau « naturel » des

1. Keynes, *Nouvelles Considérations*, *op. cit.*, p. 104.

2. Keynes, *The German Transfer Problem*, *Economie Journal*, mars 1929, p. 3.

exportations, et qu'il est extrêmement difficile d'influer arbitrairement sur ce niveau, de façon intelligente, par une action raisonnée. Historiquement, il me semble que l'on constate une tendance du volume des placements à l'étranger à s'ajuster de lui-même - du moins jusqu'à un certain point - à la balance commerciale, plutôt que la tendance inverse, le premier de ces facteurs étant très variable, et le second beaucoup moins. Par contre, dans le cas des Réparations, nous voulions fixer le volume des paiements à l'étranger et forcer la balance commerciale à s'y ajuster. Ceux qui ne voient ici aucune difficulté [...] appliquent les lois de l'équilibre des liquides à ce qui est, sinon un solide, du moins une masse pâteuse possédant une forte résistance interne<sup>1</sup>.

L'article de mars 1929 méritait d'être longuement cité car il nous place au cœur de la question. Keynes se déclare ici partisan d'une lecture classique de la balance des paiements. Il commence par la balance commerciale et il en déduit la compensation à opérer par la balance financière. Débuter par cette dernière et demander à la balance commerciale de s'ajuster lui paraît impossible à cause d'une sorte d'inertie de l'économie industrielle. L'auteur des *Conséquences* ne fait pas preuve ici d'une grande imagination. Du reste, il ne s'agit pas tant ici du volume des exportations que du surplus des exportations par rapport aux importations. Surtout, Keynes méconnaît des faits avérés. Par exemple, l'indemnité de cinq milliards de francs-or imposée par l'Allemagne à la France en 1871 fut payée en moins de quatre ans jusqu'au dernier centime, alors qu'elle avait paru exorbitante à Thiers lui-même. Avant 1871, la balance commerciale de la France était invariablement déficitaire. Aussitôt que commencèrent les versements de l'indemnité, le déficit se transforma en excédent et celui-ci disparut aussitôt que les versements eurent cessé<sup>2</sup>. L'économie française du début des années 1870 était-elle

1. *Ibid.*, p. 6.

2. Mantoux, *op. cit.*, p. 199, note 1.

donc si souple qu'elle pût s'adapter à la loi des « liquides » financiers ? Keynes aurait pu aussi s'inspirer de l'exemple des États-Unis qui, au cours des deux dernières années de la guerre, avaient exporté des capitaux pour une somme équivalente à dix fois la capacité « naturelle » annuelle de l'Allemagne. Et les exportations s'étaient adaptées immédiatement à cet excédent de la balance financière.

Cette fois, Keynes s'était risqué à dévoiler ses batteries, non plus dans un pamphlet destiné à émouvoir le grand public, mais dans une revue scientifique. La réplique ne tarda guère, et elle fut cinglante : en septembre de la même année, dans la même revue, l'économiste français Jacques Rueff écrivait que « la notion de niveau naturel des exportations est une pure illusion et ne saurait être légitimement invoquée ». Rueff avait sans doute connaissance des travaux de l'économiste américain Frank Taussig, qui postulaient, excellents arguments à l'appui, une étonnante plasticité de l'économie face aux changements dans la balance financière. Taussig avait découvert « la relation étroite qui existe indéniablement entre les paiements internationaux et le mouvement des importations et des exportations des produits ». « Ce qui est vraiment surprenant, remarquait-il, c'est la rapidité, presque la simultanéité du mouvement des produits. [...] Il apparaît de façon manifeste que les exportations et les importations de marchandises s'ajustent sinon instantanément, du moins avec rapidité et en général avec aisance, au montant des transactions d'un pays donné avec d'autres pays '. » Nous voilà bien loin des « masses pâteuses » ! La découverte de Taussig est, certes, contre-intuitive, mais si l'on y réfléchit, elle n'est pas tellement « surprenante » : il est normal que les flux commerciaux s'orientent en fonction des pouvoirs d'achat. Cela se comprend encore plus aisément si on lit la balance globale

1. Frank W. Taussig, *International Trade*, New York, 1927, p. 260-262.

des paiements dans le sens que nous avons indiqué au début de ce chapitre.

Le plus comique, si l'on peut dire, dans cette histoire affreuse, c'est que l'Allemagne, à partir de 1924, quand elle eut rétabli une monnaie saine, fut inondée de capitaux étrangers à la recherche de taux de profit alléchants. « N'est-il pas surprenant, demandera l'économiste Bertil Ohlin, qu'on ait si peu entendu parler de difficultés de transfert depuis cinq ans, période pendant laquelle un même pays a reçu une importation nette de capitaux (déduction faite de ses propres paiements à l'étranger) s'élevant à six ou sept milliards de marks? Ce pays, c'est l'Allemagne<sup>1</sup>. »

Bref, les Réparations, telles qu'elles ont été fixées par le traité de Versailles, auraient pu être payées avec d'autant moins de difficultés que le reste du monde capitaliste était prêt à financer l'Allemagne, son potentiel industriel et la qualité de sa main-d'œuvre étant intacts. On a calculé que l'entrée nette de capitaux étrangers en Allemagne de 1924 à 1930 fut de plus du double des versements allemands au titre des Réparations. En 1931, quand on se décida en catimini à remettre les compteurs à zéro entre alliés et avec l'Allemagne, le vaincu n'aura payé que 23 milliards de marks sur les 132 demandés. Et encore ces 23 milliards avaient été prêtés par l'étranger !

Bref, les Réparations ne furent pas payées, ce qui sembla confirmer la prophétie de Keynes. Mais comme le dit Étienne Mantoux, elles ne furent pas payées « parce ce que l'Allemagne, et c'est bien naturel, n'avait nulle envie de les payer, et, ce qui n'est peut-être pas tout à fait aussi naturel, parce que les Alliés se montrèrent incapables de prendre ensemble les mesures indispensables pour obliger l'Allemagne à payer, ou ne voulurent pas le faire ». Notamment, l'hyperinflation de 1923 (en novembre, le taux de change du mark atteignit 4200000 000000 marks pour un dollar!)

1. Bertil G. Ohlin, *Economie Journal*, 1929, p. 177.

sera sciemment provoquée par les autorités allemandes pour « démontrer », non plus sur le papier d'un livre d'économie mais cette fois dans les faits, l'impossibilité de payer les Réparations.

Il est vrai qu'il aurait fallu demander aux Allemands, pour qu'ils puissent dégager un excédent commercial conséquent, un taux d'épargne supérieur à celui qu'ils étaient disposés à adopter spontanément (rappelons l'équation du début de ce chapitre :  $X - M = S - I$ ). Cela aurait pu être la tâche de la Commission des Réparations, qui était chargée par le traité de Versailles de veiller au paiement des sommes dues pendant une période de trente ans. On sait par Keynes que la délégation allemande protesta avec véhémence contre le projet d'établir cette commission, dans les termes suivants :

La démocratie allemande se trouve anéantie au moment même où le peuple allemand l'édifiait après une lutte acharnée... La Commission, qui aura son quartier général permanent hors d'Allemagne, détiendra une puissance incomparablement plus grande que l'empereur d'Allemagne n'en posséda jamais ; sous un pareil régime, le peuple allemand resterait pendant des années dépouillé de tous ses droits et privé, bien plus complètement qu'aucune nation au temps de l'absolutisme, de toute liberté d'action et de toute possibilité de progrès, économiques ou même moraux<sup>1</sup>.

Et Keynes d'ajouter : « Ce commentaire allemand est à peine exagéré<sup>2</sup>. » Or, par ailleurs, Keynes nous avertit dans son pamphlet que l'Allemagne est incapable de faire face aux exigences du traité en matière de charbon parce que le gouvernement allemand n'aurait pas l'autorité voulue pour obtenir, dans l'industrie minière, le retour à la journée des huit heures<sup>3</sup>. Il était évidemment impensable que la

1. Keynes, *Les Conséquences...*, op. cit., p. 175.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 79-80.

que la Commission des Réparations obtienne des mineurs allemands qu'ils travaillent plus de sept heures par jour.

Si la prophétie de Keynes se réalisa dans le long terme, non pour les raisons économiques qu'il avait dites, mais pour des raisons politiques, dans l'immédiat les faits lui donnèrent tort, ce qui coûta la bagatelle de 20 000 livres à ce spéculateur impénitent (rappelons à ce propos que Keynes, avec Cantillon et Ricardo, est l'un des rares économistes à avoir fait fortune en Bourse). Voici les faits.

L'immédiat après-guerre fut caractérisé par une très vive expansion économique. L'Allemagne participa pleinement à cette euphorie, son produit national net croissant de 10 % en 1920 et de 7 % en 1921. L'indice de la production industrielle allemande augmenta quant à lui de 46 % en 1920 et de 20 % en 1921, les usines étant intactes. Le taux de change du mark étant relativement faible, des spéculateurs, dans ce contexte, jouaient le mark à la hausse. Aussi les sept plus grandes banques de Berlin enregistrèrent une augmentation spectaculaire des dépôts étrangers, dont le niveau passa de 13,7 milliards de marks en 1919 à 41,6 milliards de marks en 1921, comptant désormais pour un tiers dans le total des dépôts bancaires. Keynes était vaguement au courant de ces achats. La spéculation, note-t-il début 1920, a atteint une échelle « énorme », « la plus grande que Ton ait jamais vue <sup>1</sup> ». Mais il négligea complètement l'impact probable qu'elle aurait sur le taux de change du mark. En mars 1920, le mark cessa soudain de baisser contre le dollar et se mit à flamber, passant de 99 marks pour un dollar à 30 marks pour un dollar en juin. Or, Keynes avait investi 20 000 livres à la baisse du mark, que ses *Conséquences économiques* laissaient prévoir<sup>2</sup>. Plus tard seulement, il se rendra compte de ce qui était arrivé :

1. Keynes, *Collected Writings*, vol. XVII, p. 130, 176. Ferguson, *op. cit.*, p. 413.

2. Ferguson, *op. cit.*, p. 413.

Depuis les juifs errant dans les rues des capitales [...] jusqu'aux garçons coiffeurs dans les quartiers les plus reculés d'Espagne et d'Amérique du Sud [...] l'argument avait été le même. [...] L'Allemagne est un pays grand et fort ; elle se rétablira un de ces jours ; quand cela arrivera, le mark lui aussi se rétablira, ce qui rapportera un très gros profit. C'est vraiment très peu ce que les banquiers et les femmes de chambre comprennent de l'histoire et de l'économie '.

Sans doute Keynes avait-il bien compris, lui, que l'Allemagne ne paierait pas, et il lui fallait habiller cette prévision sous un raisonnement économique d'apparence scientifique.

Le succès retentissant des *Conséquences économiques* a tenu à ce que l'intuition de Keynes rencontrait les désirs plus ou moins avoués du gouvernement anglais et même de la City, qui était encore à cette époque le centre financier du monde et entendait bien le rester.

L'Angleterre de 1918 a deux craintes : la première - qui paraît risible *a posteriori* -, c'est que la France victorieuse, censée disposer de la « première armée du monde », soit reprise par les rêves de grandeur napoléonienne sur le continent ; la deuxième est que la révolution bolchevique ne s'étende à l'ensemble de l'Europe, voire à la planète entière, ruinant les intérêts de l'Empire britannique. Ces deux obsessions nourrissent ensemble le désir que l'Allemagne se relève de sa défaite pour servir de contrepoids à la fois à l'impérialisme français qui pourrait renaître puisqu'on vient d'effacer l'humiliation de 1870 en recouvrant l'Alsace-Lorraine, et à la révolution soviétique qui risque de se répandre.

Cette stratégie était apparue dès les négociations d'armistice. Le Premier Ministre anglais Lloyd George s'opposa à

1. Keynes, *Collected Writings*, vol. XVIII, p. 48. Notre traduction.



Foch et à Clemenceau qui voulaient installer sur le Rhin, de la Suisse aux Pays-Bas, la frontière géostratégique de la France. Pour les Anglais, les buts de guerre étaient atteints; dès lors que l'Allemagne perdait ses colonies, sa flotte de guerre et la plus grande partie de sa marine marchande. Permettre à la France de contrôler toute la longueur du Rhin était non seulement inutile, mais nocif, car cela pourrait inciter la III<sup>e</sup> République à reprendre de vieux rêves. Ainsi ' l'armistice a-t-il été signé sans qu'un pouce du territoire allemand soit occupé par les Alliés, alors que l'armée allemande est alors encore présente sur le sol français, tient encore les quatre cinquièmes de la Belgique et contrôle d'immenses territoires à l'est de l'Europe. D'où le sentiment chez les Allemands que leur armée est, en fait, invaincue. Dans la clairière de Rethondes, du reste, pas un seul militaire allemand n'est présent pour signer l'armistice, ce 11 novembre 1918. Des civils se chargent de cette tâche pénible avec le blanc-seing d'un obscur Conseil des commissaires du peuple qui a pris le pouvoir à Berlin après l'abdication et la fuite de Guillaume II.

Cette stratégie anglaise, en filigrane dans le pamphlet de Keynes, un petit caporal allemand en eut lui l'intuition en 1924 dans sa cellule à la maison d'arrêt de Landsberg-am-Lech, et lui trouva bien des mérites :

La révolution allemande [de 1918] délivra la politique anglaise des inquiétudes que lui avait causées la menace d'une hégémonie allemande s'étendant sur le monde entier.

L'Angleterre n'avait donc plus intérêt à voir l'Allemagne *complètement* effacée de la carte d'Europe. Au contraire, l'épouvantable effondrement qui se produisit pendant les journées de novembre 1918 plaça la diplomatie anglaise en face d'une situation nouvelle qu'elle n'avait pas d'abord cru possible. [...] L'Allemagne était anéantie et la France devenait la première puissance continentale de l'Europe. [...]

En fait, l'Angleterre n'a pas atteint le but qu'elle avait en vue en faisant la guerre. Celle-ci n'a pas écarté le danger que

présentait pour l'équilibre des forces sur le continent la prédominance acquise par un État européen, elle ne l'a rendu que plus menaçant. [...]

Quand on examine, en tenant compte des considérations que nous venons d'exposer, les possibilités d'alliances que l'époque actuelle offre à l'Allemagne, on est vite convaincu que tout ce que nous pouvons faire pratiquement, en fait d'alliance, est de nous rapprocher de l'Angleterre. Bien que les conséquences de la politique de guerre suivie par elle aient été, et soient restées, néfastes pour l'Allemagne, on ne doit pas se refuser à constater que l'Angleterre n'a plus *aujourd'hui* aucun intérêt pressant à ce que l'Allemagne soit *anéantie* et que, au contraire, l'objectif de la diplomatie anglaise doit être de plus en plus, à mesure que les années s'écoulent, de mettre un frein à l'instinct d'impérialisme démesuré dont est animée la France<sup>1</sup>.

1. Adolf Hitler, *Mon combat*, traduction intégrale de *Mein Kampf*, par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Nouvelles Éditions latines, 1934, p. 611-612. Italiques dans le texte.

Des politiques de relance qui ne relancent rien

*L'imposture des keynésiens*

En cas de ralentissement de la croissance, et surtout en cas de récession, il faut, entend-on volontiers dire partout, relancer l'économie par la consommation en créant si besoin de la monnaie, ou en baissant les taux d'intérêt - ce qui en fait revient au même -, ou encore en creusant un déficit dans le budget de l'État qu'il faudra bien combler par du papier-monnaie. C'est une idée si rabâchée à gauche comme à droite, si présente dans les esprits, qu'elle renaît spontanément en dépit d'échecs répétés. Et elle est si répandue dans les médias qu'elle paraît ressortir du bon sens le plus élémentaire. On a presque du scrupule à jouer les rabat-joie en annonçant qu'elle est fausse, au risque, d'ailleurs, de subir le sort des porteurs de mauvaises nouvelles. **Deux** minutes de réflexion suffisent pourtant à détruire l'idée de l'efficacité de la relance monétaire. Car, si elle était vraie, il suffirait d'imprimer des billets de banque, ce qui coûte trois fois rien, pour éviter la crise à chaque fois qu'elle menace. On pourrait même exporter ce procédé dans les pays qui ont tant de mal à faire « décoller » leur économie, et leur vendre, avec la méthode, des machines à imprimer de la monnaie. Le problème du développement qui a tarabusté des générations d'économistes serait résolu en un tournemain. Si on ne le fait pas, c'est que, il faut le dire et le répéter, la création monétaire,

sous une forme ou sous une autre, ne crée véritablement aucune richesse.

Toutefois, pour séduisantes qu'elles soient, les politiques de relance par la demande n'auraient sans doute pas trouvé des thuriféraires aussi ardents chez les gouvernants, leurs experts, ou encore chez nombre d'économistes, de politiciens ou d'éditorialistes, sans l'apport « scientifique » de Keynes, même s'ils n'ont pas tous été formés à la théorie keynésienne.

Si l'auteur des *Conséquences économiques de la paix* s'était contenté de saper le traité de Versailles, il n'aurait droit aujourd'hui qu'à quelques lignes dans les manuels d'économie, et sans doute davantage dans les livres d'histoire. Mais Keynes s'est servi du succès étonnant de son livre pour bâtir une carrière époustouflante. Il avait prophétisé que l'Allemagne ne paierait pas les Réparations, et de fait, elle ne les paya pas. Pour une fois, la prédiction d'un économiste paraissait juste - même si on a vu au chapitre précédent que la prévision était juste en effet, mais pour des raisons politiques alors qu'elle était fondée sur un raisonnement économique erroné. Si cet économiste, devenu une vedette, avait su prévoir correctement l'avenir en ce qui concerne les paiements allemands, ne devait-on pas lui faire confiance pour d'autres divinations ? Or, plus tard, en effet, Keynes est allé bien au-delà.

Comme il le dit à la fin de la *Théorie générale*, son œuvre majeure, publiée en décembre 1935, ce ne sont pas les intérêts qui gouvernent le monde mais les idées, qu'elles soient justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique. Puis il s'est instauré le prophète d'une nouvelle économie, et les gens l'ont cru, qui n'étaient pas seulement des économistes. Nombreux sont ceux qui continuent encore aujourd'hui à le croire, répétant exactement ce que disait Keynes de lui-même. C'est ça le plus fort. Pour démontrer que Keynes a inauguré une nouvelle ère de la

pensée économique, ils reprennent, consciemment ou inconsciemment, les arguments mêmes de Keynes !

Il existe, pourrions-nous dire, deux catégories de prophètes. Ceux qui sont nés prophètes, tel Jésus. Et ceux qui le deviennent à la suite d'une « illumination », tel saint Paul ou Mahomet. Keynes, toutes proportions gardées, appartient à cette deuxième catégorie. Une illumination assez soudaine le conduisit à écrire la *Théorie générale*. Une illumination tardive, car il est déjà âgé de cinquante-deux ans quand il propose ce qui va devenir son chef-d'œuvre.

Keynes n'a pas raconté son chemin de Damas. Il dit simplement qu'à un moment donné, il a abandonné la doctrine à laquelle il avait cru jusque-là et qu'il avait longuement enseignée. Il le dit lui-même en 1939 dans sa préface à l'édition française de la *Théorie générale* : « Nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie [la théorie dite classique], que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquerrions une liberté \*. » Dans la préface à la première édition anglaise de l'ouvrage (13 décembre 1935), on lit aussi cet aveu : « De nombreuses années durant, nous avons nous-mêmes défendu avec conviction les théories que nous attaquons aujourd'hui<sup>2</sup>. » Par ailleurs, il regrette que son livre, par la force des choses, « ait trop l'air de s'adresser aux défenseurs d'une conception spéciale [de l'économie], et pas assez à la Ville et au Monde<sup>3</sup> ». On aura reconnu la formule papale : *Urbi et orbi*. C'est ainsi que le nouveau prophète aurait aimé s'exprimer, comme il l'avait fait avec les *Conséquences économiques de la paix*, au lieu de s'attarder à convaincre ses collègues économistes dans un livre forcément abscons. Mais ces regrets sont feints, bien évidemment. Il lui fallait

1. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction de Jean de Largentaye entièrement revue, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1977, p. 5.

2. *ibid.*, p. 9.

3. *Ibid.*, p. 5.

d'abord séduire les gardiens du Temple, les docteurs de la Loi du marché, en sorte que ceux-ci répètent qu'après la *Théorie générale*, rien ne serait plus comme avant.

L'histoire du keynésianisme, c'est d'abord l'histoire de la faiblesse de la pensée instituée et de l'attrait irrésistible de la nouveauté, fût-elle factice. « Le monde se trouve aujourd'hui, écrit Keynes lui-même à la dernière page de la *Théorie générale*, dans une impatience extraordinaire d'un diagnostic mieux fondé; plus que jamais il est prêt à l'accepter et désireux de l'éprouver, même s'il n'est que plausible. » C'est ce que l'on a appelé ensuite, et que l'on appelle encore dans les manuels, la « révolution keynésienne ». En France notamment. En France surtout, qui est aujourd'hui, peut-être, le dernier pays vraiment keynésien, ce qui est paradoxal quand on connaît les sentiments pour le moins réservés de Keynes à son égard<sup>1</sup>.

À la Libération, l'anglophilie aidant, toute l'élite a succombé au charme keynésien. Il s'est même trouvé un poète et philosophe en la personne de Georges Bataille pour se ranger sous la bannière du keynésianisme, ouvertement et non sans naïveté<sup>2</sup>. On aurait dit que la *Théorie générale* était exactement faite pour légitimer l'activisme de la technocratie française. C'était *le livre* que l'État hérité de Louis XIV, de Colbert, de Napoléon attendait. L'École nationale d'administration (ENA) a été et est encore un haut lieu de l'économie keynésienne. Il en reste des traces chez nos ministres actuels, de gauche ou de droite, dont la plupart sont sortis de cette école. La commission de Bruxelles est encore peuplée de keynésiens. Exemple : ce « pacte de stabilité » signé avec tant de solennité pour permettre le lancement de l'euro, il a suffi que la croissance économique se ralentisse pendant quelques semestres en

1. Cf. chapitre 15.

2. Se reporter à Georges Bataille, *La Part maudite*, précédé de *La Notion de dépense*, introduction de Jean Piel, Paris, Éditions de Minuit, 1967

trop par rapport à ce qui avait été prévu pour le remettre en question. Comme si l'on croyait encore à cette fable d'origine keynésienne qu'un accroissement du déficit budgétaire est facteur de croissance.

À vrai dire, le terme de révolution n'était pas si mal choisi. À condition de le prendre au sens étymologique de retour au point de départ. Et ce sera l'une des grandes séductions de Keynes, cette manière de revenir aux économistes d'avant Smith et Ricardo, de les ressusciter, de montrer qu'après tout, ils avaient mieux compris l'essence de l'économie que les disciples modernes de la théorie classique. Avec ce petit côté d'érudition exotique, archaïsante qui fait toujours son effet. Il pousse le paradoxe jusqu'à donner raison à l'Église du Moyen Âge sur la question des taux d'intérêt<sup>1</sup>. C'est faire preuve de beaucoup de culot quand on est soi-même un joueur en Bourse.

Keynes n'a pas eu de grandes difficultés pour dénoncer les absurdités de la théorie classique version anglaise. Encore a-t-il pris son temps pour le faire. Pourtant, il avait sans doute assez vite compris qu'il y avait une place à prendre pour faire reflourir dans le désert de la théorie de la concurrence pure et parfaite les deux éléments omis, on Ta vu, par cette théorie : à savoir l'entrepreneur et l'incertitude - deux éléments qui étaient pourtant connus même de la pensée scolastique, Keynes va les réintroduire avec force, avec panache, sans pourtant retrouver la verve éblouissante du pamphlétaire des *Conséquences*.

L'édifice keynésien est en fait assez laborieux. La *Théorie générale* est un ouvrage pénible à lire, souvent confus. Il faut le lire la plume à la main pour relever ses faiblesses et ses contradictions. C'est ce travail que nous proposons au lecteur pour le dispenser d'une tâche ingrate.

Nous allons distinguer sept piliers à la base de l'édifice keynésien. Aucun d'entre eux ne résiste bien à l'examen.

1. Keynes, *op. cit.*, p. 347.

### *Premier pilier : la « propension à consommer »*

La propension à consommer est tout simplement la part de revenu que chacun consacre à la consommation. La propension à consommer est forcément un chiffre compris entre 0 et 1. Supposons que votre propension à consommer soit de 0,8. Pour un revenu de 2 000 euros par mois, vous allez consommer 1 600 euros.

À noter tout de suite, pour rassurer notre lecteur, que toute la mathématique de Keynes est de ce niveau-là, ou peu s'en faut. C'était pourtant un très fin mathématicien. Il est l'auteur d'un remarquable *Traité des probabilités*. Mais en tant qu'économiste, il se méfiait des maths et on ne peut que lui donner raison sur ce point. « Trop de récentes "économies mathématiques", écrivait-il, ne sont que pures spéculations : aussi imprécises que leurs hypothèses initiales, elles permettent aux auteurs d'oublier dans le dédale des symboles vains et prétentieux les complexités et les interdépendances du monde réel<sup>1</sup>. » Le problème est qu'une grande partie de cette économie mathématique est issue elle-même du modèle keynésien, car celui-ci se prête facilement à une formalisation algébrique, qualité qui a d'ailleurs été une cause de sa diffusion et de son succès.

La notion de propension à consommer permet à Keynes de poser l'épargne comme un solde, un résidu, ce qui reste après que la propension à consommer a fait son œuvre.

Épargner apparaît ainsi comme un acte passif, non comme le résultat d'un choix. Cet acte résulte simplement du fait que la propension à consommer est ordinairement inférieure à 1 - autrement dit, un revenu quel qu'il soit n'est jamais entièrement consommé. Keynes le dit clairement : « l'épargne n'est en réalité qu'un reliquat<sup>2</sup>. »

1. Keynes, *op. cit.*, p. 299.

2. *Ibid*, p. 84.

L'avantage de dire cela est précisément d'en déduire que l'épargne n'a pas besoin d'être récompensée par un intérêt! Le coup de force est considérable. Dès les premières pages du livre, il annonce la formule cynique de la fin du livre sur l'« euthanasie des rentiers ». Formule typiquement keynésienne qui aura tellement de succès. « À long terme, nous serons tous morts », un autre de ses aphorismes, est du même tonneau. Si « après moi le déluge » n'avait pas été déjà attribué à Louis XV, il l'aurait peut-être prononcé.

Ce coup de force a en fait une longue portée idéologique. Toute la conception que l'on se faisait de l'épargne et de l'intérêt s'écroule.

Keynes lui-même le dit, très clairement : « H devrait être évident que le taux de l'intérêt ne peut être une récompense pour l'épargne ou l'abstinence en tant que telle. Lorsqu'un homme accumule ses épargnes sous forme d'argent liquide, il ne gagne aucun intérêt bien qu'il épargne tout autant qu'un autre<sup>3</sup>. » Un peu plus loin, il répète : « L'erreur consiste à considérer le taux de l'intérêt comme la récompense pour l'abstinence en tant que telle... » Pourquoi en effet récompenserait-on un sacrifice qui n'en est pas un ? L'épargne apparaît ici comme une sorte de « gaz fatal » de la consommation, si l'on nous permet cette analogie avec l'industrie chimique ! Pourtant toute l'économie classique était fondée sur les vertus de l'épargne ! Sans épargne, pas d'accumulation du capital ! Est-ce que la maxime la plus célèbre de Benjamin Franklin n'était pas *Industry and Frugality* ? Est-ce que Smith n'avait pas écrit que l'épargnant était un bienfaiteur de l'humanité ?

Ici, justement, commence à jouer la magie keynésienne. Cet aristocrate, esthète, ami des arts et des lettres, se paie le luxe de mettre en cause les vertus des classes moyennes, de prendre le contre-pied de la morale ordinaire. C'est un

1. Keynes, *op. cit.*, p. 178.

discours à la gloire d'une perversion. Pour épater le bourgeois, rien de mieux que de se payer sa tête. Le don Juan Keynes dit à tous les MM. Jourdain de la planète qu'ils ne méritent pas d'être récompensés pour leurs économies patiemment amassées. Pour légitimer sa position « immorale », l'auteur de la *Théorie générale* va se dénicher des prédécesseurs parmi d'illustres inconnus du grand public. Ou parmi des auteurs connus, mais dont on ne soupçonnait pas qu'ils étaient de grands économistes. Ainsi, dans sa préface à l'édition française, fait-il de Montesquieu « le plus grand économiste français, celui qu'il est juste de comparer à Adam Smith<sup>1</sup> ». Flatterie du public français ? Sans doute. Même si l'aspect économique de l'oeuvre de Montesquieu est considérable et mériterait en effet d'être mieux connu. Mais surtout ignorance volontaire des grands noms de l'école française : Cantillon, Turgot, Condillac, Say, Bastiat, etc.

Voici donc tirés des oubliettes de l'Histoire par la grâce keynésienne un certain Laffemas (*Les Trésors et richesses pour mettre l'État en splendeur*, 1598); Petty, qui en 1662 justifiait « les fêtes, les spectacles somptueux, les arcs de triomphe », en arguant, précise Keynes, que « leurs coûts entraînent dans la poche des brasseurs, boulangers, tailleurs, bottiers et autres » ; Fortrey, qui « approuvait la prodigalité dans le vêtement » ; von Schrötter, qui souhaitait qu'il y ait plus de faste dans l'habillement et les autres éléments du train de vie ; Barbon, qui écrivait en 1690 que la « Prodigalité est un vice préjudiciable à l'Homme, mais non au Commerce » et que « l'Avarice est un vice préjudiciable à la fois à l'Homme et au Commerce » ; Cary, qui soutient que « si tout le monde dépensait plus, chacun aurait un revenu supérieur et pourrait vivre plus largement ». Mandeville dit la même chose de manière provocante, on l'a dit, dans *La*

1. Keynes, *op. cit.*, p. 7.

*Fable des abeilles* - redevenue fameuse au XX<sup>e</sup> siècle grâce à Keynes qui en recopie plusieurs pages dans la *Théorie générale* \ Comme par hasard, Mandeville est l'auteur qu'il cite le plus longuement. Le sous-titre de son ouvrage ne pouvait que lui plaire : *Private Vices, Public Benefits* (dans l'édition française : *Les Vices privés font le bien public*). Malthus, lui non plus, ne manque pas à l'appel. Le célèbre inventeur du *Principe dépopulation* était aussi l'auteur, nous l'avons dit, des *Principles of Political Economy* dans lesquels il développe une théorie de la sous-consommation en tant que cause du chômage qui ne pouvait qu'enchanter notre prophète de l'économie du xx<sup>e</sup> siècle. Dans la préface de ce livre, Malthus s'attaquait nommément à Adam Smith pour avoir « affirmé que la parcimonie développe le capital, qu'un homme économe est un bienfaiteur public ». Un proto-keynésien, ce pasteur !

Après Malthus, plus rien : la méthode des « classiques » (Smith, Ricardo, Stuart Mill), affirme Keynes, « consista à faire disparaître le problème du champ de la science économique, non en le résolvant, mais en le passant sous silence. Le problème fut entièrement rayé de la discussion<sup>2</sup> ». Moralité : enfin Keynes vint, et la lumière fut.

En résumé, le but de l'opération conceptuelle « propension à consommer », c'est de préparer une nouvelle forme de la vieille théorie de la sous-consommation. Un retour en arrière plus qu'une innovation.

### *Deuxième pilier : l'égalité de l'épargne et de l'investissement*

Le deuxième pilier de l'édifice keynésien est un peu plus bizarre. Il s'agit de l'égalité automatique de l'épargne et de l'investissement.

1. Keynes, *op. cit.*, p. 354-356.

2. *Ibid.*, p. 359.

Lisons dans le texte : « L'égalité de l'épargne et de l'investissement est nécessairement vérifiée dans l'ensemble du système<sup>1</sup>. » Plus loin : « Ainsi, bien que le montant de l'épargne résulte du comportement collectif des consommateurs individuels et le montant de l'investissement du comportement collectif des entrepreneurs individuels, ces deux montants sont nécessairement égaux puisque chacun d'eux est égal à l'excès du revenu sur la consommation. » La démonstration tient en trois équations que Keynes pose lui-même :

« Revenu = valeur de la production = consommation + investissement

Épargne = revenu - consommation

Donc, épargne = investissement<sup>2</sup>. »

Appelons R le revenu, P la production, C la consommation, I l'investissement, S l'épargne. Il vient, si l'on traduit les équations établies par Keynes :

$$R = P = C + I$$

$$S = R - C$$

Donc  $R = C + I = C + S$ , et par conséquent  $S = I$ . Ces équations ne sont autres que celles que nous avons employées pour étudier la balance des paiements<sup>3</sup>. À ceci près - et cette nuance ouvre un abîme - que l'univers keynésien est un monde fermé : il n'y a pas d'échanges avec l'extérieur, donc ni exportation (X), ni importation (M), ni balance commerciale<sup>4</sup>. Dans ces conditions, qui sont équi-

1. Keynes, *op. cit.*, p. 6.

2. *Ibid.*, p. 83.

3. Cf. chapitre 14.

4. Ce qui évidemment limite beaucoup aujourd'hui l'applicabilité de la théorie keynésienne aux économies nationales, qui sont de plus en plus ouvertes sur le monde extérieur. Toutefois, le keynésianisme pourrait trouver une certaine validité au niveau mondial, univers fermé, voire au niveau des grands ensembles régionaux, moins ouverts que les nations qui les composent. D'où l'idée d'un keynésianisme à l'échelle mondiale, ou à défaut, à une échelle régionale telle que l'Union européenne. Une ligne de retranchement souvent utilisée par les néo-keynésiens.

valentes à celles d'une balance commerciale équilibrée (puisque  $X = 0$  et que  $M = 0$ ,  $X = M$ ), l'épargne est certes nécessairement égale à l'investissement comme l'affirme Keynes.

De ces équations, Keynes va tirer l'idée que tout investissement trouvera toujours l'épargne pour le financer. Il confirme ainsi l'idée, contenue dans le premier pilier de sa *Théorie*, qu'il n'y a pas à se préoccuper de récompenser l'épargnant pour assurer le financement de l'investissement. Il en résulte une politique de taux d'intérêt exactement inverse à celle que la « théorie classique » préconise.

Nous n'inventons rien. C'est dans le texte :

On soutient parfois qu'au cours de l'essor l'investissement a tendance à croître plus vite que l'épargne et qu'une hausse de l'intérêt rétablit l'équilibre tant en contrariant l'investissement qu'en stimulant l'épargne. Cette thèse suppose que l'épargne puisse différer de l'investissement ; elle n'a donc pas de sens à moins que ces termes aient été définis d'une façon particulière<sup>1</sup>.

Keynes le dit bien : la thèse classique n'a pas de sens ! À la fin de la *Théorie générale*, il est encore plus explicite sur ce point :

On justifiait jusqu'ici une certaine élévation du niveau de l'intérêt par la nécessité de fournir à l'épargne un encouragement suffisant. Mais nous avons démontré que le montant effectif de l'épargne est rigoureusement déterminé par le flux de l'investissement et que celui-ci grossit sous l'effet d'une baisse<sup>2</sup> de l'intérêt.

Donc, nous pouvons en déduire que la bonne politique consiste non pas à hausser le taux de l'intérêt pour appâter les épargnants, mais au contraire à baisser le taux pour

1. Keynes, *op. cit.*, p. 325.

2. Italique dans le texte.

encourager les investisseurs. Comme l'épargne est toujours égale à l'investissement, les investisseurs trouveront toujours les financements adéquats.

Miraculeux, non? Il suffirait donc de baisser les taux pour relancer la machine et retrouver le plein emploi. N'est-ce pas ce que nous entendons réclamer tous les jours quand les taux paraissent trop élevés ?

Reste à savoir comment se fixent les taux d'intérêt.

Très simple. Vous avez d'un côté des offreurs de capitaux, les épargnants, et de l'autre les demandeurs de capitaux, les emprunteurs. Le taux d'intérêt est le prix qui permet d'équilibrer l'offre et la demande de capitaux.

Cela paraît logique. Et c'est ce que nous enseignent les économistes en général. Mais ce n'est pas du tout ce que nous dit Keynes. Puisque l'épargne est de toute façon égale à l'investissement, il n'y a pas besoin d'un prix - le taux d'intérêt - pour aboutir à cet équilibre. Alors, comment explique-t-il, lui, le taux d'intérêt?

Nous en arrivons ainsi au troisième pilier. Mais avant de l'examiner, on nous permettra un dernier mot sur cette fameuse égalité entre l'épargne et l'investissement. Elle est en effet incontournable, comme le dit Keynes. Mais on peut en tirer un enseignement exactement contraire à celui qu'il nous propose. Ce n'est pas l'épargne qui doit se mettre au niveau de l'investissement (comment le pourrait-elle, dans le monde fermé de Keynes ?) mais l'investissement qui se met au niveau de l'épargne, sinon il ne trouve pas de financement au sens propre du terme, c'est-à-dire sans recours à la création de monnaie. La différence est considérable, car elle fait dépendre le taux de croissance d'une économie de l'investissement et donc de l'épargne. Exactement le contraire de ce que prétendent les politiques dites de relance par la consommation. Or, les profits constituent la principale source de l'épargne. Il s'ensuit que le taux de croissance de l'économie dépend du taux de profit.

Évidemment, c'est une chose difficile à soutenir devant des caméras de télévision, sauf à passer pour un thuriféraire du patronat. On peut, du reste, extrapoler ce raisonnement au niveau mondial. Par conséquent, tant que les ressources des pays les plus riches font l'objet de prélèvements et de réglementations étatiques, l'épargne qu'ils peuvent consacrer à la croissance de l'économie mondiale est forcément limitée.

### *Troisième pilier : le taux d'intérêt, comme récompense de la renonciation à la liquidité*

Pour Keynes, on vient de le dire, l'épargnant n'a pas besoin d'être récompensé pour le seul fait qu'il s'abstient de consommer. L'effort commence seulement quand il renonce à la liquidité pour convertir son épargne monétaire en titres d'actions ou d'obligations, ou d'ailleurs de n'importe quoi d'autre. Lisons : « La simple définition du taux de l'intérêt nous dit en aussi peu de mots qu'il est la récompense pour la renonciation à la liquidité durant une période déterminée. » Un peu plus loin, Keynes est encore plus explicite : « Le taux de l'intérêt n'est pas le " prix " qui amène à s'équilibrer la demande de ressources à investir et le consentement à s'abstenir de consommation immédiate [ce qui est la théorie classique]. » Plus loin encore : « On a généralement considéré l'intérêt comme la récompense de la non-dépense alors qu'il est en réalité la récompense de la non-thésaurisation \ »

Précisons que la thésaurisation signifie ici tout simplement la conservation de la richesse sous forme liquide, c'est-à-dire sous forme de monnaie. Il se trouve que les gens manifestent une certaine préférence pour la liquidité, et qu'il faut les payer pour les amener à renoncer à cette préférence. Ce prix, c'est, selon Keynes, le taux d'intérêt.

1. Keynes, *op. cit.*, p. 178, 179 et 185.



Keynes distingue plusieurs motifs à cette préférence, dont les principaux sont le motif de transaction et le motif de spéculation. Le motif de transaction fait varier la demande de monnaie en fonction du revenu : plus on est riche, plus on garde de l'argent liquide. Le motif de spéculation induit à garder de la monnaie liquide pour faire face à l'incertitude de l'avenir. Dans un article postérieur à la *Théorie générale*, écrit en réponse aux critiques, Keynes trouvera l'expression : « La possession de monnaie apaise notre inquiétude<sup>1</sup>. »

Keynes fait varier la demande de monnaie en fonction du taux d'intérêt. Le taux d'intérêt indique ce que l'on pourrait gagner en achetant des titres, exactement comme le salaire indique ce que l'on pourrait gagner en travaillant. De même que le salaire est le prix qu'il faut payer pour qu'un individu passe du loisir au travail, de même le taux d'intérêt est le prix qu'il faut payer pour faire passer la monnaie de l'état oisif et liquide de la thésaurisation à Tétât actif du placement dans des titres, moins liquides que la monnaie elle-même.

La liquidité est un besoin. Vous ne pouvez pas acheter votre bifteck avec des actions. Il vous faut de la monnaie. Si vous n'aviez que des actions en poche, il vous faudrait les vendre, les liquider, les rendre liquides, les transformer en monnaie - toutes ces expressions sont équivalentes - pour pouvoir enfin acheter votre bifteck. Or la liquidation d'un capital quel qu'il soit, mobilier ou immobilier, a un coût, demande du temps, etc. Tout ce que la théorie économique contemporaine regroupe sous la rubrique des coûts de transaction<sup>2</sup>. D'où la nécessité d'avoir des liquidités à sa disposition. C'est cela, la préférence pour la liquidité. Pour que

1. Keynes, «The General Theory of Employment», dans *Quarterly Journal of Economics*, février 1937.

2. On entend par coûts de transaction tous les coûts occasionnés par le recours au marché (information, négociation, surveillance de l'exécution des contrats, etc.).

vous renonciez à la liquidité, il faut que l'on vous en paie le prix, c'est cela le taux d'intérêt. Il est clair que moins le titre sera liquide, c'est-à-dire plus il correspondra à un placement à long terme, plus le sacrifice en terme de liquidité sera grand et donc plus le taux d'intérêt sera élevé. Donc, normalement les taux d'intérêt à long terme sont plus élevés que les taux d'intérêt à court terme.

Keynes écrit lui-même :

$$M = M1 + M2 = L1(R) + L2(i)'$$

Ces équations signifient tout simplement qu'il faut distinguer dans la demande de monnaie deux parties, celle correspondant au motif de transaction, M1, qui est fonction du revenu, et celle correspondant au motif de spéculation, M2, qui est fonction du taux d'intérêt. Nous écririons plus simplement :

$$M1 = f(R),$$

$$M2 = f(i)$$

À partir de là, Keynes va concentrer son attention sur la deuxième fonction et montrer que la demande de monnaie est une fonction inverse du taux d'intérêt. En effet, plus le taux d'intérêt est élevé, moins la demande de monnaie sera forte puisque le manque à gagner de la liquidité oisive sera plus élevé. Inversement, moins le taux d'intérêt est élevé, moins on perdra à thésauriser de la monnaie sous forme oisive, et donc plus forte sera la demande de monnaie.

Ainsi une baisse du taux d'intérêt décidée par les autorités monétaires risque d'accroître la thésaurisation, et par conséquent échouera à relancer l'économie. Ce phénomène est appelé dans le jargon keynésien la « trappe à liquidités ». L'argent que le gouvernement déverse sur le

1. Keynes, *op. cit.*, p. 209. À noter que Keynes, dans cette édition, emploie le symbole  $r$  là où nous utilisons  $i$ , qui renvoie à « intérêt ».

marché pour faire baisser les taux ne sert donc à rien. Il est comme de l'eau versée sur du sable<sup>1</sup>.

De fait, la trappe à liquidités fonctionne d'autant mieux que la baisse du taux d'intérêt peut être perçue comme le prélude à une remontée des taux. Et elle sera perçue de cette façon parce que les « spéculateurs » vont interpréter cette baisse des taux comme un signe de relâchement de la part des autorités, et donc comme un encouragement à la hausse des prix, y compris la hausse des taux d'intérêt. Or, anticiper une hausse des taux conduit à anticiper une baisse de la valeur du capital. Car la valeur d'un capital, quel qu'il soit, dépend des revenus qu'il rapporte dans le futur, et ces revenus sont, par nature, incertains. Le taux d'intérêt augmente lorsque l'incertitude grandit. Une anticipation d'une hausse des taux revient à anticiper un accroissement de l'incertitude, donc une moindre valeur des revenus du capital qui les génère. L'anticipation d'une hausse des taux incite par conséquent à attendre que la baisse de la valeur du capital se produise pour se porter acheteur sur le marché des titres, et donc à rester liquide. Ainsi, la monnaie émise par les autorités pour faire baisser les taux tombe-t-elle dans la trappe à liquidités. Une façon imagée de décrire ce phénomène, prisée par les économistes, est de dire que l'on ne peut forcer à boire un âne qui n'a pas soif.

Une politique monétaire de baisse des taux peut donc échouer. Ce n'est pas ce que les auteurs de manuels, les politiciens et les tenants de la pensée économique correcte ont retenu du message de Keynes. Et ce n'est pas ce qu'il enseignait lui-même par ailleurs<sup>2</sup>. Il faut pourtant se rendre à

1. Précisons que le terme de trappe à liquidités ne figure pas dans la *Théorie générale*. L'expression a été trouvée par Dennis Robertson, un économiste anglais de l'époque de Keynes. Mais l'idée est bien dans la *Théorie générale*.

2. Cf. deuxième pilier.

l'évidence. Se contredisant, Keynes, dans la *Théorie générale*, met en garde à plusieurs reprises contre une politique de baisse des taux. « Une politique monétaire, écrit-il, qui frappe l'opinion par son caractère empirique ou par son aptitude à changer facilement peut donc manquer son but, si elle se propose de réduire fortement le taux d'intérêt à long terme, parce que M2 peut tendre à croître sans limite en réponse à un abaissement [du taux d'intérêt] au-dessous d'un certain chiffre<sup>1</sup>. » Et un peu plus loin : « Il se peut que, une fois le taux d'intérêt tombé à un certain niveau, la préférence pour la liquidité devienne virtuellement absolue, en ce sens que presque tout le monde préfère l'argent liquide à la détention d'une créance qui rapporte un taux d'intérêt aussi faible<sup>2</sup>. » À ce moment-là, avertit Keynes, « l'autorité monétaire perd la direction effective du taux de l'intérêt ». En effet, toute émission monétaire va s'enfouir dans la « trappe à liquidités ». Exemple historique : « Aux États-Unis on a constaté à certaines époques de l'année 1932 [...] une crise financière ou crise de liquidation, au cours de laquelle on ne pouvait décider presque personne à se dessaisir de ses avoirs liquides à des conditions raisonnables<sup>3</sup>. »

Dans toute cette affaire, on n'a parlé jusqu'à maintenant que du comportement de l'épargnant. On va maintenant considérer ce qui se passe du côté de l'investisseur. Et l'on en arrive ainsi à la quatrième pièce de l'édifice keynésien.

#### *Quatrième pilier : l'efficacité marginale du capital*

L'efficacité marginale du capital désigne, dans le jargon des économistes, le rendement de la dernière unité de capi-

1. Keynes, *op. cit.*, p. 212.

2. *Ibid.*, p. 215.

3. *Ibid.*, p. 216.

tal mise en œuvre comparé à son coût. Les entrepreneurs vont investir tant que l'efficacité marginale du capital sera supérieure au taux d'intérêt courant du marché financier, et ils s'arrêteront d'investir au moment où il y aura égalité entre ces deux paramètres. Par exemple, un chef d'entreprise va se procurer des machines jusqu'à ce que la dernière machine soit rentable, ou construire des usines, jusqu'à ce que la dernière usine construite lui rapporte de l'argent. On raisonne à la marge. Keynes applique un raisonnement typiquement marginaliste<sup>1</sup> quand il écrit : « Il est évident que le flux d'investissement sera grossi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune catégorie de capital dont l'efficacité marginale soit supérieure au taux d'intérêt courant<sup>2</sup>. »

On suppose ici que l'efficacité marginale baisse à mesure que grandit l'investissement. Keynes reprend l'hypothèse des rendements décroissants, qui est acceptable en courte période. En effet, si dans une même usine vous ajoutez machine sur machine, le rendement par unité de production va décroître, selon la loi des rendements non proportionnels.

Keynes marque son originalité en insistant sur le côté spéculatif de ce paramètre. L'efficacité marginale du capital est un rendement escompté. Il dépend en grande partie de l'idée que l'on se fait de l'avenir. Car la décision d'investissement va donner lieu à la création d'un équipement qui aura une longue durée de vie. Pendant cette durée de vie, beaucoup d'événements peuvent survenir : inventions et techniques nouvelles, variations dans les salaires. Keynes le dit très bien lui-même :

« La production obtenue à l'aide de l'équipement créé aujourd'hui devra pendant l'existence de celui-ci concurrencer la production qui sera obtenue à l'aide d'équipe-

1. Sur le marginalisme, voir l'Introduction, note 1, p. 23.

2. Keynes, *op. cit.*, p. 150.

ments créés plus tard, à des époques où le coût du travail pourra être moindre<sup>3</sup> et la technique meilleure, pour la production issue desquelles on pourra se contenter d'un prix inférieur...<sup>2</sup>. »

Et de conclure abruptement : « L'efficacité marginale actuelle du capital diminue dans la mesure où de tels événements paraissent probables ou simplement possibles<sup>3</sup>. » Ce sont des vérités de bon sens que Keynes nous rappelle ici, mais elles ont fait sensation à l'époque parce qu'elles avaient été oubliées par le modèle de concurrence pure et parfaite de l'économie classique anglaise, incapable, nous l'avons dit, de prendre en considération la fonction entrepreneuriale et l'incertitude, et donc la prise de risque.

Si l'efficacité marginale du capital ainsi définie diminue au-dessous du taux d'intérêt courant, alors l'investissement est en panne. Telle est du reste, pour Keynes, l'explication principale des crises. « À notre avis, écrit-il sans ambages, ce n'est pas tant la hausse du taux de l'intérêt que la chute soudaine de l'efficacité marginale du capital qui fournit l'explication la plus normale et souvent l'explication principale [des crises]<sup>4</sup>. »

Pour relancer l'économie, faut-il abaisser les taux d'intérêt au-dessous de l'efficacité marginale du capital? Dès lors, se contredisant une fois encore, Keynes va-t-il préconiser une politique de baisse des taux ? Pas forcément. « Il convient de noter, écrit-il dans le chapitre consacré à l'efficacité marginale du capital, que l'attente d'une diminution du taux de l'intérêt *abaisse*<sup>5</sup> la courbe de l'efficacité marginale du capital ; elle signifie en effet que la production obtenue à l'aide de l'équipement créé aujourd'hui devra

1. Éventualité qui a repris de l'actualité avec les possibilités de délocalisation d'usines dans les pays à bas salaires.

2. Keynes, *op. cit.*, p. 155.

3. *Ibid.*, p. 155.

4. *Ibid.*, p. 313.

5. Italiques dans le texte.

concurrencer, pendant une partie de l'existence de cet équipement, la production qui sera obtenue à l'aide d'un équipement auquel suffira une moindre rémunération<sup>1</sup>. » Ainsi, des entrepreneurs qui ont été habitués à ce que la banque centrale abaisse ses taux pour relancer la machine vont, en cas de crise, s'attendre à une telle baisse et par conséquent geler leurs investissements. Même si elle réussit une fois, une politique de baisse des taux, parce qu'elle aura été intégrée dans les anticipations des investisseurs, n'aura plus d'efficacité<sup>2</sup>.

1. Keynes, *op. cit.*, p. 156.

2. Il reviendra à Robert Lucas, de l'université de Chicago, prix Nobel de sciences économiques en 1995, d'approfondir ce point pour formuler le théorème de l'inefficacité des politiques monétaires ou budgétaires qui s'énonce ainsi : en présence d'anticipations rationnelles et de flexibilité des prix et des salaires, les politiques anticipées du gouvernement ne peuvent modifier le produit ou l'emploi. Keynes a mis lui-même les économistes sur la piste de la propre ruine de son système. Supposons par exemple que l'Etat augmente l'offre de monnaie. Si tous les acteurs du marché font des anticipations rationnelles, ils sauront que cela n'affectera que le niveau des prix. Les prix s'ajustent instantanément, si bien que l'offre de monnaie réelle (compte tenu de la hausse des prix) ne change pas. Les effets expansionnistes de l'accroissement de monnaie sont donc complètement annulés et la politique monétaire n'a aucun effet réel. De même une augmentation du déficit public est entièrement compensée par un accroissement de l'épargne privée, puisque les ménages anticipent que l'Etat devra augmenter les impôts dans le futur. L'hypothèse des anticipations rationnelles, sur laquelle repose la théorie de Lucas, signifie tout simplement qu'en moyenne les agents économiques prévoient correctement l'avenir, utilisant toute l'information disponible de manière suffisamment pertinente pour que leurs prévisions soient justes et agir au mieux de leurs intérêts. Cela veut dire, non pas que chaque agent, pris individuellement, ne se trompe jamais, mais seulement que les agents pris dans leur ensemble ne se trompent pas systématiquement. Autrement dit, les erreurs des uns sont en général corrigées par les erreurs des autres. Un monde où l'on ferait l'hypothèse que les gens se trompent systématiquement serait encore plus éloigné de la réalité. Dans un tel monde, en effet, aucune action ne serait possible. L'hypothèse d'anticipations rationnelles n'est rien d'autre, au fond, que l'extension aux anticipations de l'hypothèse de rationalité des agents économiques, déjà évoquée dans l'introduction de l'ouvrage. Comme les agents en moyenne prévoient correctement l'avenir, ils vont aussi prévoir correctement les conséquences des mesures prises par le gouvernement.

Comment comprendre que Keynes, par ailleurs, préconise de baisser les taux d'intérêt ? C'est le propre du génie prophétique d'être contradictoire !

En fait, ce qui ressort du tableau que nous offre Keynes, c'est que les conditions d'un investissement sont rarement réunies. Puisque l'incertitude abaisse l'efficacité marginale du capital alors même qu'elle n'abaisse pas le taux d'intérêt courant du marché financier, il y a toutes chances dans un monde incertain pour que l'efficacité marginale du capital soit inférieure au taux d'intérêt courant sur le marché financier, et que par conséquent l'investissement soit en panne. Or l'avenir est toujours incertain, pour ne pas dire de plus en plus incertain, et donc les entrepreneurs font « normalement », si on le suit, la grève de l'investissement.

C'est exactement ce que voulait montrer Keynes. Il soupçonne l'élite qu'il côtoie, à laquelle socialement il appartient, de ne plus assumer son rôle d'investisseur parce qu'elle ne veut plus prendre de risque. Et c'est pourquoi, à cette élite décadente, il veut substituer l'Etat. Mais n'anticipons pas sur la conclusion de la *Théorie générale*. Pour le moment, Keynes en est encore à parler d'ambiance plus ou moins propice à l'investissement : « *L'état de confiance*, comme disent les hommes d'affaires, est une chose à laquelle ils prêtent toujours la plus inquiète et la plus vigilante attention. Mais les économistes ne l'ont pas analysée avec soin... ». »

Voilà, entre parenthèses, un discours qui a été entendu. Rétablir la confiance, aujourd'hui encore, est l'un des maîtres mots des hommes politiques.

Keynes remarque aussi que les raisons que nous avons d'agir relèvent davantage d'un optimisme spontané plutôt que d'une « prévision mathématique » comparant les avantages et les inconvénients. Nos décisions de faire quelque chose sont pour la plupart prises sous la poussée « d'un

1. Keynes, *op. cit.*, p. 161.

dynamisme naturel - d'un besoin spontané d'agir plutôt que de ne rien faire ». Si le dynamisme faiblit, « et si par suite on est abandonné au ressort de la prévision mathématique, l'entreprise s'évanouit et meurt ». Aussi, lorsqu'on évalue les perspectives de l'investissement, faut-il tenir compte « des nerfs et des humeurs, des digestions même et des réactions au climat des personnes dont l'activité spontanée les gouverne en grande partie ».

Ce genre d'observation a fait le succès de Keynes. On avait l'impression qu'il parlait de l'homme réel en chair et en os, et non du squelettique *homo œconomicus* de la théorie classique. Mais en fait il ne faisait que retrouver des vérités éternelles, presque triviales, qu'avait étouffées la théorie classique anglaise.

Keynes distingue en fait deux types d'investisseur.

Le premier est l'entrepreneur individuel, qui, selon lui, appartient plutôt au passé. A cette époque, remarque-t-il dans un passage resté célèbre, « l'investissement dépendait d'un recrutement suffisant d'individus de tempérament sanguin et d'esprit constructif qui s'embarquaient dans les affaires pour occuper leur existence sans chercher réellement à s'appuyer sur un calcul précis de profit escompté<sup>2</sup> ». Pour Keynes cette époque est révolue où le « mariage » de l'entrepreneur avec son affaire était irrévocable.

Le deuxième type d'entrepreneur est né de la scission entre la propriété et la gestion du capital. Cette scission et l'extension prise par les marchés financiers ont bouleversé les données. La Bourse réévalue tous les jours la valeur des entreprises, permettant à chaque investisseur de réviser son jugement à tout moment. « C'est comme si un fermier, remarque Keynes, après avoir tapoté son baromètre au repas du matin, pouvait décider entre dix et onze heures de

1. *Ibid.*, p. 173-174.

2. *Ibid.*, p. 162.

retirer son capital de l'exploitation agricole, puis envisager plus tard dans la semaine de l'y investir à nouveau. »

La critique de ce que l'on appelle la « sphère financière » ne date donc pas d'aujourd'hui. Tous ces économistes qui ont l'air de découvrir le phénomène devraient relire Keynes *dans le texte* comme nous invitons le lecteur à le faire ici. Ils y trouveraient encore ceci, qui décrit assez bien les comportements financiers actuels : « Il serait absurde de créer une entreprise nouvelle à un certain coût si l'on peut acquérir à un coût moindre une entreprise existante du même genre \* ».

En fait, Keynes s'intéressait davantage au financier qu'à l'entrepreneur proprement dit. Comme tout le monde, il se servait de ce qu'il connaissait de première main pour l'avoir vécu. Il fut, répétons-le, un grand professionnel de la Bourse. Il n'a jamais dirigé une entreprise. Mais au moins avait-il une expérience concrète de la finance. Il y a un biais boursier dans sa pensée. Pour expliquer le monde d'aujourd'hui, ce n'est pas forcément un handicap. Aussi bien, tout ce que cet esthète nous dit du jeu financier est-il prodigieusement intéressant, comme nous allons le constater.

### *Cinquième pilier : la Bourse comme un miroir*

Keynes remarque d'abord que, face à l'incertitude, nous sommes ordinairement assez paresseux. Nous nous gardons bien de réinventer le monde à chaque pas que nous faisons sur le chemin de la vie, de refaire tous nos calculs des avantages et inconvénients de telle ou telle action. Ainsi avons-nous recours à une méthode qui repose, nous dit Keynes, sur une pure « convention », pour reprendre ses propres ternies. Cette convention consiste essentiellement dans « l'hypothèse que l'état actuel des affaires continuera

1. Keynes, *op. cit.*, p. 163.

indéfiniment à moins qu'on ait des raisons définies d'attendre un changement » . Et voilà pourquoi les crises financières sont si violentes.

Expliquons : forcément, à un moment ou à un autre, la convention en vigueur n'est plus valable. Et comme les jugements sont conventionnels, qu'ils manquent de « racines profondes », ils ne résistent pas au changement et subissent des revirements brutaux. Dès lors on voit mieux quel va être le métier des investisseurs professionnels et des spéculateurs : « La plupart d'entre eux se soucient beaucoup moins de faire à long terme des prévisions serrées du rendement escompté d'un investissement au cours de son existence entière que de deviner, peu de temps avant le grand public, les changements futurs de la base conventionnelle d'évaluation. » Bref, l'objectif « invoué » des professionnels de la Bourse « est, prétend Keynes, de " voler le départ ", comme disent si bien les sportifs, de piper le public, et de refiler la mauvaise couronne fausse ou décriée ».

Keynes compare alors le jeu boursier à un « concours de beauté » tel qu'on le pratiquait dans les journaux de l'époque. On ne résiste pas au plaisir de citer longuement ce passage digne d'une anthologie :

La technique du placement peut être comparée à ces concours organisés par les journaux où les participants ont à choisir les six plus jolis visages parmi une centaine de photographies, le prix étant attribué à celui dont les préférences s'approchent le plus de la sélection moyenne opérée par l'ensemble des concurrents. Chaque concurrent doit donc choisir non les visages qu'il juge lui-même les plus jolis, mais ceux qu'il estime les plus propres à obtenir les suffrages des autres concurrents, lesquels examinent tous le problème sous le même angle. Il ne s'agit pas pour chacun de choisir les visages qui, autant qu'il en peut juger, sont réellement les plus

1. Keynes, *op. cit.*, p. 164.

jolis ni même ceux que l'opinion moyenne considérera réellement comme tels. Au troisième degré où nous sommes déjà rendus, on emploie ses facultés à découvrir l'idée que l'opinion moyenne se fera à l'avance de son propre jugement. Et il y a des personnes, croyons-nous, qui vont jusqu'au quatrième ou cinquième degré ou plus loin encore '.

Admirable ! Et juste. On comprend bien comment ce jeu de miroirs finit par devenir aveuglant. Toute méthode prédictive largement suivie par les opérateurs paraît bonne à prendre en compte puisqu'elle réduit les risques. Dans un tel « jeu », même une doctrine loufoque, comme l'influence sur les cours de Bourse des taches solaires ou du cycle lunaire, ou même des signes astronomiques, perd de sa loufoquerie si elle est adoptée par le plus grand nombre. Sur le marché de l'argent comme sur celui des âmes, la sorcellerie est efficace pour peu que l'on soit nombreux à y croire.

La Bourse est à elle-même son propre miroir comme Ta bien vu Keynes, et il arrive que ce miroir se brise. La théorie keynésienne de la finance est aussi une « théorie des catastrophes » pour reprendre l'expression du mathématicien René Thom<sup>2</sup>. Keynes le confirme lui-même à la fin de son livre :

Puisque les marchés financiers organisés sont soumis à l'influence d'acheteurs qui ignorent pour la plupart ce qu'ils achètent et de spéculateurs qui s'intéressent plus à la prévision du prochain changement de l'opinion boursière qu'à l'estimation rationnelle du rendement futur des biens capitaux, il est conforme à leur nature que les cours baissent d'un mouvement soudain et même catastrophique quand la désillusion s'abat sur un marché surévalué et trop optimiste<sup>3</sup>.

1. *Ibid.*, p. 168.

2. René Thom, *Stabilité structurelle et morphogénèse*, Paris, Dunod, 1984.

3. Keynes, *op. cit.*, p. 313.

En un mot comme en cent, « l'efficacité marginale du capital est en fait gouvernée par l'état d'esprit capricieux et déréglé des milieux d'affaires ».

L'objectif ne varie pas. Il s'agit pour Keynes de faire comprendre que l'investissement, dont dépend l'emploi de millions de gens, est chose trop sérieuse pour être confiée seulement aux professionnels de la finance.

Ne suffirait-il pas d'obliger ces derniers à s'investir à long terme dans les entreprises? Keynes envisage lui-même l'éventualité de « mariages irrévocables » entre la finance et l'industrie, pour conclure aussitôt qu'il n'y faut pas songer. « Car, si la liquidité du marché financier contrarie parfois l'investissement nouveau, en revanche elle le favorise le plus souvent », reconnaît-il. Et d'expliquer que « le fait que chaque investisseur individuel se flatte de la liquidité de sa position (ce qui ne saurait être vrai de tous les investisseurs pris collectivement) calme ses nerfs et lui fait courir plus volontiers les risques<sup>2</sup> ». Keynes n'est pas un révolutionnaire. Il veut seulement réformer le capitalisme de manière à éviter les « équilibres de sous-emploi » que, selon lui, le système génère s'il est laissé à lui-même.

Ne dit-il pas même qu'il suffirait de faire creuser des trous par des individus inemployés pour faire repartir la machine? C'est l'un de ses plus célèbres paradoxes. Ce qui compte, c'est de sortir d'une manière ou d'une autre de la trappe à liquidités, de remettre en mouvement l'argent qui s'y trouve enfoui, qui ne sert à rien, qui est oisif, qui dort. Cet argent qui dort et qui ne rapporte rien, il faut néanmoins le débusquer. « Tant qu'il plaît aux millionnaires, écrit Keynes dans une de ses pages succulentes, de construire de superbes demeures pour loger leurs personnes pendant leur vie et des pyramides pour abriter leurs

1. *Ibid.*, p. 314.

2. *Ibid.*, p. 172.

dépouilles après leur mort, ou que regrettant leurs péchés, ils édifient des cathédrales et dotent des monastères ou des missions étrangères, l'époque à laquelle l'abondance du capital s'oppose à l'abondance de la production peut être retardée. Creuser des trous au sol aux frais de l'épargne accroît non seulement l'emploi mais encore le revenu réel national en biens et services utiles. »

On pourrait se demander si nous ne sommes pas là au comble de l'absurde.

Il y a bien une erreur quelque part. Encore faut-il la chercher.

### *Sixième pilier : l'illusion monétaire*

Keynes commence par nous rappeler les lois élémentaires de l'économie. L'offre peut égaler la demande seulement si le prix fluctue librement. Si le prix de n'importe quel produit est fixé au-dessus du niveau auquel il s'établirait spontanément, forcément une partie de l'offre ne trouve pas de débouché. Si le prix est fixé au-dessous, une partie de la demande ne pourra être satisfaite<sup>1</sup>.

Supposons maintenant que la « trappe à liquidités » existe pour de bon. Cela signifie qu'une certaine quantité de monnaie va être retirée de la circulation. Keynes nous dit que les détenteurs de ces liquidités vont s'abstenir d'acheter des titres de peur d'une remontée des taux et donc d'une baisse de valeur de ces titres. Fort bien ! Mais ces mêmes détenteurs s'abstiennent aussi d'acheter des biens. En cas de flexibilité des prix, le prix de ces biens va diminuer, et il n'y a aucune raison *a priori* de penser que la production ne trouvera pas de débouchés en cas de baisse libre des prix. Objection de Keynes : les prix ne sont pas aussi flexibles dans la réalité, et surtout il y a un prix particulier qui, lui, est tout à

1. *Ibid.*, p. 50-51.

fait rigide, c'est le prix du travail, c'est-à-dire le salaire. Par conséquent, les firmes qui accepteraient de baisser leur prix, bientôt ne pourraient plus payer leurs salariés et tomberaient en faillite, en mettant leurs employés au chômage. N'est-ce pas ce que nous observons souvent lors de ces fermetures d'usines qui défraient la chronique?

Pour y voir plus clair, Keynes distingue le salaire réel du salaire nominal. Le salaire réel, c'est le salaire nominal déflaté de la hausse des prix.

Or, remarque-t-il, l'expérience courante enseigne indiscutablement qu'une situation où la main-d'œuvre signe et exécute des contrats de travail dans une certaine limite en fonction de salaires nominaux plutôt qu'en salaires réels n'est pas une simple possibilité, mais le cas normal. « Alors que la main-d'œuvre résiste ordinairement à la baisse des salaires nominaux, observe-t-il, il n'est pas dans ses habitudes de réduire son travail à chaque hausse des prix des biens de consommation ouvrière<sup>1</sup>. » Les salariés sont donc victimes de ce que les économistes appellent l'« illusion monétaire ». Attitude illogique? « En tout cas, répond Keynes, logique ou illogique, l'expérience prouve que telle est en fait l'attitude de la main-d'œuvre<sup>2</sup>. »

L'illusion monétaire des salariés est en effet essentielle à sa démonstration. Car Keynes reste très classique dans les relations qu'il établit entre salaire et chômage.

Dans un état donné de l'organisation, de l'équipement, et de la technique, il y a une relation biunivoque entre le salaire réel et le volume de la production (et par suite de l'emploi), de telle sorte qu'un accroissement de l'emploi ne peut, en général, se produire sans être accompagné d'une diminution des salaires réels<sup>3</sup>.

1. *Ibid.*, p. 34.

2. *Ibid.*, p. 35.

3. *Ibid.*, p. 42.

Et d'ajouter immédiatement : « Nous ne contestons pas cette loi primordiale, qu'à juste titre les économistes classiques ont déclarée inattaquable. »

Et d'insister : « Par conséquent, si l'emploi augmente, il faut en règle générale que dans la courte période la rémunération de l'unité de travail exprimée en biens de consommation ouvrière diminue et que les profits augmentent. »

Vous avez bien lu. Ce Keynes qui deviendra le saint patron de la gauche sociale-démocrate finit par dire, au terme de tout un raisonnement, que pour que l'emploi s'accroisse, il faut que les profits augmentent et que les salaires - en termes réels - diminuent. S'il y a imposture keynésienne, elle est donc parfois moins le fait de Keynes, qui annonçait clairement la couleur, que de ses disciples.

À partir de là, la solution du problème du chômage s'impose d'elle-même. Puisque les salaires nominaux sont rigides à la baisse, mais pas les salaires réels, et que la baisse des salaires réels est indispensable au retour du plein emploi, il faut et il suffit de faire monter les prix pour qu'on obtienne le résultat recherché : le salaire nominal restant constant, on aura réussi à diminuer les salaires réels, et donc, par là même, on permettra aux patrons d'embaucher davantage. Bref, la solution du problème, c'est l'inflation.

Question : que se passe-t-il si les salariés cessent de s'aveugler sur la valeur de la monnaie avec laquelle on les paie ? La ruse n'est-elle pas trop grossière pour ne pas être éventée rapidement? N'a-t-elle pas été déjouée par l'indexation des salaires ? Justement, la désindexation des salaires a été imposée en France par un gouvernement de gauche, celui de Pierre Bérégovoy, déjà nommé. Est-ce que les salariés ou leurs représentants syndicaux n'ont pas appris à surveiller l'indice des prix? On comprend qu'une partie de la gauche ait pu être troublée et se soit sentie flouée.



Si l'on suit Keynes, l'illusion monétaire n'est pas propre à la classe ouvrière. Les hommes d'affaires en sont victimes eux aussi :

La perspective d'une baisse de la valeur de la monnaie [c'est-à-dire d'une hausse des prix] stimule l'investissement et par suite, en règle générale, l'emploi, parce qu'il élève la courbe de l'efficacité marginale du capital; la perspective d'une hausse de la valeur de la monnaie [c'est-à-dire d'une baisse des prix] produit au contraire un effet déprimant, parce qu'elle abaisse la courbe de l'efficacité marginale du capital<sup>1</sup>.

Ces pures pétitions de principe vont former l'un des dogmes du <sup>e</sup>xx siècle, selon lequel l'inflation serait propice, et la déflation néfaste, à l'investissement.

L'inflation présente un avantage supplémentaire aux yeux de Keynes, celui de programmer « la disparition des rentiers<sup>2</sup> », ainsi que le « poids excessif de maintes catégories de dettes<sup>3</sup> ». L'expression célèbre ne vient qu'en fin de l'ouvrage où Keynes appelle de ses vœux « l'euthanasie du rentier, et par suite la disparition du pouvoir oppressif traditionnel qu'a le capitalisme d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté ». Et notre bon docteur de préciser :

Le grand avantage de l'évolution que nous préconisons, c'est que l'euthanasie du rentier et du capitaliste oisif n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucun bouleversement, étant simplement la continuation par étapes, mais longuement poursuivie, de ce que nous avons connu récemment en Grande-Bretagne<sup>4</sup>.

Notre prophète n'avait sans doute pas prévu que les rentiers et autres « capitalistes oisifs » descendraient à leur

1. *Ibid.*, p. 155.

2. *Ibid.*, p. 228.

3. *Ibid.*, p. 272.

4. *Ibid.* Ces lignes ont été écrites, rappelons-le, en 1935.

tour un jour dans la rue pour défendre leur pouvoir d'achat; et surtout que leur poids électoral, celui des retraités en particulier, pèserait de plus en plus lourd.

### *Septième pilier : la socialisation de l'investissement*

Pour sortir du sous-emploi dans lequel le capitalisme aurait une tendance congénitale à s'installer, Keynes ne se contente pas en fait de prôner l'inflation. Il faut aussi que l'Etat prenne en charge une partie de la fonction d'investissement. Là encore, il dit les choses noires sur blanc : « Une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi<sup>1</sup>. » Attention : il ne s'agit pas d'instaurer un « socialisme d'Etat embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté ». Et faisant clairement allusion à la doctrine marxiste, il ajoute : « Ce n'est pas la propriété des moyens de production dont il importe que l'Etat se charge<sup>2</sup>. »

Keynes est ainsi l'un des inventeurs de l'économie mixte, qui mélange économie publique et économie privée<sup>3</sup>. C'est un réformiste, non un révolutionnaire. Tout de même, son étatisme déborde la fonction d'investissement. « En ce qui concerne la propension à consommer, prescrit-il, l'Etat sera conduit à exercer sur elle une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination des taux d'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens<sup>4</sup>. » Cette phrase paraît un peu compli-

1. *Ibid.*, p. 371.

2. *Ibid.*

3. On se souvient que François Mitterrand, quand il était président de la République, s'était déclaré fervent partisan de l'« économie mixte ». Les Français qui ont la mémoire courte ne se souviennent pas que cette expression avait cours à Vichy entre 1940 et 1944...

4. Keynes, *op. cit.*, p. 371.

quée, mais l'idée qu'elle exprime est très simple et conforme à tout ce que nous avons appris de Keynes. La propension à consommer des basses classes étant plus élevée que celle des classes aisées, et ces dernières ayant tendance à laisser dormir leur épargne, un sûr moyen de sortir du sous-emploi des forces productives est de redistribuer l'argent des classes aisées en direction des classes pauvres. Par la fiscalité. Et par l'abaissement des taux d'intérêt qui diminuera le coût des crédits à la consommation.

Toutes ces politiques ont un immense avantage : elles sont populaires. Encore une fois, il ne s'agit pas pour Keynes seulement de sauver le capitalisme de sa propre destruction s'il est laissé à lui-même. C'est une idée encore aujourd'hui très répandue. Le capitalisme serait une espèce d'animal sauvage que l'État serait chargé de domestiquer pour en tirer le maximum d'avantages pour tout le monde. Sinon, le fauve serait bien capable de se dévorer lui-même et nous avec ! Pour assumer sa tâche de dompteur, l'État doit agrandir le périmètre d'action de son « fouet », c'est-à-dire de ses moyens d'action. Keynes ne dit pas autre chose quand il écrit : « L'élargissement des fonctions de l'État... nous apparaît comme le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle<sup>1</sup>. »

Il y a un inconvénient : le périmètre de l'État a tellement grandi qu'on ne peut plus guère l'élargir, sauf à empêcher complètement ce qui reste du « fructueux exercice de l'initiative individuelle ». Et il est donc reconnu nécessaire aujourd'hui, même par les sociaux-démocrates, de rétrécir le domaine étatique. Bref les dernières considérations de Keynes condamnent par elles-mêmes le keynésianisme soixante ans plus tard ! À vrai dire, Keynes s'en

fichait bien. Ce qui l'intéressait, c'était de tirer d'affaire le capitalisme *hic et nunc*. À long terme, avait-il coutume de dire dans un autre de ses célèbres aphorismes, nous serons tous morts. En quoi on ne peut lui donner tort.

La considération du long terme est d'ailleurs encore aujourd'hui le grand argument des partisans des interventions étatiques. On postule que l'État est censé être capable de corriger la myopie du marché. Comme si les hommes politiques voyaient plus loin que les hommes d'affaires. Or, ils sont d'abord préoccupés de leur élection ou de leur réélection. Cela ne les incite pas à porter leur regard sur des horizons lointains. « Après moi le déluge » est une formule que Ton attribue à un roi de France, non au propriétaire d'une entreprise.

Bref, l'imposture des keynésiens les met aujourd'hui dans une posture fort délicate.

D'autant qu'il est maintenant statistiquement démontré - pour autant que l'on puisse « démontrer » quelque chose en économie - que l'inflation n'avait servi à rien pour diminuer le chômage, qu'au contraire, à long terme, elle avait plutôt aggravé le sous-emploi<sup>1</sup>.

Comme l'intervention de la puissance publique, dans ces conditions, est difficile à manier, on se rattrape sur le « nécessaire encadrement » de l'économie de marché par une régulation étatique - version *soft* du domptage à la Keynes. N'est-ce pas ce que voulait indiquer l'ancien Premier ministre Lionel Jospin quand, en 1999, à l'Université d'été du Parti socialiste de La Rochelle, il lança ce slogan qui devait être repris dans sa campagne pour l'élection présidentielle : « Les socialistes sont pour une économie de marché, mais contre une société de marché » ? Ce qui lui valut bien des incompréhensions, dont témoigne cette

1. Littérature abondante. Citons, entre autres, les économistes américains K. Banaian, L. Laney et T. Willett, dans *YEconomic Review* de mars 1983, qui ont ouvert le feu sur ce sujet.

1. *Ibid.*, p. 373.

réflexion d'un socialiste de la « base » neuf mois après la défaite du 21 avril 2002 : « Je ne comprends pas qu'il ait distingué dans sa campagne la société de marché de l'économie de marché. Pour moi, l'une conduit à l'autre et vice versa \*. » Parfois, la vérité sort de la bouche d'un militant.

17.

Law, Colbert, Lénine, Concorde... même combat

*Du fétichisme en économie*

Monsieur Du Tôt est un étrange personnage de l'histoire économique. D'abord, on ne lui connaît pas de prénom. **Dans** le *Dictionnaire de l'économie politique*, de Coquelin et Guillaumin, Eugène Daire notait au sujet de « cet écrivain savant et laborieux » : « Nous en sommes à ignorer même l'époque de sa naissance, celle de sa mort, et jusqu'au nom de la province française qui lui donna le jour '. » Selon son titre officiel, il était sous-trésorier de la Banque royale durant l'année 1720. En fait, Étienne Bourgeois, le trésorier en titre de la banque, dont le nom apparaissait sur les billets, abandonnait toutes les charges quotidiennes à Du Tôt. Aussi ce dernier était-il fort bien placé pour connaître les arcanes du « Système » inventé et fondé par le célèbre John Law - une erreur grossière qui se terminera par la faillite la plus retentissante de l'Ancien Régime, dégoûtant pour un siècle les Français de tout ce qui ressemblait de près ou de loin à du papier de banque. Il faudra attendre Napoléon Bonaparte pour qu'un établissement ose inscrire à son fronton le nom même de banque - et ce sera la Banque de France, autre cas qui mérite examen.

1. Rapporté dans *Libération*, 16 décembre 2002, p. 3.

1. Coquelin et Guillaumin, *Dictionnaire de l'économie politique*, Paris, Librairie de Guillaumin et Cie, 1873, t. I, p. 628.

Comme beaucoup de ses contemporains, Du Tôt était fasciné par Law. Heureusement pour nous, cette fascination le conduisit à rassembler et à mettre en ordre un large éventail de matériaux qui font aujourd'hui le bonheur des historiens. Nous lui devons en particulier ce portrait de Law qui éclaire singulièrement la logique du personnage.

M. Law gentilhomme écossais étoit en France ou il étoit venu avec deux millions de livres en monnaie forte selon les uns, selon les autres avec dix huit à seize cent mille livres ; il étoit une belle figure, et avoit des manières douces et nobles, il avoit voyagé dans tous les États de l'Europe, a dessein d'en connoître les différens gouvernemens. Il avoit médité long-temps sur les causes qui avoient tant augmenté les revenus des Hollandois et des Anglois, en comparaison du revenu des autres nations. Il avoit reconnu que la manière d'administrer les finances déterminoit la puissance ou la foiblesse d'un État, le bonheur ou le malheur des peuples. Que l'augmentation prodigieuse du revenu des Hollandois et des Anglois venoit de celle de leur commerce, et que les principaux moyens de cette augmentation étoient l'établissement de leurs banques et de leurs compagnies de commerce. Il avoit étudié attentivement les reglemens et la mécanique de ces établissemens, il comprit qu'on pouvoit les établir en France en moins de temps qu'ailleurs, et dans une plus grande perfection, parce que toute l'autorité y est réunie en la personne du Roy, au lieu que dans les republicues, les bonnes choses, quelques avantageuses qu'elles soient, sont très long-temps à s'y établir, parce qu'il y a autant d'obstacles à surmonter, que de personnes à persuader, non seulement contre leurs anciens préjugés, mais quelques fois encore contre leurs intérêts particuliers<sup>1</sup>.

Physiquement, le portrait du « gentilhomme écossais » que tire Du Tôt devait être assez ressemblant. L'« aventurier honnête homme », comme on appelait Law, était en

1. Du Tôt, *Histoire du Système de John Law (1716-1720)*, publication intégrale du manuscrit inédit de Poitiers établie et introduite par Antoine E. Murphy, Institut national d'études démographiques, 2000.

effet «merveilleusement beau et bien fait», chéri des dames et charmeur de la cour de France<sup>1</sup>. Le plus curieux est qu'il continue à séduire certains de nos contemporains. Dans sa très sérieuse *Histoire de l'analyse économique* (Gallimard, p. 411), Joseph Schumpeter le place «au premier rang des théoriciens de la monnaie de tous les temps ». Edgar Faure, cacique des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques, a consacré un épais ouvrage<sup>2</sup> à son génie « pré-keynésien» (*sic*). L'Écossais aurait surtout eu le tort d'arriver trois siècles trop tôt : les esprits de son temps n'étaient pas mûrs pour apprécier les vertus de la monnaie inconvertible. En fait, il ne mérite pas tant d'indulgence.

En 1695, condamné à mort pour avoir tué en duel l'un de ses rivaux auprès d'une certaine Mrs Lawrence, John Law s'évade de la Tour de Londres et gagne la Hollande. Il commence alors un long tour d'Europe, fréquentant assidûment les tables de jeu où ses connaissances en arithmétiques lui permettent de gagner plus souvent qu'à son tour. De retour au pays, il rédige son premier ouvrage, assez court, intitulé : *Money and Trade Considered with a Proposai for Supplying the Nation with Money*, qu'il publie à Edimbourg en 1705<sup>3</sup>.

L'axiome de base de cet essai est déduit de l'observation qu'il a pu faire des miracles économiques hollandais. C'est ici que les détails donnés par Du Tôt sont encore plus intéressants. On voit bien que Law a compris toute la richesse que Hollandais et Anglais ont tirée du commerce. Mais il remonte plus loin dans la chaîne de causalité. Pour lui, la première raison de cette bonne fortune est l'établissement de banques et de compagnies de commerce. Il

1. *La Très Curieuse Vie de Law*, par Georges Oudard, Paris, Pion, 1927.

2. *La Banqueroute de Law*, par Edgar Faure, Paris, Gallimard, 1977,

3. La version française de *Money and Trade*, avec d'autres textes de Law, a été reprise dans l'édition Guillaumin des *Économistes-financiers du xvii<sup>e</sup> siècle*, sous le titre *Considérations sur le numéraire et le commerce* (Paris, 1843).

suffit de transposer cette « mécanique » dans un pays comme la France pour obtenir les mêmes résultats. Le « fétiche » bancaire sera d'autant plus facile à installer en France que ce pays est soumis à une sorte de dictature royale capable d'imposer ses vues contre les préjugés anciens et les intérêts particuliers. Law inaugure une longue lignée d'experts qui imaginent que Ton peut appliquer les instruments nés d'une économie de marché dans un autre contexte pour obtenir les mêmes résultats. Ou encore que Ton peut profiter de la « mécanique » de l'économie de marché sans se soumettre aux règles de la société marchande (liberté des échanges, respect des droits de propriété). Comme si l'on pouvait séparer les deux.

Chez Law, le fétichisme bancaire se double d'un fétichisme monétaire. La prospérité éclatante des Pays-Bas s'est accompagnée d'abondance monétaire et de bas taux d'intérêt. Inversant l'ordre de causalité, Law en déduit que l'abondance de monnaie détermine la prospérité de l'économie. Or, cette abondance est empêchée, selon lui, par la nature métallique des espèces monétaires. Il faut donc remplacer l'or ou l'argent par du papier, beaucoup plus léger et commode à transporter. Cette substitution est d'autant plus aisée que la valeur de la monnaie résulte, pour Law, bon disciple de Platon et d'Aristote, d'une pure convention, comme les poids et mesures dont l'État a la charge. Une fois installée, cette monnaie de papier pourra être multipliée autant qu'on voudra en fonction des besoins de l'économie. Mais il faut une banque pour émettre cette monnaie. Quelle banque ?

L'idée du papier remplaçant l'or, en vérité, n'était pas nouvelle. Elle avait été mise en pratique par la Banque de Suède dès sa création en 1650 et par la Banque d'Angleterre en 1694. Mais ce papier était accepté parce qu'il était

1. Le « fétiche » peut être défini comme un objet vénéré comme une idole.

gagé sur l'or. L'innovation radicale qu'introduit Law dans son *Essai* est de séparer le papier-monnaie de l'or. S'agit-il d'une révolte contre son père qui avait été orfèvre ? Law, comme Keynes plus tard, éprouve une véritable phobie du métal jaune. Mais s'il veut le démonétiser, il doit trouver un autre garant pour son papier-monnaie. Dans *Money and Trade*, il imagine que la nouvelle monnaie pourrait être gagée sur la terre qui présente, selon lui, les vertus symétriques des vices dont l'or est affligé. La terre, estime-t-il, est disponible en quantités pratiquement illimitées. Elle possède une valeur propre qui échappe aux décisions arbitraires de l'État. Elle produit un revenu. Par conséquent, en conclut-il, on est assuré que son prix augmentera régulièrement.

Les erreurs de raisonnement sautent aux yeux. Si l'État fausse les pièces de monnaie, c'est-à-dire s'il triche sur leur poids en métal et sur le titre de ce métal, c'est à l'État qu'il faut le reprocher, non au métal. L'État peut d'ailleurs aussi bien modifier la valeur des terres en manipulant les prix agricoles. Surtout, gager le bien le plus liquide (la monnaie) sur celui qui est le moins liquide et le plus immobile (la terre), ne peut que conduire à des déconvenues. D'autre part, Law méconnaissait que justement à cause de sa parfaite liquidité, la monnaie, qu'elle fût en or ou en papier, ne pouvait pas rapporter de revenu. Enfin, il ignorait ou voulait ignorer que le bas niveau des taux d'intérêt aux Pays-Bas, qui frappait si fort les imaginations à l'époque, était due d'abord à la stabilité d'une monnaie strictement gagée sur l'or et au respect des droits de propriété et des intérêts particuliers des citoyens de ces Républiques hollandaises qu'il trouvait si difficiles à gouverner - et pour cause !

Aussi bien le Parlement écossais, qui, le 10 juillet 1705, examina la proposition de Law « d'approvisionner la nation en monnaie par un papier-monnaie », rendit son

avis au bout de dix-sept jours : « Il a été décidé que la mise en vigueur obligatoire d'un papier décidée par un acte du Parlement ne convenait pas à cette nation. » Elle ne convenait pas non plus à la France, quand elle était encore gouvernée par Louis XIV. En effet, dépit de son échec en Ecosse, Law reprit son bâton de pèlerin-expert et essaya une première fois de vendre son projet au vieux roi, qui ne voulut pas en entendre parler. Ce n'est qu'après la mort de Louis XIV en 1715 qu'il trouva une oreille complaisante chez Philippe d'Orléans auprès duquel il sut s'introduire. Philippe assurait la Régence, Louis XV n'étant encore qu'un enfant de cinq ans. Les deux hommes étaient faits pour s'entendre et s'aventurer ensemble dans la plus folle des spéculations que la France ait connue jusque-là.

C'est que le Régent se trouve alors confronté à une pénurie de liquidités (l'or et l'argent se font rares) et à l'insolvabilité d'un Trésor incapable de payer ne serait-ce que les intérêts de sa dette. La France sort en ruine du règne du Roi-Soleil. Philippe est émerveillé par les miracles que lui promet son compère, et il le laisse installer son « Système ». Ainsi appelait-on, pour lui donner encore plus de mystère et de séduction, un stratagème à double fond : pour résoudre la crise monétaire, Law fait imprimer du papier-monnaie par une banque créée de toutes pièces, qui devient Banque royale et où le Régent peut puiser à pleines mains pour satisfaire ses « menus plaisirs ».

Quant à la crise financière, Law la résout en convertissant la dette publique en actions de la Compagnie d'Occident qui règne sur la mirifique Louisiane - un territoire grand à l'époque comme huit fois la France. À cette compagnie seront bientôt jointes la ferme des tabacs, puis les Fermes générales des impôts. Les revenus paraissent assurés.

Lancée à 160 livres en 1717, l'action détenue par les « Mississipiens » (du nom du grand fleuve qui traverse la Louisiane) monte jusqu'à 10 000 livres dans la seconde semaine de janvier 1720. Le Régent est le premier à s'enrichir grâce à cette extraordinaire flambée. C'est à ce moment-là qu'il achète le diamant qui portera son nom, « Le Régent », et qui brille encore aujourd'hui de tous ses feux au musée du Louvre. Le bijou était parvenu jusqu'en Angleterre, caché dans le « fondement » d'un employé du Grand Mongol, mais le roi britannique, qui ne disposait pas des facilités monétaires de Philippe d'Orléans, l'avait trouvé trop cher.

Des fortunes immenses sont amassées alors en quelques semaines. Les Grands du royaume ne sont pas les derniers à en croquer. « Il tenait, par son papier, un robinet de finances qu'il laissait couler à propos sur qui le pouvait soutenir. Monsieur le duc d'Orléans et Madame la duchesse, Lassay, Mme de Verrue, y avaient puisé force millions, et en tiraient encore. L'abbé Dubois en prenait à discrétion. C'étaient de grands appuis, outre le goût de M. le duc d'Orléans qui ne s'en pouvait déprendre », remarque Saint-Simon. Un autre Grand du royaume, le duc de Bourbon, qui prendra la tête du gouvernement à la mort du Régent, s'est lui aussi considérablement enrichi grâce au « Système ». Il restera un allié de Law jusqu'à sa déconfiture, mettant à sa disposition l'équipage de sa maîtresse, Mme de Prie, afin qu'il puisse quitter le royaume sans encombre. Ce grand seigneur ira jusqu'à écrire au banni deux lettres où il lui exprime de vifs sentiments d'amitié. Dans la première :

Je ne puis assez vous dire le chagrin que me cause votre départ. Je compte que vous n'en doutez pas et que vous êtes bien sûre que nous ne vous abandonnerons jamais. Je ne consentirai jamais qu'on attaque votre liberté ni vos biens.

Dans la seconde, écrite deux jours plus tard :

J'ay chargé Sarrobert gentilhomme à moy de vous suyvre avec un de mes gardes jusqu'à ce que vous soyés hors du Royaume [...] Faites diligence, car je ne seray content que lors que je vous sauray hors du Royaume. [...] J'attendray avec une patience infinie la nouvelle que vous êtes hors de nos ingrates terres. Donnez moy souvent de vos nouvelles, et n'oubliez pas de me mander de quel livre je me serviray si je suis obligé à vous écrire en chiffre, car c'est la seule manière indéchiffrable.

Ces lettres méritaient d'être citées pour rappeler que lorsqu'une erreur économique est commise près du sommet de l'État, elle est mise généralement à profit par des grands personnages, parfois avec une sorte d'ingénuité, comme si l'argent public leur appartenait...

Paris n'est pas seul happé par ce qu'on appellerait aujourd'hui une bulle financière. La province débarque à Paris, mais aussi l'étranger pour participer à la furie. C'est rue Quincampoix que se trafiquent tous ces papiers (billets de la Banque royale, actions du Mississippi, et d'autres encore) les uns contre les autres. Dans la foule qui s'agglutine, des bossus prêtent leur dos comme écritoire. Laquais, bourgeois, nobles, malfrats et prostituées se mélangent dans une sorte de farandole financière. « Il vient tous les jours des gens de tous les coins de l'Europe, de toutes sortes de nations, écrit Madame (la sœur du roi). Depuis un mois, il y a trois cent cinq mille âmes de plus à Paris. On a été obligé de faire des logements dans les greniers et dans les magasins. Paris est si rempli de carrosses, qu'on ne peut passer dans une seule rue sans embarras et sans blesser ou tuer quelqu'un. » Le mot de « millionnaire » apparaît pour la première fois. L'un des compères de Law, Joseph Edward Gage, se croit assez riche pour acheter le royaume de Pologne. Un autre fera vraiment fortune, et deviendra, lui, multimillionnaire,

Richard Cantillon. C'est l'un des meilleurs économistes de langue française.

Comme toujours dans ces cas-là, des malins bien placés cherchent à réaliser leur bénéfice, entraînant l'effondrement de la cote. Et comme toujours, ces malins sont proches du pouvoir. Un beau matin de février 1720, le prince de Conti, arrière-petit-fils du vainqueur de Rocroi, se présenta devant les guichets de la rue Vivienne, avec les trois fourgons nécessaires au remboursement en espèces sonnantes et trébuchantes de 14 millions de livres en papier. Sans doute était-il parmi les premiers informés que, pour soutenir le cours, la compagnie rachetait ses propres actions depuis le 5 octobre 1719. Pire : dans les derniers mois de la même année, la compagnie prêtait aux actionnaires 2 500 livres par action de 500 livres au taux de 2 % s'ils se portaient acquéreurs de nouveaux papiers.

Pourtant ce qui mit le feu aux poudres, c'est le geste de fureur d'une harengère piétinant dans la boue des Halles un billet de dix livres que la banque refusait de lui changer en espèces métalliques, parce qu'elle voulait garder son or ! En quelques semaines, le « Système » s'effondra. L'étonnant est qu'il ait survécu à lui-même encore quelques mois jusqu'à la fuite de Law le 14 décembre 1720 dans les conditions privilégiées que l'on sait. Il est difficile d'abandonner les illusions de la facilité monétaire.

L'écroulement du système s'est fait en trois temps.

D'abord (janvier-février 1720), Law essaye d'empêcher la conversion des actions en ces espèces métalliques qu'il avait voulu bannir du circuit des échanges. Un arrêté est pris pour limiter non seulement la détention et l'usage de ces espèces, mais aussi la production d'objets d'or et d'argent, et même le port des diamants et des bijoux précieux. Les transferts de fonds à l'étranger sont, bien sûr, interdits. Tous les paiements au-dessus de 100 livres doivent être effectués en billets de banque. C'était instau-

rer un régime du cours légal et forcé - une nouveauté pour l'époque, une banalité aujourd'hui. Le public tourne la réglementation : délaissant les bijoux, il se reporte sur les objets d'art en or et en argent. Nouvelle riposte des autorités : les joailliers ne doivent ni fabriquer, ni exposer, ni vendre un objet en or d'un poids supérieur à une once. Les objets religieux n'étant pas soumis à l'interdit, on se rue donc sur crucifix, calices, patènes, anneaux épisco-paux. À l'abbé de Breteuil qui porte des bagues à ses dix doigts, le Régent demande s'il connaît l'arrêt de défense. L'abbé répond qu'il avait bien noté que les ornements d'Église en étaient exceptés, « et que l'on ne pouvait nier qu'il en était - lui - un des principaux ornements ». Il fallut prendre un nouvel arrêté fixant à 500 livres la valeur des objets de culte dont pourrait disposer chaque ecclésiastique. Les contrevenants risquaient la confiscation de l'ensemble des matières précieuses trouvées en leur possession. Leurs dénonciateurs étaient largement récompensés.

Ensuite, en mars 1720, la confiance n'étant toujours pas revenue, on fixe le prix des actions de la Compagnie à 9 000 livres, un bureau de conversion étant institué pour assurer l'échange des actions contre des billets à ce prix. Ce qui entraîne évidemment un branle accéléré de la planche à billets : entre le 5 mars et le 21 mai, la masse de papier-monnaie passe de 1,1 milliard à 2,7 milliards de livres.

Enfin, le 21 mai 1720, pour mettre un terme à cette folie monétaire, un arrêté réduit de moitié la valeur du billet et de cinq neuvièmes celle des actions. Le système se dévalorise de lui-même dans l'improvisation. En juin des scènes d'émeute se déroulent aux guichets de la Banque. Il y aura des morts par étouffement.

Les erreurs économiques se terminent parfois de manière sanglante. Mais on n'avait encore rien vu dans ce domaine. Quand le fétichisme devient proprement indus-

triel, le nombre de victimes peut être beaucoup plus grand. On en trouvera un exemple dès les débuts de la Russie soviétique, qui ne fait ici, comme on va le voir, que continuer sur la lancée des errances du tsarisme en économie, lesquelles se prolongent jusque dans la Russie d'aujourd'hui.

Fin décembre 1920, Lénine prononce, devant le congrès des Soviets, cette phrase en forme d'équation qui restera gravée dans les mémoires : « Le communisme, c'est les soviets plus l'électrification de tout le pays. » Deux mois plus tard sera mis en place le Goelro (Gosudarstvennaja Kommissija po elektrifikacii Rossii), la Commission d'État pour l'électrification de la Russie. Mais il faudra attendre deux ans pour que débute la construction des centrales électriques sur le Volkhov, à Balakhma et à Chatoura.

Le contexte est dramatique. La Russie n'est pas encore sortie du chaos où l'ont plongée la Première Guerre mondiale, la chute du tsarisme, et la guerre civile qui s'est ensuivie. Après six ans de massacres gigantesques, le pays est encore ravagé par le choléra, le typhus, la disette, voire la famine. Des millions d'enfants abandonnés traînent sur les routes. La régression économique est proprement inouïe : à la fin de l'année 1920, la production industrielle est descendue à environ 12 % de celle de 1913; celles du fer et de la fonte sont encore plus déprimées : 2,5 % du niveau de 1913. Le commerce extérieur a complètement disparu. Le rendement des cultures est inférieur de plus de moitié à celui d'avant-guerre. La mise en place en février 1920 d'une administration centrale du Plan, le Gosplan appelé à devenir célèbre, et la nationalisation de la quasi-totalité des entreprises sont restées l'une et l'autre, pour l'essentiel, des mesures sur le papier.

Les bolcheviks sont plongés dans une situation qui les force à dévier du principe de la souveraineté des conseils



(les « soviets ») dont ils s'étaient jusqu'alors inspirés. Très vite est apparu le risque mortel que faisait courir au nouveau régime la parcellisation de la Russie en une foule de petites, voire de minuscules communes indépendantes. Pour des raisons tactiques, Lénine avait paru choisir l'« auto-administration révolutionnaire » et une décentralisation très étendue du pouvoir d'État; en fait, il n'avait en rien renoncé à son idée de base selon laquelle seul le centralisme prolétarien permettrait d'édifier une société socialiste. Un discours de Trotski - prononcé le 18 mars - et auquel il a donné ce titre éloquent : « Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la République socialiste soviétique » avait déjà donné le signal de la fin de la souveraineté directe des conseils, destinée à s'effacer devant l'autorité coercitive du pouvoir central et la dictature du Parti.

Décembre 1920 marque aussi la victoire définitive des Soviétiques dans la guerre civile. Les « Blancs » avaient commis une faute politique qui leur fut fatale. Ils avaient aboli les décrets d'Octobre qui donnaient la terre aux paysans, s'aliénant ainsi les masses rurales, à un moment où, pourtant, celles-ci étaient mal disposées vis-à-vis du régime bolchevique qui pratiquait une politique très impopulaire de réquisitions. Pendant le conflit, les effectifs du Parti avaient énormément gonflé, passant de 200000 environ (fin 1917) à 750000 membres (mars 1921), dont forcément beaucoup d'opportunistes.

Dans ce contexte, l'équation de Lénine (communisme = soviets + électricité) a quelque chose de magique en même temps qu'elle peut passer pour une démonstration de pragmatisme bien venu, de réalisme tendance cynique. On ne renonce pas aux soviets, mais on y ajoute l'électricité, à l'époque la née plus ultra de la technique inventée et utilisée par les sociétés capitalistes, et tout ira bien. Néanmoins, si l'on replace la formule dans l'histoire

économique russe depuis Pierre le Grand (1672-1725), elle prend un tout autre aspect.

Aux xvii<sup>e</sup>, xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles, les dirigeants russes étaient tous prêts à reconnaître la perfection industrielle de l'organisation allemande, de la flotte anglaise ou de la toile de Hollande, mais aucun d'entre eux n'aurait eu l'idée d'emprunter à des étrangers leur système économique, leur régime politique ou encore leur religion. Les Russes non seulement ne voyaient aucun signe de retard dans leurs institutions, mais encore étaient-ils convaincus de leur supériorité. Dans cette configuration, le retard, si retard il y avait, ne pouvait être que secondaire, de caractère technique. En important toutes sortes de machines étrangères, il était possible de le rattraper sans toucher au reste. La technique industrielle était ainsi considérée comme une sorte de fétiche dont il suffisait de disposer.

La Russie bolchevique, certes, rompt sur beaucoup de points avec le tsarisme, mais la formule de Lénine assure une certaine continuité dans l'erreur. Elle résume parfaitement - et c'est sans doute une des explications de son succès - les deux composantes du bolchevisme. La première, instrumentale, est la civilisation matérielle sur le mode occidental, personnifiée ici par l'électricité. Elle répond à l'impatience russe, qui est toujours là, devant le retard économique sur l'Occident, devenu abyssal après la révolution. La seconde composante est l'utopie égalisatrice des soviets, qui se veut antibourgeoise, anti-individualiste, anti-occidentale. Mais là aussi se manifeste une certaine continuité, car ces valeurs sont héritées plus ou moins consciemment de la Russie traditionnelle, telle que l'avait glorifiée l'intelligentsia sous le règne des tsars. La combinaison de ces deux composantes est rendue possible par une sorte d'opération mathématique qu'exprime l'addition de Lénine. Un Sergueï Ioulevitch Witte, Premier ministre de Nicolas II, aurait pu y souscrire et l'appliquer

au régime tsariste, lui qui écrit dans ses Mémoires : « On dit que j'ai utilisé des méthodes artificielles pour développer l'industrie. Que signifie cette phrase stupide ? Par quelles méthodes autres qu'artificielles peut-on développer l'industrie \* ? » Ce qui lui avait valu à l'époque les critiques avisées d'un opposant au tsarisme, Pavel Milioukov (1859-1943), qui mérite d'être longuement cité ici, car ses propos concernent directement le sujet de ce chapitre.

Dès 1907, dans un livre intitulé *La Crise russe*<sup>2</sup>, il avait prévu les limites du fétichisme industriel. Sa prédiction s'applique plus encore à la Russie d'aujourd'hui, qui fait un appel massif aux capitaux occidentaux comme du temps des tsars, qu'aux premières années de la Russie soviétique : les bolcheviks, ayant répudié les dettes tsaristes, ne pouvaient accéder au marché financier international. La prévision de Milioukov s'applique aussi aux nombreux pays, notamment du tiers-monde, qui ont suivi au xx<sup>e</sup> siècle la voie du fétichisme industriel.

Historien russe, emprisonné par les autorités tsaristes, leader du Parti constitutionnaliste démocrate (K. D.), Pavel Milioukov a été ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire issu de la révolution de février 1917. Puis il émigra à Paris, après que son parti eut été déclaré « ennemi du peuple » par Lénine le 11 décembre 1917. Voici ce qu'écrivait ce prophète méconnu en 1907 à propos d'industries « que le gouvernement a prises sous sa protection spéciale et qui, maintenant, s'écroulent comme l'agriculture » :

Naturellement, on n'a pas manqué de se servir de l'argument théorique de développer les forces productives, d'organiser la production sur une base nationale. En conséquence,

1. Sergueï Ioulievitch Witte, *Mémoires*, Tallinn et Moscou, 1994.

2. *La Crise russe*, de Pavel Milioukov, Paris, 1907.

on a développé beaucoup d'industries incapables d'exister ni de prospérer sans l'aide artificielle de l'État. La protection des industries a été puissamment soutenue par des intérêts influents, et la législation protectionniste s'accroît de plus en plus. Elle a commencé par la fondation des manufactures russes sous Pierre 1<sup>er</sup> le Grand [...].

C'est donc sous l'administration de M. Witte [Premier ministre de Nicolas II] que le développement de l'industrie russe a atteint son point culminant. [...] Pour y arriver Witte a eu recours à des capitaux étrangers [...]. Il y a des gens *qui* caressaient l'espoir que les capitaux étrangers amèneraient le régime de la concurrence européenne et abaisseraient ainsi le prix des marchandises au profit du consommateur russe, tout en habituant, petit à petit, le capitaliste russe à se contenter de profits plus raisonnables. Mais les capitalistes étrangers avaient été attirés en Russie par l'espoir de profiter de taux élevés, et ils s'adaptèrent merveilleusement aux conditions de la protection russe, garantie par un tarif prohibitif. Outre les droits qu'il payait déjà sur les marchandises importées [...] le consommateur russe avait maintenant à payer les dividendes des nouvelles entreprises '.

Milioukov cite un rapport confidentiel au tsar qui indique que la Banque nationale a été obligée d'avancer des fonds pour soutenir les industries métallurgiques, bien que, par ses statuts, il lui fût défendu d'agir ainsi. Le rapport concluait que la crise était sans doute le résultat du développement « trop rapide et trop artificiel de l'industrie », qui dépassait de beaucoup la capacité d'absorption du marché national.

« Un pays où le développement industriel a atteint un degré plus élevé aurait cherché le remède dans les marchés étrangers, estime Milioukov. En Russie, la chose est impossible pour les raisons ci-dessus indiquées. L'industrie russe dépend du régime de protection qui lui a donné naissance. Avec son haut prix de revient, ses bénéfices énormes et l'organisation inférieure de tout son système,

1. *Ibid.*

elle ne saurait supporter une concurrence. Elle a été incapable de toute conquête commerciale, excepté dans les quelques marchés de l'Asie centrale où le commerce russe est implanté depuis deux siècles. »

L'exemple de la réussite du voisin prussien était particulièrement observé en Russie du temps des tsars, et de cette obsession Lénine garde des traces vivantes. L'Allemagne de Bismarck, dans sa volonté d'accélérer son industrialisation, avait, elle aussi, voulu emprunter à l'Occident sa « civilisation » technique tout en refusant sa « culture » décadente. Là aussi, le progrès industriel paraissait conciliable avec le maintien d'une structure sociale archaïque. Le « socialisme d'État » du Chancelier prussien se voulait une protestation contre l'individualisme, contre le principe du « laissez-faire », « l'Allemagne nous offre un modèle de capitalisme d'État », reconnaît Lénine lui-même. « Notre devoir, répétait-il, est de nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour hâter cette implantation des mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. » Par la suite, les marxistes russes ont cherché le plus possible à éviter de faire allusion au socialisme à la Bismarck, qui leur paraissait impur, mais ils n'ont pu inventer quelque chose de fondamentalement nouveau. Le sociologue Anatoli Vichneski le reconnaît aujourd'hui<sup>1</sup> : « Certes, les Soviétiques sont allés plus loin que Bismarck, mais en suivant toujours la même direction. » De fait, ces voies parallèles, consistant à additionner la technique moderne à la dictature, ont abouti aux deux régimes monstrueux et meurtriers que furent l'Allemagne nazie et la Russie soviétique.

1. Dans son livre *La Faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, traduit du russe par Marina Vichneskaïa, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 2000.

Avant de mourir, terrassé par une attaque cérébrale le 21 janvier 1924, Lénine eut le temps de reconnaître que « dans le fonds nous avons repris leur vieil appareil au tsar et à la bourgeoisie, en nous bornant à le badigeonner d'un vernis soviétique ». Leur appareil, y compris leur fétiche !

Le fétichisme industriel est toujours présent. Il a même pris, au cours des années 1960, une forme savante sous la forme de la doctrine des « industries industrialisantes \* », conçue en grande partie en France à l'université de Grenoble - par charité on ne citera pas de noms. Et il a fait de nombreuses victimes dans le tiers-monde, dont l'une est toute proche : c'est l'Algérie, qui en souffre encore. Le fiasco de cette politique était pourtant prévisible, dans les limites de ce que peut être une prévision économique<sup>2</sup>.

Ce type de fétichisme est évidemment présent en France. Il a pour ancêtre Jean-Baptiste Colbert, célébré encore aujourd'hui dans notre pays comme l'exemple même du grand commis de l'État.

Présumant les particuliers incapables d'investir dans l'industrie, l'État colbertiste se substitue à eux à grands renforts de fonds publics par la création de manufactures royales, ou d'État (les Gobelins, la Savonnerie, les manufactures d'armes de Saint-Étienne). Ou encore il encourage les industriels de son choix par la concession de privilèges et l'octroi de primes : le Conseil du commerce, créé en 1664, rassemble des fonctionnaires royaux et des délégués de dix-huit villes manufacturières; certains des collaborateurs du ministre, tel Camuset, sont chargés

1. Appelées ainsi car elles étaient supposées engendrer presque naturellement d'autres industries.

2. Consulté en catastrophe par le gouvernement algérien au milieu des années 1960, dont certains éléments avaient quelque doute sur la théorie des industries industrialisantes, l'économiste français Henri Aujac, par exemple, s'étonnait ainsi avec bon sens que le ministère du Plan d'Algérie ait omis de s'intéresser aux *desiderata* du consommateur.

d'introduire des fabriques de tricot; d'autres, les frères Dalliez, veillent à la création de fonderies; Mme de La Petitière a pour mission de développer la fabrication des dentelles et des broderies, etc.

L'une et l'autre actions aboutissent à la constitution de véritables monopoles au sein de corporations déjà privilégiées, générant de confortables rentes. Évidemment l'État prétendait contrôler l'emploi que l'on faisait de ses fonds. D'où une réglementation incroyablement minutieuse sous le prétexte de promouvoir la qualité, l'une des grandes justifications du colbertisme - avec comme sous-entendu que le marché, lui, ne peut produire que des produits médiocres. D'où encore la constitution d'un corps d'intendants chargés non seulement de surveiller l'application des règlements mais aussi de s'espionner les uns les autres pour écarter les corrompus. Le résultat le plus clair de cette « politique de qualité » fut d'empêcher les innovations, comme les métiers à tisser, qui auraient risqué de générer une production de masse. Dans le même esprit, l'importation de calicots imprimés en provenance d'Inde ou leur fabrication en France furent strictement interdites, car elles seraient venues concurrencer de manière déloyale l'industrie de qualité. Quant aux salaires des ouvriers des industries d'État, ils étaient réduits au plus bas niveau possible, de manière à ne pas compromettre la compétitivité des produits français à l'export. Toutes ces subventions étaient forcément payées par le contribuable. À ce propos Colbert prétendait, selon ses propres mots, « plumer l'oie de façon à obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris ».

Le désastre causé par Colbert ne se limite malheureusement pas aux mauvais résultats économiques de son ministère. Plusieurs générations de fonctionnaires, jusqu'à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, vont trouver en lui, on Ta dit, le modèle du grand commis. Le colbertisme est l'ancêtre

de que l'on appelait encore dans les années 1980, en France, la « politique industrielle » - concept qui a disparu des programmes électoraux, sans doute à cause des désastres auxquels il a conduit, et dont Bull reste un exemple encore vivant, si l'on ose dire.

Concorde est l'un des fruits de ce fétichisme. Il est lui-même un fétiche. Aujourd'hui encore, n'est-il pas adoré par les foules ce « grand oiseau blanc » aux ailes en forme de delta et au nez inclinable, pouvant naviguer à 16 000 mètres d'altitude, malgré sa mort commerciale décidée définitivement en avril 2003 ? Il vaut la peine de raconter son histoire économique.

Le 21 janvier 1976, Concorde inaugurait le premier vol commercial régulier supersonique sur la ligne Paris-Dakar-Rio de Janeiro, à raison de deux vols hebdomadaires. Le même jour British Airways faisait de même sur la ligne Londres-Bahrein. En avril et en mai de la même année seront successivement ouvertes les lignes Paris-Caracas (un vol par semaine) et Paris-Washington (quatre services hebdomadaires). Mais c'est seulement le 22 novembre 1977 qu'un service quotidien pourra être assuré sur le trajet Paris-New York. Ce retard, dû aux problèmes du bruit causé par le supersonique à l'approche de l'aéroport Kennedy, a joué à l'époque un rôle important dans les difficultés de Concorde, car le Paris-New York était le tronçon le plus rentable que l'on pouvait exploiter. Partir à 10 h 30 de Paris ou de Londres pour atterrir à New York deux heures plus tôt (à 8 h 30 grâce au décalage horaire) était une prouesse contre le temps que pouvaient s'offrir des clients prêts à en payer le prix. L'appareil avait été conçu principalement pour cette ligne. Pour se rendre en Amérique du Sud, Concorde devait faire escale en Afrique pour faire le plein, perdant une grande partie de son avantage en termes de vitesse. Aussi bien les réticences américaines à accueillir le super-

sonique franco-anglais ont-elles été souvent rendues responsables de son échec.

En fait, Concorde était économiquement condamné avant même d'avoir commencé à prendre l'air. Début 1973, les compagnies aériennes américaines avaient annulé leurs commandes de Concorde, laissant cette tâche aux seules compagnies anglaise (British Airways) et française (Air France) qui elles-mêmes devront renoncer en partie à leur programme d'achat. Dès 1982 sont supprimées les dessertes de Rio de Janeiro et Caracas, le 1<sup>er</sup> avril celle de Washington et le 1<sup>er</sup> novembre celle de Mexico. Seule demeurera exploitée la liaison Paris-New York, laquelle sera maintenue jusqu'à l'écrasement d'un Concorde le 25 juillet 2000 à Gonesse (Val-d'Oise), qui causa la mort de cent treize personnes. Après une remise en service - fort coûteuse - le 7 novembre 2001, Concorde sera définitivement mis au rebut par les deux compagnies française et anglaise le 31 octobre 2003.

On a donc beaucoup accusé la mauvaise volonté des Américains dans cette affaire. Ils auraient cherché à étouffer dans l'œuf la naissance du supersonique franco-anglais. C'est une façon d'occulter les responsabilités propres des promoteurs de Concorde. Les autorités franco-anglaises savaient parfaitement ce qu'il en était bien avant même l'abandon des commandes américaines. L'erreur de poursuivre le projet a été commise en toute connaissance de cause.

Il existait en effet un comité anglo-français, nommé Comité économique du projet Concorde, qui se réunissait de temps à autre pour apprécier l'évolution de sa rentabilité. Or, dès mai 1970, soit six ans avant le lancement du vol sur Rio de Janeiro, ledit comité remettait un rapport concluant à la faillite certaine du projet, du seul point de vue économique et financier. Toutefois, le coprésident français du comité, Hubert Lévy-Lambert, haut fonc-

tionnaire au ministère de l'Économie et des Finances, dans une lettre au ministre des Transports, à l'époque Raymond Mondon, essayait de corriger la mauvaise impression que pouvait donner le rapport. Ce dernier et la lettre l'accompagnant étaient restés jusqu'à maintenant enfouis dans les tiroirs de l'administration. Nous avons retrouvé ces documents qui éclairent d'un nouveau jour, et cruel, le drame de Concorde.

Le rapport d'abord.

Ce qui, avant tout, saute aux yeux à sa lecture, c'est un profond désaccord entre les membres anglais et français du comité. Les Anglais font part de leurs doutes. Il faut rappeler qu'à l'époque, au printemps 1970, le projet de supersonique américain, le Boeing 2747, n'est pas encore enterré - il le sera en mars 1971. Ne faudrait-il pas attendre, pour se lancer, l'arrivée de cet avion, prévue pour 1980, et qui « ouvrirait » le marché? Autre souci : les coefficients de remplissage seront-ils suffisants non seulement sur les surpersoniques, mais aussi sur les subsoniques, étant donné la concurrence que se feront les deux types d'avion? Enfin, cette interrogation : une réglementation plus stricte du bruit ne risque-t-elle pas d'entrer en vigueur alors que Concorde sera déjà en exploitation, alors même que le gouvernement des États-Unis a déjà établi une réglementation interdisant tout vol supersonique commercial au-dessus de son territoire? Telles sont les questions que se posent les membres britanniques du comité. Ils concluent de ces incertitudes que les commandes de Concorde se situeront dans la moitié inférieure d'une fourchette de 50 à 150 appareils. Par contre les Français, qui se vantent d'avoir utilisé pour leurs calculs la « théorie des jeux » - une nouveauté à l'époque pour la bureaucratie française -, tablent sur un nombre effectif de ventes de 130 exemplaires.

Le rapport du comité fait aussi part de l'avis de la compagnie British Airways (qui apparaît ici sous son

ancien nom : B.O.A.C.). « L'introduction de Concorde dans la flotte de la Compagnie aura comme résultat une perte de revenu et un coefficient de remplissage global probablement très en deçà de ce qui a été retenu dans les études théoriques. Les profits [seront] inférieurs à ceux qu'elle aurait retirés d'une flotte entièrement subsonique. » Qu'en pense la compagnie française? Réponse : « L'avis d'Air France ne sera pas disponible avant septembre 1970. » Le rapport du comité est donc bouclé sans que l'on connaisse l'avis d'une des deux compagnies qui pourtant, comme il est dit, «détient la clef des commandes de Concorde ».

Autre point remarquable : la manière dont a été envisagée l'évolution des coûts du carburant, pourtant essentielle dans le calcul de rentabilité de Concorde, manière qui confine à l'aveuglement.

Le rapport du comité étudie, en effet, l'évolution des coûts de Concorde de la manière suivante : « Les prévisions courantes de variations des taux de salaires de la main-d'œuvre de maintenance et d'exploitation générale, des coûts des équipages, des coûts de carburant, etc., montrent que le rapport des coûts d'exploitation supersoniques et subsoniques va probablement décroître au cours de la vie utile d'un appareil (en grande partie parce que l'on s'attend à ce que les coûts des carburants, qui représentent relativement environ deux fois plus pour le Concorde que pour le B747, vont rester approximativement stables alors que les autres coûts vont augmenter). » Traduit en clair, ce paragraphe alambiqué fait apparaître que Concorde est deux fois plus gourmand en carburant que son concurrent subsonique, mais que cela n'a pas d'importance puisque le coût du carburant va rester stable. Comme les autres coûts vont augmenter, le coût du carburant aura moins d'incidence relative. Par conséquent, la différence de coût entre Concorde et le Boeing subsonique va décroître. Ce qu'il fallait démontrer.

On ne peut certes reprocher aux auteurs du rapport de n'avoir pas prévu en 1970 le quadruplement du prix du pétrole qui se produirait trois ans plus tard. Mais ils auraient tout de même pu, au titre de scénarios inspirés de cette théorie des jeux qu'ils invoquaient si volontiers, faire varier un paramètre aussi sensible pour l'avantage comparatif de Concorde que le prix du carburant, alors qu'ils l'ont fait pour les autres paramètres avec un grand luxe de détail. Sur ce point, il n'y a pas de divergence entre les membres anglais et français du comité, qui communient dans la même auto-illusion.

Sur le problème du bruit, on observe chez les auteurs du rapport le même comportement d'autruche, la tête sous le sable de leurs propres rêves. Certes, admettent-ils, le Concorde fera plus de bruit que ses concurrents subsoniques, mais, peut-on lire textuellement, « les communautés intéressées peuvent considérer qu'il est important pour leur développement économique que des avions supersoniques touchent leurs aéroports. Nous avons adopté l'hypothèse qu'il ne serait pas imposé à Concorde de procédure de bruit sur les aéroports clefs qui mette en péril son économie d'exploitation; mais cette hypothèse n'est pas fondée en toute certitude ».

Enfin, les conclusions du rapport auraient du faire dresser sur la tête les cheveux de n'importe quel responsable des deniers publics. « Même dans les hypothèses les plus optimistes du marché, il n'y a aucune possibilité de recouvrer les 5 650 millions de francs qui auront été dépensés pour le développement jusqu'au 30 juin 1970 (plus les 300 millions de francs dans les établissements d'État), ni les 665 millions de francs supplémentaires que les deux pays auront engagés à cette date. » Ces sommes étant considérées comme définitivement perdues, le rapport, pour établir le bilan économique du projet, ne tient compte que des dépenses engagées *après* le 30 juin 1970.

Curieuse façon d'apurer le passé pour calculer un seuil de rentabilité ! Mais même dans ce cas, le bilan du projet ne serait équilibré que si l'on parvenait à vendre entre 200 et 300 avions selon les hypothèses que l'on fait sur les coûts de développement. Or, dans l'hypothèse la plus optimiste, celle des Français, les ventes, on vient de le voir, s'établiront à 130 exemplaires. Autrement dit, Concorde n'a aucune chance d'être rentable et va coûter des sommes faramineuses aux contribuables français et anglais. Au bout de trente ans d'existence, la note fiscale atteindra de fait 30 milliards d'euros<sup>1</sup>. Beaucoup plus encore que ne le présageait le rapport du comité, puisque, finalement, seuls 16 Concorde seront construits, en sus des deux prototypes et des deux avions de présérie.

La lettre d'accompagnement de Hubert Lévy-Lambert, elle aussi fort instructive, indique l'état d'esprit qui règne au ministère des Finances, dont émane ce haut fonctionnaire. En général, on considère ce ministère comme le gardien des deniers publics. Ce n'est pas ce que fait apparaître la lettre de Lévy-Lambert au ministre des Transports. Le coprésident du Comité économique du projet Concorde commence par qualifier l'attitude de ses collègues anglais de « très grand pessimisme » et de « subjectivisme », alors que, selon lui, « sans sous-estimer l'importance des facteurs de prudence des compagnies, les Français ont tenté de les quantifier aussi objectivement que possible ».

Certes, Lévy-Lambert reconnaît que le projet est condamné à engendrer des pertes même dans l'hypothèse la plus optimiste. Mais « compte tenu de ses avantages sur le plan de l'emploi, du commerce extérieur, de la technologie et du prestige national, il est possible que ce projet soit néanmoins poursuivi ». Rhétorique qui n'est appuyée

1. *Le Monde* du 11 avril 2003.

sur aucun calcul, ni véritable évaluation, même à l'état d'esquisse. Pure rhétorique.

« Dans cette hypothèse, poursuit le haut fonctionnaire des finances, tous les efforts doivent être entrepris pour que cette réussite technique probable [que représente Concorde] soit le moins possible un échec économique et financier. » Et d'en appeler aux gouvernements français et anglais. Ils doivent d'abord faire pression sur les deux compagnies nationales « qui ne manifestent pour l'instant pas un grand enthousiasme pour Concorde ». Ils doivent aussi surveiller les constructeurs « pour qu'ils respectent les délais, les coûts et les performances ». À croire que ceux-là - mais pourquoi donc ? - traîneraient des pieds ! Enfin, les gouvernants doivent aider à trouver une solution à un « certain nombre de problèmes » : bruit au voisinage des aéroports, survol supersonique des terres habitées, règles de circulation aérienne, etc. Comme s'il dépendait des gouvernements français et anglais que les résidents dans les zones aéroportuaires aux États-Unis et ailleurs admettent de gaieté de cœur les nuisances supplémentaires occasionnées par le grand oiseau blanc.

Dans une note du 4 juin 1970 émanant du ministère des Transports, signée de l'ingénieur de la navigation aérienne M. de Vries, hommage est rendu au ministère des Finances, qui, lit-on, « a démontré au cours des travaux une parfaite objectivité, une adaptation aisée aux problèmes du transport aérien et la disposition de ressources en spécialistes très compétents en matière de calcul économique et de recherche opérationnelle, ainsi que des moyens de calcul d'emploi facile ». C'est ce qui s'appelle renvoyer l'ascenseur.

Les quatre cas principaux que nous avons regroupés dans ce chapitre peuvent paraître hétérogènes. La monnaie-papier, les Gobelins, des centrales électriques et un avion supersonique ont certes, entre eux, peu de rapports,

notamment technique. Leur point commun est d'avoir servi de fétiche à leurs promoteurs et à leurs adorateurs, qui ont cru, soit naïvement, soit qu'ils étaient personnellement intéressés au culte qu'ils célébraient, que le secret de la croissance économique et de la prospérité était dans l'utilisation de telle ou telle technique, bancaire ou industrielle, supposée par elle-même « industrialisante ». Mais le marché, lui-même, ne doit pas être fétichisé. Ainsi que nous Ta enseigné Condillac<sup>1</sup>, il ne peut fonctionner convenablement si les échanges sont, d'une manière ou d'une autre, contraints...

1. Cf. chapitre 9.

## 18 La victoire des 40 heures...

*... ou comment ne pas atteindre  
l'objectif du plein emploi*

La loi limitant le travail légal à 40 heures est certes, avec les congés payés, l'une des mesures les plus emblématiques que le gouvernement de Front populaire ait prises dans la foulée de la victoire électorale de mai 1936, sous la pression des grèves sur le tas et des occupations d'usines. Elle ne figurait pourtant pas dans le programme électoral de la coalition des partis de gauche. Elle est votée par le Parlement dès le 12 juin 1936. L'objectif est double : donner plus de loisirs à la classe ouvrière et retrouver le plein emploi. La sanction ne se fera pas attendre longtemps : le chômage augmentera.

D'emblée, les 40 heures sont considérées comme une grande victoire de la classe ouvrière. La CGT, voulant alors profiter du rapport de force qui lui était favorable, en exige une application immédiate, complète et uniforme, ce qui a peut-être inspiré soixante ans plus tard, en 1998, Martine Aubry, ou du moins l'a encouragée à manifester une fermeté crispée dans la mise en œuvre des 35 heures. René Belin, à l'époque secrétaire de la CGT, dont Léon Jouhaux est le secrétaire général, a raconté dans ses Mémoires comment la loi des 40 heures avait été appliquée dans la métallurgie. Et son témoignage mérite d'être relu aujourd'hui à la lumière des événements de 1998.



On se réunit à Matignon pour mettre au point le décret [d'application]. Aucune ligne de conduite n'avait été au préalable définie du côté syndical. Je proposai la solution suivante :

1° appliquer la loi immédiatement pour ce qui concernait le salaire horaire (majoration de 20 %) ;

2° prévoir une dérogation immédiate de huit heures supplémentaires par semaine et sans majoration ;

3° selon un rythme à déterminer selon la conjoncture générale et celle des diverses branches professionnelles, réduire progressivement la dérogation à six heures, quatre heures, deux heures.

Léon Blum<sup>r</sup> interrogea les ministres présents. Tous acquiescèrent. Était-ce l'issue ? Puis il se tourna vers Jouhaux qui dit : « Non ! Les 40 heures pour tout le monde et tout de suite. »

Léon Blum leva les yeux au ciel, soupira ; son regard fit le tour de l'assistance soudain devenue muette. « Bien, dit Blum, alors allons-y : les 40 heures pour tous et tout de suite ! »

Alors, le gouvernement a imposé les 40 heures sans étalement, sans dérogation, optant pour la formule des « cinq huit » (huit heures de travail pendant cinq jours par semaine). De novembre 1936 à février 1937, la loi est appliquée par décret, successivement, dans les mines, la métallurgie, le bâtiment, les textiles et les chemins de fer. En juin 1937, toutes les branches d'activité sont touchées à l'exception de l'agriculture.

Les défenseurs de la loi prétendaient que la réduction des horaires sans diminution des salaires (40 heures payées 48) devait permettre tout à la fois d'étendre les loisirs, d'accroître le pouvoir d'achat et de résorber le chômage. Qu'en a-t-il été ? Le premier objectif a certes été atteint. Le second, on peut en douter. Que dire du troisième ?

Le chômage a en effet baissé, mais seulement après la dévaluation opérée par le gouvernement le 1<sup>er</sup> octobre

1936. La reprise économique qui suit l'amputation d'un tiers de la valeur du franc est en effet spectaculaire. Mais les gains en emploi qui en résultent ne doivent pratiquement rien aux 40 heures. Et cette reprise sera de courte durée. Car l'expansion va être bridée par l'application rigide de la loi des 40 heures. À partir de février 1937, la conjoncture se retourne. Le déficit de la balance du commerce extérieur se creuse. L'un des faits les plus saillants est le progrès des importations de charbon, les mines françaises ne pouvant produire suffisamment à cause de la limitation des horaires de travail. Ainsi la loi des 40 heures fournit du travail aux mines situées hors de nos frontières, et notamment aux mines allemandes, où la production de houille, en un an, a augmenté de 14,5 % alors que la nôtre a diminué de 11 % !

Le 14 juin 1937, pour défendre le franc de nouveau attaqué, la Banque de France est obligée de relever le taux d'escompte de 4 à 6 %. Léon Blum démissionne le 22 juin. Mais le Front populaire continue avec le radical Camille Chautemps à la tête du gouvernement. L'économie profite des derniers effets de la dévaluation du franc. Fin 1937, l'indice de la production industrielle française est encore supérieur de 6 % à celui de mai 1936. Mais selon les calculs jamais vraiment contestés d'Alfred Sauvy, sans les 40 heures, l'augmentation de la production industrielle aurait pu être, à ce moment-là, largement supérieure à 20 %<sup>1</sup>.

Le chômage recommence même alors à augmenter. À cause de la loi des 40 heures qui a augmenté le coût du travail, les chefs d'entreprise sont réticents à l'embauche. Ils préfèrent réorganiser les tâches ou acheter des

1. Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, préface d'Albert Soboul, Éditions André Sauret, Fayard, 1965-1967, deux tomes.

machines plutôt que d'accroître les dépenses salariales, bref ils choisissent de substituer du capital au travail.

Alors, les autorités françaises commencent à prendre conscience du handicap que constituent les 40 heures. Le 16 décembre 1937, une commission paritaire (patronat-syndicats) d'enquête sur la production dépose ses conclusions. Dénonçant le retard de la France par rapport à ses concurrents étrangers, la commission reconnaît que « l'application de la semaine des 40 heures a posé à l'ensemble de la production française des problèmes d'adaptation d'autant plus difficiles à résoudre que la réduction de la durée du travail a coïncidé avec une certaine reprise et avec les besoins nouveaux de la défense nationale ». Mais alors que les délégués patronaux mettent l'accent sur ces difficultés, les représentants ouvriers rappellent l'existence d'un chômage important. Dans un esprit de conciliation, la commission se contente de recommander l'utilisation d'heures supplémentaires. Les 40 heures sont devenues un véritable tabou, à gauche bien sûr, mais aussi à droite où l'on n'ose pas s'y attaquer de front et où l'on préfère fustiger les congés payés et les fauteurs de désordre dans les usines.

Au printemps 1938, Edouard Daladier, radical-socialiste, prend la tête du gouvernement dans un contexte de franche récession. La disproportion d'efficacité entre l'économie allemande et l'économie française tourne au tragique : en avril 1938 par rapport à mai 1936, la production industrielle a diminué en France de 6 % alors qu'elle a augmenté de 15 % en Allemagne. Daladier connaît ces chiffres avec les délais habituels des calculs statistiques et c'est seulement dans un discours radiodiffusé le 21 août 1938 qu'il s'attaque enfin au tabou pour « remettre la France au travail ». « Tant que la situation internationale demeurera aussi délicate, déclare-t-il, il faut que Ton puisse travailler plus de 40 heures, et jusqu'à 48 heures

dans les entreprises qui intéressent la défense nationale. En face d'États autoritaires qui s'arment sans aucune considération de la durée du travail, la France s'attardera-t-elle à des controverses? »

Immédiatement les organisations syndicales et les partis de gauche se dressent pour défendre les 40 heures. Deux ministres socialistes-républicains, Paul Ramadier et Ludovic-Oscar Frossard, abandonnent leurs portefeuilles du Travail et des Travaux publics; ils sont remplacés immédiatement par Charles Pomaret et Anatole de Monzie, de la même couleur politique. Finalement, le gouvernement supprimera par décret la consultation préalable des syndicats pour obtenir des dérogations à la loi des 40 heures. Mais il faudra encore du temps pour convaincre les gouvernants que les entreprises sont bloquées par les 40 heures et que la réduction du temps de travail ne permet pas de diminuer le chômage en partageant la quantité de travail disponible. En témoigne ce dialogue d'Alfred Sauvy, à l'époque chargé d'aménager les 40 heures, avec son ministre, qu'il rapporte dans l'ouvrage précité.

Pomaret, ministre du Travail : « Nous sommes bien d'accord sur la nécessité de produire davantage, mais à quoi bon allonger la durée du travail puisque celui-ci fait défaut? Ce serait une simple brimade à rencontre des ouvriers. De notoriété publique, aucune entreprise n'utilise les 40 heures auxquelles elle a droit. »

Sauvy : « Monsieur le ministre, nous ne sommes séparés que par une question de fait, facile à vérifier. 81 % des entreprises françaises occupant plus de cent salariés font les 40 heures puisqu'elles sont fixées sur le butoir. »

Pomaret : « Qui a pu vous donner une telle information? »

Sauvy : « Ce sont les relevés des inspecteurs du travail placés sous votre autorité. C'est la statistique établie tous les mois par le ministère du Travail. »

Pomaret ne faisait que reprendre l'erreur fatale qu'avait commise Blum lui-même : « Est-ce que vous imaginez, écrira-t-il, que la loi des 40 heures, au moment où elle a été votée, a réduit la durée du travail effectif en France ? Vous imaginez-vous qu'on travaillait 40 heures en juin 1936 ? On ne travaillait pas 40 heures... Au moment où nous avons fait voter la loi des 40 heures, il n'y avait pour ainsi dire pas d'établissement industriel en France où l'on travaillait 40 heures. Ou bien alors c'était une exception, un privilège. » Or, à ce moment-là, cette exception était partagée par 94 % des ouvriers français qui travaillaient *au moins* 40 heures<sup>1</sup> !

Les 40 heures ont eu un effet particulièrement désastreux sur les industries d'armement, notamment dans le secteur de l'aviation où elles ont ajouté leurs effets récessifs à la nationalisation. Dans les deux années qui suivirent, l'Allemagne put accentuer son avance.

De retour d'une visite des usines d'aviation allemandes qu'il avait faite pendant l'été 1938, le général Vuillemin, chef d'état-major de l'armée de l'air, avait informé le gouvernement français en ces termes : « Si nous avons la guerre avec l'Allemagne, en quinze jours l'aviation française sera anéantie. » À Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, il confiait : « Nous ne disposons que de vieux avions, dont la vitesse n'est pas supérieure à 300 ou 350 kilomètres à l'heure. Notre aviation est donc complètement surclassée par l'aviation allemande qui s'est assuré une vitesse moyenne de 500 kilomètres à l'heure. Si la guerre éclatait et si je devais faire prendre l'air à ces avions surannés, je serais obligé de les faire diriger par mes pilotes les plus médiocres, parce qu'ils seraient hélas certainement sacrifiés. Il me faudrait garder les bons aviateurs pour le moment éloigné où nous aurions des avions

1. Alfred Sauvy, *op. cit.*

modernes et où ils pourraient lutter à armes égales avec l'ennemi<sup>1</sup>. »

Cette infériorité stratégique fut certainement l'une des causes de la capitulation de Munich.

Le bilan des 40 heures a donc été désastreux - et pas seulement sur le plan économique. Il est impossible de ne pas invoquer, en comparaison, la réforme des 35 heures imposée par le gouvernement Jospin. Le bilan sera-t-il là aussi désastreux ? Le calcul sera d'autant plus difficile que la loi, incarnée avec tant d'ardeur par le ministre des Affaires sociales de l'époque, Martine Aubry, a été aménagée par le nouveau gouvernement après la défaite de la gauche en avril 2002. Défaite, soit dit en passant, causée sans doute en partie par les 35 heures elles-mêmes !

Une différence saute aux yeux en effet. La loi des 40 heures avait été accueillie à l'époque dans l'enthousiasme. On ne peut pas en dire autant des 35 heures, qui n'étaient même pas demandées par les salariés. Elles se sont traduites, pour beaucoup d'entre eux, surtout pour ceux en bas de l'échelle sociale, par une stagnation voire une réduction du pouvoir d'achat et par une plus grande « flexibilité » du travail, obtenue comme « consolation » par le patronat lors de ses négociations avec la ministre des Affaires sociales.

Il est tout de même curieux que le gouvernement Jospin ait répété l'erreur, pourtant assez bien connue, du Front populaire. Imposer autoritairement pour tout le monde une réduction de la durée légale du travail ne peut qu'être nocif à l'emploi, au même titre que le SMIC ou les charges sociales<sup>2</sup>. Et pour la même raison : une « matière » surréglementée ou surimposée tend à se

1. Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot, 1965. Léon Blum, *L'Histoire jugera*, recueil d'articles rassemblés par Suzanne Blum, Montréal, éd. de l'Arbre, 1943.

2. Cf. annexe.

réduire comme peau de chagrin. Et ici la matière en question, c'est l'emploi.

On objectera qu'il est nécessaire que l'État, pour des raisons éthiques, politiques, électorales, sociales, sexuelles ou psychologiques, corrige l'asymétrie des rapports entre patrons et employés. Même si Ton admet que cette asymétrie jouerait toujours en faveur des employeurs (elle est en fait variable selon la conjoncture, selon les secteurs, selon les entreprises elles-mêmes, et elle peut s'inverser dans certains cas au profit des salariés, par exemple dans le cas d'une main-d'œuvre très qualifiée), reste à savoir ce que l'on veut. L'un des objectifs affichés par le gouvernement Jospin comme par celui de Blum et de tant d'autres en réduisant la durée légale du travail, c'était le retour au plein emploi. Par rapport à cet objectif, les mesures prises étaient - tout simplement - erronées. Et on le savait depuis longtemps !

19.

## Un legs empoisonné du maréchal Pétain *La* *retraite par répartition et ses pièges*

Le dossier des retraites, véritable « patate chaude » que les gouvernements français se sont repassée entre eux depuis au moins une vingtaine d'années, a de nouveau occupé les premiers rangs de l'actualité au printemps 2003. Le 24 avril, François Fillon, ministre des Affaires sociales, n'a pas craint d'annoncer devant les caméras de France 2, dans l'émission « 100 minutes pour convaincre », que la réforme qu'il engageait sur ce sujet brûlant était « la plus importante depuis 1945 ». L'argument principal qu'il a seriné pendant toute la durée du débat sur cette réforme très controversée était que cette fois, les Français étaient le dos au mur, et qu'il leur offrait la toute dernière occasion de sauver le régime de retraites par répartition. « Si nous ne parvenons à réformer les retraites, tout le monde coulera avec moi<sup>1</sup> », confiait-il d'ailleurs sans craindre l'emphase après l'émission ci-dessus. Le mercredi 7 mai, le texte de la réforme qui « réaffirme solennellement le choix de la répartition » a été examiné par le Conseil des ministres. L'Elysée a fait savoir par la presse qu'au cours de ce conseil le président de la République Jacques Chirac s'était posé en « garant » du régime de retraites par répartition, qualifié

I. *Le Monde*, 26 avril 2003.

d'« acquis intangible ». Bien évidemment, les représentants des syndicats s'opposaient vigoureusement à la réforme proposée par le gouvernement, sauf sur un point : il fallait absolument sauver le régime en question.

Les défenseurs de ce régime, qui, on le sait, n'ont pas hésité à faire grève et à descendre dans la rue en grand nombre pour tenter de le sauver, seraient sans doute bien étonnés si on leur en dévoilait l'origine. Prudent, le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dans une lettre adressée à tous les Français le 7 mai 2003, s'est bien gardé d'éclaircir la question. Il s'est contenté d'indiquer que le système avait été « conçu il y a plus de cinquante ans ». Voilà qui est bien vague. Faudrait-il remonter jusqu'à la Libération? C'est bien de cette époque supposée de refondation du pacte républicain français que l'on date habituellement l'origine du système des retraites, avec les fameuses Ordonnances sur la sécurité sociale de 1945, en quelque sorte sacralisées par la signature du général de Gaulle. Alors, pourquoi ne pas le dire? Pourquoi la plume du Premier ministre a-t-elle tremblé sur ce point? Pourquoi est-il resté dans le flou? Tout simplement parce que la répartition, ce régime que tout le monde disait défendre, a été instaurée, non en 1945, mais... en mars 1941 par le maréchal Pétain. C'est donc à Vichy que l'on a allumé la mèche de cette bombe à retardement qui a commencé tout juste à éclater ces derniers temps.

Le samedi 15 mars 1941, à 18 h 40, les Français entendaient à la radio le chef de l'État leur annoncer que, la veille, une « loi » nouvelle pour le système de retraites avait été décidée. « Je tiens les promesses, même celles des autres », concluait la fameuse voix chevrotante à sec, avec un art consommé de la propagande. Relisons ce chef-d'œuvre de rhétorique radiophonique :

Français,

Je n'ai pas eu souvent l'occasion de vous annoncer de bonnes nouvelles. En voici une. La retraite des vieux entre en action. Le Journal officiel publiera demain la loi qui la consacre. Cette réforme était attendue depuis des années. Vingt fois, elle avait été promise. Vingt fois, elle avait été ajournée. Je tiens les promesses, même celles des autres lorsque ces promesses sont fondées sur la justice. [...]

La retraite des vieux travailleurs repose sur la solidarité de la nation : solidarité des classes, solidarité des âges. Solidarité des classes, puisque les pensions sont constituées par les versements des Assurances sociales et que ces versements proviennent à la fois des patrons et des ouvriers. Solidarité des âges puisque ce sont les jeunes générations qui cotisent pour les vieilles.

Travailleurs, depuis que j'apprends à vous connaître, j'ai le sentiment de vous mieux comprendre et de m'attacher à vous de plus en plus. Restons les uns et les autres « au coude à coude ». Les plus beaux espoirs nous seront permis.

De fait, depuis 1938, l'idée d'une « allocation aux vieux travailleurs salariés » était à l'étude. Quinze projets avaient été élaborés en trois ans, mais aucun n'avait vu le jour. Et voici qu'après la tragédie de la défaite, dans un pays ruiné et rançonné, saigné à blanc par l'Occupant nazi, le vieillard qui règne à Vichy annonce tranquillement que la réforme est enfin accomplie. N'y avait-il pas là de quoi crier au prodige? Le nouveau régime de retraite, en tout cas, a un nom, indiqué par l'article 9 de la nouvelle « loi » : « Les retraites et pensions de vieillesse des assurés sociaux sont constituées sous le régime de la répartition. »

La presse de l'époque est tout à fait consciente de l'innovation qui vient d'être annoncée. *Le Temps*, par exemple, explique dans son édition du 16 mars 1941 : « Les sommes qu'exigeront la mise en marche et le fonctionnement régulier du nouveau régime seront libérées par la substitution du système de la répartition au système

de la capitalisation actuellement en vigueur pour les assurances sociales, régime qui aurait exigé encore vingt ans pour avoir son plein effet<sup>1</sup>. » René Belin, l'ancien dirigeant de la CGT nommé par Pétain secrétaire d'État au Travail, met lui-même les points sur les i : « Les cotisations destinées à la couverture du risque " vieillesse ", explique-t-il, ne donneront plus lieu à un placement, mais seront utilisées au fur et à mesure de leurs rentrées dans les caisses pour le service des pensions. Les assurés sociaux ne seront pas frustrés pour autant. Le taux de pension vieillesse fixé par la législation antérieure sur les Assurances sociales reste garanti. Ce que la fausse démocratie n'a pu réaliser après l'avoir trop souvent promis, le gouvernement du maréchal Pétain le fait entrer dans les faits malgré la difficulté inexprimable des jours présents. » La présence du cégétiste Belin dans le gouvernement vichyssois ne doit pas surprendre. Avec l'Armée et l'Église, une partie du mouvement syndical, plus importante qu'on ne l'a reconnu ensuite, joue le rôle de courroie de transmission du régime pétainiste. Pour deux raisons. Grâce à l'armistice de juin 1940 conclu à l'initiative du Maréchal, très nombreux sont les syndicalistes qui peuvent retrouver sans mauvaise conscience le pacifisme militant qu'ils professaient dans l'entre-deux-guerres. Surtout, en mettant fin au régime des partis politiques, Pétain permet au syndicalisme de renouer avec sa grande tradition d'indépendance. Depuis la victoire du bolchévisme en Union soviétique et le congrès de Tours en décembre 1920, qui vit la naissance du Parti communiste français, les partis de gauche avaient réussi peu ou prou à se subordonner les syndicats (la SFIO avec la CGT et le Parti communiste avec la CGTU). L'État français instauré par

1. Calcul judicieux, car il faut à peu près ce laps de temps pour qu'un régime de capitalisation atteigne son plein rendement. Nous y revenons plus loin.

Pétain permettait donc le retour à l'« indépendance syndicale » ! Comme le remarque l'historien Marc Ferro, « l'anticapitalisme de Pétain était sincère et, comme il était impuissant face aux trusts, en l'aidant, les syndicats s'aideraient eux-mêmes<sup>1</sup> ». Il faut replacer dans ce contexte la « loi » de mars 1941 pour en comprendre toute la portée.

Au demeurant, l'accent mis par Pétain sur la solidarité entre les classes n'a pas forcément fait plaisir aux plus réactionnaires de ses partisans. *L'Action française* de Charles Maurras se contente d'annoncer la nouvelle loi, sans la commenter. Quant à *Je suis partout*, qui prêche ouvertement la collaboration avec l'Occupant, il ne fait même pas mention du discours de Pétain. Peut-être subodore-t-il le tour de passe-passe que Vichy est en train de réussir. Car, c'est en puisant dans les caisses du précédent système que la nouvelle retraite des vieux a été en partie financée.

La dernière loi sur les retraites datait de 1930. Le régime de capitalisation, où chacun épargne pour sa propre retraite, avait donné de bons résultats. Sur les 8,8 millions d'assurés, 7 millions faisaient des versements, et 5,5 millions cotisaient régulièrement. La situation financière n'avait pas tardé à être florissante. Au 31 décembre 1934, 11 milliards de francs avaient été épargnés (soit : non distribués aux retraités) sur les 17 milliards perçus. Un important capital commençait à se constituer. À tel point qu'on avait décidé de réduire le taux des cotisations.

Mais même prospère, le système ne pouvait assurer immédiatement de manière satisfaisante la retraite des gens âgés. C'est le propre de la capitalisation à ses débuts. Dans les premiers temps, on accumule du capital sans pouvoir verser de pensions. Ce n'est que lorsque le fonds

1. Marc Ferro, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987.

arrive à maturité que le montant des retraites payées peut égaler celui des cotisations. D'où la quinzaine de projets d'allocations spécifiques pour les vieux auxquels on a fait allusion plus haut.

L'Allocation aux vieux travailleurs salariés instaurée par Pétain était due à partir de soixante-cinq ans « aux travailleurs français sans ressources suffisantes » qui étaient à la date de la promulgation de la loi salariés ou chômeurs indemnisés ou qui avaient eu comme dernière activité professionnelle un emploi salarié pendant au moins cinq ans. En cas d'inaptitude au travail, l'allocation pouvait être perçue dès soixante ans. Le bénéficiaire de l'allocation devait s'engager à ne pas avoir d'activité professionnelle. L'exposé des motifs de la « loi » le dit très clairement : il s'agissait « d'atténuer le chômage dans certains secteurs de l'économie nationale, en dégagant le marché de la main-d'œuvre des travailleurs trop âgés ou inaptes ». Un raisonnement faux qui avait déjà été tenu sous le Front populaire avec la loi des 40 heures. Et que l'on retrouvera à chaque fois qu'il s'agira de diminuer la durée légale du travail, d'abord à 39 heures sous Mitterrand-Mauroy, puis à 35 heures sous Jospin-Chirac. Raisonnement faux, car, il faut le dire et le répéter, l'emploi au niveau global d'une nation n'est pas une quantité fixe que l'on peut répartir comme des petits pois. Ce n'est pas parce que l'on met des vieux à la retraite que l'on crée des emplois pour les jeunes<sup>1</sup>.

L'allocation instaurée par Pétain s'élevait à 3 600 francs par an ; elle était majorée de 1 000 francs pour le conjoint à charge et de 500 francs pour ceux qui avaient eu cinq

1. La France des années 1980-1990 fera l'expérience des retraites anticipées pour, notamment, faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Le résultat est connu aujourd'hui : un taux d'inactivité très élevé pour les plus de cinquante ans, accompagné de davantage de chômage chez les jeunes. L'enseignement lumineux sur ce point de l'économiste démographe français Alfred Sauvy (*op. cit.*) a été bien oublié.

enfants ou plus. Pour avoir droit à la prestation, il fallait avoir des ressources annuelles inférieures à 9 000 francs.

Les dispositions même de la « loi de répartition » de mars 1941, qui mérite bien son nom, permirent d'affecter au paiement de l'Allocation aux vieux travailleurs salariés les cotisations recouvrées dans le cadre du précédent régime. On trouve dans la presse de cette époque un commentaire qui indique clairement qu'il était « dans les intentions de certaines administrations de consommer les capitaux eux-mêmes » qui avaient été accumulés et « qui seraient peu à peu liquidés >>. Compte tenu de l'extrême misère engendrée par l'Occupation, il n'y avait peut-être pas d'autres moyens d'empêcher un certain nombre de personnes âgées de mourir de faim. Pour la Résistance, ce n'était pas une excuse valable. Le Commissariat aux Affaires sociales du gouvernement provisoire d'Alger, dirigé par le général de Gaulle, fustigera la manœuvre de Pétain en ces termes : « Cette innovation qui a été présentée par Vichy comme une amélioration importante n'a été en réalité qu'un expédient adopté pour permettre d'utiliser les réserves de l'assurance sociale au financement des retraites des vieux travailleurs instituées par l'acte dit loi du 14 mars 1941. »

Après un tel pillage, en tout cas, le résultat final ne pouvait être autre que celui que décrit dans ses souvenirs Pierre Laroque<sup>1</sup>, considéré depuis l'après-guerre comme le « père » de la Sécurité sociale : « Les caisses depositaires de ces capitaux se trouvent, du fait de la couverture de l'Allocation aux vieux travailleurs salariés, à peu près exsangues en 1944, ne conservant que quelques immeubles de rapport. » Sans doute parce que ces derniers n'avaient pu être liquidés !

1. Pierre Laroque, *Au service de l'homme et du droit*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1993.

À la Libération, les nouvelles autorités ne furent pas tentées de puiser dans la caisse, puisqu'elle était vide. Mais comme l'écrit Jacques Bichot, économiste spécialiste des retraites <sup>1</sup>, « elles prirent la suite de Vichy quant à l'utilisation immédiate des cotisations pour payer les prestations ». Pour faire passer la pilule auprès des cotisants, on leur fit croire que leurs cotisations leur ouvraient des droits à la retraite comme s'ils étaient encore sous un régime de capitalisation. Il s'agissait là d'une illusion lourde de conséquences, et qui ne serait dévoilée que beaucoup plus tard.

Pour le comprendre, il faut rappeler que les deux systèmes de retraite ont des caractéristiques très différentes<sup>2</sup>.

Dans un système de répartition, les cotisations versées à la caisse de retraite par les actifs sont versées aux retraités au fur et à mesure qu'elles rentrent. Les Anglo-Saxons appellent ce système *Unfunded Pensions*. Les pensions ne sont pas « fondées » dans la mesure où n'est pas constitué un fonds accumulant des capitaux dont le rendement servira à payer les futures pensions.

Dans un système de capitalisation, les versements faits par les actifs servent à constituer des réserves sur lesquelles seront plus tard prélevées les pensions.

En répartition, les cotisations sont une sorte d'impôt versé par les actifs au profit de leurs aînés, une manière de rembourser ce que chacun a reçu de ses parents durant sa jeunesse. Ce n'est que par un artifice mensonger qu'on les présente comme ouvrant un droit à la retraite des cotisants. Au contraire, en capitalisation, les cotisations constituent une épargne qui permettra de payer leur rente aux futurs retraités.

Il est très facile de supprimer la capitalisation pour passer à la répartition. On peut puiser dans les réserves précédemment constituées pour compléter la retraite des vieux au cas où les cotisations seraient insuffisantes. C'est ce qu'a fait Pétain de 1941 à 1944. Par contre, la mise en extinction d'un régime de répartition pour faire place à la capitalisation est beaucoup plus ardue, et c'est l'une des difficultés de la situation d'aujourd'hui. Le versement des cotisations ne peut en effet être arrêté, sauf à priver les retraités actuels de leurs moyens de subsistance. Autrement dit, les actifs doivent continuer à cotiser jusqu'au décès du dernier bénéficiaire du système, alors même que leurs cotisations apparaissent pour ce qu'elles sont : elles n'ouvrent droit, en elles-mêmes, à aucune retraite, alors que le régime de capitalisation qu'on lui substitue ne peut générer, à ses débuts, de pensions satisfaisantes.

En introduction, nous avons évoqué une catégorie particulière d'erreur économique : l'erreur volontaire, dont nous avons déjà donné quelques exemples (la PAC, le coup de l'OPEP). La décision de Pétain doit être rangée dans cette catégorie. Car elle peut être qualifiée de tromperie, doublée d'un hold-up, quelles que soient les circonstances atténuantes qu'on puisse lui trouver. En fait, T« Etat français » n'a pas échappé à la règle de la myopie politique : régler un problème immédiat - la détresse des vieux sous l'Occupation - sans se soucier des conséquences à long terme de la décision. Banal !

1. Jacques Bichot, *Les Politiques sociales en France*, Paris, Armand Colin, 1997.

2. Cf. André Labourdette, article « Retraite », dans *Dictionnaire des sciences économiques*, Paris, PUF, 2001.



Le péché monétaire du général de Gaulle *Le*  
*choix de l'inflation*

Depuis que Paris a été débarrassé des Allemands en août 1944, un débat économique agite les milieux dirigeants : faut-il résorber ou non la masse de papier-monnaie qui inonde le marché? Très vite, dès le 28 août, des hausses de salaires allant jusqu'à 50 % ont été accordées, suivies en octobre par un relèvement des allocations familiales de 50 à 80 % selon les catégories. Et, début janvier 1945, on a pris toute une série de mesures en faveur des fonctionnaires. Ces mesures viennent enfler des liquidités déjà surabondantes. Si imparfait qu'il fût, le rationnement en vigueur pendant et après l'Occupation a obligé à une accumulation inusitée d'espèces monétaires inemployables, et les paysans ne sont pas seuls à avoir des lessiveuses remplies de billets. La pression monétaire est si forte que le blocage des prix se révèle inefficace. Il faudrait donc résorber cet excès de disponibilités monétaires, d'autant qu'une partie de cet argent est considérée comme le fruit impur de transactions sur le marché noir.

Charles de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République française, va choisir la mauvaise solution, celle de l'inflation, qui compromet la croissance économique à long terme \ même si elle permet de résoudre des

1. Cf. chapitre 16.

problèmes de court terme. Comment expliquer que le libérateur de la patrie, un homme réputé pour sa rigueur et son caractère intraitable, ait alors choisi la voie de la facilité monétaire ?

Le gouvernement français a pourtant sous les yeux l'exemple de la Belgique qui vient de réussir un échange de billets avec ponction. En d'autres termes, les billets en cours sous l'Occupation ont été remplacés par des billets tout neufs, un prélèvement étant opéré au passage par le fisc pour ajuster la masse monétaire aux quantités des marchandises disponibles. Mais Paris dispose d'un prétexte qui lui permet de retarder la décision : pour échanger des billets, il faut des billets. Mais de billets, il n'y en a point. À l'époque, seuls les Américains étaient capables d'en fournir. Or, ne reconnaissant pas les autorités de la France libre, ils avaient refusé d'imprimer des francs, alors qu'ils l'avaient fait pour les Belges.

Faute de papier-monnaie, on va recourir au procédé éprouvé du grand emprunt national. Baptisé emprunt de la Libération, il remportera un beau succès. Belle occasion en effet de blanchir une bonne partie de l'argent gagné au noir ! Onze jours après son lancement le 9 novembre 1944, au taux de 3 %, l'emprunt est clos après avoir rapporté 164 milliards de francs, dont 73 ont été payés en billets, 54 en virements bancaires et 37 seulement en bons du Trésor.

Ministre des Finances, promoteur de l'emprunt, Aimé Lepercq se tue dans un accident d'automobile pendant la campagne de lancement. René Pleven est nommé à sa place. Il a en face de lui, au ministère de l'Economie, Pierre Mendès France.

Et le débat reprend début janvier 1945. Cette fois, la planche à billets américaine fonctionne et l'échange des billets est possible. En fait, on est d'accord sur le principe de l'échange, car on escompte qu'une quarantaine de mil-

liards de francs ne se présenteront pas, constitués par les billets emportés par les occupants et par ceux en provenance trop évidente du marché noir. On s'interroge sur le prélèvement qu'il conviendrait de faire à cette occasion, suivant l'exemple belge, pour ajuster la masse des moyens de paiement à la pénurie des marchandises disponibles et pouvoir éventuellement identifier ou pénaliser les auteurs d'enrichissements illicites du temps de l'Occupation. Mendès est partisan de ce prélèvement, Pleven y est opposé.

Se sentant en situation de faiblesse, accentuée par le fait que son ministère de l'Economie est moins puissant que la forteresse des Finances, Mendès France envoie le 18 janvier 1945 à de Gaulle une lettre de démission au ton fort critique, prévoyant avec beaucoup de lucidité une « dévaluation indéfinie du franc ».

Dans cette lettre, il écrit notamment :

Il faut le dire tout net : le choix est entre le coup d'arrêt volontairement donné, et l'acceptation d'une dévaluation indéfinie du franc. [...] La France sait qu'elle est malade et qu'elle ne se guérira pas dans l'euphorie. Elle sait qu'elle ne se redressera que par un effort long, difficile, pénible. Elle attend qu'on appelle à cet effort. J'en recueille le témoignage chaque fois que j'ai l'occasion d'exposer les opinions auxquelles je suis attaché. Je crois même discerner que les plus ardents, les meilleurs, les « gaullistes », sont déçus du chef du gouvernement à ce sujet. Mon général, j'en appelle à vous, à votre inflexibilité, à tout ce qui fait que les Français ont confiance en vous, pour prendre des mesures de salut public. Je décline la responsabilité des lourdes décisions contre lesquelles je me suis élevé vainement ; je ne puis être solidaire de mesures que je juge néfastes. Je vous demande donc de reprendre ma liberté.

De Gaulle refuse la démission. Il convoque ses deux ministres à passer le dimanche suivant dans sa résidence du bois de Boulogne. Pleven parle pendant vingt minutes, Mendès pendant plus de deux heures. Plus tard, de Gaulle

confiera : « Je ne permettrai plus jamais à personne de me parler trois heures durant d'économie. » Pleven tient bon. Mendès France, lâché par de Gaulle, démissionne pour de bon le 5 avril.

On a voulu opposer Mendès le planificateur socialisant au «libéral» Pleven. Mendès lui-même a contribué à cette légende. Il suffit de se référer aux discours de Pleven pour la démentir. En dépit des épreuves, et des méfaits de quatre armées de colbertisme vichyssois, l'époque reste profondément dirigiste. Le capitalisme est accusé de s'être dévoyé au profit de l'ennemi alors même que l'État français s'est compromis honteusement dans la collaboration avec l'Occupant. Pourtant, de Gaulle lui-même ne jure que par l'État. Dans un discours prononcé lors d'une visite à Lille, le 1<sup>er</sup> octobre 1944, le Général déclare sa foi dans le dirigisme en termes vibrants :,

Nous voulons la mise en valeur en commun de tout de ce que nous possédons sur cette terre et, pour y réussir, il n'y a pas d'autres moyens que ce que l'on appelle l'économie dirigée. Nous voulons que ce soit l'État qui conduise au profit de tous l'effort économique de la nation tout entière et faire en sorte que devienne meilleure la vie de chaque Français et de chaque Française.

Au point où nous en sommes, il n'est plus possible d'admettre ces concentrations d'intérêts qu'on appelle l'univers des trusts [...], il faut que la collectivité, c'est-à-dire l'État, prenne la direction des grandes sources de la richesse commune et qu'il contrôle certaines des autres activités sans bien entendu exclure les grands leviers que sont dans l'activité des hommes l'initiative et le juste profit.

Le voilà donc qui nationalise à tour de bras : les charbonnages, Renault, les usines d'aviation Gnome-et-Rhone, qui deviendront la SNECMA, l'électricité et le gaz, le transport aérien, la Banque de France et les quatre plus grandes banques de dépôt, les assurances. Un formi-

dable bond en avant de l'étatisme en France. Ce n'est donc certes pas pour sauvegarder le libéralisme que Mendès France est écarté.

Le contexte d'un hiver très froid a pu jouer, qui rend les effets de la pénurie encore plus cruel. Jamais les rations n'étaient descendues si bas : moins de 100 grammes de pain par jour, 90 puis 60 grammes de viande par semaine. Le charbon, indispensable pour se chauffer, a quasiment disparu des caves. La mortalité infantile augmente dans des proportions dramatiques. D'après Alfred Sauvy, 24 000 bébés, alors, seraient morts qui auraient survécu dans les conditions de l'Occupation. Paul Ramadier, ministre du Ravitaillement, est surnommé Ramadan ou Ramadiète. De fait, la première année sans la présence martyrisante de l'Occupant et sans bombardement se révélera être la plus désastreuse du point de vue du ravitaillement et de la santé des Français. À ces souffrances, il aurait été difficile, disait-on, d'ajouter les tracasseries administratives qu'aurait occasionnées une ponction monétaire.

Là encore, l'argument n'est pas entièrement convaincant. Car l'échange de billets auquel on procède enfin le 4 juin 1945 donne l'occasion à l'administration d'accroître ses pouvoirs d'inquisition. Elle veut profiter de l'occasion pour faire une «photographie» du capital existant qui permettra à l'avenir de mieux asseoir l'ensemble des contrôles fiscaux. Pour être complète, cette photographie impose que celui qui présente son papier-monnaie à l'échange déclare non seulement les billets en sa possession, mais aussi ses comptes en banque et les valeurs qu'il a en dépôt, bons du Trésor compris. Ainsi est levé l'anonymat qui avait fait le succès de ces derniers. La mesure apparaît comme une rupture de contrat entre l'État et les souscripteurs, ce qui ne pourra qu'accroître la méfiance des épargnants à rencontre de ce dernier. Du coup,

l'argent du marché noir va se porter encore plus vers les biens que l'État ne peut appréhender : meubles de collection, tableaux, et surtout l'or, dont les cours flambent, le napoléon montant jusqu'à 6 000 francs.

En outre, l'administration profite de l'échange des billets pour asseoir un impôt sur le capital, dit Impôt de solidarité nationale. Le fisc, d'après les calculs de l'époque, en attend 120 milliards de francs, dont 80 milliards dès la première année. Le rendement réel sera beaucoup plus faible : 52 milliards en 1946, et moins encore les années suivantes.

Autre explication, validée plus tard par Mendès France lui-même : de Gaulle ne s'intéressait pas à l'économie. Convaincu que « l'intendance suivra », suivant la célèbre formule sans doute apocryphe, il se serait préoccupé d'abord d'asseoir le rang de la France parmi les Alliés en faisant participer les armées françaises à la libération complète du territoire et à l'occupation de l'Allemagne. On l'entendra maugréer durant l'hiver 1944-1945 qu'il ne s'est pas installé au pouvoir pour « distribuer des rations de macaroni ». Dans ses *Mémoires de guerre*, le Général s'est insurgé contre cette interprétation, rappelant qu'à l'époque la crise du ravitaillement avait occupé sa vie « de tous les jours ».

La vraie raison du mauvais choix du général de Gaulle tient plus, sans doute, à des « affinités électives », familières à ce grand lecteur de Goethe. Quand Mendès France, rallié à la France libre, découvre de Gaulle à Londres en février 1942 au cours d'un déjeuner, c'est en présence de Pleven. Son futur rival est déjà un intime de longue date. Une intimité liée aux racines du destin gaullien. C'est en effet au service de Pétain que de Gaulle et Pleven se sont rencontrés pour la toute première fois en 1925, le second comme archiviste et le premier comme porte-plume du Maréchal au faîte de sa gloire. À Londres, Pleven a pris une telle importance aux yeux de

De Gaulle pour l'avenir même de la Résistance que le Général s'arrange pour ne jamais prendre le même avion que lui, que par deux fois il lui confie son testament, qu'il le traite comme son seul héritier présomptif. Il est « le compagnon, l'ami, le témoin de Charles de Gaulle », selon les ternies employés par le Général lui-même. Devant des liens aussi forts et aussi anciens, Mendès France apparaît comme un étranger... Pourtant, c'est lui qui voyait juste.

Les conséquences du mauvais choix ne tarderont pas à se faire sentir. Pendant plusieurs années, la France se drogue d'inflation. En 1949, les prix français seront au coefficient 16 par rapport à 1938 alors qu'en Belgique, en Hollande et en Norvège, ils sont au coefficient 3. Dès Noël 1945, il faudra dévaluer sauvagement le franc, le dollar passant de 50 à 120 francs. Ce sera le début d'une longue glissade. En 1958, quand de Gaulle reviendra au pouvoir, le franc aura perdu les neuf dixièmes de sa valeur. Le Général aura beau fustiger les impérities de la IV<sup>e</sup> République, c'est bien lui qui avait présidé au départ de la dégringolade de notre monnaie. Est-ce par remords, ou pour racheter la faute commise en 1945, qu'il choisit alors comme conseiller l'anti-Keynes par excellence, Jacques Rueff, le véritable inspirateur du nouveau franc, qui aura consacré une partie de son œuvre à dénoncer le « péché » inflationniste<sup>1</sup> ? Mais la réforme préconisée par Rueff, qui voulait s'attaquer tout particulièrement aux différents corporatismes qui corsetaient l'économie française, ne sera appliquée qu'à moitié. Et la France glissera à nouveau sur la pente savonneuse de la facilité monétaire.

Notre pays, avons-nous dit, est le dernier pays keynésien à cause de ses élites, formées dans le giron de l'État et

1. Cf. notamment Jacques Rueff, *Le Péché monétaire de l'Occident*, Paris, Pion, 1971.

donc avides de recettes de politique macro-économique. Depuis la Première Guerre mondiale, les facilités de l'inflation avaient été trop tentantes pour qu'elles ne cherchent pas à en profiter. S'il y a eu pourtant un moment privilégié, où l'on aurait pu espérer un sursaut face à ce fléau, c'est bien celui de la Libération. C'est plutôt d'une soumission qu'il faudra parler, et cela par la faute du « Premier des Français », engageant la France dans trois décennies supplémentaires d'inflation, avec à terme une explosion du chômage que l'on croyait empêcher par du laxisme monétaire.

À beaucoup, ce péché paraissait - et paraît encore - bénin. La nuisance intrinsèque de l'inflation a pu longtemps être masquée par l'image naïve et populaire qui veut que, mettant de « l'huile dans les rouages », une certaine hausse des prix, à condition qu'elle ne soit pas trop forte, facilite et régularise le fonctionnement de la « machine économique ». Cette image survit toujours dans nombre d'esprits. Et maints tribuns en quête de suffrages ou de popularité seront toujours tentés d'imiter les propos de Mirabeau qui, devant l'Assemblée nationale, en 1790, réclamait une émission de monnaie-papier, en quoi étaient transformés les fameux assignats :

Quoi? serait-il nécessaire de le dire? On parle de vendre, et l'on ne fournirait au public aucun moyen d'acheter ! On veut faire sortir les affaires de leur stagnation et l'on semblerait ignorer qu'avec rien on ne fait rien ; on semblerait ignorer qu'il faut un principe de vie pour se remuer, pour agir et se reproduire! [...] C'est le numéraire qui crée le numéraire; c'est ce mobile de l'industrie qui amène l'abondance; [...] jetez donc dans la société ce germe de vie qui lui manque ; et vous verrez à quel degré de splendeur vous pourrez dans peu vous élever<sup>1</sup>.

1. Collection complète des travaux de M. Mirabeau l'aîné à l'Assemblée nationale, t. 4, Paris, 1972.

En fait d'huile, c'est plutôt d'acide qu'il faudrait parler, capable de gripper les moteurs les plus performants. Cela peut se démontrer.

D'abord l'inflation s'apparente à un prélèvement de l'État - d'autant plus sournois qu'il est invisible et apparemment indolore.

On dit souvent qu'un gouvernement qui cherche à se procurer des ressources nouvelles dispose de trois types de moyens : il peut créer de nouveaux impôts, lancer des emprunts, émettre de la monnaie. Comme l'a montré Milton Friedman dans l'un de ses premiers livres<sup>1</sup>, c'est une erreur. Les moyens du gouvernement sont limités à deux : l'impôt ou l'emprunt. En conséquence, si l'émission de monnaie n'est pas un impôt, alors elle est un emprunt.

De deux choses l'une en effet. Ou bien l'émission de nouvelle monnaie n'entraîne pas de hausse des prix ; ou bien elle en entraîne une.

Si l'émission de monnaie nouvelle n'entraîne pas de hausse des prix, c'est que le public n'a pas utilisé cette monnaie pour faire des achats<sup>2</sup> ; il l'a donc thésaurisée. Tout se passe comme si l'État s'était procuré cet argent en l'empruntant. Qui plus est, cet emprunt ne lui coûte aucun intérêt ! Il n'y a pas de différence entre une promesse de paiement contenue dans un billet de 10 euros et la même promesse présentée sous la forme d'un titre d'emprunt d'État, à ceci près que dans le second cas l'État paie un intérêt, et non dans le premier. On retrouve exactement le paradoxe de nos émirs qui auraient prêté à taux nul aux pays consommateurs d'or noir s'ils avaient enfoui

1. Milton Friedman, *Inflation et système monétaire*, traduit de l'américain par Daisy Carroll, Paris, Calmann-Lévy, 1969, titre original : *Dollars and Deficits*, New Jersey, USA, 1968, p. 74 et sq.

2. C'est une application de l'équation monétaire exposée au chapitre 2 :  $MV = PT$ . Les paramètres  $V$  et  $T$  étant supposés constants, si le niveau général des prix  $P$  n'a pas augmenté, c'est que la masse monétaire en circulation  $M$  n'a pas augmenté. Autrement dit, le supplément de monnaie émise a été thésaurisé.

les « pétrodollars » qu'on leur payait dans les sables du désert<sup>1</sup>.

Si rémission de nouvelle monnaie engendre une hausse des prix, c'est-à-dire l'inflation, elle s'apparente à un impôt d'un type particulier. Il s'agit d'un impôt sur les encaisses monétaires - ce que vous gardez dans votre poche ou sur votre compte courant pour vos besoins quotidiens. Pour le comprendre, il suffit d'imaginer que le gouvernement fasse passer une loi en vertu de laquelle toutes les personnes devraient payer un impôt de 5 % du montant moyen des encaisses qu'elles ont eues entre leurs mains pendant toute l'année. Cet impôt serait tout à fait comparable à un impôt sur n'importe quel produit de consommation. Mais il serait beaucoup plus difficile à mettre en œuvre. Comment déterminer le montant annuel moyen d'encaisse de chaque citoyen? Il est bien plus facile d'obtenir le même résultat en émettant des bouts de papier appelés billets de banque de x ou y euros à un rythme susceptible d'accroître de 5 % le niveau général des prix. Le particulier, s'il veut conserver le montant de son encaisse en termes de pouvoir d'achat, devra donc sacrifier une partie de son revenu à accroître de 5 % par an son encaisse en ternies nominaux et compenser ainsi la perte de 5 % de chaque unité monétaire résultant de la hausse des prix. Il s'agit bien en quelque sorte d'un impôt, tout invisible qu'il soit, qui a un avantage supplémentaire pour le gouvernement : il peut être appliqué sans approbation du Parlement ! Il est donc très tentant d'y recourir et d'en abuser.

Cet impôt est particulièrement injuste, car il pèse surtout sur les gens qui n'ont pas les moyens d'ajuster leurs revenus à la hausse des prix et qui ne sont pas de ce fait au sommet de l'échelle sociale : les travailleurs qui n'ont pour tout revenu que leur salaire, s'il n'y a pas d'« échelle

mobile \* », les propriétaires d'actifs dont la rente est fixée une fois pour toutes et les retraités logés à la même enseigne, les uns et les autres étant condamnés de ce fait à l'euthanasie du rentier, pour reprendre l'expression déjà évoquée de Keynes. On ne voit pas ce qui peut justifier une telle mise à mort, si douce soit-elle, même du point de vue strictement économique, hors de toute considération morale. Car, encore une fois, c'est l'épargne qui fait la croissance par le truchement de l'investissement. Or, pas d'épargne sans épargnant. Et le rentier est un épargnant.

D'autre part, l'inflation entraîne des « coûts d'affichage ». Dans une situation non inflationniste, les prix ne sont pas souvent changés, car c'est une opération coûteuse (édition de catalogue, mailing, etc.). Si les prix se mettent à galoper, les affichages doivent être révisés beaucoup plus fréquemment, ce qui entraîne des coûts supplémentaires.

En fait, c'est la fonction d'unité de compte exercée par la monnaie qui est minée. Si vous posez aux gens cette question : « Cette année, le mètre vaut 100 centimètres. Combien de centimètres vaudra-t-il l'an prochain? », il y a de bonnes chances que vous soyez pris pour un fou. C'est pourtant à ce genre de questions que conduit l'inflation en ce qui concerne la valeur de la monnaie.

À noter encore que le prix sur un marché est une information capitale aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs. C'est une étonnante concentration de toutes les informations dont disposent tous les acteurs - qu'il s'agisse de carottes ou du prix d'une action, du salaire, du taux d'intérêt ou du taux de change. Si l'inflation s'en mêle, l'information véhiculée par le prix est faussée, et il en résulte une moindre efficacité économique.

1. Nous avons vu qu'elle avait été supprimée en France par un gouvernement de gauche. Cf. chapitre 4.

Il est vrai que les gens, une fois « éduqués » par l'inflation, sont tout à fait capables d'anticiper les effets de la hausse des prix sur leur pouvoir d'achat. Selon la théorie de Robert Lucas, déjà évoquée<sup>1</sup>, devant l'annonce d'une politique monétaire de relance, les acteurs vont anticiper une hausse des prix, qui, du coup, va se précipiter. Dès lors, la masse monétaire en termes réels de pouvoir d'achat n'aura pas augmenté, et l'effet attendu sur la croissance économique sera manqué.

C'est d'ailleurs pour cette raison que l'inflation a tendance à s'accélérer. Car le gouvernement, pour parvenir de nouveau à faire jouer l'illusion monétaire, devra surprendre les gens, déjouer leurs anticipations par des taux d'inflation encore plus élevés. L'inflation devient alors une drogue dont il faut injecter des doses de plus en plus fortes pour obtenir le même degré d'euphorie. C'est ainsi que de proche en proche, le rythme annuel de la hausse des prix a fini par dépasser les 10 % à la fin des années 1970 dans les pays industrialisés, obligeant à un très brutal renversement de la vapeur.

Enfin, l'inflation a ce défaut d'entraîner de graves distorsions fiscales. Tout impôt sur les plus-values et sur les intérêts ne peut se faire que sur leur valeur nominale, et si cette dernière est gonflée par l'inflation, le taux d'imposition peut atteindre des niveaux de confiscation ruineux pour l'épargnant, avec tous les inconvénients que nous avons dits pour le taux de croissance économique.

Bref, le péché du général de Gaulle en 1945 - il ne fut pas seul à le commettre - était tout sauf véniel. Pour la IV<sup>e</sup> République, il aura été mortel, même s'il n'a pas été la seule cause de sa mort.

1. Cf. chapitre 16.

## CONCLUSION

Au terme de ce parcours d'erreurs, dont beaucoup sont des répétitions d'erreurs anciennes, comment ne pas désespérer non seulement de la science économique, mais de l'économie elle-même? Sommes-nous donc condamnés à errer indéfiniment dans ce domaine ?

L'une des dernières erreurs recensées est particulièrement débilite. Soixante ans après son instauration par un « État français » que l'on prétend si souvent honnir, la retraite par répartition continue et continuera à empoisonner notre pays au triple plan politique, économique et social.

D'autre part, il n'est pas sûr que le « principe de précaution » que l'on applique maintenant à tout bout de champ -c'est bien le cas de le dire en ce qui concerne les dérives productivistes de la Politique agricole commune ne nous fasse tomber d'une erreur manifeste dans une erreur encore plus grave. Ainsi l'interdiction du DTT en 1972 pour des raisons écologiques a été la cause d'une recrudescence de paludisme qui a fait plusieurs dizaines de millions de victimes ' !

Quant aux erreurs de prévision, elles continuent à être perpétrées avec tant d'ingénuité qu'elles ne prêtent même plus à sourire.

1. Cf. *Le Temps des catastrophes*, de François-Xavier Albouy, Descartes & Cie, 2002.

Nous pourrions ainsi reprendre une à une les erreurs que nous avons recensées et craindre qu'elles ne soient reproduites telles quelles, voire aggravées par des tentatives de les corriger. Quant à la « mère des erreurs », c'est-à-dire l'erreur sur la nature de la science économique, comment nier qu'elle ne soit toujours là ?

Pourtant - et c'est là tout de même un motif d'espoir - il semble qu'au terme d'un siècle, le  $xx^e$ , de loin le plus cruel et le plus meurtrier qu'ait connu l'histoire de l'humanité, un certain nombre de leçons ont été retenues des erreurs commises. Ainsi de l'illusion monétaire, qui joue moins. Ainsi du protectionnisme, qui, malgré des rechutes, n'est plus considéré généralement un recours « normal » aux yeux d'instances internationales dûment mandatées pour promouvoir et faire respecter la liberté du commerce. Ainsi de l'emprise de l'État sur l'économie, que partout aujourd'hui on cherche à faire reculer. Ainsi des taux de change, qui ne sont plus aussi facilement à la portée d'une action gouvernementale. Ainsi des lois du marché dont on commence, même en France, à avoir une vision plus exacte, moins calquée sur le modèle de la concurrence pure et parfaite, dont l'absurdité paraît de plus en plus difficile à masquer. Ainsi de l'État providence, dont on perçoit mieux depuis quelques années les limites et les coûts, même du seul point de vue de la *redistribution* : on se rend compte qu'on ne peut redistribuer que ce que l'on a produit; on prend conscience que la manière de répartir a des incidences sur le niveau de la production ; on s'avise que la redistribution entraîne la société dans une spirale sans fin de conflits sociaux dangereuse pour la démocratie, aucun critère d'allocation n'étant universellement acceptable \*.

Tous ces changements - fragiles certes, et peut-être même éphémères - peuvent être regroupés sous un seul vocable, qui a bien mauvaise presse : la mondialisation. Loin d'y voir

1. Anthony de Jasay, *Justice and its Surroundings*, Liberty Fund, 2002.

une malédiction, on peut la considérer au contraire comme une chance pour l'avenir, une promesse de liberté accrue, une garantie contre tout retour à l'enfermement des frontières. Montesquieu avait bien perçu, déjà au  $xviii^e$  siècle, dès l'aube d'un nouveau départ du commerce mondial, que la mobilité de la nouvelle richesse qu'il observait (la circulation des pièces, des billets, des lettres de change, des actions sur les compagnies qui « appartiennent au monde entier ») était capable de mettre un frein aux « grands coups d'autorité » que l'on peut toujours redouter des princes qui nous gouvernent. Après la parenthèse étatiste, ouverte le 1<sup>er</sup> août 1914-par quoi nous avons commencé notre liste d'erreurs - et fermée, on peut l'espérer, par la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, c'est une perspective à la Montesquieu qui s'ouvre à nouveau devant nos yeux, où le monde du commerce et de la finance, grâce aux progrès foudroyants des technologies de l'information, ne « compose qu'un seul État<sup>2</sup> ».

La crise de l'État, dont on parle tant en ce moment, ne s'explique pas autrement. Il n'est plus, il ne peut plus être l'instance de régulation économique qu'il a tenté d'être tout au long du  $xx^e$  siècle - une régulation qui n'a fait que dérégler davantage la « machine », comme nous l'avons montré par de nombreux exemples. Bien évidemment, des voix se font entendre pour réclamer plus d'État. Il eût été bien étonnant que ceux qui profitent de la puissance publique ou qui, tout simplement, en vivent - les uns et les autres forment une très nombreuse « clientèle » au sens romain du terme - ne cherchent pas à défendre leurs privilèges. Les soubresauts de Léviathan en lutte contre sa propre mort pourraient donner lieu à d'autres suites d'erreurs, et peut-être même déclencher une certaine violence.

1. Montesquieu, *De l'esprit des lois*, **XX**, 23.

2. *Ibid.*



L'État secrète lui-même, nous l'avons vu, grâce aux économistes qu'il entretient directement ou indirectement, une matière grise qui justifie ses interventions.

Au fond, le courant majoritaire encore aujourd'hui de la « science économique » n'a peut-être jamais dépassé le niveau que lui avait assigné Antoine de Montchrétien quand il écrivait en 1615 son *Traité d'économie politique*, prétendant transposer les « règles de la maison » (sens étymologique d'économie) au niveau de l'État-nation personnifié par le roi. Jusque-là, l'une des fonctions principales de la religion avait été d'aider à résoudre les conflits entre les hommes ou entre les classes. C'était l'État qui désormais prenait en charge ce rôle, hors de toute considération éthique : « L'heur [entendez le bonheur] des hommes, osa écrire Montchrétien, consiste principalement en la richesse. » Et l'économiste allait l'aider dans cette tâche.

Vont aussi jouer leur part dans la défense de l'État nombre d'intellectuels, pour qui, on le sait, la liberté de penser ne rime pas avec la liberté de commercer.

Ruse suprême, propre à la France : les idéologues de l'État arrivent à faire croire, par presse interposée, à l'existence d'une omnipotente « pensée unique », dite « libérale », voire « ultralibérale », qui n'est pourtant, pour le moment, que très minoritaire et très faible, disposant de moyens infimes pour s'exprimer. Des affidés de l'État français parviennent même à se plaindre du règne dominant des lois du marché, alors que 55 % du PIB passent par les caisses de la collectivité, tout en accusant les économistes d'avoir perdu tout contact avec le monde réel.

Ce sont là des forces très puissantes qui livrent des combats d'arrière-garde pour conserver leurs privilèges. Mais l'économie est elle-même une subversion, capable de renverser bien des Églises, bien des trônes et des dominations. Elle l'a déjà fait et elle le fera encore. Au seuil du xxi<sup>e</sup> siècle, elle a quelque chance de l'emporter, au moins pour un temps.

Ce n'est pas, en fait, l'État qui peut réguler le marché, mais le marché qui peut réguler l'État. Comme une bonne partie des plus graves erreurs économiques, on l'a vu, proviennent des États et des économistes à leur service, on peut espérer, si l'on est optimiste, que cette « crise de l'État » dont on parle tant, se traduira, tout compte fait, par une prise de conscience de l'existence des lois économiques et de leur inévitable tendance à se « venger » dans la réalité quand on prétend les contrarier.

## Sécurité sociale, plein emploi et économie de marché sont-ils compatibles ?

On a assez dit au cours de ce livre que les économistes sont fréquemment en désaccord entre eux pour noter un consensus, au moins en apparence, sur le triangle des incompatibilités en politique économique, formulé récemment par Mundell, prix Nobel de sciences économiques en 1999. Résumons : la politique économique doit choisir deux objectifs entre les trois qui s'offrent à elle : un taux de change fixe, une politique monétaire efficace et la libre circulation des capitaux. Si les changes sont fixes et que l'on veut que la politique monétaire soit efficace, alors il faut contrôler les mouvements de capitaux - si on le peut ! Si l'on veut avoir à la fois des changes fixes et des capitaux circulant librement, alors il vaut mieux renoncer à toute politique monétaire, et donc recourir à la politique budgétaire. Enfin, si l'on veut une politique monétaire efficace avec des capitaux circulant librement, alors il faut abandonner les changes fixes et opter pour des changes flottants '.

Un autre triangle d'incompatibilités pourrait être observé concernant la Sécurité sociale, le plein emploi et l'économie de

1. La démonstration passe par l'examen de la thèse qui a fait la célébrité de Mundell : le choix de l'instrument de politique économique doit être congruent avec le régime des changes. Suivons-la pas à pas.

*Dans un régime de changes fixes*, où la banque centrale doit défendre la parité de sa monnaie, la politique monétaire, qu'elle soit laxiste ou rigoureuse, est condamnée à l'inefficacité. En effet, une politique de relance monétaire qui baisse des taux d'intérêt entraîne des sorties de capitaux. Il en résulte une spéculation à la baisse de la monnaie nationale, au secours de laquelle la banque centrale doit venir en relevant ses taux d'intérêt. Et l'effet recherché est annulé. Inversement, une politique de rigueur monétaire qui relève les taux d'intérêt attire des capitaux étrangers. D'où, en

marché, mais là il serait étonnant que Ton puisse trouver une majorité d'économistes pour le valider. Ce triangle pourrait être formulé de la manière suivante : si l'on veut avoir ensemble le monopole de la Sécurité sociale obligatoire et le plein emploi, alors il faut abandonner l'économie de marché. Si l'on veut le monopole de la Sécurité sociale obligatoire dans une économie de marché, alors il faut consentir à un chômage élevé. Enfin, le plein emploi est atteignable en économie de marché si Ton renonce au monopole de la Sécurité sociale obligatoire.

contrepartie de leur entrée, une augmentation de la masse monétaire, et donc une baisse des taux d'intérêt. Là encore, on revient au point de départ.

Seule, dans ces conditions, la politique budgétaire peut trouver une certaine efficacité. Car ses effets supposés sur l'activité économique ne sont pas contrecarrés par des mouvements en sens inverse des taux d'intérêt. De fait, une augmentation du déficit budgétaire devra être financée par l'emprunt, ce qui se traduit par une hausse des taux d'intérêt, qui attire des capitaux étrangers, lesquels vont obliger la banque centrale à rabaisser les taux d'intérêt à leur niveau initial pour éviter une réévaluation de sa monnaie. À l'inverse une réduction du déficit budgétaire, qui est censée agir comme un frein sur l'activité économique, se traduit par une diminution des taux d'intérêt (l'État emprunte moins), qui risque d'annuler l'effet récessif. Mais les sorties de capitaux causées par cette baisse de taux d'intérêt obligent la banque centrale à relever ses taux pour défendre sa monnaie.

Dans un régime de changes flottants, où la banque centrale laisse la parité de sa monnaie fluctuer librement sur les marchés des changes, c'est exactement l'inverse qui se produit. La politique monétaire retrouve toute son efficacité : une relance monétaire par la baisse des taux d'intérêt se traduit véritablement par une chute du taux de change de la devise nationale, que la banque centrale, dans ce régime, n'a plus à défendre. L'effet sur la croissance économique est alors supposé positif, les exportations de marchandises étant encouragées. Inversement, une politique de rigueur monétaire par hausse des taux d'intérêt entraîne une hausse du taux de change qui freine les exportations. L'effet récessif sur l'économie paraît assuré.

Par contre, en régime de changes flottants, la politique budgétaire devient inefficace. En effet, une augmentation du déficit budgétaire entraîne une hausse des taux (l'État emprunte davantage) qui attire des capitaux étrangers, lesquels poussent le taux de change de la monnaie nationale à la hausse, ce qui pénalise les exportations et freine la croissance économique que l'on voulait accélérer. Inversement, une réduction du déficit budgétaire entraîne une baisse des taux (l'État emprunte moins), et donc des sorties de capitaux. Il en résulte une diminution du taux de change qui relance les exportations et donc la croissance économique que pourtant l'on voulait freiner.

La démonstration implique que l'on réfléchisse à l'économie du contrat de travail.

Comme tout contrat, le contrat de travail est le fruit de la rencontre de deux volontés. Encore faut-il l'exécuter. Et là encore, la rencontre des volontés des deux parties est indispensable. Tout ne peut pas être couché par écrit, ni le zèle que mettra l'employé à accomplir ses tâches ni l'ardeur du patron pour lui faciliter la tâche grâce à des conditions de travail adéquates. Comme dans tout contrat, chacun attend de la signature et de l'exécution du contrat de travail une amélioration de sa situation.

Admettons que le comportement des deux partenaires peut être décrit par deux niveaux. L'employé peut fournir un effort de niveau élevé (il est zélé), ou un effort médiocre (il est peu zélé). De même le chef d'entreprise peut offrir de bonnes ou de mauvaises conditions de travail (dans lesquelles le salaire n'est qu'un élément). Les comportements des deux parties ne peuvent être précisés par écrit ; ils ne sont pas aisément observables par une tierce partie extérieure à la relation de travail, par exemple par un juge. On se trouve dans un « trou » de l'état de droit, comme il en existe tant. Bien sûr, il s'agit d'un schéma; il y a une infinité de comportements envisageables

Ces résultats sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Régime de changes	
	Flottants	Fixes
Politique budgétaire	Efficace	Inefficace
	Inefficace	Efficace
Politique monétaire		

La liberté des mouvements de capitaux étant supposée, on a le choix, pour être efficace, entre deux configurations : politique monétaire/changes flottants; politique budgétaire/changes fixes. En changes fixes, une politique monétaire ne pourrait retrouver une certaine efficacité que si l'on contrôle les mouvements de capitaux. *Idem* en changes flottants pour une politique budgétaire efficace. À noter que la théorie de Mundell suppose que la politique budgétaire ou la politique monétaire puissent être efficaces dans certaines conditions. La théorie des « anticipations rationnelles » dénie, nous l'avons vu, cette possibilité, quelles que soient les conditions. C'est pourquoi le consensus des économistes sur le triangle de Mundell n'est qu'apparent.

entre ces deux types d'attitudes et leurs différentes combinaisons. Mais cette simplification nous aide à montrer d'une part que le discours habituel sur l'inégalité de positions entre le patron et l'employé n'est pas nécessairement juste, d'autre part que ni la loi ni la réglementation ne peuvent tout régenter<sup>1</sup>.

1. Même dans le cas de l'esclavage, la position de négociation de l'esclave n'est pas nulle. Sinon, on ne s'expliquerait pas comment certains esclaves pouvaient accumuler un pécule, alors même que par définition tout gain est la propriété du maître. Comme Yoram Barzel, professeur d'économie à l'université de Washington, l'a superbement montré dans *Economie Analysis of Property Right* (Cambridge University Press, 1997), cette possibilité d'accumulation par l'esclave s'explique par les coûts de surveillance du travail et de la consommation de ce dernier. Ces coûts étant croissants, le maître cherche à les réduire, et par conséquent accorde quelques droits et libertés à l'esclave. Le pécule accumulé pouvait parfois atteindre une somme telle que l'esclave pouvait racheter sa liberté au maître.

A noter sur le même registre que l'Américain Robert William Fogel, prix Nobel d'économie en 1993, a montré chiffres à l'appui que l'esclavage, aux États-Unis, était un système rentable, et qu'il existerait peut-être encore si on ne l'avait pas aboli de force. Généralement, l'esclavage est présenté, dans les livres d'histoire ou d'économie, comme archaïque et improductif. Adam Smith, par exemple, dans son maître ouvrage, *La Richesse des nations*, affirme que le travail fait par des esclaves est « le plus cher de tous », parce qu'un homme, réduit à cette condition, « ne peut avoir d'autre intérêt que de manger autant que possible et de travailler aussi peu que possible ». Si un patron utilise ce type de main-d'œuvre de préférence à des serviteurs libres, estime le grand économiste écossais, c'est « parce qu'il aime dominer ». Donc, il est prêt à gagner moins d'argent en employant des esclaves pour satisfaire sa soif de pouvoir. Une telle manière de présenter l'esclavage, reprise de la littérature antique, avait encore cours lorsque Fogel a présenté sa thèse. Pour lui, l'esclavage américain au XIX<sup>e</sup> siècle avait de tout autres caractères.

D'abord, il était, non pas irrationnel, mais hautement rentable pour les propriétaires d'esclaves. Ensuite, loin d'être moribond à la veille de la guerre de Sécession (1861-1865) qui y a mis fin, il n'avait jamais été aussi prospère, et les esclavagistes, à cette époque, n'étaient pas du tout pessimistes quant à leur avenir. L'agriculture esclavagiste du Sud était de 35 % plus rentable que l'agriculture familiale du Nord, grâce à des économies d'échelle, un management efficace et une utilisation intensive du travail et du capital : travail en équipe ou à la chaîne, spécialisation minutieuse des tâches, une discipline que l'on retrouvera plus tard dans la grande industrie moderne. La main-d'œuvre esclave n'était ni paresseuse, ni stupide, ni improductive ; au contraire elle était plus travailleuse et plus efficace que les ouvriers libres. Le système pouvait très bien s'adapter à des activités industrielles.

Une simplification supplémentaire va consister à ne considérer ici que le salaire comme paramètre du contrat de travail<sup>1</sup>.

Le salaire est le prix de la location de la force de travail. Et comme tout prix, il obéit à la loi de l'offre et de la demande.

Une petite difficulté de vocabulaire surgit pour les lecteurs français. Dans les journaux, l'offre de travail (des travailleurs) se traduit en « demandes d'emplois », et la demande de travail (des employeurs) s'exprime en « offres d'emploi ». Malgré cette difficulté, nous continuerons de raisonner en termes d'offre et de demande de travail, car ces offres et demandes obéissent ordinairement aux mêmes lois que les autres biens et services : l'offre augmente et la demande diminue en fonction des prix.

Considérons l'offre de travail des travailleurs. Sur un graphique où sont portées en abscisses les quantités de travail et en ordonnées les salaires, l'offre de travail peut être représentée par une courbe ascendante. Cette courbe peut décrire les comportements soit d'un individu, soit d'une population particulière (ouvriers qualifiés, cadres, etc.), soit de la population tout entière.

D'autre part, la croyance que l'esclavage conduisait à l'exploitation sexuelle des Noirs par les Blancs et à la destruction de la famille noire est, pour Fogel, un mythe ; au contraire, la famille était l'unité de base de l'organisation sociale du système, car il était de l'intérêt économique des propriétaires d'encourager la stabilité des couples. Le niveau de vie des esclaves était plutôt meilleur que celui des travailleurs de l'industrie à cette époque. Les conditions de travail étaient elles aussi meilleures, même si le fouet n'était jamais absent : pauses plus longues, davantage de loisirs. Le taux d'exploitation de l'esclave était très inférieur à ce qu'on a dit, la main-d'œuvre touchant 90 % de la valeur qu'elle produisait.

Enfin, loin d'être stagnante, l'économie du Sud était florissante, et entre 1840 et 1860, elle avait connu un taux de croissance supérieur à celle du Nord. En 1860, elle avait atteint un niveau de revenu par tête que l'Italie n'atteindrait qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale (1940).

Cette efficacité n'enlève évidemment rien au caractère intrinsèquement immoral de l'esclavage, qu'il n'est pas besoin de démontrer. Mais, justement, Fogel insiste sur ce point : ce n'est pas parce qu'un système est rentable qu'il est moral. Et il faut donc condamner l'esclavage, non pour des raisons économiques ou sociales, comme trop d'abolitionnistes ont été amenés à le faire au XIX<sup>e</sup> siècle pour des raisons d'opportunité politique, mais strictement pour des raisons morales.

1. Prendre en considération les autres éléments du contrat de travail nous ferait largement dépasser les limites de cette annexe mais ne changerait pas la démonstration.

Prenons le cas de la population d'un pays donné. Définissons pour cette population l'emploi total (T) comme une situation dans laquelle adultes, femmes, enfants, vieillards sont mis au travail seize heures par jour et sept jours sur sept. À moins de disposer d'un pouvoir de coercition très puissant (camp de concentration, camp d'esclaves \*), il faudrait consentir à un salaire extrêmement élevé (sur la figure 1, p. 407, on voit qu'il s'agirait d'un salaire infini !) pour aboutir à ce résultat. Autrement dit, pour tout autre salaire, la quantité de travail offerte par cette population résulte d'un arbitrage entre travail et loisir. Pour le salaire  $S_i$ , la courbe indique que la quantité de travail offerte est  $Q_i$ . Dès lors, le segment  $Q_i T$  représente le loisir résiduel. Ce loisir est appelé dans la théorie d'un nom qui peut paraître bizarre au profane : « chômage volontaire ».

Au niveau individuel, les résultats sont analogues. Quel que soit le niveau de salaire, il arrive un moment où le gain supplémentaire qu'il procure est ressenti comme « ne valant pas la peine », c'est-à-dire comme ne valant pas le loisir supplémentaire que l'on sacrifie au travail. Il est vrai que plus le salaire est élevé, plus le loisir coûte cher en « coût d'opportunité », c'est-à-dire en gains abandonnés. D'où, d'ailleurs, l'acharnement au travail des cadres supérieurs. D'où, aussi, le « prix élevé » des enfants pour les mères de famille qui travaillent. Tous ces phénomènes sont maintenant bien connus.

Considérons maintenant la demande de travail des employeurs. Les quantités demandées varient en raison inverse des prix. La courbe représentative va donc être descendante (figure 2, p. 408). Il apparaît immédiatement que cette courbe ne peut pas ne pas rencontrer la droite verticale correspondant à l'abscisse T de l'emploi total. Supposons ici pour simplifier que le salaire résultant de cette intersection soit positif :  $S_0$  (l'hypothèse d'un salaire négatif en ce point ne change rien au résultat et ne fait qu'alourdir la démonstration). Pour tout salaire supérieur à  $S_0$ , il apparaît une quantité de travail offerte de  $Q$ . Si les travailleurs acceptent ce salaire et cette quantité, on aura un « chômage volontaire » de  $Q T$ . Reste à savoir dans quelles conditions les travailleurs vont accepter cette offre des employeurs.

1. Se reporter toutefois à la note 1, p. 398, pour se rendre compte des limites de la coercition.

C'est ici qu'intervient la confrontation des offres et des demandes de travail.

Rappelons que les courbes d'offre et de demande, quel que soit le bien dont elles rendent compte, ne prétendent décrire les comportements qu'à un moment donné, et qu'elles sont susceptibles de se déplacer, les paramètres qui les déterminent étant éminemment variables. C'est ce qui rend si difficile la prévision économique<sup>1</sup>. Mais quel que soit leur déplacement, les courbes d'offre et de demande ne peuvent pas ne pas ordinairement se rencontrer en un point puisque l'une est ascendante et l'autre descendante.

L'intersection des courbes d'offre et de demande de travail est décrite dans la figure 3 (p. 408). Au point  $P_e$ , les salaires offerts et demandés s'égalisent de même que les quantités de travail offertes et demandées. Au salaire  $S_e$  correspond une quantité de travail  $Q_e$ . Le « chômage volontaire » est mesuré par le segment  $Q_e T$ . Au point  $P_e$  qui permet d'égaliser offres et demandes de travail, il ne peut y avoir que du « chômage volontaire ». Ce qui revient à dire qu'un « chômage involontaire » ne peut pas apparaître. On définira cette situation comme une situation de « plein emploi ».

Supposons que pour corriger la situation supposée d'infériorité (morale, sociale, économique, d'éducation, d'information, etc.) du travailleur vis-à-vis de son employeur<sup>2</sup>, on décide de protéger de possibles abus de pouvoir de ce dernier en imposant un salaire minimum  $S_m$ . Ce salaire est forcément supérieur au salaire issu de la confrontation des offres et des demandes de travail - sinon à quoi bon l'instituer. On aboutit alors à la situation suivante (figure 3) : les quantités de travail  $Q_i$  demandées par les employeurs pour le salaire  $S_m$  sont inférieures aux quantités  $Q_i$  offertes pour ce même salaire par les travailleurs. Le résultat se voit facilement sur le graphique : l'emploi effectif est mesuré par  $O Q_i$ , le « chômage volontaire » par  $Q_i T$ . Reste donc un « chômage involontaire » de  $Q_i Q_2$ . La situation est paradoxale : la protection des travailleurs aboutit à trans-

1. Cf. Prologue.

2. Il y a au moins un champ dans lequel l'asymétrie joue souvent en faveur de l'employé contre l'employeur, c'est celui de l'information sur la qualité de la formation et du travail effectué : l'employé est en général mieux informé que l'employeur sur ses propres capacités et sur la qualité de ses prestations.

former non seulement du travail en « chômage involontaire » ( $Q_1$   $Q_e$ ) mais encore du « chômage volontaire » en « chômage involontaire » ( $Q_e$   $Q_2$ ). Cet effet pervers tout à fait classique est bien connu des économistes.

Remarquons qu'un postulat analogue d'asymétrie concernant les relations entre propriétaires et locataires d'immeubles aboutit à une situation aussi déséquilibrée, tout en étant l'inverse de celle que nous venons d'analyser. Ici, *a priori*, c'est l'offreur (le propriétaire d'appartement) qui est considéré comme le vilain, et le demandeur (le locataire) comme la victime. On va donc bien souvent imposer le respect d'un loyer maximum (L sur la figure 4, p. 409), forcément inférieur au loyer qui résulterait de la confrontation des offres et demandes de logement - sinon, à quoi bon l'imposer. Pour ce loyer  $L_m$  la quantité offerte  $Q_1$  par les propriétaires sera inférieure à la quantité  $Q_2$  demandée par les locataires. On a voulu protéger ces derniers et l'on n'a fait qu'aggraver à terme leur situation. Dans les deux cas, les mêmes causes aboutissent au même résultat qui se traduit sur le marché du travail par du « chômage involontaire » et sur le marché immobilier par une pénurie de logements.

Ces mécanismes, même s'ils ne permettent pas une prévision quantifiée et datée de ce qui va se passer sur le marché du logement comme sur le marché du travail, méritaient d'être rappelés, parce qu'ils sont contre-intuitifs et pourtant parmi les plus sûrs que la science économique ait mis au jour. On a tôt fait d'accuser les forces aveugles, égoïstes, inhumaines, désordonnées, irrationnelles de l'économie de marché d'être responsables de dysfonctionnements (chômage, pénuries) dont elle n'est nullement responsable. Et pour les corriger, on propose non pas de remettre en question le règlement qui est la cause de ces drames, mais de rajouter d'autres réglementations qui ne font qu'aggraver la situation. Voilà une des causes de ces erreurs en chaîne dont nous avons donné quelques exemples dans ce livre.

Il a fallu plusieurs décennies pour réviser en France la législation sur les loyers et, notamment la fameuse loi de 1948, et encore ne l'a-t-on fait que partiellement. La moindre tentative de s'attaquer au SMIC soulève immédiatement des tempêtes de protestations, surtout parmi les victimes indirectes du salaire minimum qui ne veulent pas voir - ou à qui on a caché -

la source de leur malheur. Peu d'économistes se risquent à la leur révéler. Ils seraient qualifiés immédiatement d'« hyper-libéraux » ou de « suppôts du patronat ». Au xviii<sup>e</sup> siècle régnait un autre tabou, politiquement et socialement très sensible : le prix des grains (une denrée absolument vitale à l'époque) ne devait pas dépasser un certain maximum. Mais il s'est trouvé des économistes, et parmi les plus grands (Turgot, Condillac, Quesnay, etc.), pour dénoncer une réglementation qui, loin de résoudre les problèmes d'approvisionnement, ne faisait que les aggraver.

Aussi longtemps qu'on jugera nécessaire de garantir le SMIC, avec toutes les conséquences qu'il entraîne de proche en proche sur l'ensemble des salaires, il sera vain d'espérer retrouver une situation de plein emploi dans une économie de marché. Notre triangle d'incompatibilité prend ici une première forme : SMIC, plein emploi, économie de marché. On peut avoir SMIC et plein emploi, mais à condition de renoncer à l'économie de marché. Mais dans une économie de marché, on doit choisir entre SMIC et plein emploi.

Est-il besoin de souligner ici, avant de poursuivre l'analyse, que nous n'accordons aucune valeur supérieure à aucun des côtés du triangle. Notre propos n'est pas normatif. On peut très bien admettre que le SMIC constitue un objectif de politique économique, parce que l'on considère que ses « inconvénients » sont moindres que les avantages qu'on lui suppose. Ce que nous disons est simplement ceci : cet objectif, en économie de marché, est incompatible avec le plein emploi.

Nous allons maintenant élargir l'analyse à l'ensemble de la Sécurité sociale. Le raisonnement est plus subtil que celui concernant les effets pervers du SMIC, tout en utilisant le même appareil graphique. Le salaire minimum crée du « chômage involontaire », nous l'avons vu, alors que ce qui va apparaître maintenant, c'est un « chômage volontaire » plus grand qu'il ne devrait l'être.

Supposons dans un premier temps qu'une partie du salaire est versée en nature et que cette partie en nature convienne aussi bien aux travailleurs qu'à leur employeur.

La courbe d'offre du travail, en termes monétaires, va descendre d'un cran, de O en O' (figure 5, p. 409). Étant donné le complément en nature qu'ils reçoivent, les travailleurs se contentent pour chaque quantité de travail d'un salaire infé-

rieur à ce qu'il serait s'ils étaient payés entièrement en monnaie (sans complément en nature). La courbe O' est donc parallèle à la courbe O. L'écart entre les deux courbes mesure exactement le complément en nature. Il en va de même pour la courbe de demande en termes monétaires. Pour chaque quantité de travail demandée par les employeurs, le salaire monétaire sera inférieur à ce qu'il était dans la situation précédente, puisqu'il est complété par un salaire en nature. La courbe D' est donc parallèle à la courbe D, et l'écart entre les deux courbes est le même que celui séparant les deux courbes d'offre, puisqu'il est égal au salaire en nature.

Un simple coup d'œil sur la figure 5 montre que, dans ces conditions, les quantités de travail offertes et demandées sont exactement les mêmes : les deux points d'intersection des courbes d'offre et demande ont la même abscisse  $Q_e$ . Jusque-là, tout va bien. Le seul chômage qui apparaisse est un « chômage volontaire »,  $Q_e T$ .

Mais, justement, ces conditions ne sont, pas toujours réunies. On peut même subodorner qu'elles le sont rarement.

Imaginons, par exemple, que le patron en guise de paiement en nature offre des logements à ses employés - une pratique courante au XIX<sup>e</sup> siècle. Certains de ces employés, préférant habiter ailleurs dans un appartement ou une maison à leur goût, vont considérer ce paiement en nature, sinon comme nul, du moins comme ayant moins de valeur que le salaire monétaire qu'il remplace. Leur comportement d'offre de travail n'en tiendra pas pleinement compte. En d'autres termes, leur courbe d'offre de travail ne descendra pas autant que dans le cas précédent. Ces employés récalcitrants peuvent être assez nombreux pour que la courbe d'offre de l'ensemble glisse seulement de O en O" (figure 6, p. 410). À ce moment-là, la quantité d'emploi correspondant au point de rencontre des courbes d'offre et de demande va régresser de Q en  $Q_e$ ". Il en résulte un surcroît de chômage ( $Q_e Q_e''$ ) peu visible, parce qu'il s'agit d'une augmentation du « chômage volontaire ». En d'autres termes, l'emploi serait maintenu au niveau antérieur si et seulement si le salaire en nature correspondait à ce que l'employé se procurerait de lui-même s'il touchait en argent l'équivalent monétaire de ce complément en nature.

Ce raisonnement, l'économiste anglo-hongrois déjà cité Anthony de Jasay a été le premier à l'appliquer à la Sécurité sociale dans des articles publiés dans des journaux anglais et

suisse<sup>1</sup>. Les prestations de la Sécurité sociale, du fait de son caractère de monopole obligatoire (tout salarié doit lui être affilié), peuvent être analysées comme des paiements en nature. De même, les cotisations sociales, qu'elles soient payées par l'employeur ou l'employé, sont des retenues sur salaire analogues aux salaires en nature évoqués dans l'exemple précédent. Si le prix payé par l'employé pour cette protection sociale obligatoire, c'est-à-dire le salaire retenu sous forme de cotisations, est nettement supérieur aux bénéfices qu'il s'attend à en recevoir, alors sa courbe d'offre de travail ne « descendra » pas autant qu'il le faudrait pour que les quantités de travail offertes correspondent à l'équilibre de l'offre et de la demande. Si les employés sont suffisamment nombreux à faire ce raisonnement, la courbe d'offre « descendra » seulement en O", et l'emploi régressera. Ici, comme dans le cas du salaire en nature, il s'agit seulement d'une augmentation du « chômage volontaire ». À aucun moment n'apparaît de « chômage involontaire ». La situation est d'autant plus pernicieuse,

Le problème considéré est difficile à exposer parce que les patrons, les employés et l'opinion publique ont vaguement l'impression que les cotisations des employeurs sont à la charge des employeurs. Or, les cotisations des employeurs ont le même statut économique que celles qui sont payées directement par les employés : ce sont des salaires en nature, même s'ils sont sous une forme monétaire, retenus par le système et transformés ensuite en prestations sociales.

Pour mettre fin à cette situation, il faudrait que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs cotisations, ce qui implique que la Sécurité sociale ne soit pas un monopole et que l'assurance ne soit pas obligatoire. Il se trouve que la liberté d'assurance a été autorisée depuis juillet 1994 par une directive de la commission de Bruxelles. Le moins que l'on puisse dire est que cette directive est passée inaperçue dans notre pays et que son application soulèverait des tempêtes.

Le résultat de cet immobilisme sur le front de l'assurance comme sur celui du SMIC est que le chômage reste à un niveau

1. Anthony de Jasay, « A Vicious Circle of Social Kindness », dans *Financial Times*, vendredi 29 avril 1994. Cf. également l'article du même auteur paru les 13-14 février 1994 dans *Neue Zürcher Zeitung*, p. 10. Jasay est l'auteur de plusieurs livres consacrés à l'analyse de l'État. L'un d'entre eux a été traduit en français, *op. cit.*

élevé dans notre pays, comme en Allemagne fédérale, qui jouit à peu près du même système.

Le triangle d'incompatibilités est cette fois complet : si Ton veut maintenir le monopole de la Sécurité sociale dans une économie de marché, alors il faut renoncer au plein emploi. On peut certes combiner monopole de Sécurité sociale et plein emploi, mais à condition de renoncer à l'économie de marché. Mais si l'on veut vraiment le plein emploi en économie de marché, alors il faudrait démanteler le monopole de la Sécurité sociale et supprimer le SMIC.

Encore une fois, nous n'accordons aucune valeur supérieure à l'un de ces objectifs. On peut très bien admettre, pour une raison ou pour une autre, que la Sécurité sociale telle qu'elle est a une valeur supérieure au plein emploi. Simplement, il est bon de savoir- qu'on nous raconte des histoires quand on nous fait croire que Ton cherche avant tout à combattre le chômage alors qu'on ne s'en donne pas les moyens.

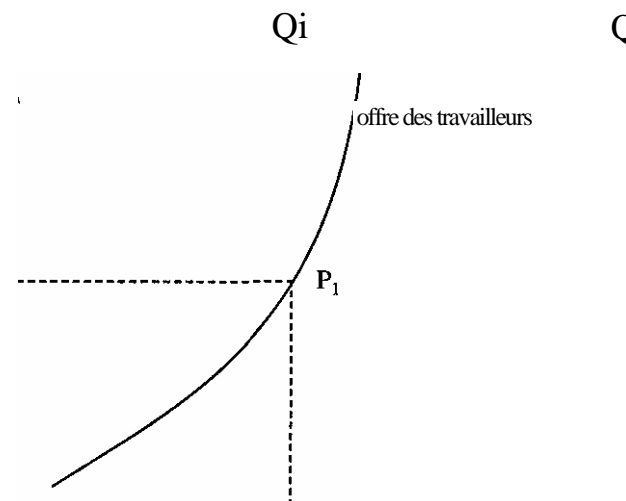
On pourra toujours objecter que le monopole de la Sécurité sociale répond à des défaillances du marché en matière de santé. Kenneth Arrow, prix Nobel de sciences économiques, a beaucoup fait pour accréditer cette idée dans son célèbre article de 1963 . Pourtant l'Histoire ne semble pas lui donner raison. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreuses sociétés d'assurances, d'associations et de mutuelles privées ont vu spontanément le jour, qui se montraient capables de répondre aux besoins de couverture des risques maladie et vieillesse. Les offres privées, loin d'avoir été défaillantes, se sont développées selon un processus d'essais et d'erreurs leur ayant permis d'acquérir un savoir-faire dans la gestion des risques santé et vieillesse. D'autre part, l'intervention publique a entravé l'épanouissement de ces protections privées en favorisant la constitution de rentes politiques et financières dès le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. En France, notamment, l'État, mal outillé intellectuellement pour

1. K. Arrow, « Uncertainty and the Welfare Economies of Medical Care », *American Economic Review*, vol. LUI, n° 5, décembre 1963, p. 941-973.

2. Nicolas Marques, « Le monopole de la Sécurité sociale face à l'histoire des premières protections sociales », dans *Journal des économistes et des études humaines*, vol. 10, numéro 2/3, juin/septembre 2000, p. 315-343. Cf. aussi, du même auteur, *Sécurité sociale ou protections sociales : une analyse économique institutionnelle*, thèse de doctorat de l'université d'Aix-Marseille, 2000.

appréhender l'économie du risque dans toutes ses complexités<sup>1</sup>, avait surtout pour objectif de subvenir à ses propres besoins financiers en détournant l'épargne de précaution ainsi amassée vers le financement de la dette publique. La disparition ultérieure des opérateurs privés, loin d'être une conséquence d'une défaillance du marché, est en fait la résultante d'un phénomène d'éviction : en 1945, les assureurs et mutualistes privés qui avaient œuvré pendant plus de cent ans étaient exclus de la scène par l'institution du monopole de la Sécurité sociale. Ainsi, d'une certaine façon, le travail entrepris par le maréchal Pétain dans le domaine des retraites en 1941 sous l'Occupation (cf. chapitre 19) était-il achevé à la Libération par le général de Gaulle. On connaît la suite...

Figure 1



1. Beaucoup de fonctionnaires, mais aussi d'éminents juristes (Pothier, Emerigon, Portalis ou Corvetto), sont encore hantés par l'interdit de Colbert qui défendait « de faire aucune assurance sur la vie des personnes » au motif « qu'on ne saurait attribuer un prix à la vie humaine ». Cité par Nicolas Marques, *art. cit.*



Figure 2

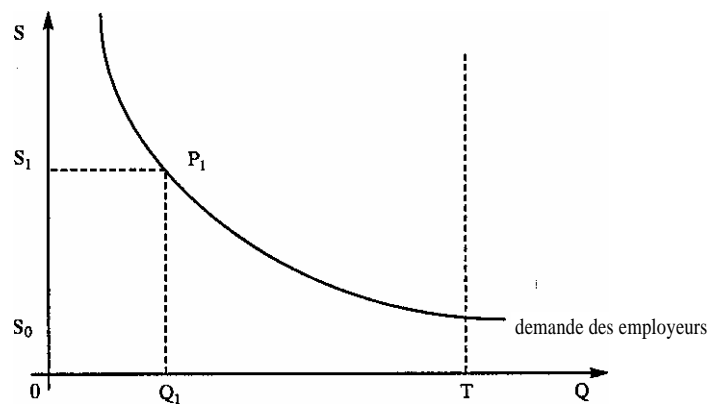
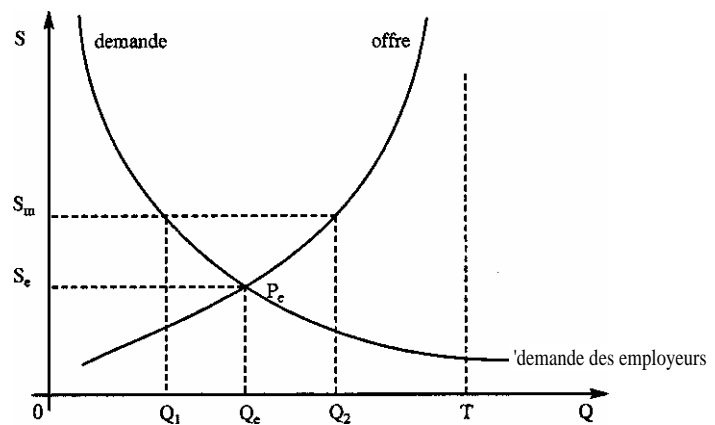


Figure 3



408

Figure 4

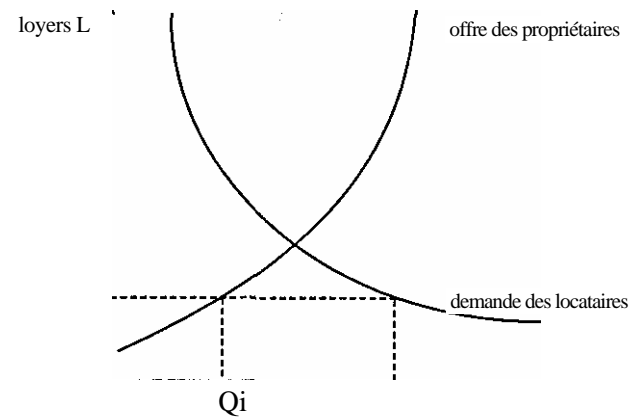
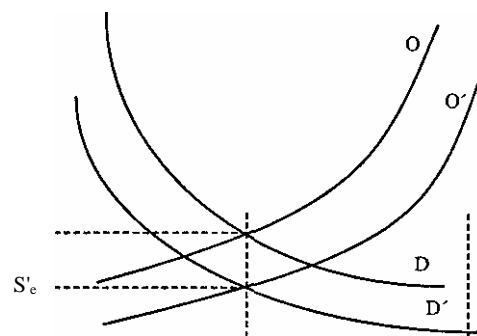
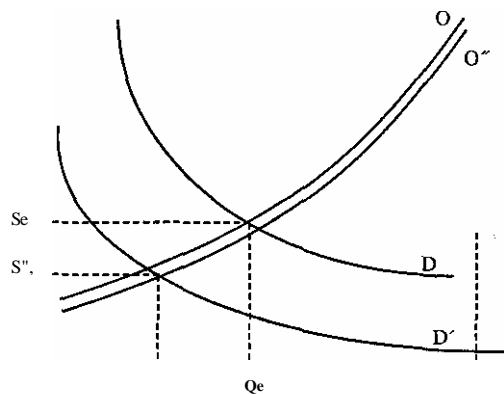


Figure 5



409

Figure 6



TABLE

<i>Introduction</i> .....	9
<i>Prologue : La mère de toutes les erreurs</i> .....	25
1. La guerre de 1914 n'aura pas lieu... et elle sera courte <i>Les limites politiques de la raison économique</i>	49
2. Octobre 1929 : pas de krach boursier en vue! <i>L'aveuglement du professeur Fisher</i> .....	69
3. C'est la faute à Aristote <i>... ou la philosophie égarée dans l'économie ..</i>	79
4. Churchill, Bérégovoy, même combat! <i>De l'inconvénient de fixer le taux de change à     un niveau trop élevé</i> .....	95
5. La légende de la PAC <i>Comment on a dupé les agriculteurs français .</i>	113
6. Hold-up chez les pays pauvres <i>Le coup de force de l'OPEP.....</i>	121
7. Un hommage involontaire à la rationalité économique <i>Quand des prix sont fixés trop bas : santé, tourisme,     éducation.....</i>	143

8. L'or rend fou	
<i>La faillite inéluctable du Gold Exchange Standard.....</i>	157
9. L'homme qui a fait dérailler la science économique	
<i>L'erreur d'Adam Smith et l'erreur sur Adam Smith .....</i>	165
10. Ricardo découvre «scientifiquement» la lutte des classes	
<i>... ou comment partager un gâteau sans le produire .....</i>	183
11. Et voilà pourquoi Marx n'a pas terminé son œuvre...	
<i>Les contradictions de la théorie de l'exploitation .....</i>	201
12. Haro sur le libre-échange!	
<i>L'erreur tragique de Friedrich List.....</i>	213
13. n faut punir la poupée Barbie	
<i>L'impossible concurrence pure et parfaite ....</i>	225
14. Vive la croissance zéro!	
<i>De Malthus au Club de Rome, le vertige géométrique .....</i>	251
15. « L'Allemagne ne paiera pas »	
<i>De quelques conséquences d'une erreur récurrente sur la balance des paiements.....</i>	269
16. Des politiques de relance qui ne relancent rien	
<i>L'imposture des keynésiens .....</i>	299
17. Law, Colbert, Lénine, Concorde... même combat	
<i>Du fétichisme en économie.....</i>	333
18. La victoire des 40 heures...	
<i>... ou comment ne pas atteindre l'objectif du plein emploi.....</i>	359
19. Un legs empoisonné du maréchal Pétain	
<i>La retraite par répartition et ses pièges.....</i>	367
20. Le péché monétaire du général de Gaulle...	
<i>Le choix de l'inflation .....</i>	377
Conclusion .....	389
Annexe : Sécurité sociale, plein emploi et économie de marché sont-ils compatibles? .....	395